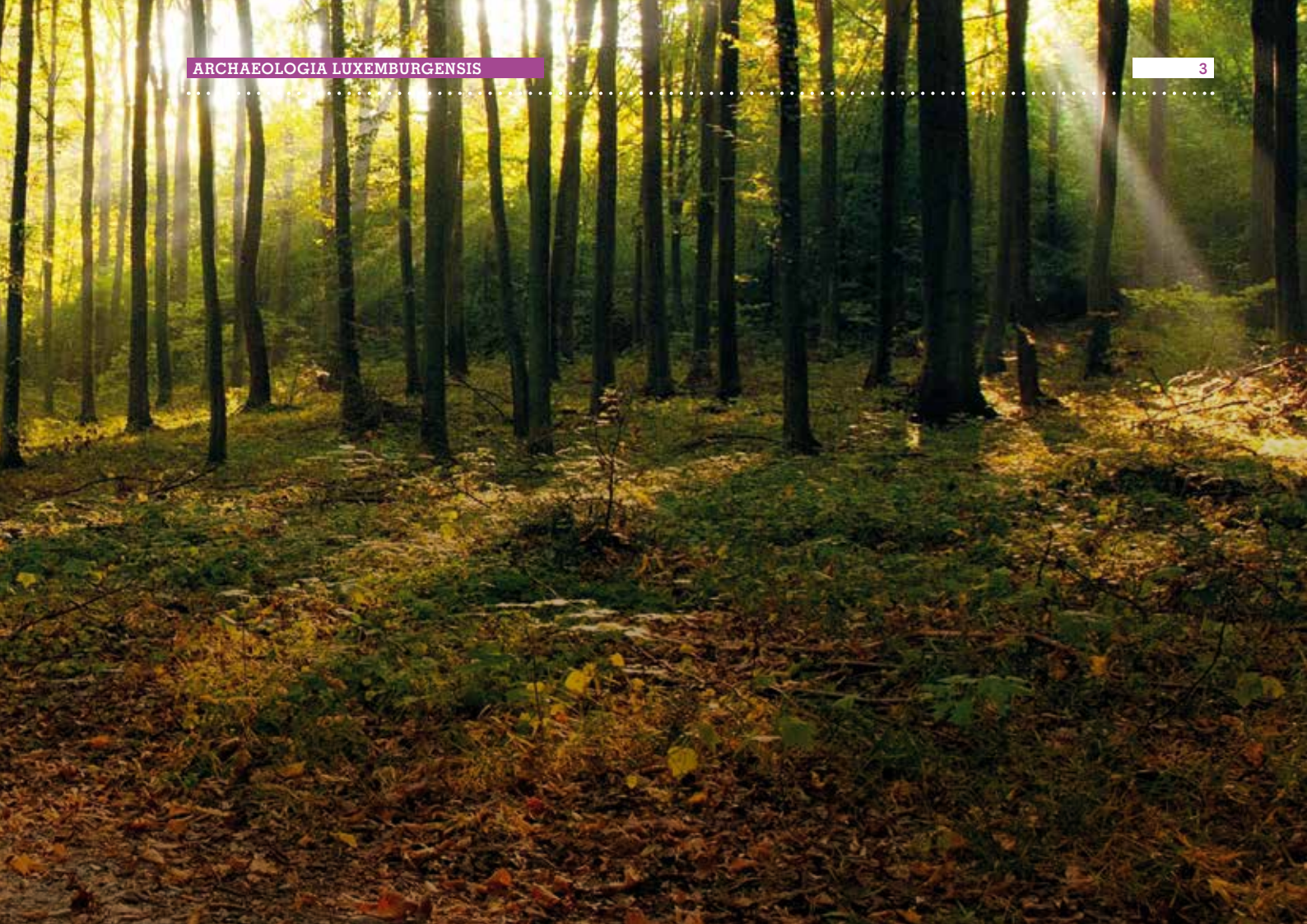


ARCHAEOLOGIA LUXEMBURGENSIS

BULLETIN DU
CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE

Sommaire

Attendue depuis 25 ans ... La Convention de La Valette enfin ratifiée	4
<i>André Schoellen, Foni Le Brun-Ricalens</i>	
Ouverture d'une nouvelle aire de fouille dans l'oppidum du Titelberg (suite)	38
<i>Catherine Gaeng, Jeannot Metzler</i>	
Ricciacus, Riccium oder Ricciacum? Ein Ort, viele Namen – Dalheims antike Benennung	46
<i>Nena Sand</i>	
Le Centre Régional de Recherche Archéologique de Dalheim	54
Présentation – Fonction – Bilan des deux premières années de fonctionnement 2016-2017	
<i>Nena Sand</i>	
Eine halbfertige römische Aschenkiste in einem Steinbruch bei Haller (Gemeinde Waldbillig)	66
<i>André Kirsch</i>	
Zukunft trifft Antike: Schnitt durch die römische Straße auf dem Kirchberg	78
<i>Lynn Stoffel</i>	
Grab 36 aus Lamadelaine und die altitalische Familie der <i>Lutatii Catuli</i>	94
<i>Jean Krier</i>	
Neue Erkenntnisse zum Nordteil des Vicus von Mamer-Bertrange	118
<i>Franziska Dövenner, Matthias Paulke</i>	
Kleine Zeugnisse einstiger Größe – Vier Bronzestatuen-Fragmente aus Luxemburg	140
<i>Franziska Dövenner, Roland Schwab, Frank Willer</i>	
Ein Monitoringkonzept für das gallorömische Grabdenkmal Häerdgeslay bei Altlinster	162
<i>Pieter Hellbach</i>	



Neufunde römischer Dosenschlossfragmente aus Luxemburg.....	170
Matthias Paulke unter Mitarbeit von Yves Lahur und Véronique Biver	
Aux origines de l'Octave – une petite chapelle oubliée.....	180
La Chapelle Notre-Dame du Glacis dévoile ses secrets	
Cynthia Colling	
Religion, Kulte und Rituale im ländlichen mittelalterlichen Umfeld -	192
Zur XI. RURALIA Tagung in Clervaux und dem gerade erschienenen Tagungsband	
Christiane Bis-Worch	
Zur kürzlich eröffneten Ausstellung der „Stadtarchäologie“ in den	202
Kellern der sogenannten Wiltheimgebäude des Nationalmuseums	
Christiane Bis-Worch	
500. Geburtstag von Peter Ernst von Mansfeld – Präsentation einer Sonderbriefmarke	210
Matthias Paulke	
Rapport d'activité 2016	212
Publications 2016 des agents du CNRA.....	226
Communiqués de presse du ministère de la culture 2016	228
Rapport d'activité 2017	234
Publications 2017 des agents du CNRA.....	246



Attendue depuis 25 ans ... La Convention de La Valette enfin ratifiée

ANDRÉ SCHOELLEN, FONI LE BRUN-RICAENS

La Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique est en vigueur depuis 2017 au Grand-Duché de Luxembourg après avoir été ratifiée par le Gouvernement en 2016.

Le 16 novembre 2016, après 24 ans et 10 mois d'attente, les Députés luxembourgeois ont voté à l'unanimité l'approbation de la *Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique* (révisée), signée le 16 janvier 1992 à La Valette (Malte). Il aura fallu un quart de siècle pour que le Luxembourg adopte cette convention. On aurait pu croire que cette ratification n'était plus qu'une simple formalité, or ce ne fut pas le cas à en juger les longs débats animés auxquels ont participé préalablement au vote tous les partis politiques à la Chambre des Députés. Heureux concours du calendrier, l'année 2016 marquait également le 50^e anniversaire de la loi du 21 mars 1966 qui régit toujours les fouilles et recherches archéologiques.

Avant d'aborder les principaux tenants et aboutissants de cette convention, quelques considé-

rations sur l'archéologie en général et sur l'archéologie luxembourgeoise en particulier.

GENÈSE D'UNE ARCHÉOLOGIE LUXEMBOURGEOISE *Sciences versus loisirs*

Loin des clichés populaires d'un séduisant Indiana Jones, « aventurier du Temps », ou d'une affriolante Lara Croft, « chasseresse de Trésors », loin également des amateurs d'antiquités et autres « antiquaires » des XVIII^e et XIX^e siècles qui avaient pour principal but de collectionner des objets prestigieux pour les vitrines de leurs musées privés et d'autres cabinets de curiosités, les archéologues d'aujourd'hui sont des scientifiques qui étudient, pour la collectivité, l'évolution des sociétés humaines passées en les resituant dans leur environnement. Il ressort que l'archéologie, cette discipline d'abord pratiquée comme loisir aux siècles des Lumières et des Indépendances, a acquis depuis la fin du XIX^e siècle un statut scientifique. Comme toute

science, l'archéologie a développé des règles et principes d'études en particulier des vestiges – structures et artefacts – mis au jour à l'occasion de fouilles conduites méthodiquement sur le terrain et d'analyses spécialisées complexes en laboratoire. De manière similaire aux agents de la police judiciaire qui enquêtent sur une scène de crime en cherchant et consignnant les indices, les archéologues essayent de documenter les plus infimes traces de nos ancêtres avant qu'elles ne soient détruites par toutes sortes d'aménagements ou autres activités perturbant le sous-sol. Contrairement aux nations européennes voisines, dans notre pays, ce n'est qu'au début des années 1970 sur initiative de l'ancien directeur Gérard Thill qu'a véritablement démarré une archéologie luxembourgeoise moderne avec l'engagement auprès des Musées de l'État d'un premier archéologue en 1973, puis d'un deuxième en 1979 (PAULKE 2015). Ces précurseurs ont fondé les bases d'une archéologie professionnelle au Luxembourg. Aujourd'hui, c'est au Centre national de recherche archéologique (CNRA¹) créé en 2011 auprès du Musée national d'histoire et d'art (MNHA) qu'il revient de protéger, de conserver, d'étudier, de documenter, de gérer et de mettre en valeur le patrimoine archéologique national. Or, la gestion scientifique et administrative de cet héritage est en pleine mutation et modernisation face à la multiplication des chantiers d'aménagement du territoire. Il est devenu nécessaire de développer un comportement responsable et de développer pour ce faire: législation, infrastructure (bâtiments, laboratoires, dépôts), personnel (agents administratifs et scientifiques) et financement (public et privé). À l'heure actuelle avec des moyens humains qui demeurent trop faibles, mais heureusement fortement motivés et une cellule administrative minimale, ces missions multiples

ne s'avèrent pas faciles à entreprendre. La raison principale en est que le patrimoine archéologique a la singularité d'être caché sous terre et d'être ainsi pratiquement invisible à l'œil non averti. Comment expliquer à un élu politique ou à un aménageur privé ou public ce qui se trouve enfoui sous la terre, sous l'herbe d'un pâturage où est prévu quelque aménagement? C'est déjà difficile lorsque l'on sait pertinemment que des vestiges archéologiques s'y trouvent, par exemple grâce à des photos aériennes, des modèles numériques de terrain (LIDAR)² ou encore détectés par des prospections géophysiques du sol. Il est encore plus compliqué d'expliquer aux décideurs locaux et nationaux ainsi qu'aux aménageurs que seulement près de 20 % du patrimoine archéologique est connu des services d'archéologie et que le reste, c'est-à-dire 80 % demeure caché dans le sol et sous la végétation. Pour remédier à cette problématique, faire face aux enjeux contemporains et pour ne pas freiner l'économie, la plupart de nos voisins européens ont initié de nouvelles pratiques qualifiées «d'archéologie préventive», c'est-à-dire un mode opératoire qui devance les aménagements prévus susceptibles de porter atteinte au patrimoine archéologique (BIS-WORCH 2007; PÖSCHE 2014, 2017). En attendant que soit ratifiée la Convention de La Valette, le Grand-Duché de Luxembourg s'est empressé depuis plus de deux décennies à mettre en place une telle archéologie sur base volontaire. Cette démarche a porté ses fruits, entre autres, sur les exploitations de sable et graviers (LE BRUN-RICALES 2001) et sur plusieurs projets autoroutiers (LE BRUN-RICALES 2003; LE BRUN-RICALES *et al.* 2003). Rien ne vaut toutefois une démarche anticipative basée sur un cadre légal bien défini. Suite à l'approbation de la convention de La Valette, les textes juridiques d'application demeurent en

¹ www.cnra.lu

² LIDAR acronyme de (*Light Detection And Ranging*) est une technique aéroportée (satellite, avion, hélicoptère) de mesure (télémétrie/télédétection) par laser.

cours d'élaboration au Grand-Duché de Luxembourg. Les Ministères concernés planchent pour combler cette lacune dans la perspective d'une bonne mise en œuvre et application de la loi du 7 décembre 2016 (voir Annexe 1 - Mémorial A, n° 249 du 12 décembre 2016).

LA CONVENTION EUROPÉENNE POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE (RÉVISÉE), LA VALETTE, 16.01.1992

La Convention de La Valette (Traité européen n° 143) remplace et met à jour la Convention initiale de Londres de 1969³. Entrée en vigueur le 25 mai 1995, elle établit juridiquement pour l'Europe les nouveaux principes de base auxquels doivent répondre les politiques nationales de protection des biens archéologiques en tant que source scientifique et documentaire et selon les principes de la conservation intégrée.

Définitions

La Convention de La Valette, expose en premier lieu des définitions, notamment celle du patrimoine archéologique qui est une source de la *mémoire collective* européenne et un instrument d'étude historique et scientifique. Les éléments du patrimoine archéologique ne se limitent pas seulement à l'étude du développement des sociétés humaines dans le passé, mais également à ses relations avec son environnement naturel. Ceci signifie que certains éléments dits « naturels » appartiennent également à ce patrimoine. En font ainsi partie, par exemple, les mares et mardelles ainsi que les cavités souterraines avec leurs sédiments et dépôts, les tourbes de méandres fluviaux colmatés ou les dépôts de galets sur les terrasses fluviales. Dans le chapitre

dédié aux définitions, les législateurs ont également insisté sur le contexte des découvertes archéologiques mobilières et immobilières qui sont amenées à être effectuées.

Patrimoine archéologique à identifier et à inventorier

Dans le deuxième article de la Convention, les états signataires s'engagent à dresser et à gérer des inventaires de leur patrimoine archéologique et de classer des monuments ou de créer des zones protégées. Le Luxembourg dispose d'une base de données patrimoniales, comportant aussi bien des objets mobiliers que des sites. Il existe un inventaire des sites archéologiques connus et présumés géré par le service de la carte archéologique au CNRA (SCHOELLEN 2006). Cet inventaire est tributaire des découvertes fortuites et des prospections ciblées. Loin d'être fixe et définitif, ce recensement est en évolution permanente et donc sujet à modification et complément. Le Grand-Duché de Luxembourg dispose également d'une liste de sites classés « monument national » ou de sites inscrits à l'inventaire supplémentaire, accessible par le public au Mémorial ou sur le site web du Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN)⁴. En passant en revue cette liste, il est frappant de constater que la majorité des sites archéologiques classés « monument national » a déjà fait l'objet de fouilles et a donc livré, hormis les sites de grande envergure, une grande partie de leurs secrets. Or, les sites à préserver, c'est-à-dire en particulier ceux qui n'ont encore jamais fait l'objet de recherches archéologiques, y sont rares et les zones de réserve archéologique encore inexistantes. Le nombre de sites archéologiques classés « monument national » ou sur l'inventaire supplémentaire (n = 110 au

³ D'où l'ajout « révisée ».

⁴ www.ssmn.public.lu

MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE	SIGNATURE	RATIFICATION	ENTRÉE EN VIGUEUR
Albanie	06/02/08	19/02/08	20/08/08
Allemagne	16/01/92	22/01/03	23/07/03
Andorre	10/03/98	26/06/98	27/12/98
Arménie	26/05/00	17/12/04	18/06/05
Autriche	05/06/14	23/01/15	24/07/15
Azerbaïdjan		28/03/2000 a	29/09/00
Belgique	30/01/02	08/10/10	09/04/11
Bosnie-Herzégovine	15/10/08	14/12/10	15/06/11
Bulgarie	16/01/92	02/06/93	25/05/95
Chypre	08/04/98	26/04/00	27/10/00
Croatie	02/10/01	06/08/04	07/02/05
Danemark	16/01/92	16/11/05	17/05/06
Espagne	16/01/92	31/03/11	01/10/11
Estonie	03/05/96	15/11/96	16/05/97
Fédération de Russie	16/01/92	12/10/11	13/04/12
Finlande	15/09/94	15/09/94	25/05/95
France	16/01/92	10/07/95	11/01/96
Géorgie	17/09/99	13/04/00	14/10/00
Grèce	16/01/92	10/07/06	11/01/07
Hongrie	16/01/92	09/02/93	25/05/95
Irlande	16/01/92	18/03/97	19/09/97
Italie	16/01/92	30/06/15	31/12/15
Lettonie	28/02/03	29/07/03	30/01/04
L'ex-République yougoslave de Macédoine	06/02/06	06/02/06	07/08/06
Liechtenstein	02/05/96	01/07/96	02/01/97
Lituanie	26/01/98	07/12/99	08/06/00
Luxembourg	16/01/92	06/02/17*	07/08/17
Malte	16/01/92	24/11/94	25/05/95
Monaco	21/10/98	21/10/98	22/04/99
Norvège	24/08/95	20/09/95	21/03/96
Pays-Bas	16/01/92	11/06/07	12/12/07
Pologne	16/01/92	30/01/96	31/07/96
Portugal	16/01/92	05/08/98	06/02/99
République de Moldavie	04/05/98	21/12/01	22/06/02
République slovaque	30/06/93	31/10/00	01/05/01
République tchèque	17/12/98	22/03/00	23/09/00
Roumanie	22/07/96	20/11/97	21/05/98
Royaume-Uni	16/01/92	19/09/00	20/03/01
Saint-Marin	16/01/92	12/11/15	13/05/16
Serbie	21/09/07	14/09/09	15/03/10
Slovénie	15/11/96	07/05/99	08/11/99
Suède	16/01/92	11/10/95	12/04/96
Suisse	16/01/92	27/03/96	28/09/96
Turquie	16/01/92	29/11/99	30/05/00
Ukraine	02/07/98	26/02/04	27/08/04

| * ____ Date de notification auprès du Conseil de l'Europe



(Fig. 1) — Carte des pays ayant ratifié la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée) ouverte à la signature le 16 janvier 1992 à La Valette (Malte). Situation en décembre 2017 (infographie © CNRA).

NON MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Saint-Siège

SIGNATURE

09/02/94

RATIFICATION

07/05/99

ENTRÉE EN VIGUEUR

08/11/99

NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES NON SUIVIES DE RATIFICATIONS

0

NOMBRE TOTAL DE RATIFICATIONS / ADHÉSIONS

46

(Tableau p. 8) — Liste des pays ayant ratifié la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée) ouverte à la signature le 16 janvier 1992 à La Valette (Malte). Situation en décembre 2017.

31 décembre 2017) ne constitue même pas 1 % des sites connus.

Le nombre réel des sites archéologiques existants peut être estimé à cinq fois celui des sites actuellement recensés (soit près de 7000 sur 35000). Dans le domaine de la protection de sites archéologiques, le Luxembourg a encore d'importants retards à combler et de nombreux défis à relever.

Précautions à appliquer en matière de recherches archéologiques

Le développement des procédures d'autorisation et de contrôle de l'ensemble des activités archéologiques constitue l'objet de l'article 3. Il s'agit de prévenir toutes fouilles ou prélèvements illicites d'éléments du patrimoine archéologique, d'assurer que les recherches archéologiques répondent à des critères et méthodes scientifiques et qu'elles soient effectuées par des personnes qualifiées et dûment habilitées. L'emploi de détecteurs de métaux étant compris dans les « fouilles et autres techniques potentiellement destructrices », les états signataires sont invités à le soumettre à autorisation préalable spécifique. La « chasse au trésor » au moyen de détecteurs de métaux, terme générique pour désigner toutes formes d'investigations dans le sol afin d'en retirer des éléments du patrimoine archéologique, est déjà soumise à l'octroi d'une autorisation ministérielle (Loi du 21 mars 1966) puisque cette activité tombe sous les termes « recherches » et « fouilles » de cette loi.

Pour remédier une fois pour toutes à l'usage généralement intempestif et abusif des détecteurs de métaux par le public, destructeur de patrimoine archéologique et dangereux de surcroît en raison de l'omniprésence d'explosifs dans le sol (particulièrement fréquente dans nos régions), il conviendrait d'interdire à l'avenir la vente libre et l'emploi de détecteurs de métaux

et autres moyens similaires, sauf exceptions définies par règlement grand-ducal. Un tel règlement désignerait les professionnels usagers de détecteurs de métaux (et autres dispositifs de détection) qui pourraient l'utiliser à des fins sécuritaires, scientifiques et professionnelles.

Par la suite, à l'article 4, la Convention prévoit que les pouvoirs publics fassent, entre autres, l'acquisition d'espaces destinés à constituer des zones de réserves archéologiques. Jusqu'alors, rien de tel n'existe au Luxembourg. Alors que certains sites comme l'oppidum celtique du Titelberg à Petange (GAENG, ce volume) ou l'agglomération gallo-romaine *Ricciacum* à Dalheim (SAND, ce volume) s'y prêteraient. Par ailleurs, l'aménagement de « dépôts appropriés » pour vestiges archéologiques déplacés de leur lieu d'origine laisse également à désirer : au Luxembourg, nombre de dépôts archéologiques actuels du MNHA et du CNRA manquent cruellement de place, et certains s'avèrent difficilement accessibles voire insalubres. De plus, leur gestion nécessiterait un personnel qualifié et un équipement technique adéquat, qui en grande partie font également défaut. Une réflexion à l'échelle de tous les instituts culturels nationaux est à l'étude pour remédier à cette situation déontologiquement inacceptable.

DE LA CONSERVATION INTÉGRÉE : ARCHÉOLOGIE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le Grand-Duché de Luxembourg connaît un développement démographique et un essor économique sans précédent, évoluant vers une population de plus d'un million d'habitants, voire plus d'ici 2060. Qui dit développement dit également aménagements infrastructurels : écoles, lycées, maisons-relais, maisons de soins, halls sportifs, terrains de sport, routes, pistes cyclables, conduites de toutes sortes, canalisations,

lotissements résidentiels, zones d'activités économiques, décharges pour matériaux inertes, parcs éoliens.

La « conservation intégrée du patrimoine archéologique » abordée dans l'article 5 constitue l'un des points forts de la Convention de La Valette. Par conservation intégrée du patrimoine archéologique, on comprend la participation de l'archéologie dans les différentes phases de planification de l'aménagement territorial. Cette exigence fait l'objet désormais d'une prise en compte au Grand-Duché de Luxembourg plus ou moins soutenue en fonction des organismes publics. Si pour l'aménagement du territoire qui se trouve sous la tutelle du Ministère du Développement Durables et des Infrastructures, il n'existe pas de problèmes majeurs quant à la protection du patrimoine archéologique, il n'en est pas de même pour l'aménagement communal qui se trouve sous le contrôle de la *Direction de l'Aménagement communal et du Développement urbain* (DACDU) au Ministère de l'Intérieur. Il est encore important d'informer et d'accompagner les acteurs impliqués dans la loi relative à l'aménagement communal et au développement urbain du 28 juillet 2011 figurent les « zones ou espaces définis en exécution de dispositions légales et réglementaires spécifiques », dont les sites et monuments. Mais en jetant un regard sur les *données structurantes relatives au PAP*⁵ « nouveau quartier » dans l'annexe de cette loi, on remarque que ne sont pris en considération que les sites classés « monument national » et les sites inscrits à l'inventaire supplémentaire. Il convient de se rappeler que les sites archéologiques classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ne constituent actuellement même pas 1 % de l'ensemble des sites archéologiques connus. Ce qui veut dire qu'au niveau commu-

nal, 99 % des sites ne sont pas protégés. Avec l'approbation des principes de la Convention de La Valette, le Luxembourg s'est désormais engagé à entreprendre le nécessaire pour pallier aux déficiences.

AMÉNAGEMENT COMMUNAL ET DÉVELOPPEMENT URBAIN

Dans le cadre de la refonte de leurs PAG⁶, les communes et leurs bureaux d'études sont chargés d'évaluer la ressource culturelle sur demande des données relatives au patrimoine archéologique connu et présumé sur leur territoire. Toutefois, lorsqu'on consulte la partie graphique des nouveaux PAG sur le géoportail, ces informations patrimoniales y sont encore trop rarement intégrées. Il est nécessaire de rapidement les faire figurer pour participer harmonieusement au développement urbanistique du pays et aider les communes et les Ministères concernés, notamment le Ministère de l'Intérieur, le Ministère du Développement Durable et des Infrastructures et le Ministère de la Culture à planifier ensemble leurs activités. Dans le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune figurent à l'article 32 des secteurs et éléments protégés dont celui de type « vestiges archéologiques »⁷.

Dans cette perspective responsable, la nomination d'un archéologue du CNRA au sein de la Commission d'aménagement au Ministère de l'Intérieur parmi les membres / experts consultants est à encourager. Il est important de rassurer la DACDU pour qu'elle intègre dans sa démarche la prise en compte de l'impact sur le patrimoine archéologique.

⁵ Plan d'Aménagement Particulier.

⁶ Plan d'Aménagement Général.

⁷ Une erreur en cours de rectification s'est glissée dans le règlement susmentionné il y a lieu de comprendre « nécessitent une *documentation* (et non « altération ») avant destruction ».

Même si la législation luxembourgeoise actuelle relative à la conservation du patrimoine archéologique paraît lacunaire parce qu'ancienne (lois de 1966 et 1983), elle assure toutefois la protection du patrimoine archéologique non encore découvert ainsi que celui qui ne bénéficie pas d'une protection du genre classement ou inscription à l'inventaire supplémentaire.

Pour résumer la situation actuelle, les communes investies de l'autonomie communale et la DACDU du Ministère de l'intérieur prennent progressivement conscience des nouvelles responsabilités qui leur incombent ainsi qu'à l'État, et doivent continuer d'initier en synergie la mise en place de procédures pour assurer la protection et l'étude du patrimoine archéologique. Le Gouvernement luxembourgeois doit intervenir et accompagner les élus au plus vite pour faire respecter et appliquer les principes de la Convention de La Valette suite à sa ratification par le Luxembourg. L'article 5 de la Convention de La Valette est ainsi d'une importance capitale pour la protection du patrimoine archéologique luxembourgeois. Au XXI^e siècle, une politique d'aménagement raisonnable est synonyme d'archéologie préventive.

FINANCEMENT DE L'ARCHÉOLOGIE

Par ailleurs, sur le plan économique, l'archéologie ayant un coût, la Convention de La Valette préconise à l'article 6 de développer un financement des opérations archéologiques à plusieurs niveaux, tant public que privé. À l'instar des autres pays européens, l'aménageur participe aux frais des opérations archéologiques engendrées par son projet, en premier lieu la prise en charge de la phase de diagnostic archéologique.

Extrait de l'article 6 :

*« Chaque Partie s'engage :
à prévoir un soutien financier à la recherche archéologique par les pouvoirs publics nationaux, régionaux ou locaux, en fonction de leurs compétences respectives ;
à accroître les moyens matériels de l'archéologie préventive :
en prenant les dispositions utiles pour que, lors de grands travaux d'aménagement publics ou privés soit prévue la prise en charge complète par des fonds provenant de manière appropriée du secteur public ou du secteur privé, du coût de toute opération archéologique nécessaire liée à ces travaux ;
en faisant figurer dans le budget de ces travaux, au même titre que les études d'impact imposées par les préoccupations d'environnement et d'aménagement du territoire, les études et les prospections archéologiques préalables, les documents scientifiques de synthèse, de même que les communications et publications complètes des découvertes. »*

À l'article 7, la Convention de La Valette exige la collecte et la diffusion de l'information scientifique. Déjà initiés précocement dès 1972, l'inventaire et la cartographie des sites archéologiques sont actuellement en cours d'être dotés d'infrastructures informatiques plus performantes. La formation de prospecteurs archéologiques de qualité est également prévue dans le but d'un recensement de sites plus efficace. En fin de compte, la réalisation d'une campagne de télédétection (LIDAR) à haute définition pour l'ensemble du pays en 2018/2019 par l'Administration du Cadastre et de la Topographie contribuera entre autres au repérage d'un patrimoine archéologique ayant jusqu'à présent échappé à toute prospection.

L'article 8 porte sur l'échange de données et d'éléments archéologiques à des fins scientifiques, mais aussi de vulgarisation. La sensibilisation du public est depuis longtemps un axe majeur des archéologues luxembourgeois: le MNHA dispose d'un service éducatif pour les plus jeunes et les archéologues organisent depuis des décennies des journées portes ouvertes sur les sites archéologiques en cours de fouille, organisent des conférences, accueillent des élèves de lycée pour des stages, écrivent des monographies spécialisées et des articles grand public publiés dans diverses revues nationales, ainsi que dans des bulletins d'associations d'histoire et d'archéologie locaux et régionaux, témoignages des excellentes relations entretenues avec les associations et les amateurs d'archéologie.

LUTTE CONTRE LA CIRCULATION ILLICITE D'ÉLÉMENTS DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

En matière de prévention de la circulation illicite d'éléments du patrimoine archéologique abordée à l'article 10, quelques déficits sont à rattrapper comme on peut le constater dans le rapport du Ministère de la Culture remis à l'UNESCO en 2015⁸. Il convient de préciser toutefois qu'au moins un agent du CNRA entretient depuis des années des contacts réguliers avec les principaux acteurs européens dans la lutte contre le pillage archéologique (archéologues, policiers, associations, ...).

Quant à la politique d'acquisition d'éléments du patrimoine archéologique par les musées ou instituts de recherche européens, il est nécessaire de rendre attentifs les conservateurs et cura-

teurs étrangers à examiner scrupuleusement la provenance de tout objet proposé à l'achat, pour éviter tout recel. Il est vrai que par le passé, certains instituts ont procédé à l'acquisition d'objets d'origine parfois clandestine, non pas par simple convoitise, mais par le souci de ne pas voir disparaître l'objet dans le trafic des antiquités ou des monnaies.

... ET APRÈS ? PROJETS LÉGISLATIFS REPORTÉS AUX CALENDES GRECQUES ?

Des opportunités manquées à poursuivre

En l'an 2000, un premier projet de loi portant le n° 4715 avait été initié, puis plusieurs fois retravaillé en vue de faire la fusion des lois de 1966 et 1983. À maintes reprises critiqué par le Conseil d'État, ce projet ne fut heureusement jamais soumis au vote de la Chambre des Députés. En 2012, un juriste fut mandaté pour réaliser une étude comparative ayant pour titre: *Le droit du patrimoine culturel au Grand-Duché de Luxembourg. État des lieux – Droit international – Recommandations* (DESSEILLES 2013). Cet excellent ouvrage très détaillé a été présenté au public en 2014 et à la commission de la Culture de la Chambre des Députés. Cette étude sert actuellement de base pour élaborer un avant-projet de loi ambitieux et innovateur pour offrir un cadre aux efforts de l'État luxembourgeois pour préserver le patrimoine culturel tant visible (architectural, industriel, religieux, paysager, féodal) qu'enfoui (archéologique) et immatériel. Formulons le vœu que ce projet sur une « Direction nationale du Patrimoine culturel » désormais finalisé ne soit pas reporté aux « calendes grecques ».

⁸ Rapport du Grand-Duché de Luxembourg sur la mise en œuvre de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et les transferts de propriété illicites de biens culturels (24 juillet 2014), transmis le 7 mai 2015 à la direction générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Extraits de ce document : « Non, il n'y a pas de programme de formation spécifique pour les services de police, ; [...] les magistrats ne sont pas spécialement formés dans ces domaines [...] ; il n'y a pas de formation spécifique pour les membres de l'administration douanière ».

ATTENTE D'UN VRAI CODE DU PATRIMOINE POUR LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ?

Par ailleurs en automne 2014, le Ministère de la Culture prit l'initiative d'organiser les premières *Assises du Patrimoine* rassemblant l'ensemble des acteurs œuvrant dans les milieux culturels, afin de faire le point sur la situation, notamment en matière de protection des patrimoines architecturaux et archéologiques. Par la suite, divers groupes de travail sur ces thèmes furent créés et se réunirent plusieurs fois. La ratification de la Convention de La Valette est l'un des fruits de ces rencontres. Il est maintenant nécessaire de mettre en œuvre les principes de la protection et

de la conservation du patrimoine archéologique que le Luxembourg s'est engagé à respecter par voie législative, avec en corollaire la mise en œuvre d'un « Code du Patrimoine ».

Espérons qu'il ne faudra pas attendre encore un quart de siècle pour que le Luxembourg légifère et encourage le développement d'un comportement responsable auprès des nouvelles générations pour que soit respecté le patrimoine culturel au même titre que le patrimoine naturel.

André SCHOELLEN
Service de la carte archéologique
Centre national de recherche archéologique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange, Luxembourg
andre.schoellen@cnra.etat.lu

Foni LE BRUN-RICALES
Direction
Centre national de recherche archéologique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange, Luxembourg
foni.lebrun@cnra.etat.lu

BIBLIOGRAPHIE

BIS-WORCH C. 2007. Preventive Archaeology in Luxembourg Legislation and Reality. *European Preventive Archaeology. Papers of The EPAC Meeting 2004*, Vilnius, 155-160.

DESSEILLES F. 2013. *Le droit du patrimoine culturel au Grand-Duché de Luxembourg. État des lieux – Étude de droit international et étranger – Recommandations*. Archives du Ministère de la Culture, Luxembourg, 2013.

LE BRUN-RICALES F. 2001. Nécessité d'une politique au service de la protection du patrimoine archéologique luxembourgeois: chronique d'une destruction annoncée. L'exemple des nouvelles fouilles de sauvetage menées à Remerschen « Enner dem Raederberg ». *Bulletin de la Société préhistorique luxembourgeoise*, 20-21, 1998-1999, 185-195.

LE BRUN-RICALES F. 2003. Archéologie préventive et Préhistoire – Quelques leçons sous la future autoroute de Liaison avec la Sarre – L'exemple du gisement préhistorique d'Altewies – « Op dem Boesch » (Grand-Duché de Luxembourg). *Bulletin de la Société préhistorique luxembourgeoise*, 23-24, 2001-2002, 145-152.

LE BRUN-RICALES F., RIPPERT J., SCHOELLEN A. 2003. Archéologie et Grande Voirie – Le « projet pilote » de Liaison avec la Sarre: un exemple à suivre de politique de gestion du Patrimoine archéologique luxembourgeois. *Bulletin de la Société préhistorique luxembourgeoise* 23-24, 2001-2002, 131-143.

PAULKE M. 2015. Prof. Dr. h. c. Gérard Thill – zum 90. Geburtstag. *Archaeologia Luxemburgensis*, 2, 9-13.

PÖSCHE H. 2014. *Präventivarchäologie und Bodendenkmalschutz in Lothringen und im Rheinland – Die Verwaltung des archäologischen Kulturgutes*. Mémoire scientifique dans le cadre de la formation spéciale. Archives internes du CNRA, 55 p.

PÖSCHE H. 2017. Von Baustellenstopps und Präventivarchäologie – Die Aufgaben des Service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire. *Archaeologia Luxemburgensis*, 3, 2016, 9-16.

SCHOELLEN A. 2006. La carte archéologique, un instrument indispensable à la gestion du patrimoine archéologique luxembourgeois. *Bulletin de la Société préhistorique luxembourgeoise*, 25, 2003, 7-22.

ANNEXES

ANNEXE 1 ____ Loi du 7 décembre portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette. Mémorial A, n° 249 du 12 décembre 2016. Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil de législation, 4556-4560. Mémorial A 258 du 14 mars 2017 (signature du 6 février 2017).

ANNEXE 2 ____ Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette. Document parlementaire n° 6993; Chambre des Députés, session ordinaire 2015-2016 - Texte du projet de loi, exposé des motifs commentaires et fiche financière déposés le 20 mai 2016 après l'arrêté grand-ducal de dépôt du 4 mai 2016. Document en date du 6 octobre 2016, 15 p.

ANNEXE 3 ____ Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette. Document parlementaire n° 6993; Chambre des Députés, session ordinaire 2015-2016 - Avis de la Chambre du Commerce du 07-06-2016.

ANNEXE 4 ____ Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette. Document parlementaire n° 6993; Chambre des Députés, session ordinaire 2015-2016 - Avis du Conseil d'Etat du 27-09-2016.

ANNEXE 5 ____ Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette. Document parlementaire n° 6993; Chambre des Députés, session ordinaire 2015-2016 - Rapport de la Commission de la Culture du 17-10-2016.

ANNEXE 6 ____ Motion unique déposée le 16 novembre 2016 par le groupe politique CSV lors de la présentation et le vote à la Chambre des Députés du projet de loi n° 6993 portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique.

ANNEXE 1 ____ Loi du 7 décembre portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette. Mémorial A, n° 249 du 12 décembre 2016. Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil de législation, 4556-4560. Mémorial A 258 du 14 mars 2017 (signature du 6 février 2017).

4555

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 249**12 décembre 2016**

S o m m a i r e**CONVENTION**

Loi du 7 décembre 2016 portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à la signature le 16 janvier 1992 à la Valette page **4556**

4556

Loi du 7 décembre 2016 portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à la signature le 16 janvier 1992 à La Valette.

Nous Henri, Grand Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'avis de la Chambre du Commerce;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 16 novembre 2016 et celle du Conseil d'Etat du 29 novembre 2016 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Est approuvée la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à la signature le 16 janvier 1992 à La Valette.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre des Affaires étrangères

et européennes,

Jean Asselborn

Le Ministre de la Culture,

Xavier Bettel

Palais de Luxembourg, le 7 décembre 2016.

Henri

Doc. parl. 6993; sess. ord. 2015-2016 et 2016-2017.

Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée)

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, signataires de la présente Convention (révisée),

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin notamment de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;

Vu la Convention culturelle européenne, signée à Paris le 19 décembre 1954, et notamment ses articles 1 et 5;

Vu la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe, signée à Grenade le 3 octobre 1985;

Vu la Convention européenne sur les infractions visant des biens culturels, signée à Delphes le 23 juin 1985;

Vu les recommandations de l'Assemblée parlementaire relatives à l'archéologie et notamment les Recommandations 848 (1978); 921 (1981) et 1072 (1988);

Vu la Recommandation n° R (89) 5 relative à la protection et mise en valeur du patrimoine archéologique dans le contexte des opérations d'aménagement urbain et rural;

Rappelant que le patrimoine archéologique est un élément essentiel pour la connaissance du passé des civilisations;

Reconnaissant que le patrimoine archéologique européen, témoin de l'histoire ancienne, est gravement menacé de dégradation aussi bien par la multiplication des grands travaux d'aménagement que par les risques naturels, les fouilles clandestines ou dépourvues de caractère scientifique, ou encore l'insuffisante information du public;

Affirmant qu'il importe d'instituer, là où elles n'existent pas encore, les procédures de contrôle administratif et scientifique qui s'imposent, et qu'il y a lieu d'intégrer les préoccupations de sauvegarde archéologique dans les politiques d'aménagement urbain et rural, et de développement culturel;

Soulignant que la responsabilité de la protection du patrimoine archéologique incombe non seulement à l'Etat directement concerné, mais aussi à l'ensemble des pays européens, afin de réduire les risques de dégradation et de promouvoir la conservation, en favorisant les échanges d'experts et d'expériences;

Constatant la nécessité de compléter les principes formulés par la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique, signée à Londres le 6 mai 1969, à la suite de l'évolution des politiques d'aménagement dans les pays européens,

Sont convenus de ce qui suit:

Définition du patrimoine archéologique

Article 1^{er}

1. Le but de la présente Convention (révisée) est de protéger le patrimoine archéologique en tant que source de la mémoire collective européenne et comme instrument d'étude historique et scientifique.

Mémorial A – N° 249 du 12 décembre 2016

4557

2. A cette fin, sont considérés comme éléments du patrimoine archéologique tous les vestiges, biens et autres traces de l'existence de l'humanité dans le passé, dont à la fois:
 - i. la sauvegarde et l'étude permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel;
 - ii. les principaux moyens d'information sont constitués par des fouilles ou des découvertes ainsi que par d'autres méthodes de recherche concernant l'humanité et son environnement;
 - iii. l'implantation se situe dans tout espace relevant de la juridiction des Parties.
3. Sont inclus dans le patrimoine archéologique les structures, constructions, ensembles architecturaux, sites aménagés, témoins mobiliers, monuments d'autre nature, ainsi que leur contexte, qu'ils soient situés dans le sol ou sous les eaux.

Identification du patrimoine et mesures de protection

Article 2

Chaque Partie s'engage à mettre en œuvre, selon les modalités propres à chaque Etat, un régime juridique de protection du patrimoine archéologique prévoyant:

- i. la gestion d'un inventaire de son patrimoine archéologique et le classement de monuments ou de zones protégés;
- ii. la constitution de zones de réserve archéologiques, même sans vestiges apparents en surface ou sous les eaux, pour la conservation de témoignages matériels à étudier par les générations futures;
- iii. l'obligation pour l'inventeur de signaler aux autorités compétentes la découverte fortuite d'éléments du patrimoine archéologique et de les mettre à disposition pour examen.

Article 3

En vue de préserver le patrimoine archéologique et afin de garantir la signification scientifique des opérations de recherche archéologique, chaque Partie s'engage:

- i. à mettre en œuvre des procédures d'autorisation et de contrôle des fouilles, et autres activités archéologiques, afin:
 - a. de prévenir toute fouille ou déplacement illicites d'éléments du patrimoine archéologique;
 - b. d'assurer que les fouilles et prospections archéologiques sont entreprises de manière scientifique et sous réserve que:
 - des méthodes d'investigation non destructrices soient employées aussi souvent que possible;
 - les éléments du patrimoine archéologique ne soient pas exhumés lors des fouilles ni laissés exposés pendant ou après celles-ci sans que des dispositions convenables n'aient été prises pour leurs préservation, conservation et gestion;
 - ii. à veiller à ce que les fouilles et autres techniques potentiellement destructrices ne soient pratiquées que par des personnes qualifiées et spécialement habilitées;
 - iii. à soumettre à autorisation préalable spécifique, dans les cas prévus par la législation interne de l'Etat, l'emploi de détecteurs de métaux et d'autres équipements de détection ou procédés pour la recherche archéologique.

Article 4

Chaque Partie s'engage à mettre en œuvre des mesures de protection physique du patrimoine archéologique prévoyant suivant les circonstances:

- i. l'acquisition ou la protection par d'autres moyens appropriés, par les pouvoirs publics, d'espaces destinés à constituer des zones de réserve archéologiques;
- ii. la conservation et l'entretien du patrimoine archéologique, de préférence sur son lieu d'origine;
- iii. l'aménagement de dépôts appropriés pour les vestiges archéologiques déplacés de leur lieu d'origine.

Conservation intégrée du patrimoine archéologique

Article 5

Chaque Partie s'engage:

- i. à rechercher la conciliation et l'articulation des besoins respectifs de l'archéologie et de l'aménagement en veillant à ce que des archéologues participent:
 - a. aux politiques de planification visant à établir des stratégies équilibrées de protection, de conservation et de mise en valeur des sites présentant un intérêt archéologique;
 - b. au déroulement dans leurs diverses phases des programmes d'aménagement;
- ii. à assurer une consultation systématique entre archéologues, urbanistes et aménageurs du territoire, afin de permettre:
 - a. la modification des plans d'aménagement susceptibles d'altérer le patrimoine archéologique;
 - b. l'octroi du temps et des moyens suffisants pour effectuer une étude scientifique convenable du site avec publication des résultats;

4558

- iii. à veiller à ce que les études d'impact sur l'environnement et les décisions qui en résultent prennent complètement en compte les sites archéologiques et leur contexte;
- iv. à prévoir, lorsque des éléments du patrimoine archéologique ont été trouvés à l'occasion de travaux d'aménagement et quand cela s'avère faisable, la conservation in situ de ces éléments;
- v. à faire en sorte que l'ouverture au public des sites archéologiques, notamment les aménagements d'accueil d'un grand nombre de visiteurs, ne porte pas atteinte au caractère archéologique et scientifique de ces sites et de leur environnement.

Financement de la recherche et conservation archéologique

Article 6

Chaque Partie s'engage:

- i. à prévoir un soutien financier à la recherche archéologique par les pouvoirs publics nationaux, régionaux ou locaux, en fonction de leurs compétences respectives;
- ii. à accroître les moyens matériels de l'archéologie préventive:
 - a. en prenant les dispositions utiles pour que, lors de grands travaux d'aménagement publics ou privés soit prévue la prise en charge complète par des fonds provenant de manière appropriée du secteur public ou du secteur privé du coût de toute opération archéologique nécessaire liée à ces travaux;
 - b. en faisant figurer dans le budget de ces travaux, au même titre que les études d'impact imposées par les préoccupations d'environnement et d'aménagement du territoire, les études et les prospections archéologiques préalables, les documents scientifiques de synthèse, de même que les communications et publications complètes des découvertes.

Collecte et diffusion de l'information scientifique

Article 7

En vue de faciliter l'étude et la diffusion de la connaissance des découvertes archéologiques, chaque Partie s'engage:

- i. à réaliser ou actualiser les enquêtes, les inventaires et la cartographie des sites archéologiques dans les espaces soumis à sa juridiction;
- ii. à adopter toutes dispositions pratiques en vue d'obtenir, au terme d'opérations archéologiques, un document scientifique de synthèse publiable, préalable à la nécessaire diffusion intégrale des études spécialisées.

Article 8

Chaque Partie s'engage:

- i. à faciliter l'échange sur le plan national ou international d'éléments du patrimoine archéologique à des fins scientifiques professionnelles, tout en prenant les dispositions utiles pour que cette circulation ne porte atteinte d'aucune manière à la valeur culturelle et scientifique de ces éléments;
- ii. à susciter les échanges d'informations sur la recherche archéologique et les fouilles en cours, et à contribuer à l'organisation de programmes de recherche internationaux.

Sensibilisation du public

Article 9

Chaque Partie s'engage:

- i. à entreprendre une action éducative en vue d'éveiller et de développer auprès de l'opinion publique une conscience de la valeur du patrimoine archéologique pour la connaissance du passé et des périls qui menacent ce patrimoine;
- ii. à promouvoir l'accès du public aux éléments importants de son patrimoine archéologique, notamment les sites, et à encourager l'exposition au public de biens archéologiques sélectionnés.

Prévention de la circulation illicite d'éléments du patrimoine archéologique

Article 10

Chaque Partie s'engage:

- i. à organiser l'échange d'informations entre les pouvoirs publics compétents et les institutions scientifiques sur les fouilles illicites constatées;
- ii. à porter à la connaissance des instances compétentes de l'Etat d'origine partie à cette Convention (révisée) toute offre suspecte de provenance de fouilles illicites ou de détournements de fouilles officielles, et toutes précisions nécessaires à ce sujet;
- iii. en ce qui concerne les musées et les autres institutions similaires dont la politique d'achat est soumise au contrôle de l'Etat, à prendre les mesures nécessaires afin que ceux-ci n'acquière pas des éléments du patrimoine archéologique suspectés de provenir de découvertes incontrôlées, de fouilles illicites ou de détournements de fouilles officielles;

4559

- iv. pour les musées et autres institutions similaires, situés sur le territoire d'une Partie, mais dont la politique d'achat n'est pas soumise au contrôle de l'Etat:
 - a. à leur transmettre le texte de la présente Convention (révisée);
 - b. à n'épargner aucun effort pour assurer le respect par lesdits musées et institutions des principes formulés dans le paragraphe 3 ci-dessus;
- v. à restreindre, autant que possible, par une action d'éducation, d'information, de vigilance et de coopération, le mouvement des éléments du patrimoine archéologique provenant de découvertes incontrôlées, de fouilles illicites ou de détournements de fouilles officielles.

Article 11

Aucune disposition de la présente Convention (révisée) ne porte atteinte aux traités bilatéraux ou multilatéraux qui existent ou qui pourront exister entre des Parties, visant la circulation illicite d'éléments du patrimoine archéologique ou leur restitution au propriétaire légitime.

Assistance technique et scientifique mutuelle**Article 12**

Les Parties s'engagent:

- i. à se prêter une assistance technique et scientifique mutuelle s'exprimant dans un échange d'expériences et d'experts dans les matières relatives au patrimoine archéologique;
- ii. à favoriser, dans le cadre des législations nationales pertinentes ou des accords internationaux par lesquels elles sont liées, les échanges de spécialistes de la conservation du patrimoine archéologique, y compris dans le domaine de la formation permanente.

Contrôle de l'application de la Convention (révisée)**Article 13**

Aux fins de la présente Convention (révisée), un comité d'experts, institué par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en vertu de l'article 17 du Statut du Conseil de l'Europe, est chargé de suivre l'application de la Convention (révisée) et en particulier:

- i. de soumettre périodiquement au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur la situation des politiques de protection du patrimoine archéologique dans les Etats parties à la Convention (révisée) et sur l'application des principes qu'elle énonce;
- ii. de proposer au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe toute mesure tendant à la mise en œuvre des dispositions de la Convention (révisée), y compris dans le domaine des activités multilatérales et en matière de révision ou d'amendement de la Convention (révisée), ainsi que d'information du public sur les objectifs de la Convention (révisée);
- iii. de faire des recommandations au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, relatives à l'invitation d'Etats non membres du Conseil de l'Europe à adhérer à la Convention (révisée).

Clauses finales**Article 14**

1. La présente Convention (révisée) est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des autres Etats parties à la Convention culturelle européenne. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. Un Etat partie à la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique, signée à Londres le 6 mai 1969, ne peut déposer son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation s'il n'a pas déjà dénoncé ladite Convention ou s'il ne la dénonce pas simultanément.
3. La présente Convention (révisée) entrera en vigueur six mois après la date à laquelle quatre Etats, dont au moins trois Etats membres du Conseil de l'Europe, auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention (révisée) conformément aux dispositions des paragraphes précédents.
4. Dans le cas où, en application des deux paragraphes précédents, la prise d'effet de la dénonciation de la Convention du 6 mai 1969 et l'entrée en vigueur de la présente Convention (révisée) ne seraient pas simultanées, un Etat contractant peut déclarer, lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, qu'il continuera à appliquer la Convention du 6 mai 1969 jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente Convention (révisée).
5. La présente Convention (révisée) entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui exprimerait ultérieurement son consentement à être lié par elle six mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

4560

Article 15

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention (révisée), le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout autre Etat non membre du Conseil ainsi que la Communauté économique européenne à adhérer à la présente Convention (révisée), par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.
2. Pour tout Etat adhérent ou pour la Communauté économique européenne, en cas d'adhésion, la Convention (révisée) entrera en vigueur six mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 16

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention (révisée).
2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention (révisée) à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention (révisée) entrera en vigueur à l'égard de ce territoire six mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.
3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 17

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention (révisée) en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 18

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, ainsi qu'à tout Etat et à la Communauté économique européenne ayant adhéré ou ayant été invité à adhérer à la présente Convention (révisée):

- i. toute signature;
- ii. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- iii. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention (révisée) conformément à ses articles 14, 15 et 16;
- iv. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention (révisée).

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention (révisée).
Fait à La Valette, le 16 janvier 1992, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, ainsi qu'à tout Etat non membre ou à la Communauté économique européenne invités à adhérer à la présente Convention (révisée).

ANNEXE 2 ____ Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette. Document parlementaire n° 6993 ; Chambre des Députés, session ordinaire 2015-2016 - Texte du projet de loi, exposé des motifs commentaires et fiche financière déposés le 20 mai 2016 après l'arrêté grand-ducal de dépôt du 4 mai 2016. Document en date du 6 octobre 2016, 15 p.

6.10.2016

N° 6993

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2015-2016

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette

* * *

(Dépôt: le 20.5.2016)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (4.5.2016)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs	2
4) Commentaire des articles de la Convention	3
5) Fiche financière	7
6) Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique.....	8
7) Fiche d'évaluation d'impact.....	14

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Culture et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre de la Culture est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette.

Palais de Luxembourg, le 4 mai 2016

Le Ministre de la Culture,
Xavier BETTEL

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.— Est approuvée la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette.

*

EXPOSE DES MOTIFS

La Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (ci-après la „Convention“) a été élaborée et adoptée dans le cadre du Conseil de l'Europe à La Valette (Malte). Elle fût ouverte à signature le 16 janvier 1992 et est entrée en vigueur après quatre ratifications le 25 mai 1995.

Le Luxembourg a signé la Convention le 16 janvier 1992, mais ne l'a cependant jamais ratifiée. Actuellement, il apparaît que le Luxembourg figure parmi les derniers pays membres du Conseil de l'Europe (avec le Monténégro et l'Islande) à ne pas avoir ratifié cette Convention. En ce qui concerne les raisons qui expliquent cette lenteur de ratification de la présente Convention, comme d'ailleurs pour d'autres¹, on peut citer un avis du Conseil d'Etat² où l'on peut lire que le Luxembourg fait preuve d'une certaine lenteur et d'un sentiment de ne pas être véritablement concerné en ce qui concerne la ratification de conventions internationales en la matière.

Pourtant, la présente Convention constitue un instrument juridique essentiel eu égard aux deux facteurs présents sur le territoire: d'un côté la richesse archéologique de notre sous-sol comme en témoigne les découvertes récentes et de l'autre côté d'importants et nombreux projets de construction en cours (p. ex. autoroutes, parcs de stationnement, remaniement de centres urbains, construction de lotissements résidentiels et industriels, remembrements agricoles, viticoles et forestiers, parcs éoliens, ...).

Le présent projet de loi a donc comme objet de „remédier“ à cette situation en prévoyant l'approbation de la Convention, dont les dispositions ayant trait à la protection et à la conservation du patrimoine archéologique seront mises en oeuvre lors de l'élaboration du futur projet de loi relatif à la protection du patrimoine culturel.

La législation actuelle prévoit d'ores et déjà certaines dispositions concernant la protection du patrimoine archéologique, avec notamment l'obligation d'information en cas de découverte archéologique et la possibilité de protection juridique par voie de classement³, de même qu'elle prévoit un système d'autorisation de fouilles et d'exportation d'objets mobiliers⁴. Cette législation est cependant lacunaire, car elle ne prend pas en compte tous les standards internationaux et européens.

Ainsi, la présente Convention introduit dans notre ordre juridique interne une définition de ce qu'il faut entendre par patrimoine archéologique, de même que d'autres notions qui y font défaut actuellement, telle que notamment l'obligation de l'établissement et de la mise à jour d'un inventaire du patrimoine archéologique (article 2 de la Convention) et l'inclusion du principe de la conservation intégrée (article 5 de la Convention), ou l'interdiction expresse de l'emploi de détecteurs métaux (article 3 iii) de la Convention) ou encore le principe du soutien financier des pouvoirs publics au financement de la recherche archéologique (article 6 de la Convention). Finalement, la Convention contient des dispositions relatives à la diffusion de l'information, à la sensibilisation du public et à la prévention de la circulation illicite d'éléments du patrimoine archéologique.

Mais c'est le concept de conservation intégrée qui s'appuie sur la notion d'archéologie préventive (article 5) qui est le principe le plus novateur de la Convention et qui, comme précisé ci-dessus, se révèle être la notion la plus importante à mettre en place pour le Luxembourg⁵.

¹ p. ex. Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe ouverte à signature le 3 octobre 1985 à Grenade

² relatif à la loi d'approbation de la **Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels** (UNESCO, 1970)

³ Loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation de la protection des sites et monuments nationaux

⁴ Loi du 21 mars 1966 concernant a) les fouilles d'intérêt historique, préhistorique, paléontologique ou autrement scientifique b) la sauvegarde du Patrimoine culturel mobilier

⁵ D'ailleurs le Conseil d'Etat avait lors de son avis pour le projet de loi 4715 déjà regretté que les auteurs à l'époque n'aient pas saisi l'opportunité de consacrer la notion d'archéologie préventive.

3

En effet, les travaux d'aménagement du territoire s'accroissant de manière accélérée, les sites archéologiques voués à disparaître sont annuellement plus nombreux. En 10 ans, il y a eu autant de surface aménagée qu'en 20 siècles⁶. Si les travaux sont constants (normalement exponentiel), d'ici 50 ans plus de ¼ du pays sera aménagé. Si les modes d'application de l'archéologie préventive ne sont pas dès à présent mis en oeuvre, des dizaines de sites archéologiques uniques seront détruits chaque année sans contrôle ni documentation faute d'obligation systématique et faute d'effectifs spécialisés suffisants.

Il s'y ajoute que notre sous-sol est particulièrement riche d'un point de vue archéologique et que le patrimoine archéologique est une ressource non renouvelable, et que toute destruction se révèle être irréversible alors que ces sites archéologiques sont des témoins uniques de l'histoire du pays.

Au final, la Convention a comme objectif de mieux concilier les besoins respectifs de l'archéologie et de l'aménagement du territoire en veillant à ce que les archéologues participent aux politiques de planification et qu'il y ait une consultation systématique entre communes, archéologues, urbanistes et aménageurs du territoire. L'archéologie préventive vise ainsi d'intégrer les préoccupations archéologiques dès le départ c.-à-d. dès le stade de planification dans les politiques d'aménagement du territoire de sorte à procurer à tous les acteurs (communes, aménageurs, urbanistes, archéologues) une sécurité juridique et une visibilité qui n'existent pas pour l'instant.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article décrit le but de la Convention comme étant celui de la protection du patrimoine archéologique, de même qu'il donne une définition de ce qu'il convient d'entendre par „éléments“ du patrimoine archéologique. Ainsi, ne sont pas seulement visés par cette définition de simples objets, mais tout témoignage, de quelque nature qu'il soit, capable d'éclairer le passé de l'humanité du moment qu'il répond aux trois critères énumérés au deuxième paragraphe: 1) l'élément permet de retracer le développement de l'histoire 2) l'élément doit faire avancer la connaissance de l'histoire et 3) l'élément se situe sur un territoire d'un Etat partie.

Le troisième paragraphe donne quelques exemples non exhaustifs de ces éléments du patrimoine archéologique (constructions, sites aménagés, témoins mobiliers ...) et souligne que le contexte où ces éléments se trouvent a la même importance que les éléments eux-mêmes.

Actuellement, il n'existe dans la législation luxembourgeoise pas de définition du patrimoine archéologique de sorte que la définition proposée par la Convention devra y être intégrée, voire être reprise en grande partie à l'instar par exemple de l'article 510-1 du code du Patrimoine français.

Article 2

Cet article oblige les Etats parties à se doter d'un régime juridique de protection du patrimoine archéologique en prévoyant:

- 1) la gestion d'un inventaire et le classement de monuments ou zones protégés. Rien qu'il existe d'ores et déjà un inventaire archéologique pour le territoire du Luxembourg renseignant sur les sites archéologiques connus, il conviendra de détailler, de compléter et de tenir à jour cet inventaire du patrimoine archéologique, au fur et à mesure de l'arrivée de nouvelles données. Pour y parvenir, cet inventaire doit être associé à un système d'information géographique (SIG) performant qui fait encore défaut.
- 2) la constitution de zones de réserve archéologique. Ces zones sont soumises à des restrictions qui préservent le patrimoine archéologique. Actuellement il n'existe au Luxembourg pas de dispositions spécifiques à cet égard mais des instruments de protection juridiques comme le classement, inscription à l'inventaire supplémentaire, l'expropriation ou d'autres instruments d'aménagement du territoire comme les secteurs sauvegardés dans les PAG, qui ne sont pas suffisamment adaptés aux besoins de la protection du patrimoine archéologique. D'ailleurs, la plupart des sites archéologiques méritant une protection par classement ne bénéficient pas d'une protection explicite. La nécessité

⁶ rapport annuel MCEsr., 2005 p. 218; Bis. 2007; Collectif, 2007; Le Brun-Ricalens et al. 2003, p. 138-139

de pareilles réserves a déjà été reconnue par le Conseil d'Etat dans son avis du 28 juin 1988 sur l'ancien projet de loi du 28 décembre 1988 portant réorganisation des instituts culturels (n° 3122², à la page 20): „Le Conseil d'Etat recommande prudence et patience, parce qu'il est convaincu que les sciences, se perfectionnant sans cesse, donneront à l'archéologie des méthodes de recherche de plus en plus affinées pour mieux conduire les fouilles à l'avenir et pour mieux sauver les résultats des découvertes.“

- 3) l'obligation pour l'inventeur de signaler aux autorités compétentes toute découverte d'éléments du patrimoine archéologique. Actuellement la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux prévoit une telle obligation de découverte en son article 30 et qu'il conviendrait néanmoins de clarifier.

Article 3

Cet article demande à chaque Etat Partie à la Convention de réglementer la conduite des activités archéologiques sur terrains publics ou privés. Ainsi, les organismes publics ou privés et les particuliers doivent disposer d'une autorisation ministérielle avant toute recherche, afin d'assurer notamment que les fouilles soient conduites de manière scientifique et sous des conditions convenables, puisque toute fouille archéologique est une destruction contrôlée et documentée du site archéologique et mène à la perte totale ou partielle du site original, une perte qui ne peut pas être compensée. Pour les sites qui ne sont pas menacés par des projets d'aménagement, le recours à des méthodes non-destructrices est préférable. Ainsi, par exemple les fouilles qui auraient comme seul but la mise au jour de métaux ou d'objets précieux ne sauraient être autorisées.

Dans le même ordre, l'article prévoit en son paragraphe 3 que les Etats Parties à la Convention soumettent à autorisation préalable l'emploi de détecteurs de métaux. En effet, la recherche par détecteur métallique peut être particulièrement destructrice, alors qu'elle permet de découvrir toute substance métallique sans savoir si elle a un intérêt archéologique ou non et que le prélèvement de l'objet du sol bouleverse et détruit le contexte archéologique. L'autorisation de recherche avec un détecteur de métaux est régie par la loi du 21 mars 1966 (art. 1 et 2), mais ne tient pas compte de la situation actuelle que ces recherches sont souvent menées de manière illégale de sorte qu'il convient de légiférer à cet égard.

Article 4

Cet article oblige les Etats Parties à la Convention de prévoir, à côté des mesures de protection juridique en faveur du patrimoine archéologique, des mesures de protection physiques telles que celles concernant la conservation et l'entretien de ce patrimoine culturel sur sa place de découverte. Un ce qui concerne le mobilier archéologique, l'aménagement de dépôts appropriés doit être prévu. En d'autres termes, les Etats sont tenus de consacrer des ressources humaines et financières afin de protéger utilement le patrimoine archéologique.

Article 5

La principale exigence et innovation de la Convention est que la conservation et la mise en valeur du patrimoine archéologique deviennent des buts des politiques d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Cet article prévoit ainsi que les Etats Parties à la Convention intègrent la sauvegarde du patrimoine archéologique dans les politiques d'urbanisme et d'aménagement du territoire à travers notamment la consultation systématique entre communes, archéologues, urbanistes et aménageurs du territoire, afin de permettre la prise en compte du patrimoine archéologique au stade de planification et d'élaboration de toute sorte de plans d'aménagement. Par ailleurs, le patrimoine archéologique doit également être pris en compte lors des études d'impact sur l'environnement. Finalement, une conservation in situ et une ouverture au public des sites archéologiques est recommandé si cette ouverture ne s'oppose pas à la bonne conservation du site archéologique.

Actuellement, la législation nationale au sujet de la protection du patrimoine archéologique dans le cadre de l'aménagement du territoire est relativement disparate voir lacunaire. Ainsi, il existe des dispositions dans la loi relative à l'aménagement communal⁷ suivant lesquels l'aménagement communal et le développement urbain doit tenir compte des composantes écologiques, économiques, sociales,

⁷ Loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

culturelles, financières et spatiales (article 1^{er}), ainsi que garantir le respect du patrimoine culturel et naturel national et local.

Par ailleurs, cette loi prévoit que dans le cadre de l'établissement de „zones à restructurer“ une étude préalable doit être effectuée par le collège des bourgmestres et échevins de la commune concernée. Cette étude doit tenir compte de „la présence éventuelle d'éléments du patrimoine architectural“ (article 56 h). Force est de constater que le patrimoine archéologique n'est toutefois pas pris en considération dans cette procédure.

Actuellement, le patrimoine archéologique est actuellement essentiellement pris en compte lors des études d'impact sur l'environnement⁸ réalisées en amont des plans d'aménagement généraux, mais également par les études d'impact qui doivent obligatoirement être confectionnées pour certains projets d'envergure⁹ et qui doivent prendre en considération l'influence du projet visé sur le patrimoine archéologique. Ainsi au Luxembourg, ces quinze dernières années, la majeure partie des grands projets routiers ont fait l'objet au préalable d'un contrôle archéologique systématique afin de documenter et éventuellement sauvegarder le patrimoine archéologique menacé de destruction irréversible.

Sur ces tracés linéaires, on peut citer la découverte de nombreux sites archéologiques allant de la Préhistoire au Moyen-Age avec: une occupation de – 10.000 ans à Remerschen-„Enner dem Raederbiert“, deux rares sépultures campaniformes de – 2.000 ans avant J.-C., des tombes à incinération de l'âge du Bronze final de 1.000 ans avant J.-C. à Aspelt et Altwies, un habitat protohistorique à Prettingen, une nécropole celtique à Flaxweiler, trois conduites d'eau souterraines antiques à Noertzange et Frisange et un vaste habitat mérovingien à Burmerange-„Lann“. Le même constat est enregistré pour les périodes historiques lors de fouilles périurbaines, comme la zone artisanale de Bertrange-„Bourmicht“ (e.a. domaine gallo-romain, nécropole aristocratique mérovingienne), et urbaines qui touchent un important patrimoine médiéval (e.a. Luxembourg-Ville, Diekirch, Grevenmacher).

Mais cette législation s'avère insuffisante. Afin de pouvoir concilier les besoins respectifs de l'archéologie et de l'aménagement, et pour mettre en œuvre la conservation intégrée, les projets d'aménagement doivent faire l'objet d'une consultation précoce (idéalement au stade de planification) par le Centre national de recherche archéologique (ci-après „CNRA“) de sorte que ce dernier puisse évaluer le terrain et soit lever la contrainte archéologique, soit prescrire des recherches archéologiques préventives pour le terrain lui soumis.

Les procédures d'archéologie préventive permettent notamment de mieux respecter les délais prévus par les aménageurs et d'éviter des arrêts de chantier intempestifs et onéreux. Les exemples d'opérations archéologiques préventives, telles que celles réalisées dans le cadre des exploitations de graviers de la Moselle, les autoroutes A1, A13 et A7 ou encore le Ban de Gasperich, les fouilles urbaines de Luxembourg-Knuedler, illustrent les possibilités de pouvoir concilier les intérêts des diverses parties concernées, tant du côté des aménageurs que des archéologues.

Il convient de noter que l'opération d'archéologie préventive la plus courante est celle des sondages de diagnostic archéologique, qui consiste à sonder environ 10% du terrain à la pelle mécanique. Ces sondages archéologiques permettent d'avoir un aperçu des vestiges archéologiques enfouis et d'estimer leur étendue et leur degré de conservation. Cette méthode permet aussi de délimiter les zones archéologiquement sensibles et de proposer à l'aménageur un calendrier d'intervention avant qu'il ne débute la phase pratique du chantier. Ainsi, les travaux d'aménagement ne sont pas stoppés. Pour les zones vierges de vestiges, la contrainte archéologique peut être levée immédiatement. Cependant si le terrain sondé recèle des vestiges archéologiques, ces derniers peuvent soit être conservés sur place par une modification du projet d'aménagement, soit faire l'objet de fouilles de sauvetage. Suite aux fouilles archéologiques, ces terrains peuvent également être libérés.

Notons enfin que l'archéologie pratiquée jusqu'à présent est essentiellement ce qu'on appelle „l'archéologie de sauvetage“, qui consiste à „sauver“ les sites archéologiques découverts pendant des travaux de construction. L'archéologie de sauvetage engendre très souvent des retards aux aménageurs, par la nécessité d'arrêter un chantier de construction. En revanche, l'archéologie préventive permet de détecter et éventuellement de conserver ou de fouiller des sites archéologiques en amont des projets

⁸ Loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

⁹ Loi du 19 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires

6

d'aménagement. L'archéologie préventive apporterait ainsi à tous les acteurs impliqués (communes, aménageurs, urbanistes et archéologues) non seulement une sécurité juridique (car actuellement, il arrive que suite à des découvertes fortuites il faut avoir recours à un arrêt de chantier), mais également un gain de temps et d'énergie non négligeable alors que l'élément „archéologie“ est prise en compte dès le début du projet d'aménagement.

Article 6

Cet article oblige les Etats Parties à la Convention de prévoir des moyens financiers et matériels à la recherche archéologique. Ainsi, d'après cet article les grands travaux publics ou privés doivent inscrire dans leur budget la prise en charge du coût des opérations archéologiques nécessaires liée aux travaux envisagés.

Par ailleurs, doivent également être inscrits dans ces budgets le coût du travail de relevé archéologique et d'enregistrement complet des découvertes, ainsi que les études et prospections préliminaires et les documents de synthèse, et la rédaction de rapports suivis par des publications complètes et ce au même titre que les études d'impact imposées par les préoccupations d'environnement et d'aménagement du territoire.

Il en ressort que les Etats Parties à la Convention doivent prendre des dispositions en vue d'une prise en charge du coût de fouilles archéologiques par des financements publics ou privés.

Article 7

Cet article exige la réalisation et l'actualisation des inventaires et cartes archéologiques sur le territoire d'un Etat parties et encourage également la communication des découvertes faites pendant les travaux et l'analyse comparative des résultats scientifiques.

Article 8

Cet article concerne la diffusion des informations tirées des travaux sur le patrimoine archéologique. En premier lieu, la Convention préconise de faciliter l'échange d'éléments du patrimoine archéologique. Ceci peut par exemple être utile à la formation de futurs archéologues ou alors à un examen scientifique plus poussé. En deuxième lieu, la Convention demande aux Etats parties d'échanger les informations sur la recherche archéologique et de fouilles en cours et à organiser des programmes de recherches internationaux.

Article 9

Cet article fait obligation aux Etats Parties à sensibiliser davantage le public aux éléments du patrimoine archéologique et ce à la fois par l'action éducative que par l'accès au public à travers des expositions.

Il convient de noter que d'ores et déjà des actions de sensibilisation du public sont entreprises ponctuellement par notamment des visites guidées ou des „portes ouvertes“ des chantiers de fouilles archéologiques, voire d'interventions directes dans les écoles. Des publications dans la presse sont également périodiquement réalisées. Par un partenariat avec les services éducatifs du Musée nationale d'histoire et d'art, des actions plus régulières ont lieu (ateliers archéothèmes, visites ...). Le Musée constitue également un relais régional avec la Maison néolithique de Lorentzweiler, et participe à la réalisation de parcs et sentiers de découverte à vocation historique et culturelle. Le Service des Sites et Monuments nationaux entreprend d'importants travaux de restauration sur de nombreux sites archéologiques et des mises en saleur à destination du public, dont les châteaux forts, exceptionnellement de la villa gallo-romaine d'Echternach, et du théâtre gallo-romain de Dalheim qui constituent des exemples connus, tandis que le Centre National de Recherche Archéologique s'occupe de la mise en valeur des autres sites archéologiques antérieurs au Moyen-Age comme le tumulus du Bill, l'oppidum du Titelberg ou les monuments de Mertert.

Article 10

Le présent article contient des dispositions pour prévenir la circulation illicite d'éléments du patrimoine archéologique. En effet, les Etats Parties s'engagent à échanger les informations quant aux fouilles illicites et également à signaler l'apparition d'un objet qui pourrait être originaire de telles fouilles.

7

En ce qui concerne les musées, ils sont interdits de faire entrer dans leurs collections d'objets archéologiques provenant probablement de fouilles illicites.

Finalement, les Etats Parties s'engagent également à combattre les découvertes incontrôlées en sensibilisant, informant et coopérant sur le sujet de la circulation illicite d'éléments du patrimoine.

Il convient de noter que la législation en matière de circulation de biens culturels doit être mise à jour suite aux ratifications de la présente Convention et de **la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (UNESCO, 1970)**.

Article 11

Cet article précise que la présente Convention ne porte pas atteinte aux traités bilatéraux ou multilatéraux qui existent d'ores et déjà. Pour le Luxembourg il s'agit par exemple de la Convention de l'UNESCO concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert illicite des biens culturels. Ainsi la présente Convention ne peut être „utilisée“ pour minimiser ou étendre ces traités.

Article 12

Cet article impose aux Etats parties à se prêter une assistance technique et scientifique par notamment un échange d'experts ou de spécialistes de la conservation du patrimoine qui ne sont pas seulement des archéologues mais également des personnes qui assurent la présentation des sites au public. Finalement il y a est prévu d'offrir des formations en cours d'emploi.

Article 13

Cet article prévoit la mise en place d'un comité d'experts afin de veiller à la bonne mise en œuvre de la Convention. Un tel comité est également prévu par la Convention de protection architectural de l'Europe (Grenade) qui est envoié de ratification par le Luxembourg.

Le comité d'experts a diverses missions qui sont celles d'établir un rapport sur la situation des politiques de protection du patrimoine archéologique dans les Etats parties et ce à l'intention du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Par ailleurs le comité peut proposer des mesures pour une meilleure mise en œuvre de la protection du patrimoine archéologique dans les Etats parties et faire des recommandations au Comité des Ministres concernant l'invitation d'Etats non membres du Conseil de l'Europe.

Articles 14 à 18

Ces articles constituent les clauses finales types au sein des conventions élaborées au sein du Conseil de l'Europe.

*

FICHE FINANCIERE

Le présent projet de loi n'a pas d'impact financier direct.

*

ANNEXE 3 ____ Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette. Document parlementaire n° 6993; Chambre des Députés, session ordinaire 2015-2016 - Avis de la Chambre du Commerce du 07-06-2016.

20.10.2016

N° 6993¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2015-2016

PROJET DE LOI

**portant approbation de la Convention européenne pour la
protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le
16 janvier 1992 à La Valette**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(7.6.2016)

Le projet de loi sous avis a pour objet l'approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (ci-après la „Convention“) ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette.

Le but de la Convention est de protéger le patrimoine archéologique en tant que source de la mémoire collective européenne et comme instrument d'étude historique et scientifique¹. Elle introduit, pour la première fois, la définition du patrimoine archéologique dans l'ordre juridique luxembourgeois. La Convention prévoit, *inter alia*, l'obligation pour les Etats signataires d'établir un inventaire du patrimoine archéologique et de classer des monuments ou des zones protégées, de mettre en oeuvre des procédures d'autorisation et de contrôle de fouilles ainsi que de prévoir des mesures de protection physique du patrimoine archéologique. Elle impose notamment un soutien financier à la recherche archéologique par les pouvoirs publics nationaux, régionaux ou locaux.

Comme l'expliquent les auteurs du projet de loi sous avis dans l'exposé des motifs, la Convention instaure le concept novateur de conservation intégrée du patrimoine archéologique² qui a pour vocation de préserver le patrimoine archéologique menacé par les travaux d'aménagement. A cet égard, les Etats signataires s'engagent à rechercher la conciliation entre les besoins respectifs de l'archéologie et de l'aménagement du territoire ainsi qu'à assurer une consultation entre archéologues, urbanistes et aménageurs du territoire.

La Chambre de Commerce note que les dispositions de la Convention visant à assurer la protection du patrimoine archéologique devront être mises en oeuvre dans le cadre d'un futur projet de loi relatif à la protection du patrimoine culturel tel que mentionné par les auteurs du projet de loi sous avis dans l'exposé des motifs.

La Chambre de Commerce n'a pas de remarques particulières à formuler et s'en tient à l'exposé des motifs qui explique clairement le cadre et les objectifs du projet de loi sous avis.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure de marquer son accord au projet de loi sous rubrique.

¹ Paragraphe 1 de article 1 de la Convention

² Article 5 de la Convention

ANNEXE 4 ____ Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette. Document parlementaire n° 6993 ; Chambre des Députés, session ordinaire 2015-2016 - Avis du Conseil d'État du 27-09-2016.

22.11.2016

N° 6993²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2015-2016

PROJET DE LOI

**portant approbation de la Convention européenne pour la
protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le
16 janvier 1992 à La Valette**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

(27.9.2016)

Par dépêche du 23 mai 2016, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de loi sous rubrique, lequel a été élaboré par le ministre de la Culture.

Au texte du projet de loi proprement dit étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche financière, une fiche d'évaluation d'impact ainsi que le texte de la Convention à approuver.

L'avis de la Chambre de commerce a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 20 juin 2016.

*

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le projet de loi sous examen vise à faire approuver la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette (ci-après la „Convention“). Cette Convention a été signée par le Luxembourg le 16 janvier 1992, mais n'a jamais été ratifiée depuis lors.

Il ressort en effet de l'exposé des motifs que le Luxembourg figure parmi les derniers pays membres du Conseil de l'Europe (à côté du Monténégro et de l'Islande) à ne pas avoir ratifié cette Convention. Ce retard de plus de vingt-quatre ans s'expliquerait, selon les auteurs du texte, par le fait que „le Luxembourg fait preuve d'une certaine lenteur et d'un sentiment de ne pas être véritablement concerné en ce qui concerne la ratification de conventions internationales en la matière“¹.

Or, ladite Convention vise à mieux concilier les besoins respectifs de l'archéologie et de l'aménagement du territoire, en veillant à ce que les archéologues participent aux politiques de planification et à ce qu'il y ait une consultation systématique entre les communes, les archéologues, les urbanistes et les spécialistes de l'aménagement du territoire. De fait, cette Convention met en avant le principe novateur de conservation intégrée, basée sur la notion d'archéologie préventive. L'intérêt d'une telle approche préventive est essentiel pour le Luxembourg, comme l'avait déjà souligné le Conseil d'État dans son avis relatif au projet de loi relative à la protection et à la conservation du patrimoine culturel².

Les auteurs du projet de loi admettent d'ailleurs dans l'exposé des motifs que la Convention constitue un instrument juridique essentiel eu égard, d'une part, à la richesse archéologique du sous-sol luxem-

1 Les auteurs du projet citent ainsi l'avis du Conseil d'État du 22 mars 2005 (doc. parl. n° 5377¹) relatif à la loi d'approbation de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites de biens culturels (UNESCO, Paris, 14 novembre 1970).

2 Avis du Conseil d'État du 10 décembre 2002, doc. parl. n° 4715², p. 5

bourgeois – comme en témoignent les découvertes récentes – et, d’autre part, à l’importance et au nombre croissants de projets de construction en cours.

Aussi les auteurs du projet de loi expliquent-ils que les travaux d’aménagement du territoire s’accroissent rapidement tandis que les sites archéologiques voués à disparaître sont plus nombreux chaque année. De là le constat selon lequel – si les méthodes de l’archéologie préventive ne sont pas mises en œuvre –, des dizaines de sites archéologiques uniques seront détruits chaque année sans contrôle ni documentation, faute d’obligation systématique de conservation et d’effectifs spécialisés suffisants.

Si la législation actuelle prévoit déjà certaines dispositions concernant la protection du patrimoine archéologique, elle est néanmoins lacunaire puisqu’elle ne prend pas en compte tous les standards internationaux et européens. L’approbation de la Convention apparaît dès lors souhaitable et nécessaire pour le Luxembourg. Il faut toutefois que les engagements qu’elle contient soient effectivement mis en œuvre par la législation luxembourgeoise. Selon les auteurs du projet de loi, les dispositions de la Convention relatives à la protection et à la conservation du patrimoine archéologique seront mises en œuvre lors de l’élaboration du futur projet de loi concernant la protection du patrimoine culturel.

Fondamentalement, la Convention introduit une définition de la notion de patrimoine archéologique ainsi que d’autres notions qui font actuellement défaut. Tel est le cas par exemple de l’obligation d’établissement et de mise à jour d’un inventaire du patrimoine archéologique (article 2 de la Convention), de l’application du principe de la conservation intégrée (article 5 de la Convention), de l’interdiction expresse de l’utilisation de détecteurs de métaux (article 3 iii) de la Convention), ou encore du principe du soutien financier et matériel des pouvoirs publics aux opérations de recherche archéologique (article 6 de la Convention). La Convention contient par ailleurs des dispositions relatives à la diffusion de l’information, à la sensibilisation du public et à la prévention de la circulation illicite d’éléments du patrimoine archéologique.

L’application de l’archéologie préventive – par opposition à l’archéologie de „sauvetage“ actuellement pratiquée –, relevant de la conservation intégrée prévue par l’article 5 de la Convention, devrait inciter le Luxembourg à intégrer les préoccupations archéologiques dès la phase de planification des politiques d’aménagement du territoire. Une telle approche garantit à toutes les parties prenantes (communes, aménageurs, urbanistes, archéologues) tant l’efficacité dans la réalisation de projets que la sécurité juridique, qui font actuellement défaut.

*

EXAMEN DE L’ARTICLE UNIQUE

Article unique

L’article unique du projet de loi sous avis n’appelle pas d’observation de la part du Conseil d’État qui peut dès lors marquer son accord.

*

OBSERVATIONS D’ORDRE LÉGISTIQUE

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 27 septembre 2016.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges WIVENES

ANNEXE 5 ____ Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette. Document parlementaire n° 6993 ; Chambre des Députés, session ordinaire 2015-2016 - Rapport de la Commission de la Culture du 17-10-2016.

22.11.2016

N° 6993³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2016-2017

PROJET DE LOI

**portant approbation de la Convention européenne pour la
protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le
16 janvier 1992 à La Valette**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA CULTURE

(17.10.2016)

La Commission se compose de: M. André BAULER, Président-Rapporteur; MM. Claude ADAM, Marc ANGEL, Marc BAUM, Mme Taina BOFFERDING, MM. Lex DELLES, Franz FAYOT, Mme Martine MERGEN, M. Edy MERTENS, Mme Octavie MODERT, MM. Serge WILMES, Claude WISELER et Laurent ZEIMET, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le projet de loi n° 6993 a été déposé par le Ministre de la Culture le 20 mai 2016.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles de la Convention, une fiche financière, la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique, ainsi qu'une fiche d'évaluation d'impact.

L'avis de la Chambre de commerce date du 7 juin 2016.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 27 septembre 2016.

Lors de la réunion de la Commission de la Culture du 4 octobre 2016, le projet de loi sous rubrique a été présenté et M. André Bauler a été désigné rapporteur.

Le projet de rapport a été adopté au cours de la réunion du 17 octobre 2016.

*

2. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette (ci-après la „Convention“). Elle a été signée par le Luxembourg le 16 janvier 1992, mais n'a pas encore été ratifiée.

La législation actuelle prévoit certes certaines dispositions concernant la protection du patrimoine archéologique, avec notamment l'obligation d'information en cas de découverte archéologique et la possibilité de protection juridique par voie de classement, de même qu'elle prévoit un système d'autorisation de fouilles et d'exportation d'objets mobiliers. Or, ce cadre n'est pas suffisant vu que la législation en vigueur ne prend pas en compte tous les standards internationaux et européens en la matière. Complétant les principes formulés par la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique, signée à Londres le 6 mai 1969, la Convention tient compte de l'évolution des politiques d'aménagement dans les pays européens afin de garantir une protection adéquate du patrimoine archéologique, élément essentiel pour la connaissance du passé des civilisations.

2

Les principaux ajouts de la Convention par rapport au cadre actuel sont de triple nature:

a) Définitions et principes

La Convention introduit dans l'ordre juridique interne une définition de ce qu'il faut entendre par patrimoine archéologique (article 1 de la Convention), de même que d'autres notions qui font défaut actuellement, notamment la gestion d'un inventaire du patrimoine archéologique (article 2), la nécessité d'une autorisation préalable pour l'emploi de détecteurs de métaux (article 3 iii.) ou encore le principe du soutien financier des pouvoirs publics au financement de la recherche archéologique (article 6).

b) Archéologie et aménagement du territoire

Le concept de conservation intégrée (article 5) est le principe le plus novateur de la Convention. Il s'agit de mieux concilier les besoins respectifs de l'archéologie et de l'aménagement du territoire en veillant à ce que les archéologues participent aux politiques de planification et de faire en sorte qu'il y ait une consultation systématique entre archéologues, urbanistes et aménageurs du territoire afin d'introduire des modifications aux plans d'aménagement susceptibles d'altérer le patrimoine archéologique. Il importe d'intégrer les préoccupations archéologiques dès le stade de planification dans les politiques d'aménagement du territoire.

c) Collecte et diffusion de l'information scientifique

Afin de faciliter l'étude et la diffusion de la connaissance des découvertes archéologiques, la Convention contient des dispositions relatives à la diffusion de l'information (articles 7 et 8) et à la sensibilisation du public (article 9). Ainsi, le Luxembourg s'engage à réaliser ou à actualiser les enquêtes, les inventaires et la cartographie des sites archéologiques dans son propre espace et à promouvoir l'accès du public aux éléments importants de son patrimoine archéologique. En outre, la Convention prévoit des règles en ce qui concerne la prévention de la circulation illicite d'éléments du patrimoine archéologique, notamment par l'organisation d'un échange d'informations entre les pouvoirs publics compétents et les institutions scientifiques sur les fouilles illicites constatées (article 10).

La présente Convention constitue par la suite un instrument juridique essentiel à l'égard de deux facteurs présents sur le territoire du Grand-Duché: d'un côté les richesses archéologiques de notre sous-sol, témoins uniques de l'histoire du pays, et de l'autre côté les importants et nombreux projets de construction en cours. Par la ratification de la présente Convention, le Luxembourg, reconnaissant que le patrimoine archéologique européen, témoin de notre histoire, est menacé de dégradation aussi bien par la multiplication des grands travaux d'aménagement que par les risques naturels, les fouilles clandestines ou dépourvues de caractère scientifique, ou encore par l'insuffisante information du public, s'engage à mettre en œuvre les mesures de protection du patrimoine archéologique nécessaires.

*

3. LES AVIS

Dans son avis du 7 juin 2016, la Chambre de commerce marque son accord sur le projet de loi.

L'avis du Conseil d'Etat date du 27 septembre 2016. L'article unique du projet de loi n'appelle pas d'observation de sa part.

*

4. COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

L'article unique du projet de loi a pour objet d'approuver la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette.

*

5. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission de la Culture recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n° 6993 dans la teneur qui suit:

*

3

PROJET DE LOI
portant approbation de la Convention européenne pour la
protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le
16 janvier 1992 à La Valette

Article unique.– Est approuvée la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette.

Luxembourg, le 17 octobre 2016

Le Président-Rapporteur,
André BAULER

ANNEXE 6 ____ Motion unique déposée le 16 novembre 2016 par le groupe politique CSV lors de la présentation et le vote à la Chambre des Députés du projet de loi n° 6993 portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

J-2016-0-N-4929-01 (2699)

1

MOTION

Dépôt : Groupe politique CSV
Mme Martine Niergen
16.11.2016 PL 6993

Concernant l'application de la Convention européenne pour la protection archéologique

La Chambre des Députés,

- Considérant la richesse archéologique présente dans le sous-sol du Grand-Duché de Luxembourg, témoin des différentes époques historiques et préhistoriques de notre pays ;
- Rappelant que le Grand-Duché de Luxembourg a signé la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique à La Valette le 16 janvier 1992 ;
- Considérant que, d'après l'exposé des motifs du projet de loi (n° 6993) portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette, notre législation actuelle prévoit d'ores et déjà un grand nombre de dispositions concernant la protection du patrimoine archéologique, avec notamment l'obligation d'information en cas de découverte archéologique et la possibilité de protection juridique par voie de classement, de même qu'un système d'autorisation de fouilles et d'exportation d'objets mobiliers ;
- Considérant que, d'après l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique, le nouveau concept de conservation intégrée apporte non seulement une sécurité juridique mais également un gain de temps et d'énergie non négligeable alors que l'élément « archéologie » est pris en compte dès le début du projet d'aménagement ;
- Considérant que ladite Convention confère de nouvelles missions au Centre national de recherche archéologique dans le cadre de la planification dans les politiques d'aménagement du territoire ;
- Considérant que le Centre national de recherche archéologique compte actuellement 15 personnes, dont 12 archéologues ;
- Considérant que l'article 6 du projet de loi sous rubrique portant sur le financement de la recherche et la conservation archéologique, prévoit que chaque partie s'engage à prévoir un soutien financier à la recherche archéologique par les pouvoirs publics (...) et à accroître les moyens matériels de l'archéologie préventive (...);



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- Saluant finalement les principes et les objectifs de ladite Convention, tout en rappelant qu'une mise en pratique efficace et réussie de celle-ci n'est cependant guère envisageable par les moyens prévus actuellement dans le projet de budget de l'exercice 2017 ;

Invite le Gouvernement

1. À s'assurer que les moyens matériels et humains nécessaires soient mis à disposition afin que la mise en pratique de ladite Convention puisse être à la hauteur de sa mission de protection du patrimoine archéologique ;
2. À s'assurer de même que la mise en pratique n'alourdisse pas les procédures dans le cadre de projets d'aménagement.

Luxembourg, le 16 novembre 2016

N. Nergen

N. Spautz

D. Aelchen

N. Lies

C. Wiseler



(Fig. 1) — Oppidum du Titelberg, levé géomagnétique superposé à une orthophotographie. En hachuré le tracé du rempart, en pointillé celui du fossé de palissade, en surimpression transparente les aires de fouille n° 1 et 2 (C. Gaeng)

Ouverture d'une nouvelle aire de fouille dans l'oppidum du Titelberg¹ (suite)

CATHERINE GAENG, JEANNOT METZLER

Le levé géomagnétique effectué sur le Titelberg (commune de Pétange, section B de Lamadelaine) en 1994, a révélé que l'oppidum était compartimenté. Un large fossé traversait le plateau du nord-est au sud-ouest, pour délimiter une zone d'une quinzaine d'hectares faisant office d'espace public dédié aux activités politiques, culturelles et économiques de la cité, ou d'une partie de la cité des Trévires (METZLER, GAENG, MÉNIEL 2016).

Comme nous l'avons vu dans la première partie de la présente contribution (GAENG, METZLER 2017), un second fossé, plus étroit, formant un angle droit, apparaît sur le levé dans le quart sud-ouest du plateau (*Fig. 1*). Malheureusement, ce secteur étant boisé à plus de 50 % aujourd'hui, il échappe en bonne partie à la prospection. Il n'est donc pas possible de vérifier l'hypothèse – la plus vraisemblable – que les deux segments du fossé s'accrochaient au rempart de contour

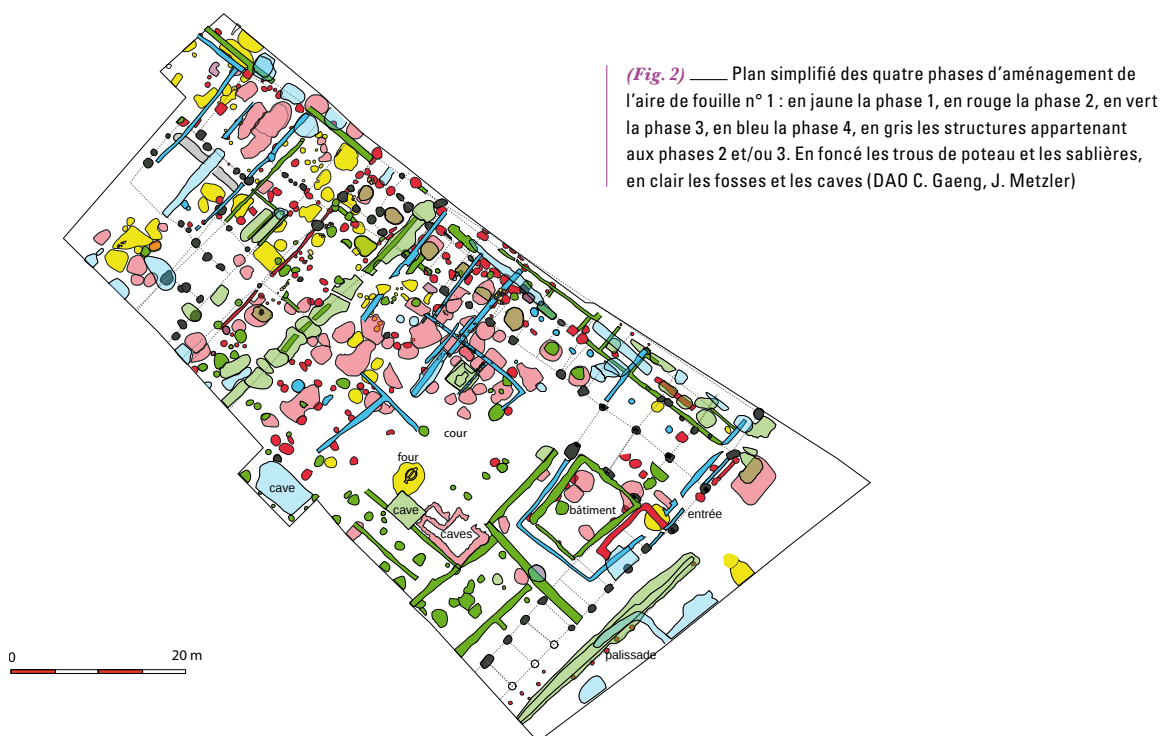
pour définir un périmètre de 10 ha en marge de l'habitat gaulois. Ce retranchement de terrain considérable pouvant signaler la présence d'un camp militaire romain dans l'oppidum, une aire de fouille de 3500 m² a été implantée en 2003 dans le coin nord-est de la surface, où le levé géomagnétique révèle la plus grande densité de structures. Il s'est rapidement avéré que si ces dernières ne s'apparentent pas à celles d'un camp de légionnaires, elles n'appartiennent pas davantage à la culture gauloise : vestiges mobiliers et immobiliers témoignent bel et bien de la présence d'une population étrangère, vraisemblablement des marchands romains qui s'étaient installés dans l'oppidum pour commercer avec la population locale et dont l'établissement a servi de base de ravitaillement à l'armée romaine pendant et après la guerre des Gaules. Une deuxième surface, beaucoup plus petite (400 m²), ouverte en 2015 à une soixantaine de mètres plus au sud-ouest, là où quelques structures

¹ Les recherches sur le Titelberg sont effectuées par Jeannot Metzler, Catherine Gaeng, Nicolas Gaspar et Lydie Homan.

comparables à celles de l'aire n°1 apparaissent sur le levé géomagnétique, a été agrandie à 1000 m² en 2016.

L'étude préliminaire des vestiges de l'aire n°1 a permis de cerner le cadre chronologique des aménagements ainsi que leur phasage (METZLER, GAENG, MÉNIEL à paraître). Le numéraire gaulois, où les potins sont aussi nombreux que les bronzes, domine largement le numéraire romain. Si la présence de quelques potins rèmes et leuques permet de faire remonter l'occupation des lieux à La Tène D1b, les potins tréviens largement majoritaires indiquent un pic d'activité à La Tène D2a. Celui-ci se poursuit à La Tène D2b comme le montre le monnayage trévi en bronze que se partagent presque équitablement la série à la légende d'Arda et celle à la légende d'Aulus Hirtius, ainsi que la composition du numéraire romain avec plus de cinquante pour cent de monnaies républicaines, alors que les monnaies augustéennes pourtant fort abondantes sur le site, sont quasiment absentes. Ce

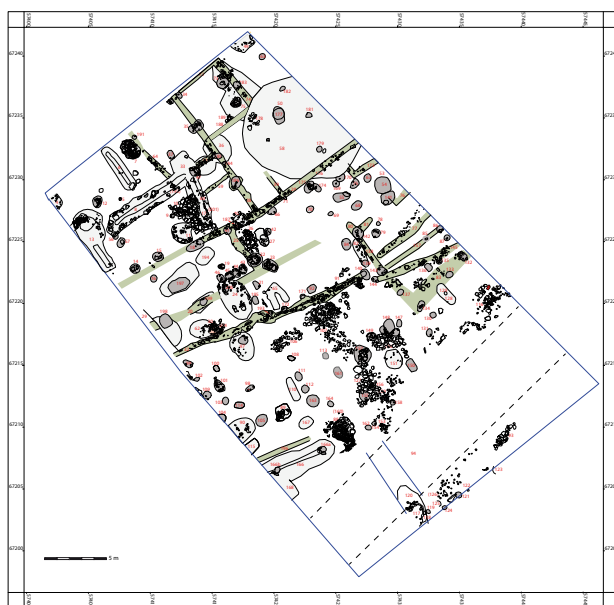
déficit témoigne d'un abandon du secteur vers 20 avant notre ère. Une quinzaine de fibules de Nauheim et une série d'éléments de harnachement et de clous-rivets à tête striée émaillée, indiquent également un début probable à La Tène D1b. Le mobilier céramique confirme la fourchette chronologique proposée. Si la production gauloise locale est très présente, la gallo-belge fait défaut, sauf dans quelques contextes très peu nombreux. Il convient notamment de relever l'extrême rareté du fossile directeur de l'horizon GR1, que sont les plats à enduit rouge de type pompéien. Quant aux structures archéologiques mises au jour, elles appartiennent à quatre phases d'aménagement (Fig. 2). La phase 1 consiste essentiellement en grandes fosses datables à La Tène D1b et au début de La Tène D2a, auxquelles il faut ajouter un four de potier. Bien qu'il ne soit pas possible d'identifier une quelconque construction, nous sommes vraisemblablement en présence d'un quartier périphérique de l'habitat gaulois. La deuxième phase commence vers 70 av. n. è. avec l'aménagement



d'une grande cour bordée par des bâtiments tout en longueur sur trois côtés (le quatrième côté, présumé, se situe hors de l'emprise de la fouille). L'accès à la cour se faisait par une entrée couverte contre laquelle était accolé un bâtiment quadrangulaire; deux caves (isolées?), se sont succédé à proximité de ce dernier. C'est à la phase 2 qu'a été construite la palissade dont le fossé apparaît sur le levé géomagnétique. La phase 3 intervient peu après 40 av. n. è. et a consisté à reconstruire la plupart des bâtiments sur sablières basses. La cour a été rapetissée par le dédoublement de l'aile nord-ouest et par l'installation d'une galerie au sol en *opus spicatum* sur deux côtés du bâtiment quadrangulaire situé près de l'entrée. C'est alors que les murs de ce dernier ont été ornés par les enduits muraux peints que nous avons évoqués dans la première partie de notre article, et que la cave au sol en bois, également évoquée, est venue remplacer celles de la phase 2. Les phases 2 et 3 traduisent la présence de l'établissement commercial romain dans l'oppidum à partir de la troisième

décennie après sa fondation et son fonctionnement jusque vers la troisième décennie avant notre ère. C'est à ce moment qui correspond à celui de la révolte trévire de 30/29 av. J.-C. matée par Marcus Nonius Gallus, qu'il a été détruit par le feu après avoir été vidé de ses biens et de ses occupants. La phase 4 témoigne d'un réaménagement des lieux qui s'apparente à celui des *vici* gallo-romains dont il rappelle les *strip houses*, mais il est de très courte durée puisque l'occupation s'arrête vers 20 av. n. è. date à partir de laquelle le secteur reste en friche tout en étant bordé au sud-est par une voie empierrée parallèle au fossé de palissade remblayé.

La fouille de l'aire n°2 s'est achevée en 2017 et le premier constat, en attendant une analyse plus poussée, est qu'elle a apporté plus de questions que de réponses (*Fig. 3 et 4*). Une coupe à travers le prolongement mal conservé de la voie empierrée du secteur 1, a montré que celle-ci a été aménagée sur le remblai d'un fossé en V, large d'environ 3m pour une profondeur de



(Fig. 3) — Plan de l'aire de fouille n°2 de l'établissement commercial romain du Titelberg (DAO C. Gaeng, J. Metzler)



(Fig. 4) — Vue aérienne par drone d'une partie de l'aire de fouille n°2 (photo P. Metzler)

1,5 m. Quant au fossé de palissade, il n'existe pas, soit parce qu'il s'interrompait comme semble le montrer le levé géomagnétique (ce qui réfuterait l'hypothèse d'un raccord au rempart de contour), soit parce que, changeant légèrement d'orientation, il a été détruit par le creusement du fossé plus tardif. Contrairement à ce que l'on pouvait supposer, la surface rubéfiée située dans le quart nord-est de la fouille ne signalait pas une cave comme dans l'aire n° 1, mais s'est avérée être le comblement, composé de fragments d'enduit mural peint brûlé, d'une énorme fosse à fond plat (UF 58), circulaire et très peu profonde vu son diamètre (une soixantaine de centimètres pour environ neuf mètres). Le bâtiment auquel appartenait l'enduit peint n'a pas encore été identifié, il est possible qu'il se trouve plus au nord-est, hors de l'emprise de la fouille. Les trois fosses (UF 6, 8, 17) creusées dans le quart nord-ouest de cette dernière, étroites et allongées, de plus ou moins 80 cm de profondeur et comblées de terre rubéfiée dans leur partie supérieure, sont aussi énigmatiques que leurs équivalents de l'aire n° 1 ; il est notamment difficile pour le moment, de trouver une explication à leur bord tapissé de pierres plates inclinées, particulièrement imposantes dans le cas de la fosse n° 8 ; pour l'heure nous les interprétons, avec la prudence qui s'impose, comme des fumoirs à jambon. La seule structure clairement identifiable est le four – à pain vraisemblablement – n° 30. Malgré leur nombre – une bonne centaine – les trous de poteau ne dessinent pas de plan(s) de bâtiment(s) ; les tronçons de sablières basses auxquels certains sont associés, semblent suggérer quant à eux la présence de longs bâtiments plutôt étroits. On sent dans l'ensemble une parenté avec l'aire n° 1 – la terre rubéfiée, les fragments d'enduit mural peint et les nombreuses petites briques d'*opus spicatum* y participent pour beaucoup – mais les structures moins denses et moins enchevêtrées, ne semblent pas de prime abord appartenir à plusieurs phases d'aménagement. Quoiqu'il en soit, même après son agrandissement considérable,

la surface reste trop petite pour permettre de reconnaître la nature de ce qui y a été construit.

Concernant le mobilier (*Fig. 5-7*), un examen liminaire révèle certes des analogies avec celui de l'aire n° 1 comme nous l'avons écrit au terme de la première année de fouille, mais des particularités se dessinent. Ici aussi le numéraire gaulois (54 pièces) domine largement le numéraire romain (sept pièces, toutes républicaines sauf un as de Nîmes et une frappe de Claude II le Gothique, découvertes en surface), mais les potins (21 pièces) sont un peu moins nombreux que les bronzes (33 pièces). Les fibules à ressort (63 individus), proportionnellement aussi abondantes que dans l'aire n° 1, y dominent encore plus largement les fibules à charnières (cinq individus seulement). Bien qu'importante pour le Titelberg, la quantité de fragments d'amphores est proportionnellement deux fois moindre que dans l'aire n° 1. Comme dans cette dernière en revanche, en matière de vaisselle métallique, les objets autochtones (une fourche à viande et une louche en fer, un poucier et un doigtier en bronze), l'emportent sur ceux qui sont importés (une anse de gobelet de type Idria). Toujours comme dans l'aire n° 1, il convient de relever le nombre inhabituellement élevé d'éléments de harnachement à tête striée émaillée (un clou-rivet et quatre fragments d'ornements de joug dont l'un à appendice en S surmonté d'une tête animale cornue). L'aire n° 1 se distinguait aussi par l'abondance des débris de moules à alvéoles, de très petite taille le plus souvent (ils semblent vraiment résulter d'un concassage), sauf dans une fosse qui contenait quatre morceaux de très belles dimensions appartenant à un seul moule semble-t-il. Il en va de même dans l'aire n° 2 où ils sont proportionnellement nettement plus nombreux encore et où c'est dans la fosse n° 88 que l'on trouve quelques grands fragments provenant eux de moules différents si l'on en juge par les différences de diamètre et de profondeur de leurs alvéoles. Au chapitre des curiosités, relevons, toujours dans la fosse n° 88,



(Fig. 5) — Anse en bronze d'un gobelet de type Idria et partie sommitale d'un ornement de joug en bronze émaillé (photo. C. Gaeng).



(Fig. 6) — Fragments de moules à alvéoles en terre cuite (photo. C. Gaeng).



(Fig. 7) — Pointes de flèches en fer de type Numance ; fragment de fourreaux de glaives : plaque de renfort et orle en bronze, bouterolles en fer ; éperon en bronze (photo. C. Gaeng).

le bord labial épais et dentelé de la coquille d'un casque granuleux (un mollusque gastéropode qui vit dans la Méditerranée, l'Atlantique, la Manche et la mer du Nord), ainsi qu'un tronçon de colonne vertébrale de salmonidé dont neuf vertèbres et huit côtes étaient conservées en connexion dans la fosse n° 62. Les *militaria* sont aussi nombreux que dans l'aire n° 1, notamment les clous de chaussures de type Alésia au nombre d'une cinquantaine. Il convient de mentionner en outre des pointes de flèches de type Numance et plusieurs éléments de fourreaux de glaives: une frette à nervures horizontales, les fragments en tôle de bronze finement découpés d'une plaque de renfort, les fragments d'un orle et deux bouterolles à bouton, dont l'une ornée d'un filet en laiton. Trois petits anneaux en bronze assemblés pourraient avoir appartenu à une cotte de mailles et il y a encore ce très curieux éperon en bronze, si petit et si fin qu'il ne peut avoir été fonctionnel.

Au terme de cette deuxième campagne de fouille, l'hypothèse d'une présence conjointe de commerçants et de légionnaires romains dans ce secteur de l'oppidum, les uns dès avant, les autres pendant et surtout après la guerre des Gaules, semble se confirmer. Il reste néanmoins de nombreux points d'interrogation: la palissade s'interrompait-elle ou a-t-elle disparu à cause du fossé postérieur? Le quatrième côté de la cour de l'aire de fouille n° 1 était-il fermé par un bâtiment? Y a-t-il une continuité et/ou une parenté entre les structures de l'aire n° 1 et celles de l'aire n° 2? Les lieux ont-ils connu une véritable occupation gauloise antérieure et quelle était sa nature? Pourquoi sont-ils restés à l'abandon après la démolition de l'établissement commercial romain? Pour tenter d'y répondre il a été décidé de relier les deux aires déjà ouvertes en procédant à la fouille de la zone intermédiaire de 2500 m² que le levé géomagnétique fait apparaître, à tort probablement, comme moins riche en structures.

Catherine GAENG
Centre national de recherche archéologique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange
catherine.gaeng@cnra.etat.lu

Jeannot METZLER
7 Rue Neuve
L-6160 Bourglinster
jmetzler@pt.lu

BIBLIOGRAPHIE

GAENG C., METZLER J. 2017. Ouverture d'une nouvelle aire de fouille dans l'oppidum du Titelberg. *Archaeologia Luxemburgensis*, 3, 30-41.

METZLER J., GAENG C., MÉNIEL P. 2016. *L'espace public du Titelberg*. Dossiers d'Archéologie du Centre national de recherche archéologique, 17, CNRA, Luxembourg, 971 p.

METZLER J., GAENG C., MÉNIEL P., à paraître. Comptoir commercial italique et occupation militaire romaine dans l'oppidum du Titelberg - un état de la recherche. À paraître en 2018 dans la collection Bibracte de Bibracte-Centre archéologique européen, Glux-en Glenne.

Ricciacus, Riccium oder Ricciacum? Ein Ort, viele Namen – Dalheims antike Benennung

NERA SAND

Bekannt ist die römische Fundstelle auf dem „Pétzel“-Plateau bei Dalheim bereits seit dem 17. Jahrhundert. Anfangs noch als Militärlager ausgewiesen, zeigte sich im Laufe der Erforschung, dass es sich um eine rein zivile Siedlung, einen sogenannten *vicus*, gehandelt hat (Abb. 1), dessen römische Bezeichnung in den letzten Jahrhunderten viel diskutiert wurde, bis 2008 der finale Beweis für die Benennung zu Tage kam.

Jedoch halten sich bis heute die alternativen und leider oft falschen Bezeichnungen immer noch sehr hartnäckig. Um nun ein für alle Mal die allgemeine Verwirrung um die antike Bezeichnung einer der herausragendsten archäologischen Stätte auf luxemburgischem Boden zu lösen, muss an den Anfang der langen und kontroversen Forschungsgeschichte, aus der sich die heutige fehlerhafte Benennung entwickelt hat, zurückgegangen werden.

VON DER LITERARISCHEN ÜBERLIEFERUNG ZUR LOKALISIERUNG: EIN INDIZIENPROZESS

Dalheim ist in dem glücklichen Fall gleich auf mehrere Quellen in Bezug auf seine antike Namensgebung, zurückgreifen zu können.

Zu Beginn stand die Erwähnung einer Siedlung mit Namen *Ricciaco* auf der *Tabula Peutingeriana* (Abb. 2), einer wahrscheinlich spätantiken Karte des gesamten Römischen Reiches, die in einer mittelalterlichen Abschrift aus dem 13. Jahrhundert erhalten ist¹. Nachdem die Karte im 16. Jahrhundert in einigen Faksimiles editiert wurde, wurde immer wieder versucht die einzelnen genannten Stationen mit bekannten, römischen Siedlungsspuren übereinzubringen. Die beiden Stationen *Ricciaco* und *Caranusca*, die als Etappenorte zwischen den Civitashauptorten *Divodurum Mediomatricorum*/Metz und *Augusta Treverorum*/Trier², entlang einer

¹ Neueste Forschungen zur *Tabula Peutingeriana*: RATHMANN 2011-2012.

² Auf der *Tabula* als *Divo Durimedio Matricorum* (Metz) und *Aug Tresviorum* (Trier) eingetragen.



(Abb. 1) — Der Gesamtplan aller bislang bekannten Strukturen im Vicusbereich (Plan Peter Henrich/C. Mischka © CNRA, Luxembourg).



(Abb. 2) — Ausschnitt der *Tabula Peutingeriana* der Strecke zwischen den Hauptorten *Divo Durimedio Matricorum* [sic] (Metz) und *Augusta Trevirorum* [sic] (Trier) mit den hier gelegenen Etappenorten *Caranusca* und *Ricciaco* (© Österreichische Nationalbibliothek, Wien).

auf der rechten Moselseite eingezeichneten Fernstraße, eingetragen sind, rückten ab dem 17. Jahrhundert in den Fokus der Lokalforschung. Es wurde ab diesem Zeitpunkt versucht die Orte im heutigen Landschaftsbild wiederzufinden. Da auf der Karte die Straße, die Metz und Trier verbindet auf der rechten Moselseite eingetragen ist, konzentrierte sich die Suche nach den beiden *vici* auch auf dieses Gebiet. Neben anderen Alternativen wurde *Ricciaco* vielfach mit dem Ort Ritzing (Dép. Moselle, F) identifiziert (VANNÉRUS 1928: 5-12). Jedoch galten als vorrangige Argumente vor allem die Ähnlichkeit der beiden Namen sowie einige, kaum untersuchte Spuren römischer Besiedlung (FLOTTÉ, FUCHS 2004: 670).

Eine Zuordnung zu Dalheim, und damit auch eine Verlagerung der auf der *Tabula Peutingeriana* dargestellten Straße auf die linke Moselseite, wurde erstmals 1909 vom luxemburgischen Historiker Nicolas van Werveke vorgeschlagen. Die hierzu benötigte Straße wurde bereits im 17. Jahrhundert von Alexander Wiltheim erwähnt. Er konnte eine massiv ausgebaute, römische Straße, von Metz über Thionville, Dalheim bis

nach Trier verfolgen. Allerdings identifizierte er diese mit einer aus einer anderen historischen Quelle, dem *Itinerarium Antonini*, bekannten Straße. Zwischen den Orten Metz und Trier existiert hier noch eine Station, deren Name nicht erhalten geblieben ist und die Wiltheim mit Dalheim gleichsetzte. Da es sich hierbei aber um ein rein schriftlich verfasstes Itinerarium handelt, kann keine Aussage über den Verlauf der Straße getroffen werden (VANNÉRUS 1928: 13-14). Für seine Identifizierung von Dalheim mit *Ricciaco* bezog sich van Werveke auf die starke Analogie, die zwischen dem Flurnamen „Ritzig/Rizzig“ (heute „a Rétzeg“), unweit der bis dahin bekannten Überreste des gallorömischen *vicus*, und der Bezeichnung *Ricciaco* bestehen (WERVERKE 1909: 25-26). Diese These fand kaum Anklang in der Forschung und wurde vor allem aufgrund des Fehlens weiterer, überzeugender Argumente und der Lage auf der „falschen“ Moselseite immer wieder angezweifelt.

Knapp 20 Jahre später griff Jules Vannérus, ein belgisch-luxemburgischer Historiker, in seinem Artikel *Ricciacus et Caranusca* das Thema wieder auf und führte weitere Belege für eine Lokalisierung von *Ricciaco* in Dalheim an (VANNÉRUS 1928). Dies sind einerseits zwei in Dalheim gefundene, verzierte Bleischeiben, sogenannte *tesserae*, mit den Inschriften **RICC** und **RICCIAC**³, die beide bereits 1906 mit dem Verweis auf das *Ricciaco* der *Tabula Peutingeriana* publiziert wurden (CIL XIII: Nr. 10029, 223a-b), jedoch keine Beachtung in der Forschung gefunden hatten. Andererseits verweist er auf frühmittelalterliche Dokumente aus dem 10. Jahrhundert die einen Verwaltungsbezirk, einen *pagus*, in der Umgebung von Dalheim erwähnen, der im Klang stark an den römischen Namen erinnert. Schriftlich wird dieser *pagus* drei Mal erwähnt, immer mit leichten Abwandlungen je nach Quelle: *in pago*

³ Beide Exemplare sind heute verschollen.

Rizogohensi (936), *in Rezcensi pago* (962), *in pago Rizzigowi* (13. Mai 963) (VANNÉRUS 1928: 16-22; KRIER 2011: 330). Die Tatsache, dass der antike Name sich in den Bezeichnungen für eine ganze mittelalterliche Verwaltungseinheit erhalten hat, ist zudem ein rückwirkender Beweis für die Bedeutung der Siedlung in römischer Zeit.

Nach Erscheinen des Artikels von Vannérus wurde die Zuordnung der antiken Straßenstation *Ricciaco* mit Dalheim größtenteils von der Forschung akzeptiert. Auch Funde weiterer Bleitesserae (Abb. 3) während der letzten Jahrzehnte trugen zur Festigung der Hypothese bei (WEILLER 1994: 19-22; WEILLER 2000: 175-177; KRIER 2011: 330; HENRICH 2015: 267, 269). Definitive Gewissheit brachte schlussendlich der Fund eines Weihealtars im Bereich der Thermen (Abb. 4), der 2008 während der Ausgrabungen im Ortskern zum Vorschein kam. In der fast vollständig erhaltenen Inschrift werden die Bewohner des antiken Ortes, die *vicani Riccienses* (Abb. 5 und 6), genannt (KRIER 2011: 330-331). Das einzige kleine Manko ist, dass bei dieser Inschrift augenscheinlich ein A und ein C fehlen. Dies lässt sich auf mehrere Arten plausibel erklären. Es könnte sich einerseits um einen einfachen Schreibfehler des Steinmetzes handeln, es ist andererseits aber durchaus möglich, dass der Ort unter dem beiden Namen *Riccium* und *Ricciacum* bekannt war. Hierfür würden zum Beispiel auch die beiden Abkürzungsarten der Bleitesserae sprechen (KRIER 2011: 331). Trotz fehlender Buchstaben dürfte aber hiermit endgültig geklärt sein, dass es sich bei Dalheim tatsächlich um das *Ricciaco* der *Tabula Peutingeriana* handelt.

VON RICCIACO ÜBER RICCIACUS NACH RICCIACUM

Im Endeffekt existieren für Dalheim also drei unterschiedliche antike Namensüberlieferungen: die wahrscheinlich spätantike Bezeichnung



(Abb. 3) — Die bislang in Dalheim gefundenen Bleitesserae (Foto Tom Lucas © MNHA, Luxembourg).

Ricciaco, die Abkürzungen *RICC* und *RICCIAC* auf den Bleitesserae sowie die Nennung der *vicani Riccienses*.

Keine der drei Nennungen stimmt nun aber mit dem heute gebrauchten Namen *Ricciacum* noch mit dem so häufig anzutreffenden „*Ricciacus*“ –



(Abb. 4) — Der restaurierte Fortunaaltar aus dem Bereich der Thermes (Foto Tom Lucas © MNHA, Luxembourg).

das so gebraucht leider falsch ist – überein. Die Erklärung für diese Auflösung, für die richtige wie die falsche, muss in der Etymologie des antiken Ortsnamens gesucht werden, der sich von dem keltischen Zugehörigkeitssuffix *-akos* ableitet.

Für die Fehlbenennung „*Ricciacus*“ scheint unter anderem der Artikel von Jules Vannérus maßgebend zu sein (VANNÉRUS 1928: 22)⁴. Hierin bezeichnet er selbst den Ort auch immer mit diesem Namen (außer in Zitaten seiner Fachkollegen, hier lässt er das von ihnen verwendete *Ricciacum* stehen⁵). Er verweist ganz korrekt auf die Namensherkunft: „*Ricciacus ou Ricciacum est un nom formé sur un type bien connu: un nom gentile, Riccius, avec la désinence -acus*

ou -acum, caractéristique des noms de domaines gallo-romains“ (VANNÉRUS 1928: 22). Er setzt jedoch beide Endungen auf eine Ebene und genau hier liegt seine Fehleinschätzung, denn gallorömische Ortsnamen mit einer *-acus* Endung sind weder aus der *Gallia Belgica* noch aus den weiteren Nordwestprovinzen des Römischen Reiches bekannt. Dahingegen kommen Ortsnamen mit *-acum* Endung fast im gesamten gallorömischen Gebiet, das Frankreich, Belgien, das Rheinland, Süddeutschland, die Nord- und Westschweiz umfasst, vor und gehen aller Wahrscheinlichkeit nach auf die Latinisierung des keltischen Zugehörigkeitssuffixes *-akos*, was so viel bedeutet wie „der Gutsbesitz von“, zurück. Es handelt sich bei dem *-acum* Suffix also um ein



(Abb. 5) — Gesamtansicht der Inschrift des Weihealtars für Fortuna (Foto Tom Lucas © MNHA, Luxembourg).

⁴ Aber bereits Anfang des 20. Jahrhunderts spricht van Werveke in seiner „Kurzen Geschichte des Luxemburger Landes“ von *Ricciacus*. Allerdings scheint er den Begriff als Abkürzung für die von ihm verwendete Bezeichnung *vicus Ricciacus* zu benutzen (WERVEKE 1909: 25–26). Eberhard benutzte wiederum 1905 in seinem Artikel über die römischen Straßen noch die Benennung *Ricciacum* (EBERHARD 1905: 17–23).

⁵ Warum Vannérus *Ricciacus* bevorzugt, während in der französischen Forschung durchgehend von *Ricciacum* die Rede ist, muss offen bleiben.



| (Abb. 6) — Detailaufnahme der Inschrift mit der Nennung der *vicani Riccienses* (Foto Tom Lucas © MNHA, Luxembourg).

gallorömisches Phänomen, das in seiner Masse vor allem ab dem 2. Jahrhundert n. Chr. aufkam, aber vereinzelt – was für die augusteische Gründung Dalheim anzunehmen ist – schon früher existierte (HAEFS 2006: 108-109). Damit gehen die *-acum* Namen, wie es Vannérus bereits beschreibt, im eigentlichen Sinn auf Eigennamen, im Idealfall den ersten Besitzer eines Landgutes, zurück (HONNEN 2012: 41-42; HAEFS 2006: 108-110). Im Fall von Dalheim wäre dies ein gewisser *Riccus*, der am Ausgangspunkt der gallorömischen Siedlung stand. Belege für diesen Namen sind insgesamt sehr selten, so existieren bislang nur um die zehn Inschriften, die eine oder mehrere Familien dieses Namens nennen (KRIER 2011: 330-331).

Somit dürfte geklärt sein, dass der gallorömische Ort in der Antike den Namen *Ricciacum*, eventuell auch *Riccium*, trug. Was nun unser so lieb gewonnenes *Ricciacus* angeht, so kann es durchaus auch noch gebraucht werden. Allerdings in dem Fall nur in Zusammenhang mit dem Begriff *vicus*. Hier greift dann nämlich die lateinische Grammatik und der Ortsname wird mit dem Wort *vicus* (m.) konjugiert und seine Endung wird dem angepasst. Demnach ist die Bezeichnung *vicus Ricciacus* grammatikalisch richtig während *Ricciacus* eine, wohl Anfang des 20. Jh. entstandene, fehlerhafte Schreibweise ist, welche nun fast 100 Jahre Zeit hatte um sich einzuprägen.

Nena SAND
Centre national de recherche archéologique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange
nena.sand@cnra.etat.lu

LITERATUR

- EBERHARD V. 1905. Études historiques et archéologiques sur le Luxembourg. Les voies romaines. *Ons Hémecht*, 11, 10–23.
- FLOTTÉ P., FUCHS M. 2004. *La Moselle*. Carte archéologique de la Gaule, 57/1, Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Paris, 893 p.
- HAEFS H. 2006. *Handbuch zur Kunde deutschsprachiger Ortsnamen von Dörfern und Städten und Flüssen, Bergen und Landschaften innerhalb der Grenzen des Alten Reichs von 1300*. Books on Demand GmbH, Norderstedt, 192 p.
- HENRICH P. 2015. *Das gallorömische Theater von Dalheim „Hossegronn“ Luxemburg*. Dossiers d'archéologie XV, MNHA – CNRA, Luxembourg, 431 p.
- HONNEN P. 2012. *Kelten und Konsorten. Ein Streifzug durch die rheinische Ortsnamenkunde*. Alltag im Rheinland. Mitteilungen der Abteilungen Sprache und Volkskunde des LVR-Instituts für Landeskunde und Regionalgeschichte (ILR) 2012, 40–61.
- KRIER J. 2011. Deae Fortunae ob salutem imperi. Nouvelles inscriptions de Dalheim (Luxembourg) et la vie religieuse d'un vicus du nord-est de la Gaule à la veille de la tourmente du III^e siècle. *Gallia*, 68.2, 313–340.
- RATHMANN M. 2011-2012. Neue Perspektiven zur Tabula Peutingeriana. *Geographia Antiqua*, XX-XXI, 83–102.
- VANNÉRUS J. 1928. Ricciacus et Caranusca. *Publications de la Section Historique de l'Institut Grand-Ducal de Luxembourg*, 62, 3–31.
- WEILLER R. 1994. Tessères gallo-romaines en plomb de Dalheim-« Pétzel » (site du vicus Ricciaco de la Table de Peutinger). *Revue belge de numismatique et de sigillographie*, 140, 19–24.
- WEILLER R. 2000. Tessères gallo-romaines en plomb. *Hémecht*, 52, 175–186.
- WERVEKE N. VAN 1909. *Kurze Geschichte des Luxemburger Landes mit besonderer Berücksichtigung der Kulturgeschichte. Urgeschichte bis Ende des XIV. Jahrhunderts*. P. Worré-Mertens, Luxemburg, 357 p.

ABKÜRZUNGSVERZEICHNIS

CIL	<i>Corpus Inscriptionum Latinarum</i>
MNHA	Musée National d'Histoire et d'Art
CNRA	Centre National de Recherche Archéologique



Le Centre Régional de Recherche Archéologique de Dalheim Présentation – Fonction – Bilan des deux premières années de fonctionnement 2016-2017

NENA SAND

L'antique *vicus Ricciacus* dispose désormais de sa propre base archéologique: le Centre Régional de Recherche Archéologique (CRRA) qui a été inauguré le 27 mai 2016 à Dalheim. Sis au cœur du village, dans une maison datant du début du XX^e siècle, le CRRA est logé au sein de lieux historiques revêtant une importance aussi bien pour l'archéologie gallo-romaine que pour l'histoire locale du village. Dans les locaux de l'ancien Café-Hôtel Simon-Calteux (*fig. 1*) qui se trouvent au-dessus des vestiges des thermes romains se développe une nouvelle infrastructure de la recherche scientifique consacrée à ce site phare de l'archéologie gallo-romaine du Luxembourg.

LE BÂTIMENT ET SES ALENTOURS

Intégralement rénové par les Services des Sites et Monuments Nationaux, l'ancien Café-Hôtel Simon-Calteux a été transformé en lieu d'accueil pour le public ainsi qu'en centre de recherche pour les archéologues. Le rez-de-chaussée abrite le restaurant «Taverne Ricciacus», tandis que



(fig. 1) — La nouvelle apparence de l'ancien Café-Hôtel Simon-Calteux dans le centre de Dalheim (photo. N. Sand © CNRA).

le premier étage et les combles sont réservés au CRRA, qui y dispose d'un bureau et d'une salle de réunion avec postes de travail et bibliothèque, ainsi que de quatre chambres, avec séjour-cuisine et sanitaires, pour l'hébergement de chercheurs. Une pièce dans la cave est dé-

diée au stockage et au traitement du mobilier archéologique. Le CRRRA rassemble donc à la fois la fonction de centre de recherche et celle de résidence de chercheurs.

Au point de vue énergétique la maison dispose d'un concept novateur pour l'isolation thermique mis au point par la fondation *Kybernetik* de l'Université technique de Darmstadt. Le système se présente sous la forme d'une seconde peau en polycarbonate qui habille le côté sud-ouest de la façade et qui permet de collecter la lumière solaire (fig. 2). Celle-ci est transformée en chaleur qui est distribuée dans l'immeuble. L'énergie non utilisée est mise en réserve. Ceci évite toute isolation au niveau des façades de l'ancien immeuble, qui gardent ainsi leur aspect caractéristique de la fin du XIX^e/début du XX^e siècle.



(fig. 2) — Vue de la façade sud-ouest avec sa peau en polycarbonate qui permet de collecter les rayons de soleil et de les transformer en chaleur (photo. N. Sand © CNRA).

La démolition en 2008 de plusieurs dépendances du Café-Hôtel Simon-Calteux a permis aux archéologues du Musée National d'Histoire et d'Art/Centre National de Recherche Archéologique d'examiner cette zone, sur laquelle des vestiges romains avaient déjà été détectés lors de sondages en 2003/2004. Lors des fouilles, plusieurs pièces d'un bâtiment ainsi qu'un espace ouvert entouré d'une colonnade furent découverts. Il s'agit d'un petit complexe thermal dont la détermination exacte (espace public, privé ou sacré) fait encore actuellement l'objet de recherches (PÖSCHE 2011). Pour rendre accessibles et visibles ces vestiges gallo-romains, un concept de visualisation végétale fut réalisé par l'atelier paysagiste Joseph Pletsch retraçant à l'aide de plantes appropriées les structures du complexe thermal mises au jour (fig. 3). Le petit parc ainsi créé abrite une copie grandeur nature d'une des pièces archéologiques les plus importantes de l'agglomération de *Ricciacum*: un autel dédié à la déesse romaine Fortune (fig. 4) découvert lors des fouilles de 2008 et qui a livré la preuve ultime du nom de ce *vicus* gallo-romain (KRIER 2011).

Aujourd'hui la maison abrite le Centre Régional de Recherche Archéologique, la (Taverne *Ricciacus*) et le bureau de l'association des *Ricciacus Frënn Asbl*, une association de bénévoles qui promeut l'histoire de Dalheim et de son *vicus* depuis 1977.

LA FONCTION DU CRRRA

Le CRRRA est une base archéologique et un centre de recherche dont la fonction première est de faire le point sur les études menées jusqu'aujourd'hui sur le site du *vicus Ricciacus*. Connu depuis le XVII^e et exploité archéologiquement depuis le XIX^e siècle – d'abord par la Société archéologique du Grand-Duché de Luxembourg (NAMUR 1852, 1854, 1856), et depuis les



(fig. 3) — Aménagement du petit parc retraçant les fondations du complexe thermal gallo-romain (photo. N. Sand © CNRA).

années 1970 par le Musée National d'Histoire et d'Art puis par le Centre National de Recherche Archéologique (entre autres METZLER, ZIMMER 1978; KRIER 1980; KRIER 1984; WAGNER 1985; KRIER 2010; HENRICH, KRIER 2013) – le *vicus* a livré un grand nombre de vestiges. Dès sa « découverte » au XVII^e siècle, il était clair qu'il s'agissait d'une des plus importantes agglomérations secondaires du territoire du Grand-Duché. Mais jusqu'à présent le mobilier archéologique issu des fouilles – sauf celui du théâtre (HENRICH 2016) – n'a pas fait l'objet de recherches exhaustives en laboratoire, ni de publications monographiques.

Un premier objectif est de rendre les résultats des recherches accessibles au grand public par des cycles de conférences, des publications et des congrès. Vue l'ampleur du matériel à étudier, une coopération avec des instituts nationaux et internationaux ainsi qu'avec des universités, sous forme de projets de recherche et de thèses universitaires, s'avère indispensable. Les chercheurs travaillant sur ces projets pourront profiter du concept de la « résidence de chercheurs » qui leur permettra de loger et travailler sous un même toit sans être limité par les heures d'ouverture des dépôts et des administrations. La résidence est à la fois accessible à des scienti-

fiques confirmés, des étudiants universitaires et des enseignants-chercheurs du Luxembourg et de l'étranger travaillant sur du mobilier archéologique luxembourgeois.

L'emplacement de la maison dans le contexte rural du village de Dalheim permet aux visiteurs du Centre de travailler en toute tranquillité dans un espace qui convient aux besoins des recherches: notamment de disposer de suffisamment de place pour pouvoir stocker et manipuler le matériel à étudier, des postes de travail ainsi qu'une bibliothèque spécialisée avec les principaux ouvrages nécessaires.

Un deuxième volet du travail du CRRA est consacré aux recherches sur le terrain, notamment les prospections géophysiques, les sondages ainsi que la reprise de fouilles sur le *vicus* pour répondre à des problématiques concernant la compréhension de la structuration et de l'organisation de l'agglomération gallo-romaine, avant que ses vestiges ne soient définitivement détruits. La plus grande partie du *vicus* se trouve sous des terres cultivées ce qui provoque une lente destruction des vestiges qui a déjà été observée au XIX^e siècle par Antoine Namur dans son rapport sur les fouilles du « camp de



(fig. 4) — Copie grandeur nature de l'autel de Dalheim dont l'inscription fournit l'ultime preuve du nom du *vicus Ricciacus* (photo. N. Sand © CNRA).

Dalheim»: «*Il ne reste aujourd'hui que peu de traces du camp de Dalheim; le soc de la char-rue et la main de l'homme semblent avoir travaillé à l'envie à en faire disparaître les vestiges. L'histoire de Dalheim serait bientôt devenue impossible [...].*» (NAMUR 1852: 144). Pour éviter ceci des fouilles programmées sur plusieurs années seront réalisées sur des zones présentant un grand intérêt scientifique, sans négliger en même temps la valorisation du site d'un point de vue touristique. À long terme, il est également prévu d'intégrer ces prospections et fouilles dans des programmes de stage pour des étudiants universitaires nationaux et internationaux, qui pourront y apprendre les différentes techniques de fouilles et/ou approfondir leurs connaissances. Dans ce cadre le CRRA servira de base pour les travaux de recherches du terrain au laboratoire ainsi que pour le logement des étudiants.

Ces objectifs nécessitent la constitution de réseaux scientifiques et de conventions de coopération avec des institutions nationales et internationales, ainsi qu'avec des universités. Ces échanges permettent de promouvoir les connaissances non seulement acquises sur le *vicus Ricciacus* mais aussi de faire avancer, dans le cadre d'un programme collectif, les investigations portant sur les agglomérations secondaires des provinces du Nord-Est de l'Empire romain.

Le CRRA est désormais l'infrastructure qui s'occupe du volet scientifique concernant l'antique *Ricciacum*. Mais un site comme Dalheim représentant aussi un énorme potentiel touristique pour le village et la région, le CRRA travaille étroitement en partenariat avec l'association des *Ricciacus Frënn Asbl.*, la Commune de Dalheim, l'Office Régional du Tourisme Région Moselle Luxembourgeoise et le Groupe d'Action Locale LEADER Miselerland pour tout ce qui concerne le volet médiation et valorisation touristique du site. Cette coopération a pour but de faire

découvrir les lieux pour tout le public tout en préservant leur authenticité historique.

La gestion de la base archéologique est assurée par une archéologue professionnelle qui est sous la tutelle du Centre National de Recherche Archéologique et du Ministère de la Culture.

LES PROJETS EN COURS

Depuis sa création le CRRA – en partenariat avec le CNRA – prend part à la réalisation de plusieurs projets aussi bien sur le niveau régional que sur celui de la Grande Région.

Ainsi le CRRA assure le support scientifique pour le volet concernant Dalheim de l'application pour smartphone ARmob (*Antike Realität mobil erleben*), un projet lancé par le département d'archéologie classique de l'Université de Trèves sous la direction de Prof. Dr. Torsten Mattern et Dr. Rosemarie Cordie. Le but de cette application regroupant une centaine de sites archéologiques en Rhénanie-Palatinat et au Luxembourg est de faire découvrir aux utilisateurs les monuments antiques sous forme de reconstitution en trois dimensions. Dalheim sera représenté par son théâtre gallo-romain dont une reconstitution de l'extérieur et de l'intérieur est prévue.

Complémentairement le CNRA en partenariat avec le Ministère de la Culture présentera en 2018 «*RICCIACVM 3D*» une animation virtuelle en 3 dimensions de l'ensemble du *vicus Ricciacus* réalisée dans le cadre de l'année européenne du patrimoine 2018. Ce petit film qui montrera le *vicus* vu du ciel, sera réalisé par la firme L!NK3D sur la base des données scientifiques issus des prospections aériennes et géophysiques ainsi que des fouilles archéologiques.

Lancé le 21 septembre 2017 avec une conférence publique donnée par Dr. Peter Henrich sur le

théâtre gallo-romain de Dalheim¹ (fig. 5), le cycle de conférence portant le nom de « Rencontres archéologiques » organisé par le CRRRA, les *Ricciacus Frënn Asbl.*, la Commune de Dalheim et la Commune de Mondorf-les-Bains, présente en 2018 des manifestations autour de l'héritage gallo-romain de Dalheim et de la région en abordant la problématique « comment reconstituer le passé ? »

Une coopération a été établie avec l'Université du Luxembourg notamment Dr. Andrea Binsfeld et Marie-Paule Jungblut pour un séminaire en *digital history*. Au cours du premier semestre 2018 les étudiants travaillent à l'élaboration d'une visite guidée digitale pour l'application Izi.travel qui rassemble tous les points d'intérêt du village gallo-romain. Un projet similaire a déjà été réalisé avec succès pour la ville de Luxembourg au Moyen-Âge.

Une campagne de fouilles est devenue nécessaire sur un terrain de l'Administration des Ponts et Chaussées le long de la route nationale N13 à cause d'un réaménagement du terrain qui est prévu pour l'année 2018.

Depuis 2016, le CRRRA a pu accueillir les premiers résidents travaillant sur le projet de recherche « *Grabbauten des westlichen Treverergebietes im interregionalen Kontext* »² porté par l'Österreichische Akademie der Wissenschaften Wien avec le soutien du Fonds national de la recherche. Le projet est mené en partenariat avec le CNRA ainsi qu'avec l'Institut d'histoire de l'Université du Luxembourg, le Musée national d'histoire et d'art, le Musée archéologique d'Arlon, l'Institut archéologique d'Arlon, le *Belgian Royal Institut of natural sciences* et l'Université technique de Berlin.



(fig. 5) — Conférence des « Rencontres archéologiques » donnée par Dr. Peter Henrich sur le théâtre gallo-romain de Dalheim et son importance interrégionale (photo. L. Stoffel © CNRA).

En 2017, un deuxième projet a permis d'accueillir des membres de l'UMR Archimède 7044 de l'Université de Strasbourg pour étudier une importante collection préhistorique récemment mise au jour près d'Useldange qui provient d'un site de plein air daté du Paléolithique moyen (Homme de Neandertal) (fig. 6). La première mission du CRRRA est d'accueillir des chercheurs travaillant sur du matériel romain de la région, mais il est aussi ouvert à d'autres projets présentant un grand intérêt pour l'archéologie luxembourgeoise.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016

RÉUNIONS:

- 12 avril 2016 dans la maison communale de Dalheim
Réunion avec les représentants du service d'animation culturelle régionale du Ministère de la Culture, de la Commune de Dalheim, du Centre National de Recherche Archéologique et des *Ricciacus Frënn Asbl.* concernant l'orga-

¹ Dr. Peter Henrich « *Das gallorömische Theater in Dalheim – Mehr als nur Schauspielerei – Ausgrabungen, Bauwerk, Bedeutung* ».

² WWF/FNR I 2269-G25. Le projet couvre une durée de trois ans (2016-2019).



(fig. 6) — L'étude de l'importante collection du Paléolithique moyen est réalisée par Jean Detrey (CNRS-Université de Strasbourg UMR Archimède 7044) (photo. N. Sand © CNRA).

nisation de l'inauguration officielle du Centre Régional de Recherche Archéologique le 27 mai 2016.

- 18 avril 2016 au Centre Régional de Recherche Archéologique
Réunion entre les représentants du service d'animation culturelle régionale du Ministère de la Culture, de la Commune de Dalheim, du Centre National de Recherche Archéologique et des *Ricciacus Frënn Asbl.* concernant l'organisation de l'inauguration officielle du Centre Régional de Recherche Archéologique le 27 mai 2016.
- 7 juin 2016 au Centre Régional de Recherche Archéologique
Réunion entre les représentants du Centre National de Recherche Archéologique, du Centre Régional de Recherche archéologique et les membres du comité de l'association des *Ric-*

ciacus Frënn Asbl. pour une première prise de contact en vue d'une collaboration future.

- 17 juin 2016 au Centre Régional de Recherche Archéologique
Réunion entre les représentants du Centre National de Recherche Archéologique, du Centre Régional de Recherche Archéologique et les responsables du projet de recherche *Grabbauten des westlichen Treverergebietes im interregionalen Kontext* de l'*Institut für Kulturgeschichte der Antike der Österreichischen Akademie der Wissenschaften Wien* en vue d'une coopération entre les institutions (fig. 7).
- 1^{er} septembre 2016 à Walferdange
Réunion entre les représentants du Centre National de Recherche Archéologique, du Centre Régional de Recherche Archéologique et l'Université du Luxembourg.



(fig. 7) — Première réunion avec les représentants de l'Institut für Kulturgeschichte der Antike der Österreichische Akademie der Wissenschaften Wien et du CNRA (photo. © CNRA).

ÉVÉNEMENTS:

- 27 mai 2016 Inauguration officielle du Centre Régional de Recherche Archéologique (voir Communiqué du Ministère de la Culture)
- 28 mai 2016 Journée portes ouvertes au CRRA
Présentation par Lynn Stoffel et Nena Sand du Centre aux habitants de la Commune et aux personnes intéressées.
Visites du site gallo-romain par l'association des Ricciacus Frënn Asbl.
Barbecue organisé par les sapeurs-pompiers.

SÉJOURS:

- 21 juillet-10 août 2016
Séjour dans le CRRA de Sebastian Mühling, collaborateur du projet *Grabbauten des west-*

lichen Treverergebietes im interregionalen Kontext de l'Institut für Kulturgeschichte der Antike der Österreichischen Akademie der Wissenschaften Wien.

VISITES:

- 1^{er} juillet 2016
Visite guidée exceptionnelle du CRRA/Maison Simon pour des étudiant de Dalheim par Nena Sand.
- 6 octobre 2016
Visite guidée du quartier privé et du théâtre gallo-romain par Dr. Andrea Binsfeld et Nena Sand dans le cadre de l'*ABS Europe Conference 2016 – Differences and discontinuities in a 'Europe without Borders'.*

AUTRES:

- Don d'une partie de la bibliothèque scientifique de Dr. Heinz Cüppers (1929-2005), archéologue et ancien directeur du *Rheinisches Landesmuseum Trier*, au CRRRA. Pour ce don généreux le CRRRA et le CNRA expriment ces chaleureux remerciements à la famille Cüppers en particulier Mme Christine Cüppers.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

RÉUNIONS:

- 31 janvier 2017 au château de Bourglinster
Réunion entre les représentants du CNRA, du CRRRA et du service de l'animation culturelle du Ministère de la Culture au sujet du règlement d'ordre intérieur du CRRRA.
- 2 mars 2017 au Centre régional de recherche archéologique Dalheim
Réunion entre les représentants du CNRA, du CRRRA et des *Ricciacus Frënn Asbl.*
- 28 mars au Centre régional de recherche archéologique Dalheim
Réunion entre les représentants du CNRA, du CRRRA et des *Ricciacus Frënn Asbl.*
- 17 mai 2017 au Centre régional de recherche archéologique Dalheim
Réunion entre les représentants du CNRA, du CRRRA et des *Ricciacus Frënn Asbl.*
- 8 juin 2017 au Centre régional de recherche archéologique Dalheim
Réunion entre les représentants du CNRA, du CRRRA, de la Commune de Dalheim et des *Ricciacus Frënn Asbl.*
- 18 juillet 2017 au Centre régional de recherche archéologique Dalheim
Réunion entre les représentants du CNRA, du CRRRA, de la Commune de Dalheim et des *Ricciacus Frënn Asbl.*
- 25 juillet 2017 au Centre régional de recherche archéologique Dalheim
Réunion entre les représentants du CNRA, du CRRRA, de la Commune de Dalheim et Monsieur Winandy.

- 2 août 2017 au théâtre gallo-romain de Dalheim

Réunion entre les représentants du CNRA, du CRRRA, du GAL LEADER Miselerland et du projet ARmob (*Antike Realität mobil erleben*).

- 26 septembre 2017 au Centre régional de recherche archéologique Dalheim
Réunion entre les représentants du CNRA, du CRRRA, de la Commune de Dalheim et des *Ricciacus Frënn Asbl.*

- 5 décembre 2017 au Centre régional de recherche archéologique Dalheim
Réunion entre les représentants du CNRA, du CRRRA et Dr Andrea Binsfeld et Marie-Paule Jungblut (Université du Luxembourg) ainsi que Rodolphe Steinmetzer (*Ricciacus Frënn Asbl.*).

CONFÉRENCES:

- 24 avril 2017 au Centre régional de recherche archéologique
Conférence de Foni Le Brun-Ricalens «De Dalheim à Palenque – Le capitaine Guillermo Dupaix, un luxembourgeois à l'origine de l'Archéologie précolombienne» dans le cadre de l'assemblée générale de l'association des *Ricciacus Frënn Asbl.*
- 2 juin 2017 au Centre régional de recherche archéologique
Conférence de Lynn Stoffel «*Niederanven. Mobilität – Zunkunft trifft Antike, Schnitt durch die römische Straße auf dem Kirchberg beim Luxtrambau*».
- 21 septembre 2017 dans la maison communale de Dalheim
Conférence de Dr Peter Henrich «*Das gal-lorömische Theater in Dalheim – Mehr als nur Schauspielerei – Ausgrabungen, Bauwerk, Bedeutung*» inaugurant le cycle de conférences intitulé: «Rencontres archéologiques».

ÉVÉNEMENTS:

- 17 juillet 2017
Remise officielle des clés en présence des représentants du Ministère de la Culture, de la Commune de Dalheim, du Service des Sites et Monuments Nationaux, du CNRA, du CRRA et des *Ricciacus Frënn Asbl*.

SÉJOURS

- 17-26 mai 2017
Séjour dans le CRRA de Sebastian Mühling, collaborateur du projet *Grabbauten des westlichen Treverergebietes im interregionalen Kontext de l'Institut für Kulturgeschichte der Antike der Österreichischen Akademie der Wissenschaften Wien*.
- 17-18 mai 2017
Séjour dans le CRRA de Eric Goemaere et Roland Dreesen (service géologique de Belgique), collaborateur du projet *Grabbauten des westlichen Treverergebietes im interregionalen Kontext de l'Institut für Kulturgeschichte der Antike der Österreichischen Akademie der Wissenschaften Wien*.
- 19 juin-7 juillet 2017
Séjour au CRRA de Jean Detrey (CNRS-Université de Strasbourg UMR Archimède 7044).
- 29 juin-26 juillet 2017
Séjour au CRRA de Sophie Insulander, collaboratrice du projet *Grabbauten des westlichen Treverergebietes im interregionalen Kontext de l'Institut für Kulturgeschichte der Antike der Österreichischen Akademie der Wissenschaften Wien*.
- 4-7 juillet 2017
Séjour au CRRA de Simon Diemer (Université de Strasbourg UMR Archimède 7044).
- 10-12 juillet 2017
Séjour dans le CRRA de Eric Goemaere et Roland Dreesen (service géologique de Belgique), collaborateur du projet *Grabbauten*

des westlichen Treverergebietes im interregionalen Kontext de l'Institut für Kulturgeschichte der Antike der Österreichischen Akademie der Wissenschaften Wien.

- 10-26 juillet 2017
Séjour dans le CRRA de Sebastian Mühling, collaborateur du projet *Grabbauten des westlichen Treverergebietes im interregionalen Kontext de l'Institut für Kulturgeschichte der Antike der Österreichischen Akademie der Wissenschaften Wien*.
- 31 juillet-03 août 2017
Séjour au CRRA de Jean Detrey (CNRS-Université de Strasbourg UMR Archimède 7044).
- 21-25 août 2017
Séjour au CRRA de Guillaume Asselin (Pôle d'archéologie préventive Metz Métropole UMR Archimède 7044).
- 22-25 août 2017
Séjour au CRRA de Jean Detrey (CNRS-Université de Strasbourg UMR Archimède 7044).
- 11-16 septembre 2017
Séjour dans le CRRA de Sebastian Mühling, collaborateur du projet *Grabbauten des westlichen Treverergebietes im interregionalen Kontext de l'Institut für Kulturgeschichte der Antike der Österreichischen Akademie der Wissenschaften Wien*.
- 11-22 septembre 2017
Séjour au CRRA de Jean Detrey (CNRS-Université de Strasbourg UMR Archimède 7044).
- 10-27 octobre 2017
Séjour au CRRA de Jean Detrey (CNRS-Université de Strasbourg UMR Archimède 7044).
- 24-25 octobre 2017
Séjour de Guillaume Asselin (Pôle d'archéologie préventive Metz Métropole UMR Archimède 7044), Dr Hartwig Löhr (conservateur honoraire du *Rheinisches Landesmuseum Trier*) et Ingrid Koch.
- 7-23 novembre 2017
Séjour au CRRA de Jean Detrey (CNRS-Université de Strasbourg UMR Archimède 7044).

VISITES:

- 30 janvier 2017
Visite pour les membres du Services des Sites et Monuments Nationaux dans le cadre de la réunion RED projet Omega-H.
- 2 mai 2017
Visite du théâtre pour des chercheurs de Trèves.
- 21 août 2017
Visite du théâtre et du *vicus* pour des membres du *Glasofenprojekt* de la *Villa Borg*.

AUTRES:

- 18 septembre-4 octobre 2017
Travaux de consolidation par l'entreprise ArcheoConstructions SA sur le site du *vicus*.
- 20 novembre-15 décembre 2017
Travaux de consolidation et de restauration par l'entreprise ArcheoConstructions SA dans l'enceinte du théâtre gallo-romain.

Nena SAND
Centre national de recherche archéologique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange
nena.sand@cnra.etat.lu

BIBLIOGRAPHIE

HENRICH P., KRIER J. 2013. Der römische *vicus Ricciacus*/Dalheim (Luxemburg). In: HEISING A. (Hrsg.). *Neue Forschungen zu zivilen Kleinsiedlungen (vici) in den römischen Nordwest-Provinzen*. Lahr, 21.-23. Oktober 2010. Dr. Rudolf Habelt GmbH, Bonn, 119-135.

HENRICH P. 2016. *Das gallorömische Theater von Dalheim „Hossegronn“ (Luxemburg)*. Dossiers d'Archéologie XV, Musée National d'Histoire et d'Art – Centre National de Recherche Archéologique, Luxembourg, 431 p.

KRIER J. 1980. Zu den Anfängen der römischen Besiedlung auf dem „Pétzel“ bei Dalheim. *Publication de la Section Historique de l'Institut Grand-Ducal de Luxembourg*, 94, 139-194.

KRIER J. 1984. Das vorrömische und frühromische Dalheim. In: Rheinisches Landesmuseum Trier (Hrsg.). *Trier. Augustusstadt der Treverer*. Ausst. Rheinisches Landesmuseum Trier, 4. Mai bis 10. November 1984. Philipp von Zabern, Mainz, 79-86.

KRIER J. 2010. *Le vicus romain de Dalheim*. Musée National d'Histoire et d'Art, Luxembourg, 45 p.

KRIER J. 2011. DEAE FORTUNAE OB SALUTEM IMPERI. Nouvelles inscriptions de Dalheim (Luxembourg) et la vie religieuse d'un vicus du nord-est de la Gaule à la veille de la tourmente du III^e siècle. *Gallia*, 68.2, 313-340.

METZLER J., ZIMMER J. 1978. Beiträge zur Archäologie von Dalheim. *Hémecht*, 3/1978, 351-385.

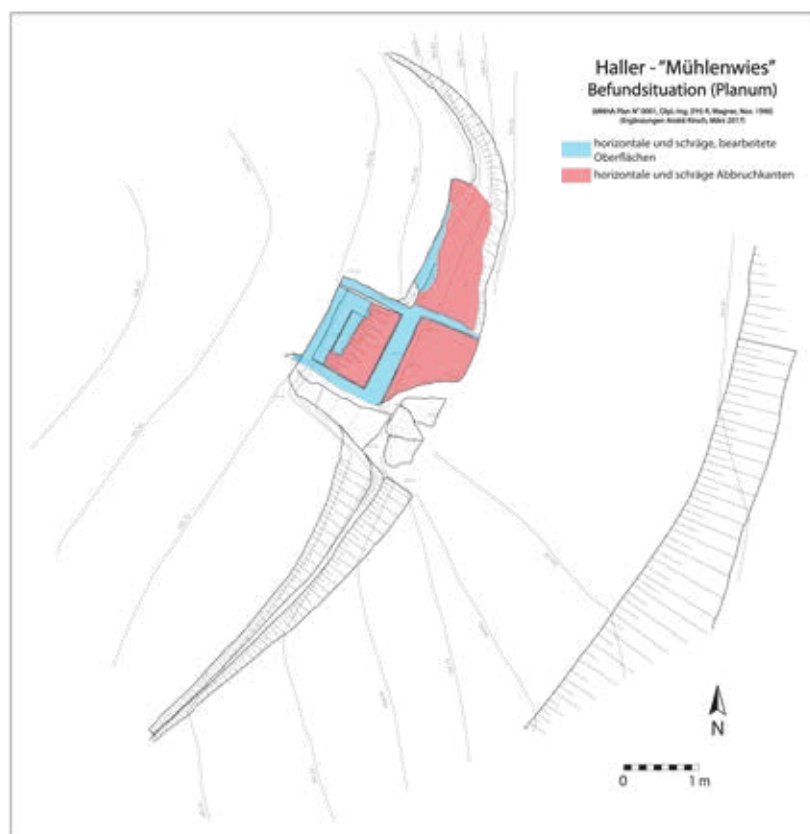
NAMUR A. 1852. Le camp romain de Dalheim. Premier rapport. *Publication de la Section Historique de l'Institut Grand-Ducal de Luxembourg*, 7, 121-188.

NAMUR A. 1854. Le camp romain de Dalheim. Deuxième rapport. *Publication de la Section Historique de l'Institut Grand-Ducal de Luxembourg*, 9, 1-42.

NAMUR A. 1856. Le camp romain de Dalheim. Troisième rapport. *Publication de la Section Historique de l'Institut Grand-Ducal de Luxembourg*, 11, LXXI-CII.

PÖSCHE H. 2011. Neue Grabungen in den Thermen des vicus Ricciacus. *Empreintes*, 4, 40-47.

WAGNER R. 1985. *Archäologischer Rundgang in Dalheim*. Musée National d'Histoire et d'Art, Luxembourg, 73 p.



(Abb. 1) — Haller- "Mühlenwies", Befundsituation (Planum) (Grundlage: Plan MNHA Nr. 0001, R. Wagner; digital umgezeichnet A. Kirsch, Koordinaten auf Wunsch des Grundstückseigentümers ausgeblendet).

Eine halbfertige römische Aschenkiste in einem Steinbruch bei Haller (Gemeinde Waldbillig)

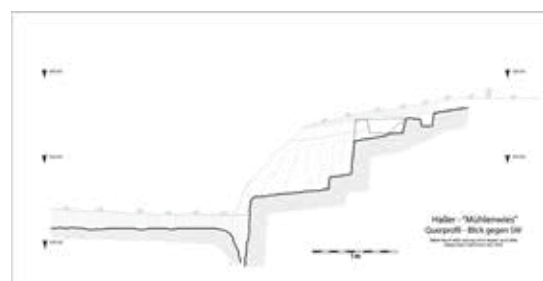
ANDRÉ KIRSCH

Der folgende Beitrag befasst sich mit einem römischen Steinbruchbefund bei Haller (Gemeinde Waldbillig) und basiert auf einer Bachelorarbeit, die bei Prof. Dr. Markus Scholz an der Goethe-Uni Frankfurt vorgelegt wurde. Den entscheidenden Hinweis für das Thema der Arbeit gab Matthias Paulke (CNRA). Die Leitung der Untersuchung der Fundstelle im Jahre der Entdeckung lag bei Robert Wagner (CNRA), welcher mir dankenswerter Weise die Dokumentation zur wissenschaftlichen Bearbeitung überließ. Beiden Kollegen vom CNRA wie auch dem Eigentümer der Parzelle Baron Hubert von Schorlemer gilt mein besonderer Dank.

LAGE UND TOPOGRAPHIE

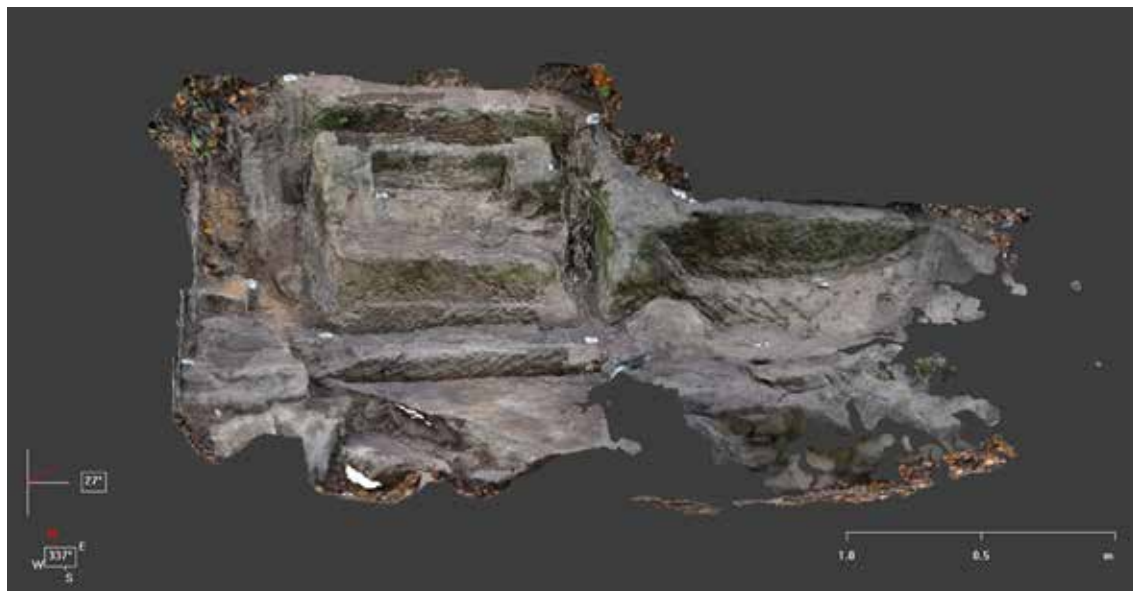
Nach heftigen Stürmen im Winter 1990 kam unter dem Wurzelballen eines umgestürzten Baumes der Befund zum Vorschein. Die Fund-

stelle liegt 900 m östlich der Ortschaft in der Flur „Mühlenwies“ am Plateaurand oberhalb des Halerbaches. Sie wurde von Pierre Walch aus Haller, einem ehrenamtlichen Mitarbeiter des MNHA entdeckt und gemeldet. Anschließend führte Robert Wagner (MNHA) eine kurze Untersuchung vor Ort durch. Seine Zeichnungen bilden die Grundlage für die beiden Pläne (Abb. 1-2¹). Der Befund ist in den anstehenden



(Abb. 2) — Haller-„Mühlenwies“, Querprofil – Blick gegen SW (Grundlage: Plan MNHA Nr. 0002, R. Wagner; digital umgezeichnet A. Kirsch).

¹ Nach einem unveröffentlichten Bericht von R. Wagner



| (Abb. 3) — Screenshot vom SFM-Modell der Abbaustelle (A. Kirsch ©).

Lias-Sandstein eingetieft, der hier nur knapp 1,50 m hoch aus dem Hangschutt herausragt. Die Abbaustelle ist in der näheren Umgebung bisher singulär. Man gelangt hier schnell auf das Plateau und ein Weg führt am Hang entlang durch eine kleine Schlucht, die aus Sandsteinfelsen des Hangschuttes gebildet wird, zu einem modernen Forstweg, der nördlich der Fundstelle vom Plateau hinunter ins Tal führt. Im November 2016 wurde die Fundstelle erneut gereinigt und photographisch dokumentiert. Mit diesen Bildern wurde dann wiederum ein 3D Modell erstellt (SFM) (Abb. 3). Weder die erste noch die zweite Freilegung brachten Funde an dieser Stelle hervor.

ANTIKE STEINABBAUTECHNIK

In antiken Steinbrüchen wurden größere Blöcke vor allem mit der Schrotgrabentechnik abgebaut. Zunächst wurde an der zuvor geebneten Felsoberfläche die Kontur (Breite und Tiefe)

des Blocks eingezeichnet (BEDON 1984: 102), an deren Verlauf mit dem Zweispitz (BESSAC, SABLAYROLLES 2002: 184), einem eisernen Werkzeug mit zwei gegenüberliegenden Spitzen, die Schrotgräben angelegt wurden. D. h. mit dem spitzen Werkzeug wurde immer wieder an dieser Linie entlanggehauen bis eine schmale lange und an den Seiten vertikale Vertiefung entsteht (ADAM 2001: 22-23). Ist der Block dann an allen Seiten in der gewünschten Tiefe freigelegt, wurden an der Vorderseite in einer horizontalen Reihe Löcher für Keile eingehauen. Mithilfe von Eisenkeilen wurde der Quader dann abgetrennt (BEDON 1984: 105). Der Zweispitz hinterlässt entweder kleine runde oder muldenförmige Einhieblöcher (ADAM 2001: 32). An den Schrotgräben und den Seiten des gewonnenen Werkstücks entstehen grobe Rillen, die parallel und leicht gebogen oder schräg verlaufen (ADAM 2001: 23). Zu beachten ist jedoch, dass die Interpretationen zur Entstehung dieser Spuren hypothetisch sind (LUKAS 2002: 164; BESSAC, SABLAYROLLES 2002: 184).



| (Abb. 4) — Übersichtsfoto der Abbaustelle Haller-„Mühlenwies“ (Foto M. Paulke © CNRA).

DER BEFUND IN HALLER-„MÜHLENWIES“

An der Abbaustelle in Haller lassen sich diese Arbeitsschritte und Spuren hervorragend beobachten (Abb. 4). An dem rund vier Meter breiten und zwei Meter tiefen Extraktionsplatz konnten drei Abbauhorizonte beobachtet werden. Ein bereits abgebauter Block vorne links (die Richtungsangaben beziehen sich auf den Standpunkt des Betrachters, der nordöstlich des Befundes mit Blickrichtung nach Südwesten steht) ist lediglich durch eine rechteckige horizontale Bruchfläche sowie hinten und rechts die unteren Bereiche der jeweiligen Schrotgräben zu erkennen (Abb. 5). Dieser Befund muss aufgrund seiner Lage direkt am Rand des anstehenden Felsens als erstes entstanden sein, der Block wurde vermutlich vorne mit Keilen abgespalten. Später wurde versucht einen weiteren Block dahinter abzubauen, dabei wurde eine links daneben befindliche Felspalte als Schrotgraben benutzt (Abb. 6). Diese vertikale Fläche weist lediglich Spuren, die von einer Begradigung durch einen



| (Abb. 5) — Horizontale Bruchkante und Reste der Schrotgräben (Foto M. Paulke © CNRA).



| (Abb. 6) — Linker „Schrotgraben“ des Hauptblocks (Foto M. Paulke © CNRA).



(Abb. 7) — Rechter Schrotgraben des Hauptblocks
(Foto M. Paulke © CNRA).

Zweispitz (muldenartige Vertiefungen) stammen müssen, auf. An der rechten Seite wurde ein „richtiger“ Schrotgraben eingetieft (Abb. 7). An den Wänden sind parallele schräg verlaufende Rillen sowie an der Rückwand Einschlaglöcher vom Zweispitz zu erkennen (Abb. 8). Der Boden des Grabens verläuft konkav nach hinten hoch. Der rückwärtige Schrotgraben ist zwischen den halbfertigen seitlichen Begrenzungen des Blocks nur ca. 10cm tief eingearbeitet (Abb. 9). Hier sind die Werkspuren an den Wänden etwas anders, kurze feine Rillen, die entweder in 45° nach links oder rechts verlaufen. Nach diesem Arbeitsschritt wurde eine rechteckige Vertiefung an der Oberkante des Blockes

angelegt, wobei die obere Hälfte des vorderen Bereichs abgebrochen ist. Die Rückwand dieser Aushöhlung weist die gleichen Spuren auf, die am hinteren Schrotgraben sowie am Boden und in den Ecken kleine Einhieblöcher zu erkennen sind und die vom Zweispitz stammen (Abb. 10). Rechts daneben versuchte man entweder gleichzeitig zu den Arbeiten am benachbarten Block oder kurz danach (davor wäre nicht plausibel, da der Felsen hier in einem verwendbaren Zustand ist und ein Abbruch hier beim Fortführen der Arbeiten daneben schwer zu erklären wäre), einen weiteren Block zu gewinnen. Als linke Begrenzung dient der rechte Schrotgraben der benachbarten Abbaustelle und diverse Spuren deuten darauf hin, dass man versuchte in der gleichen Flucht wie diese, die Vorderseite dieses Blocks zunächst zu ebenen. Dass auch hier der Zweispitz genutzt wurde, deuten die Rillen an der vertikalen Wand und die kleinen Einhieblöcher in den Ecken an (Abb. 11). Dann wurden jedoch die Arbeiten an diesem Block aus nicht ersichtlichen Gründen abgebrochen.



(Abb. 8) — Wand des Schrotgrabens am Hauptblock mit parallelen Rillen (Foto M. Paulke © CNRA).



(Abb. 9) — Rückwärtiger Schrotgraben des Hauptblocks
(Foto M. Paulke © CNRA).



(Abb. 10) — Reste der rechteckigen Vertiefung am Hauptblock
(Foto M. Paulke © CNRA).



(Abb. 11) — Abbauspuren am nur teilweise begonnen Block
(Foto M. Paulke © CNRA).

Die hier beobachteten Werkzeugspuren und die Vorgehensweise beim Abbau lassen, trotz fehlender Funde, nur eine Datierung in römische Zeit zu. Ähnliche Abbauspuren in der näheren Umgebung (Gebiet der *civitas Treverorum*) in Butzweiler/Kordel (D) (GILLES 1995: 52-53), in Nommern (L) (VALOTTEAU 2008: 258-260) und am gallorömischen Theater in Dalheim (L) (HENRICH 2015: 67-69, Abb. 39a-39b; 195-198; 289-290) lassen sich aufgrund der in den Verfüllungen oder im Abbauschutt gemachten Funde sicher in römische Zeit datieren. Für weitere Steinbrüche, wie jenen bei Hersberg (L) (PAULKE 2015) (Abb. 12), scheint eine solche Datierung zumindest naheliegend.

STEINMETZZEICHEN?

Der übrig gebliebene untere Teil der Vorderseite des Hauptblockes (Abb. 13) weist zudem eine weitere Besonderheit auf. In zwei durch eine senkrechte Haste getrennten Flächen sind jeweils links oben zwei Schrägkreuze eingearbeitet, deren Hasten teilweise pfeilförmig enden und am Kreuzungspunkt ein kleines Quadrat bilden. In beiden Feldern folgen etwas tiefer liegend weitere Zeichen. Im linken Feld befindet sich ein leicht nach unten links zeigender Pfeil. Rechts daneben ist eine lange senkrechte Haste, an die sich oben zwei kurze waagrechte Hasten rechts und unten zwei weitere, eine nach



(Abb. 12) — Abbauspuren im Steinbruch bei Hersberg (Foto A. Kirsch).

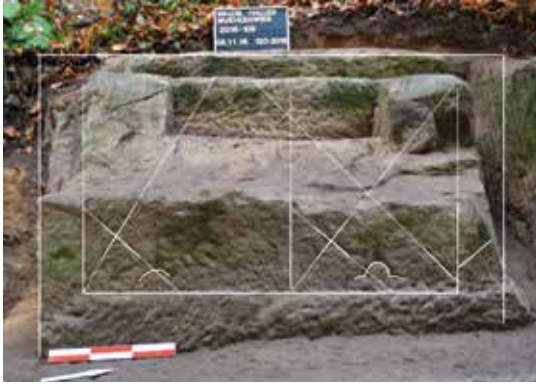


(Abb. 13) — Zeichen an der Vorderseite des Hauptblocks mit Kreide eingefärbt (Foto A. Kirsch).

links, eine nach rechts, anschließen. Daneben befindet sich ein weiteres Symbol, das einem leicht nach rechts gekipptem heutigen kleinen „e“ ähnelt. Man könnte hierin nun ein „L“ und „E“ lesen und ein kursives „O“. Im rechten Feld sieht man ein Symbol welches oben spitz zuläuft und unten einen Bogen bildet, eventuell ein „A“. Weitere schräge und senkrechte Hasten daneben könnte man als „N“ lesen, eventuell mit einem „T“ in Ligatur. Kreuzeszeichen sind zwar im Mittelalter recht häufig als Steinmetzzeichen zu finden, doch sind sie grundsätzlich anders gestaltet (Tatzen) (RZIHA 1883). Einzig in Pompeji wurden ähnliche Zeichen (drei gerade Hasten bilden am Kreuzungspunkt ein Dreieck) gefunden (RZIHA 1883, Taf. 67, 1134, 1136, 11379). In den Nordwestprovinzen findet sich in den Steinbrüchen eher komplexere Inschriften (Kriemhildenstuhl, Bad Dürkheim) (LUKAS 2002: 157-158; SPRATER 1948: 45-61) sowie piktorale Zeichen (Tiere, *phalli*, Räder,...) (Drachenfels, Königswinter) (RÖDER 1974: 520, Abb. 11). Im Kalksteinbruch von Saint-Boil (F) bei Lyon sind zudem skizzenartige Ritzungen (Konturen von Blöcken) bekannt und kursive Inschriften mit vermutlich Größenangaben und Anzahl der zu extrahierenden Blöcke (MONTHEL/LAMBERT 2002: 108, Abb. 81). Die Kreuzzeichen und die Hasten könnten eine ähnliche Funktion haben. Würde man diese Linien weiterführen und die Vorderseite in den bekannten Dimensionen re-

konstruieren (Abb. 14), könnte man darin die Vorzeichnung einer rautenförmigen Verzierung sehen. Es würden dann zwei horizontale Felder entstehen. Jedoch würde lediglich auf der linken Seite ein symmetrisches Muster entstehen. Die Verlängerung der rechten oberen Haste des rechten Kreuzes würde zwar in der rechten oberen Ecke herauskommen, doch die einzelne Haste unten rechts auf dem Block würde die linke Ecke verfehlen. Im linken Feld wäre dies noch unsymmetrischer, Parallelitäten sucht man vergeblich. Demnach ist eine solche Interpretation der Zeichen sehr fragwürdig, oder warum sollten die Steinbrecher Vorritzungen anbringen, die bei der späteren korrekten Verarbeitung wenig hilfreich wären? Außerdem fehlt bisher ein Vergleichsbeispiel einer solchen Verzierung an einer Aschenkiste.

Am nächsten an unseren Befund kommen Markierungen an Bauquadern, die aus mehreren voneinander getrennten lateinischen Kapitalbuchstaben bestehen. Da diese an den Bauwerken ab und zu kopfüber an den Steinen angebracht waren, müssen sie im Steinbruch bereits gemeißelt worden sein (GOSE 1969: 87; BÜSING 1982: 23, 96, Taf. 23). Solche Beispiele kennt man zahlreich von der *Porta Praetoria* in Mainz (BÜSING 1982: 23, 96, Taf. 23) und der *Porta Nigra* in Trier (GOSE 1969: 87) (Hier besonders oft die Abkürzung „MARCI“, die auch in einem



(Abb. 14) ———— Rekonstruktion der Vorderseite, weiß:
Ritzungen; grau: mögliche Verlängerung der Ritzungen
(Foto M. Paulke, Skizze A. Kirsch).

Steinbruch in Kordel an Felswänden beobachtet wurde (GILLES 1995: 52). Es handelt sich dabei meist um abgekürzte Namen, sie dienten eventuell dazu auf der Baustelle zu kontrollieren wie viele Blöcke von welchem Steinbruch geliefert wurden (GOSE 1969: 102). Dennoch bleibt zu unterstreichen, dass die Buchstaben in Haller definitiv nicht in Großbuchstaben geschrieben und auch teilweise ligiert sind. Demnach sind in den Nordwestprovinzen keine vergleichbaren Felsinschriften, Symbole und Markierungen überliefert, weder in der Form noch im Inhalt. Die quergestellten Kreuzzeichen können sich erklären

lassen, wenn man eine gedachte Linie zwischen den Kreuzungspunkten beider Zeichen zieht, diese wären dann nur 1-2 cm aus dem Lot, aber ziemlich genau 50 cm voneinander entfernt. Die gleiche Distanz liegt auch zwischen der linken und mittleren Haste. Dabei könnte es sich demnach um ungefähr 1 und $\frac{2}{3}$ *pedes* (1 *pes* = 29,6 cm) handeln, wenn man in diesem Abstand ein festgelegtes Maß sehen möchte. Dann wäre in den Markierungen eine Art Mess- oder Kontrollpunkte zu sehen, die vor dem Abschroten an der Frontseite angebracht wurden. Zwei längliche Hasten trennen links und rechts jeweils ca. 10 cm vom Block ab, mittig zwischen beiden trennt eine weitere senkrechte Haste den Block in zwei Teile. Nun wäre vorstellbar, dass zwei Steinbrecher für den Block verantwortlich waren, der eine die linke und der andere die rechte Seite bearbeitete - doch gibt es hierfür keinerlei weitere Belege. Immerhin fangen beide Felder oben links mit einem kreuzförmigen Zeichen an, worauf jeweils Buchstaben, evtl. abgekürzte Namen, folgen. Weiteres lässt sich zur Bedeutung der Zeichen aufgrund ihrer Singularität kaum sagen, vielleicht waren über die Abbruchkante weitere Symbole und Buchstaben eingemeißelt, die weitere Hinweise zu deren Verständnis geliefert hätten. Erstaunlich bleibt aber, bei einer



(Abb. 16) ———— Fragment eines flachen halbwalzenförmigen Deckels an der Außenmauer der Kirche in Haller (Foto A. Kirsch).

solch kleinen Abbaustelle, das Vorhandensein solcher Zeichen, gerade wenn man davon ausgeht, dass hier nur für einen Auftraggeber der Umgebung oder gar zur Selbstversorgung gearbeitet wurde.

KONTEXT

Vitruv schreibt in seinem Werk *De architectura*, dass es wichtig sei, Steine so nah wie möglich am Zielort, also an der Baustelle zu gewinnen (Vitr. De Arch. 1, 5, 3). Für den Befund aus Haller kommt am ehesten eine knapp 200 m südlich, auf dem Plateau liegende römische Fundstelle in der Flur „Mühlenwies“ als Wohnsitz des Betreibers/Empfängers in Frage (FOLMER et al. 1980: 43-45). Da aber über deren Größe und Struktur nichts weiter bekannt ist, können keine weiteren Schlüsse in diese Richtung gemacht werden. Bisherige Forschungen zu römischen Steinbrüchen widmeten sich vor allem den großen Abbaustellen, an denen Angehörige der Legionstruppen (Rheinland) (LUKAS 2002: 157), Sklaven, Freie Bürger, Peregrine oder Verbrecher als Arbeiter nachgewiesen sind (BEDON 1984: 148-158). Die dort gemachten Beobachtungen zur Lebensweise und Organisation der Steinbrecher lassen sich allerdings schwer mit der kleinen Abbaustelle in Haller vergleichen. Denkbar wäre, dass Steinbrecher im steinreichen Gebiet des Luxemburger Sandsteins aufgrund der Fülle an gutem Felsen umhergezogen sind und beim jeweiligen Auftraggeber auf dessen Grundstück Material abgebaut und bearbeitet haben. Man könnte sich aber auch vorstellen, dass die Steinbrecher in einem großen Steinbruch angestellt waren und für bestimmte kleinere Aufträge zum Auftraggeber geschickt wurden, wenn dieser selbst über ordentliche Steinvorkommen verfügte, um so den Transport einzusparen.

FUNKTION: RÖMISCHE ASCHENKISTEN

Das Halbfabrikat aus Haller-„Mühlenwies“ sieht zwar auf den ersten Blick einem neuzeitlichen Steintrog ähnlich, doch konnte nachgewiesen werden, dass die Spuren am Befund definitiv auf eine Steinbruchtätigkeit in römischer Zeit zurückzuführen sind. Bei quadratisch bis rechteckigen Quadern dieser Größe mit einer quadratischen oder rechteckigen Vertiefung an der Oberfläche kann es sich in römischer Zeit nur um eine Aschenkiste handeln. Neuzeitliche Steintröge, die von der Form her auch in Frage kommen könnten, sind meistens deutlich länger proportioniert als die viereckigen oder kurz rechteckigen römischen Aschenkisten. Außerdem sind die Vertiefungen meistens langrechteckig mit abgerundeten Kanten, die das Säubern der Tröge erleichtern. Steinerne Aschenkisten tauchen im Treverergebiet ab dem 1. Jh. n. Chr. auf. Sie wurden entweder vergraben oder als kleines Grabmal oberirdisch aufgestellt und dienten der Aufnahme des Leichenbrandes des Verstorbenen und teilweise auch der Grabbeigaben. Im Rahmen der Bachelorarbeit wurden alle publizierten Aschenkisten² in der *civitas Treverorum* erstmals in einer Liste zusammengetragen (396 einzelne Exemplare), besonders Informationen wie Aufstellungsart, Größe, Lage der Grabbeigaben, Deckelformen und Datierung ermöglichten es neue Erkenntnisse zu dieser Grabform zu gewinnen. So konnte festgestellt werden, dass man mithilfe der Maße der Kisten, Informationen über die Aufstellungsart gewinnen kann. Addiert man nämlich, um einen Größenvergleich zu ermöglichen, die Länge und die Breite, beziehungsweise Breite und Tiefe aller Aschenkisten im Treverergebiet (**Abb. 15**), von denen die Maße bekannt sind, und vergleicht sie mit den Werten unseres Steinblocks ($82 + 116 = 198\text{ cm}$), kommt

¹ Hier wurden vor allem die Fundberichte in der *Trierer Zeitschrift*, in den *Publications de la Section historique de l'Institut grand-ducal*, sowie die bereits zusammengetragenen Listen in den Publikationen SCHOLZ 2012; FREIGANG 1997; EBEL 1989; WIGG 1993; ABEGG 2007).



(Abb. 15) — Anzahl an Aschenkisten pro Größenkategorie und Aufstellungsart in der *civitas Treverorum* (Grafik A. Kirsch).

dieser am ehesten dem Durchschnittswert der oberirdisch aufgestellten Aschenkiste nahe (163,22cm). Gestützt wird diese Aussage auch dadurch, dass im Verbreitungsgebiet nur zwei vergrabene Aschenkiste bekannt sind, die größer sind. Lediglich bei den oberirdischen Aschenkisten gibt es zehn Exemplare, die die Größe unseres Halbfabrikates sicher übertreffen. Die Vermutung liegt also nahe, dass aus dem Block eine Aschenkiste gearbeitet werden sollte, die oberirdisch ausgestellt werden sollte. Interessant ist auch, dass die Breite des fragmentiert erhaltenen, halbwalzenförmigen Deckels einer Aschenkiste aus der Kirche in Haller (ESPÉRANDIEU 1915: Nr. 4235) (Abb. 16) auf 87 cm rekonstruiert werden kann (73cm erhalten) und wunderbar auf das Halbfabrikat passen würde. Auch die erste Abbaustufe in Haller-„Mühlenwies“ ist mit 90cm breit genug, um die Vermutung zu äußern, dass der Halbwalzenstein von hier stammen könnte. Auch die ehemals schräge Oberkante des Felsplateaus (links und rechts von der Oberkante noch erhalten) ermöglicht es kaum, hier einen hohen (maximal 50cm) abgebauten Block zu rekonstruieren. Viel wahrscheinlicher wäre ein flacheres Objekt; eben dieser außer-

gewöhnlich flache (32cm), halbwalzförmige Abdeckstein, könnte hier abgebaut worden sein³. Zwar würde der Deckel zumindest in der überlieferten Breite auf das Halbfabrikat passen, ein Überkragen des Deckels über die Kiste um 5cm ist normal (KRÜGER 1949: 45-46). Doch warum wurde dann der Deckel scheinbar zuerst abgebaut? Er hätte dann auch nie die geplante Aschenkiste bedeckt, sondern einer vom Steinbrecher an anderer Stelle gewonnen Kiste als Abdeckung gedient. Und warum wurde der rechte Quader in „Mühlenwies“ nicht weiter abgebaut, obwohl auch er zu einer ähnlich dimensionierten Kiste hätte verarbeitet werden können?

André KIRSCH
8, rue de Noertzange
L-3315 Bergem
kirsch.andr@gmail.com

³ Eine makroskopische Untersuchung der Abbaustelle und dieses Steines ist jedoch noch nicht erfolgt.

LITERATUR

- ABEGG A. 2007, Die römerzeitlichen Steinkistengräber von Wederath-Belginum. In: CORDIE R. (Hrsg). *Belginum. 50 Jahre Ausgrabungen und Forschungen*, Mainz, 127-143.
- ADAM J.-P. 2001. *Roman building. Materials and techniques*. Routledge, London, 360 S.
- BÜSING H. 1982, *Römische Militärarchitektur in Mainz*. Römisch-germanische Forschungen 40. von Zabern, Mainz, 97 S.
- BEDON R. 1984. *Les carrières et les carriers de la Gaule romaine*. Picard, Clamecy, 247 S.
- BESSAC J.-C., SABLAYROLLES R. 2002. Recherches récentes sur les carrières antiques de la Gaule. Bilan et perspectives. *Gallia*, 59, 175-188.
- EBEL W. 1989. *Die römischen Grabhügel des ersten Jahrhunderts im Treverergebiet*. Marburger Studien zur Vor- und Frühgeschichte 12. Hitzeroth, Marburg, 192 S.
- ESPÉRANDIEU E. 1915. *Recueil général des bas-reliefs, statues et bustes de la Gaule romaine*. 6, Belgique 2, Imprimerie Nationale, Paris, 468 S.
- FOLMER N., KRIER J., THILL G., HESS G. 1980. *Carte Archéologique du Grand-Duché de Luxembourg*. Feuille 12 – Larochette. Luxembourg, 63 S.
- FREIGANG Y. 1997. Die Grabmäler der gallo-römischen Kultur im Moselland. Studien zur Selbstdarstellung einer Gesellschaft. *Jahrbuch RGZM*, 44.1, 277-440.
- GILLES K.-J. 1995. Neuere Untersuchungen zu den "Pützlöchern" bei Butzweiler/Kordel. *Funde und Ausgrabungen im Bezirk Trier*, 27, 46-55.
- GOSE E. 1969. *Die Porta Nigra in Trier*. Trierer Grabungen und Forschungen 4. Mann, Berlin, 172 S.
- HENRICH P. 2015. *Das gallorömische Theater von Dalheim "Hossegrohn" Luxemburg*. Dossiers d'archéologie du MNHA et du CNRA 15. Publications du MNHA et du CNRA 27. Imprimerie Centrale, 431 S.
- KRÜGER E. 1949. Das Schmittenkreuz bei Bollendorf. Ein wiedergefundenes römisches Felsgrab. *Trierer Zeitschrift*, 18.1, 37-52.
- LUKAS D. 2002. Carrières et extractions dans le nord-est de la Gaule et en Rhénanie. *Gallia*, 59, 155-174.
- MONTHEL G., LAMBERT P.-Y. 2002. La carrière gallo-romaine de Saint-Boil (Saône-et-Loire). *Gallia*, 59, 89-120.
- PAULKE M. 2015. Ein römischer Steinbruch bei Hersberg (Gemeinde Bech). *Archaeologia Luxemburgensis*, 2, 114-122.
- RZIHA R. 1883. *Studien über Steinmetzzeichen*. Hof- und Staatsdruckerei, Wien, 57 S.

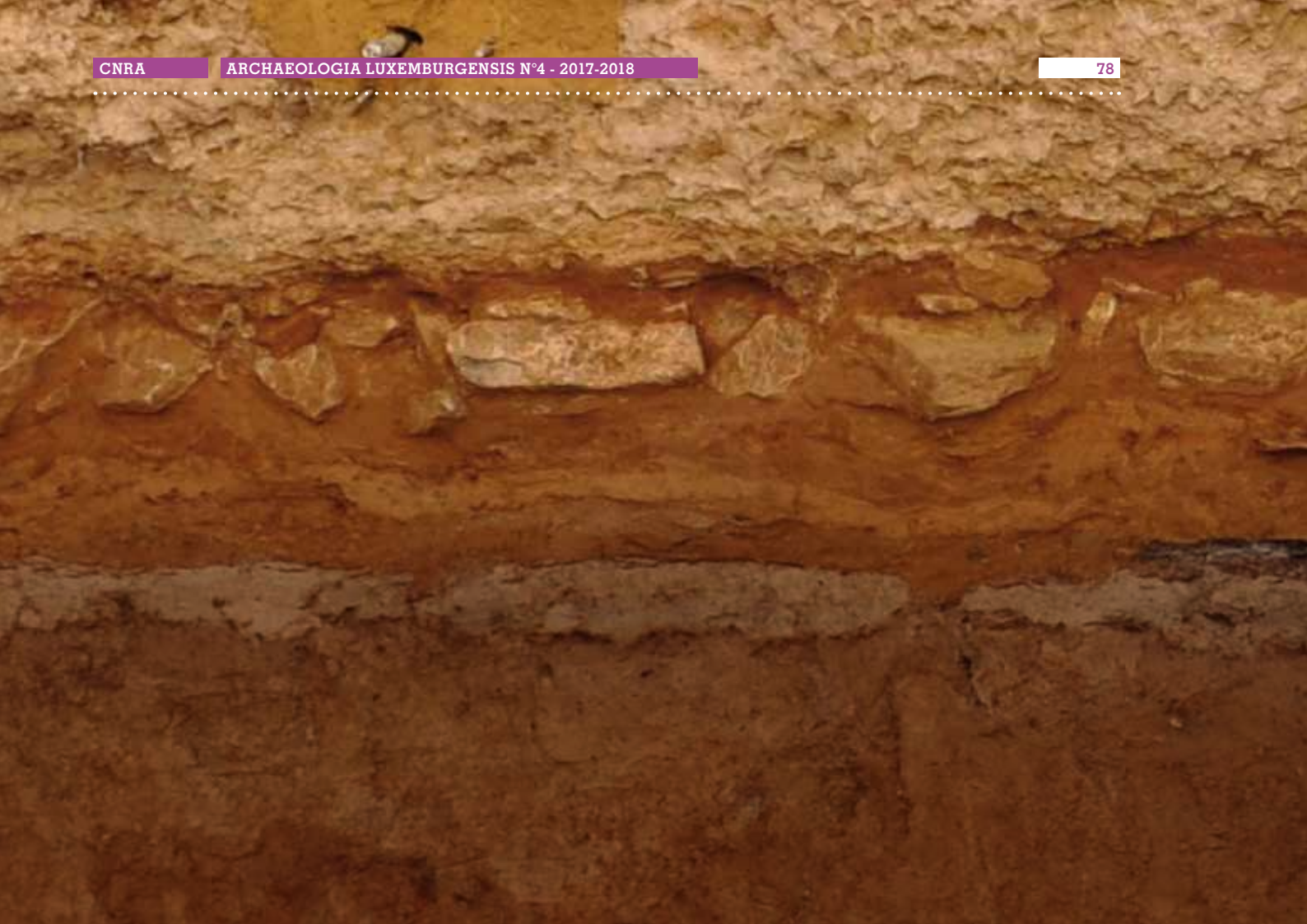
RÖDER J. 1974. Römische Steinbruchtätigkeit am Drachenfels. *Bonner Jahrbücher*, 174, 509-545.

SCHOLZ M. 2012. *Grabbauten in den nördlichen Grenzprovinzen des Römischen Reiches zwischen Britannien und dem Schwarzen Meer, 1.-3. Jahrhundert n. Chr.* Monographien des RGZM 103.2. Verlag des RGZM, Mainz, 569 S.

SPRATER F. 1948. *Limburg und Kriemhildenstuhl*. Historisches Museum der Pfalz, Speyer, 72 S.

VALOTTEAU F. 2008. Ensemble de rochers gravés de Nommern-“Auf den Leyen” dit “La Lock”. Bilan des connaissances à l’issue de la campagne de fouille 2002. *Bulletin de la Société Préhistorique Luxembourgeoise*, 26, 2004, 231-269.

WIGG. A. *Die Grabhügel des 2. und 3. Jahrhunderts n. Chr. an Mittelrhein, Mosel und Saar*. Trierer Zeitschrift Beihefte 16. Rheinisches Landesmuseum, Trier, 226 S.



Zukunft trifft Antike: Schnitt durch die römische Straße auf dem Kirchberg

LYNN STOFFEL

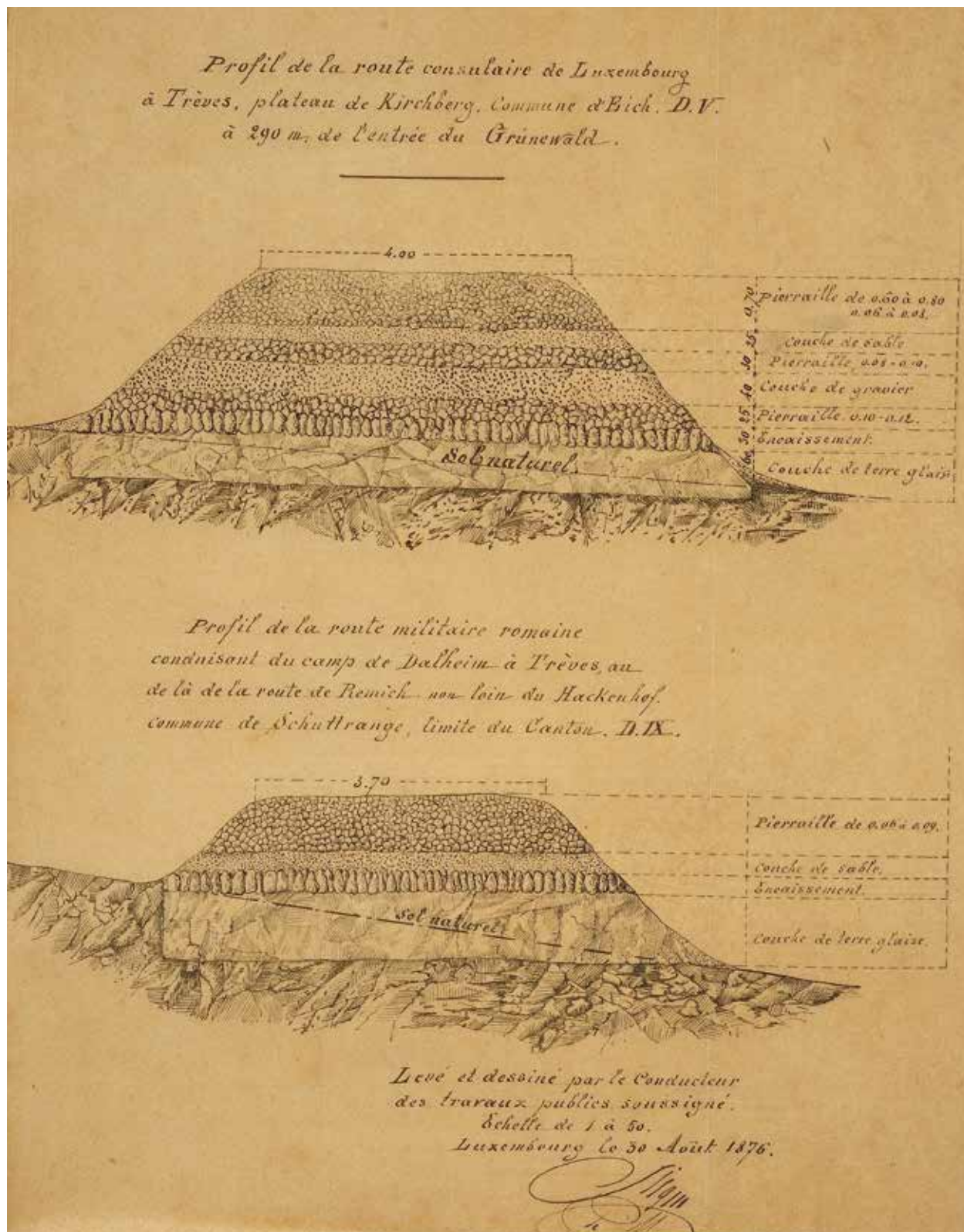
FORSCHUNGSGESCHICHTE

Der Verlauf der römischen Straße über den Kirchberg in Richtung Senningen ist seit dem 17. Jh. bekannt. Wissenschaftliche Erwähnung fand sie bei A. Wiltheim im *Luxemburgum Romanum* (Wiltheim 1841/42: 96, Abb. 23) und später bei P.-M. Siegen, der einen Schnitt durch die Straße anlegte und diesen im Begleitband seiner *Carte archéologique* im Jahr 1883 abbildete (SIEGEN 1883) (Abb. 1). Der dort sichtbare Schnitt wurde nach G. Thill vermutlich in der Flur „Hiél“ und Sennigerberg gemacht (Thill 1971: 100). Beim Bau der Autobahn auf dem Kirchberg 1969 wurde dieser Teil der römischen Straße von Arlon nach Trier erneut angeschnitten und von G. Thill in den *Publications de la Section Historique* vorgelegt (Thill 1971). (Abb. 2)

UNERWARTETE GELEGENHEIT

Durch das neue Projekt, die Hauptstadt Luxemburg wieder mit einem Tram (Straßenbahnnetz) auszustatten, wurden erneut archäologische Untersuchungen auf dem Kirchberg notwendig. Der neue *Tramschapp* (Straßenbahndepot) soll auf dem *Kiem*¹ der Section *Grengewald* der Gemeinde Niederanven angelegt werden. Durch die massiven Geländeänderungen ist eine Erhaltung des sogenannten *Kiems* an dieser Stelle nicht sinnvoll. Dank der hervorragenden Zusammenarbeit mit den Verantwortlichen der LUXTRAM SA war es möglich, dieses Stück der römischen Straße zu untersuchen, zu dokumentieren und mit den Beschreibungen aus dem 19. und 20. Jh. zu vergleichen.

¹ Umgangssprachliche luxemburgische Bezeichnung für eine ehemalige römische Straße, die heute noch in abgewandelter Form in Funktion ist. Allerdings gehen nicht alle *Kiem* auf eine römische Straße zurück.



(Abb. 1) — Schnitt durch die Straße auf dem Kirchberg bei P.-M. Siegen (BNL: Réserve précieuse; MS 689, 15).



! (Abb. 2) — Kiem vor dem Autobahnbau 1969 (© MNHA/CNRA).

Es bot sich zudem die Gelegenheit, eine Bestandsaufnahme der archäologischen Substanz durchzuführen, die Dokumentation mit modernen Methoden und nach neuesten Forschungsergebnissen zu erstellen und diese mit den älteren Dokumenten zu vergleichen.

STRASSE IST NICHT GLEICH STRASSE

Unser Bild einer römischen Straße ist durch die *Via Appia* in Rom mit ihren Steinplatten geprägt. Sie gehört zu den *viae silice stratae* und stellt nur einen Straßenkörpertyp von vielen dar. Die römische Straße auf dem Kirchberg ist hingegen eine *via glarea strata*, eine Straße mit Schotterung oder Kiesfahrbahn. Noch einfache-

rer waren die *viae terrenae*, Straßen mit natürlichem Untergrund, aufgebaut².

Neben den *viae*, die rechtlich gesehen öffentlich oder privat waren und auf denen schwere Lasten transportiert werden konnten, gab es auch Wege, sogenannte *actus*. Weniger fest ausgebaut, konnten auf ihnen Gespanne und Wagen fahren, während auf den *itineres* (Fußpfade) nur Fußgängern, Tragsessel oder Sänften als Verkehrsmittel zugelassen waren³.

Neben dem unterschiedlichen Aufbau und den verschiedenen Funktionen einer Straße gibt es auch juristische Unterscheidungen. So beschreibt Ulpian (Ulpian Dig. 48, 8, 21-22), die *viae publicae* als eine über öffentlichen Grund und Boden verlaufende Straße, die das Wegerecht (*iter*) und dessen Ausübung (*actus*) beinhaltet⁴. Die *via publica* besteht sowohl aus der Trasse als auch aus den beidseitigen Randstreifen und trägt des Öfteren die Namen ihres Erbauers (BENDER 1975: 10). Ihr steht die *via privata* gegenüber⁵. Sie verläuft über nicht öffentlichen Grund⁶ und Boden und ihr Nutzungsrecht ist durch den *praetor* festgelegt und musste erfragt werden⁷. Die *viae vicinales* durchlaufen einen vicus (Dorf, Ansiedlung) oder verbinden diesen mit dem nächstgelegenen. Auch die Stichstraßen zwischen den *viae publicae* sind meist *viae vicinales*. Staatsrechtlich können sie entweder zu den *viae pu-*

² Ulpian Dig. 43,11,1,1-3. „1. Viam aperire est ad veterem altitudinem latitudinemque restituere. Sed et purgare refectionis portio est: purgare autem proprie dicitur ad libramentum proprium redigere sublato eo quod super eam esset. Reficit enim et qui aperit et qui purgat et omnes omnino, qui in pristinum statum reducunt. 2. Si quis in specie refectionis deteriore viam facit, impune vim patietur. Propter quod neque latiore neque longiore neque altiore neque humiliore viam sub nomine refectionis is qui intercidit potest facere, vel in viam terrenam glaream inicere aut sternere viam lapide quae terrena sit, vel contra lapide stratam terrenam facere. 3. Interdictum hoc perpetuo dabitur et omnibus et in omnes, et habet condemnationem in id quod actoris intererit.“ vgl. auch (BENDER 1975: 57).

³ Vgl. (HERZIG 1974: 613) Herzog geht davon aus, dass *via* der Straßenkörper und *iter* die sogenannten Sommerwege sind. Dagegen sprechen allerdings zahlreiche Meilensteine mit *Iter*-Bezeichnungen (RATHMANN 2003: 13f).

⁴ Ulpian Dig. 8.3.1. „Servitutes rusticorum praediorum sunt hae: iter actus via aquae ductus. iter est ius eundi ambulandi homini, non etiam iumentum agendi. actus est ius agendi vel iumentum vel vehiculum: itaque qui iter habet, actum non habet, qui actum habet, et iter habet etiam sine iumento. via est ius eundi et agendi et ambulandi: nam et iter et actum in se via continet. aquae ductus est ius aquam dicendi per fundum alienum.“

⁵ CIL XI 3743; ILS 6008; AE 1996, 1006; AE 1984, 0606; CIL II, 03443.

⁶ Zur Problematik des öffentlichen Grundes in den Provinzen in Bezug auf die Straßen vgl. (RATHMANN 2003: 7f).

⁷ Beispielt für *iter precarium* (AE 1982, 0399(C); BUONOPANE 1979; BERTOLAZZI 2012).

blicae oder *privatae* gehören. Eine ganz eigene Kategorie bilden die *viae urbanae*, die innerstädtischen Straßen, auf die hier nicht weiter eingegangen werden soll. Die *viae militaris*⁸ werden als Straßenverbindungen für militärische Zwecke zwischen den Kastellen sowie strategische Straßen im Limesgebiet beschrieben. Dieser juristische Begriff (RADKE 1964: 235) lässt sich aber derzeit archäologisch nur schwer fassen⁹ und es muss offenbleiben, ob er in der Antike als eigener Straßentyp existierte (PEKÁRY 1968: 10-12; RATHMANN 2003: 31). *Via militaris* beschreibt vermutlich weniger einen Straßentyp als eine Nutzung der großen Fernstraßen des römischen Reiches durch Reisende im öffentlichen Auftrag auf dem sie, mit einem Berechtigungsschreiben ausgestattet, eingeschränkte Requisitions- und Herbergsrechte besaßen (Ulp. Dig. 43, 7,3,1; SPEIDEL 2004: 343).

Ob der juristische Straßentyp für den antiken Reisenden von Bedeutung war, darf bezweifelt werden. Auch heute ist dem Nutzer nicht immer klar, ob er sich auf *einer route européenne, nationale, cantonale* oder *communale* oder einem *chemin repris* befindet, es sei denn es handelt sich um eine Privatstraße oder er muss eine Maut entrichten.

EINE ANTIKE „PONTIS ET CHAUSSÉES“¹⁰?

Liegen zur stadtrömischen und italischen Straßenverwaltung doch einige Hinweise vor, so ist über die der Nordwestprovinzen wenig bekannt.

In der Republik lag die Entscheidung eine Straße anzulegen oder auszubauen bei den Konsuln,

Praetoren sowie dem Senat (Cass. Dio 54,8,4; Suet. Aug. 37; RATHMANN 2003: 90). 20 v. Chr. reformierte Augustus die provincialrömische Straßenadministration (Plin. nat. 3,66) und der Kaiser wurde oberster Administrator der Reichsstraßen. Er delegierte die Umsetzung der Straßenarbeiten an die Statthalter und die Legaten der jeweiligen Provinzen¹¹. Als Auftragsgeber war seitdem immer der Kaiser die erstgenannte Person auf den Meilensteinen (RATHMANN 2003: 61). Waren Meilensteine in erster Linie Bauinschriften, wandeln sie sich ab Caligula zu Weihinschriften zu Ehren des Kaisers, die in keinem Bezug mehr zu tatsächlich durchgeführten Bau- oder Ausbesserungsarbeiten stehen¹². So sind auch die Kaisernennungen im Dativ auf den Meilensteinen als Loyalitätsbekundungen zu verstehen (KOLB 2004: 141). Straßen und Meilensteine werden mehr und mehr zu einem imperialen Medium, das die Größe des römischen Reiches und die technischen Errungenschaften unterstreichen soll. Gegen Ende des 1. Jh. n. Chr. kam es zu einem Wandel in der provincialen Straßenverwaltung. Die Städte und somit die lokalen Eliten übernahmen vermehrt die Betreuung der Verkehrsinfrastruktur, während sich die Statthalter vor allem auf Einzelprojekte konzentrierten. Ab dem 2. und 3. Jh. n. Chr. liegt die Verwaltung und der Unterhalt der Straßen bei den lokalen Trägern (RATHMANN 2003: 135).

Lange ging man davon aus, dass das römische Militär für den Bau und Unterhalt der Straßen zuständig war. Neuere Forschungen belegen ein differenzierteres Bild (RATHMANN 2003: 38f). Das Militär legte vor allem in der ersten Okkupationsphase in verwaltungstechnisch wenig entwickelten und dünn besiedelten Gebieten

⁸ (ŠAŠEL 1977; REBUFFAT 1987; SPEIDEL 2004).

⁹ Eine Inschrift besagt, dass Nero (61 n. Chr.) „tabernas et praetoria per vias militares“ errichten ließ. (CIL III 6123=ILS231; IVANOV 1973:211).

¹⁰ Luxemburgische Bezeichnung für das Straßenbauamt.

¹¹ Pekary beruft sich auf drei Personen, die für den Strassenbau zuständig und nicht Statthalter der Provinz waren (PEKÁRY 1968: 9f. und 77f).

¹² Siehe hierzu ausführlicher (RATHMANN 2003: 121).

Verkehrsverbindungen an, die mit geringerem Aufwand als die üblichen *viae publicae* gebaut wurden. Innerhalb der Armee gab es technische Truppenteile, die mit der Konzipierung und Trassierung der *via publica*, wie z.B. die *agrimensores*, beauftragt wurden (Ulp. dig. I, 16). Ihre Beteiligung am Bau technisch anspruchsvoller Abschnitte ist durch Inschriften wie z.B. an der Brücke von Martorell an der Truppenteile der *legio IV macedonica*, der *legio VI victrix*, *legio X gemina* am Bau beteiligt waren, bekannt¹³. Die literarischen und epigraphischen Quellen sprechen klar gegen eine dauerhafte Verbindung zwischen der römischen Armee und dem Bau und Unterhalt öffentlicher Straßen in den Provinzen (RATHMANN 2003: 40). So arbeitete Rathmann heraus: „Nach der Festigung des Principats und dem Aufbau einer für Rom befriedigenden Infrastruktur [ab trajanischer Zeit (RATHMANN 2003, 112)] überließ die Zentralgewalt scheinbar in immer stärkerem Maße den entwickelten regionalen Kräften die Betreuung des öffentlichen Straßennetzes innerhalb ihres Territoriums“ (RATHMANN 2003: 106f).

Aus den antiken Quellen wissen wir, zumindest für Italien, dass die Straßenbauarbeiten von den auf Zeit benannten *curatores viarum*¹⁴, die für die Straßen zuständig waren, an *mensores* ausgelagert werden konnten. Kleinere Reparaturen wurden auch von den *redemptores* durchgeführt (Siculus Flaccus 146,4). Die öffentlichen Straßen hingegen wurden von der staatlichen Verwaltung erbaut und unterhalten (FISCHER 2013: 47). Es erfolgte eine öffentliche Ausschreibung durch den zuständigen Aedil, der die Zustimmung des *quaestor* benötigte. Die durch die Arbeiten entstandenen Kosten wurden durch den *quaestor* als Grundschuld des entsprechen-

den Anwohners proportional zu seinem Grundstück eingetragen¹⁵. Die Finanzierung von Straßenabschnitten durch den Kaiser ist nur sehr schwach belegt¹⁶.

Auch war die Verwaltung in den Provinzen unterschiedlich, so scheinen die Statthalter in den östlichen Provinzen mehr Freiheiten bezüglich der Straßenverwaltung gehabt zu haben. Ihre Namen tauchen deutlich häufiger auf Meilensteinen auf als in den westlichen Provinzen (PEKÁRY 1968: 85).

Aber auch für die öffentlichen Straßen konnten die Anwohner der jeweiligen *civitates* (Verwaltungsbezirke) zum Bau und Unterhalt herangezogen werden¹⁷. Tagelöhner (*mancipes viarum*) sind zumindest für Italien belegt (MOMMSEN 1877: 1030 Anm. 2). Man kann davon ausgehen, dass die Anwohner in den meisten Fällen, wenn sie es sich leisten konnten, nicht selber die Straße angelegt bzw. in Stand gehalten haben, sondern eine Beitragspflicht (Adaertion) leisteten (PEKÁRY 1968: 121). Für die Vicalstraßen waren die lokalen Magistrate zuständig und der Unterhalt musste von den Anwohnern des *pagus* getragen werden. Nur wenn das Militär im Straßenbau tätig wurde, wurden die Kosten von der Staatskasse übernommen. Zu bedenken bleibt, dass das Militär nur in einigen wenigen Fällen beteiligt war und die Kosten in den meisten Fällen von den Gemeinden und Grundbesitzern getragen wurden (HERZIG 1974: 614; KÖNIG 1997: 57).

Es wird deutlich, dass es im römischen Imperium kein „Straßenbauamt“ im heutigen Sinne gab, sondern in der Umsetzung und Pflege der Straßen und Wege sowohl der Kaiser, das Militär,

¹³ Vgl. Tiberius und die Straße bei Salona: (CIL III 3198a).

¹⁴ Thematik zusammengefasst bei (HERZIG 1974: 642ff).

¹⁵ CIL I (2. Aufl.) 593 vgl. (BRODERSEN 1995: 229f).

¹⁶ Via Appia von Rom nach Capua: CIL X 6824 oder Hadrian die Straße von Karthago nach Theveste: CIL VIII 22173.

¹⁷ Dies ist allerdings nur im Agrargesetz von 111 v. Chr. erwähnt. CIL I (2. Aufl.) 593.

die lokalen Beamten als auch die Anwohner in unterschiedlichem Maße beteiligt waren und dieses Mitwirken sowohl regional als auch zeitlich stark variieren konnte (RATHMANN 2003: 102f). Die Kosten für den Bau und den Unterhalt aller Straßentypen trugen vor allem die Grundbesitzer (PEKÁRY 1968: 169), da der Straßenbau ein *munus publicum* war, das auf dem Grundbesitz lastet und in Form von Arbeitsleitung oder Adäeration geleistet werden muss. Die eigentlichen Straßenarbeiten wurden je nach Region und Zeitstellung in unterschiedlichen Zusammenstellungen von Tagelöhnern, dem Militär und den Grundbesitzern oder der Angehörigen der *familia* ausgeführt (PEKÁRY 1968: 169).

Seit dem Ende des 1. Jh. n. Chr. wurden die Städte immer stärker in die Administration der Reichsstraßen eingebunden und diese erstarrende Autonomie der lokalen Kräfte spiegelt sich in einem neuen Maßsystem, der *leuga*. Es scheint hingegen keine formale Verpflichtung gegeben zu haben, den Ausbau, die Reparaturarbeiten oder das Aufstellen von Meilensteinen voranzutreiben, doch lagen diese im Interesse der Städte und der lokalen Verwaltung um den Handel und die Kommunikation zu fördern (RATHMANN 2003: 134) und ihre Loyalität gegenüber dem Kaiser zu bekunden.

WOZU DIENT EINE STRASSE?

Die Frage scheint auf den ersten Blick ein wenig redundant, dient eine Straße in erster Linie als Grundlage der Fortbewegung von Personen und deren Nutzlasten von einem Ort zum anderen. Doch darüber hinaus haben Straßen noch weitere Funktionen.

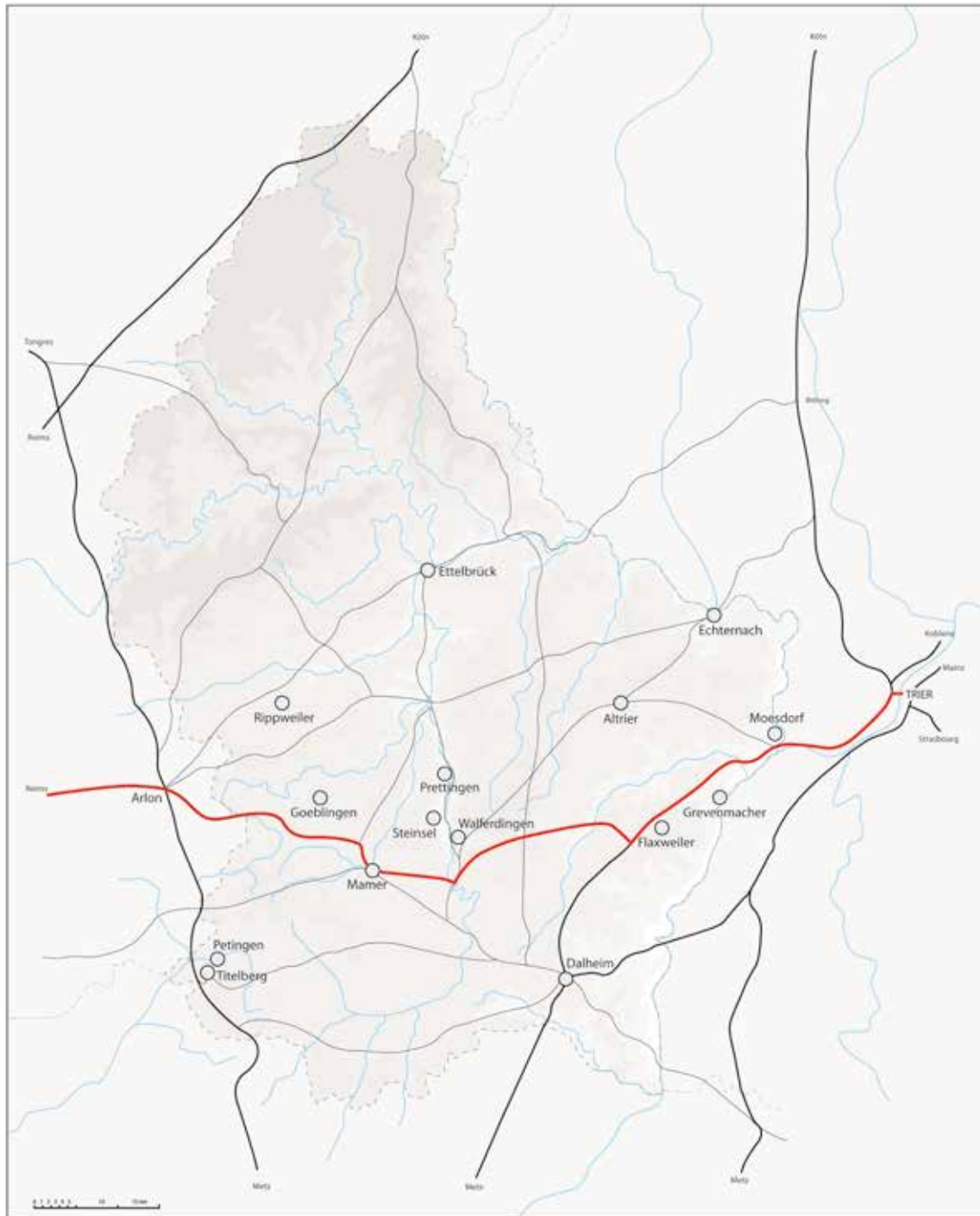
Militärstrategisch ermöglicht sie ein schnelles Bewegen des Militärs und erleichtern die Kontrolle eines eroberten Gebietes. Straßen ermöglichen die Erschließung neuer Räume indem sie erstmals zugänglich werden (HERZIG 1974: 604). Die Beweglichkeit der politischen Funktionsträger erleichtert die Verwaltung der Gebiete. Aus römischer Sicht fördern die Straßen auch die Romanisierung, über sie dringt die römische Kultur schneller in die Gebiete vor. Und letzten Endes waren sie mit ihren Bauwerken, Brücken, Dämme, Tunnel, auch eine Demonstration der römischen Infrastruktur und Macht (SONNABEND 2004: 245; ECK 2004: 17-40).

DER ARCHÄOLOGISCHE KONTEXT

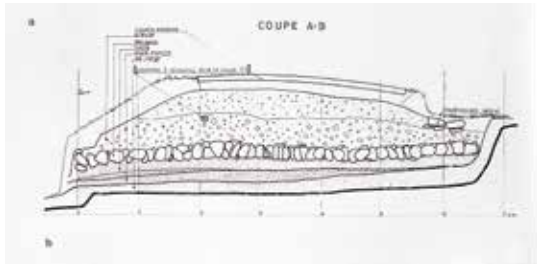
Bei den untersuchten Abschnitten handelt es sich um die öffentliche Straße, welche die Hauptorte Reims und Trier verbindet. Von Arlon verläuft sie über Capellen, Mamer, Merl, Kirchberg, Niederranven über Wasserbillig nach Trier (*Abb. 3*). Das genaue Erbauungsjahr der Straße ist umstritten. Möglicherweise wurde die Trasse schon in vorrömischer Zeit genutzt¹⁸. Der Ausbau als römische Straße könnte unter der zweiten Statthaltertschaft des Agrippa (19-17 v. Chr.) erfolgt sein oder erst sehr viel später unter Claudius 44/45 n. Chr. (MERTENS 1976: 43; WIGHTMAN 1976: 61). Der Bau der Brücke über die Mosel in Trier wird dendrochronologisch in das Jahr 17 v. Chr. datiert (HOLLSTEIN 1980: 135). Es ist davon auszugehen, dass er in Zusammenhang mit dem unter Vipsanius Agrippa veranlassten Straßennetzausbau zu sehen ist (REUTER 2014: 84). Vermutlich gab es eine erste Ausbaustufe des vorrömischen Straßensystems unter Agrippa, die zu einem vorläufigen Abschluss unter Claudius kam und in deren Kontext auch die Aufstellung der Meilensteine zu sehen ist¹⁹. Die Trasse ist deutlich spä-

¹⁸ Vgl. (RATHMANN 2003: 22)

¹⁹ (RATHMANN 2003: 22) In diesem Kontext ist auch die in Junglinster "auf Bruchlach" gefundene Steintafel zu deuten (CIL XVII 2, 676 = CIL XIII 4085. Wiltheim ms. II p. 35 = ed. p. 224 cum tab. 84 fig. 204.



| (Abb. 3) — Römische Straße Reims-Trier (© CNRA).



(Abb. 5) — Schnitt durch den Kiem 1969 (nach THILL G. 1971: 109 Fig. 5 b).

exacte, attendu qu'elle est mélangée de sable et de détritrus provenant de la circulation.» (SIEGEN 1883: 24).

Auch Thill konnte 1969 eine durchschnittliche Breite von 6,50m und eine Höhe von 0,30m feststellen. Den Aufbau der Strasse beschreibt er wie folgt (Abb. 5): «le rudus c.à.d. le gravois, composé de pierre calibrées (moyenne 5 x 5cm) est pilonné et compact à tel point qu' il a l'air de baigner dans le mortier blanchâtre. [...] Le nucleus, composé de gravier, ressemble lui aussi à du «béton»; vers le haut il est constitué de cailloux de petit calibre qui font pour ainsi dire la transition avec le «*summum dorsum*». Ce dernier (largeur moyenne conservée: 5,20 m) a en grande partie disparu à la suite des réparations et des recharges ultérieures.» (THILL 1971: 100). Im Gegensatz zu den neusten Untersuchungen konnte Thill noch «découvrir en marge du remblai des restes de pierres posées à plat, ressemblant à un «trottoir» surélevé.»

VORGEHENSWEISE BEI DER UNTERSUCHUNG 2016

Bei den Rodungsarbeiten (23.März-1.April 2015) an der Fahrradstrecke, die heute über der römischen Straße liegt, konnten an mehreren Abschnitten Sondagen durchgeführt werden. Diese ermöglichten erstmals den Erhaltungszustand bzw. möglichen Substanzverlust seit den 1960er Jahren einzuschätzen.



(Abb. 6) — Foto des Straßenprofils 2016 (Foto: Biver/Stead ArchéoConstruction, © CNRA).

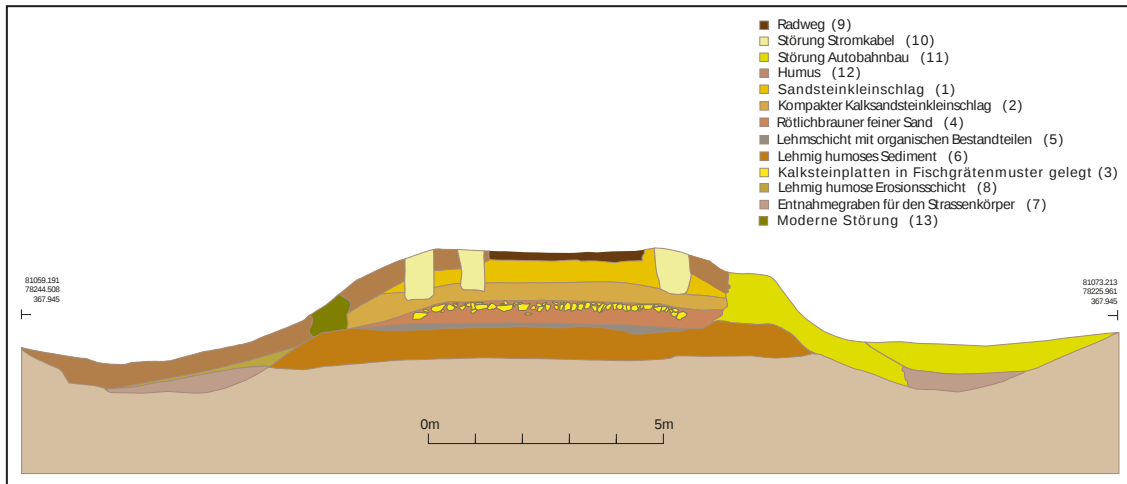
Es folgte eine siebentägige (11.-26. Januar 2016), witterungsbedingt zeitweise unterbrochene, gezielte Grabung in einem vorher festgelegten und mit LUXTRAM SA abgesprochenem Bereich. Der Untersuchungsbereich war 17,50m lang (dem römischen Straßenverlauf folgend) und 23,30m breit (im rechten Winkel zur Fahrbahn).

DER STRASSENBAU

Bei dem neuen Schnitt durch die Straße auf dem Kirchberg konnten mehrere Schichten dokumentiert werden (Abb. 6; Abb. 7; Abb. 8).

Unter den modernen Schichten (Radweg 9) befindet sich die römische Schicht (2) aus verdichtetem Sandsteinkleinschlag. Diese Schicht wies zahlreiche Ausbesserungen und einige Fahrrihlen auf, wie sie auch heute bei unseren modernen Straßen in der Straßendecke auftreten. Insgesamt war diese Schicht, die sicher im Laufe der Zeit zunahm, noch auf einer Stärke von 30cm erhalten.

Darunter lag die etwa 20cm dicke Schicht (3) aus länglichen, flachen Kalksandsteinen, die wie Fischschuppen gestapelt waren und deren Zwischenräume mit rötlichbraunem Sand verfüllt war. Sie bildete den Untergrund für die Fahr-



| (Abb. 7) — Umzeichnung und Interpretation des Straßenprofils 2016 (Biver/Stoffel).

bahn. Die Steine hatten eine handliche Größe von bis zu 25-30cm, so dass sie noch von einer Person getragen werden konnten, ein nicht unerheblicher Faktor beim nichtmaschinellen Bau der Straße.

Die fischschuppenartig gesetzten Steine saßen auf einer verdichteten rötlichbraunen Sandschicht (4) von 0,25m auf. Es handelt sich um den gleichen Sand, der zur Verfüllung der Zwischenräume der Schicht (3) verwendet wurde.

Die Sandschicht ihrerseits lag auf einer grauen Sandtonschicht (5), die stark mit organischem Material durchsetzt war. Sie war etwa 10cm stark und wasserundurchlässig und bildete somit eine Trennschicht zwischen der oberen Sandschicht und der unteren Schicht (6).

Letztere bestand aus einer braunen lehmig humosen Aufschüttung, die sehr viel Wasser speichern kann und das Sediment aus den ursprünglichen Straßengräben links und rechts der Fahrbahn entspricht. Abschnittsweise erreicht sie eine Stärke von bis zu 80cm.

Von den Straßengräben ist nur ein kleiner Rest auf der linken Seite des Schnittes erhalten (7). Sie waren in den anstehenden Boden (8) eingetieft und hatten sich im Laufe der Zeit mit lehmig humosem sowie weißlichem sandigem Sediment verfüllt.

Vergleicht man den Schnitt von 2016 mit dem von Siegen von 1883 wird klar, dass (6) der *couche de terre glaise*, (3) dem *encaissement* und (2) der *pierraille 0,10-0,12m* entspricht. Demnach hat im Siegenschnitt die Trennschicht (5) gefehlt oder sie wurde damals nicht erkannt. Der Vergleich zeigt aber auch, dass es sich bei der Schicht (1) durchaus nicht um den Unterbau des modernen Fahrradweges, sondern um eine weitere *couche de gravier* der römischen Straße handelt.

Es wird auch deutlich, dass heute die folgenden drei bei Siegen abgebildeten Schichten fehlen. Bei der Schicht *pierraille 0,08-0,10m* von 30cm Stärke und der *couche de sable* von 25cm handelt es sich vermutlich um eine antike Reparaturphase der Straße. Ob die oberste Schicht *pierraille de 0,06 à 0,08m* von 0,70m Stärke ebenfalls römisch oder nachantik ist, muss offen bleiben.



(Abb. 8) — Horizontal freigelegte Schichten der Straße.
(Foto: Biver/Stead ArchéoConstruction, © CNRA).

Vergleicht man die Schnitte von 1883 und 2016 mit dem von 1969 fällt auf, dass auch hier die Straße nur noch ab der Schicht (1) erhalten war und die drei oberen bei Siegen dokumentierten Schichten verschwunden sind. Auf dem Foto (Abb. 9) ist noch eine weitere Schicht eingezeichnet, die aber in der Profilzeichnung keine Erwähnung mehr findet und nicht mit den Schichten aus dem Schnitt von Siegen korreliert werden kann.

Das Profil von 1969 bringt eine wichtige neue Information mit: die seitlichen Begrenzungssteine des Straßenkörpers. Sie konnten nur noch in

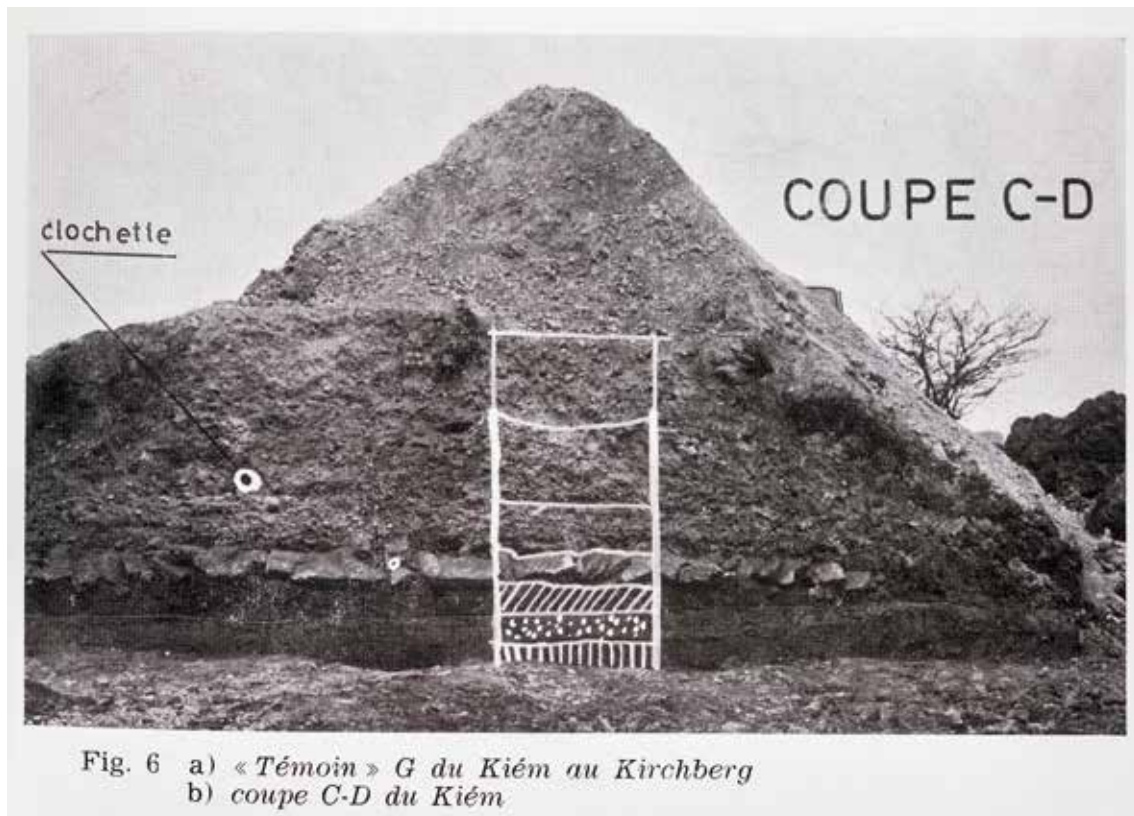
diesem Schnitt dokumentiert werden. Sie sollten ein Zerfahren und seitliches „Ausfransen“ der Straße vermeiden und geben uns einen Hinweis auf die ursprüngliche Fahrbahnhöhe (Abb. 5). Dies bedeutet allerdings nicht, dass die Straße durch die sukzessiven Ausbesserungen nicht in römischer Zeit noch bedeutend an Höhe gewonnen haben kann. Wir können somit von einer Fahrbahnbreite von wenigstens 4 m ausgehen.

Die Grabung von 2016 belegt hingegen das erste Mal, dass die Straße auf dem Kirchberg von mindestens einem (7), vermutlich zwei Straßengräben gesäumt war. Dieser zeichnet sich im Profilschnitt als leichte 0,35 m tiefe und 3,30 m breite Vertiefung nördlich der Straßentrasse ab (Abb. 7). Die Gräben entstanden durch das Ausheben des Erdmaterials, welches zum Aufschütten des Straßendamms verwendet wurde. Auf diese Weise sparte man sich die Anfahrt großer Erdmassen und sicherte gleichzeitig die Trockenlegung der Fahrbahn. Die seitlichen Gräben markierten den Außenbereich der Straße und dienten weniger der Entwässerung der Fahrbahn als vielmehr der Markierung des öffentlichen Grundes der Straße (MERTENS 1957: 28).

FUNDE UND DATIERUNG:

Aus dem Schnitt von 1969 kam aus der Schicht *gravier*, die der Schicht (2) entspricht, ein römisches Bronzeglöckchen zu Tage (Abb. 9). 2016 wurde in dieser Schicht (2) eine orangefarbene feintonige oxydiert gebrannte Wandscherbe dokumentiert, die nur allgemein als römisch angesprochen werden kann. So muss die Frage, ob die Straße schon in der Zeit der zweiten Stathalterschaft des Agrippas in Gallien (19 v. Chr.) oder erst später angelegt und vermutlich unter Claudius fertiggestellt (44/45 n. Chr.²⁰) wurde,

²⁰ Der Meilenstein von Buzenol wird so interpretiert als markiere er die Fertigstellung dieses Teilabschnittes der Straße Reims-Trier (VALETTE 2004: 128). Allerdings kann der Meilenstein auch zu Ehren des Claudius unabhängig von der Fertigstellung des Straßenabschnittes aufgestellt worden sein und eine Renovierungsphase markieren.



1 (Abb. 9) — Schnitt durch den Kiem 1969 (nach THILL G. 1971: 109 Fig. 6b).

offen bleiben (JEMIN 2012: 179, 199 ; WIGHTMAN 1976 : 61-68). D. Nicolas geht davon aus, dass der Meilenstein von Buzenol, der in die Regierungszeit des Claudius fällt, den Bau der Straße Reims-Trier datiert (NICOLAS 2011: 117).

Der Meilenstein datiert somit nach der Übersetzung des Claudius nach Britannien im Jahre 43 n. Chr. Der Straßenbau ist somit nicht im Zuge der Britannieneroberung erfolgt, sondern unmittelbar danach. Es handelt sich also vermutlich nicht um eine neue Straßentrasse, sondern vielmehr um eine Erneuerung einer existierenden Straße als unmittelbare Folge der Präsenz durch den Kaiser²¹.

²¹ Vgl. (RATHMANN 2003: 69).

FAZIT

Der *Kiem* auf dem Kirchberg war eine *via publica*, die dem öffentlichen Verkehr diente und die römischen Städte Reims und Trier verband. Die *via publica* waren kein normierter Straßentypus, sondern vielmehr eine Gruppe von Verkehrsverbindungen unterschiedlicher Qualitätsstufen, die sich im untersuchten Bereich als geschotterte Straße darstellte. Die Grabung hat gezeigt, dass die Straße innerhalb eines kleinen Abschnitts sehr unterschiedlich erhalten sein kann. Der Substanzverlust zwischen 1883 und 1969 war deutlich höher als zwischen 1969 und 2017, was sicherlich auch mit der Umnutzung des Weges in Verbindung steht. Die Grabung verdeutlicht aber auch, dass es sich lohnt einen scheinbar bekannten Befund zu untersuchen, um neue Erkenntnisse zu gewinnen.

DANKSAGUNG

Ich möchte mich herzlich bei den Mitarbeitern von der Firma Luxtram und allen anderen beteiligten Firmen für die gute Zusammenarbeit bedanken. Den Mitarbeitern der Firma Archéo-Construction (Alan Stead, Julien Biver, José Dias da Silva, Antonio Cardoso Ventura), die bei widrigsten Bedingungen im Dezember 2016, dem Frost getrotzt und eine beeindruckende Dokumentation des Befundes erstellt haben, gilt mein ganz besonderer Dank.

Lynn STOFFEL
Centre national de recherche archéologique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange
lynn.stoffel@cnra.etat.lu

LITERATUR

- BENDER H. 1975. *Römische Strassen und Strassenstationen*. Kleine Schriften zur Kenntnis der römischen Besetzungsgeschichte Südwestdeutschlands 13. A.W: Gentner Verlag, Stuttgart, 72 S.
- BERTOLAZZI R. 2012. Iter precarium in una iscrizione inedita da Verona. *Zeitschrift für Papyrologie und Epigraphik*, 181, 215-217.
- BUONOPANE A. 1979. Iter precarium in una iscrizione inedita da Garda. *Epigraphica*, 41, 156-158.
- BRODERSEN K. 1995. *Terra Cognita*. Studien zur römischen Raumerfassung. *Spudasmata*, 59. Georg Olms Verlag AG, Hildesheim, 354 S.
- ECK W. 2004. Strassen und ihre Denkmäler. In: FREI-STOLBA R. (Hrsg.) *Siedlung und Verkehr im römischen Reich. Römerstrassen zwischen Herrschaftssicherung und Landschaftsprägung*. Akten des Kolloquiums zu Ehren von Prof. H.E. Herzig vom 28. und 29. Juni 2001 in Bern, Peter Lang, Bern, 17-40.
- FISCHER Th. 2013. Die Bedeutung der Straße für den Aufstieg und Niedergang des römischen Reiches. In: FISCHER Th., HORN H. G. (Hrsg.) *Straßen von der Frühgeschichte bis in die Moderne. Verkehrswege-Kulturträger-Lebensraum*. Schriften des Lehr- und Forschungszentrums für die antiken Kulturen des Mittelmeerraumes- Centre for Mediterranean Cultures (ZAKMIRA), 10, Reichert, Wiesbaden, 43-54.
- GRENIER A. 1958. *Manuel d'Archéologie gallo-romaine*. A. & J. Picard, Paris, 1026 S.

- HERZIG H. E. 1974. H. E. Probleme des römischen Strassenwesens: Untersuchungen zu Geschichte und Recht. In: TEMPORINI H. (Hrsg.) *Aufstieg und Niedergang der Römischen Welt*. Geschichte und Kultur Roms im Spiegel der neueren Forschung. Principat, Bd.1. Walter De Gruyter, Berlin, 593-651.
- HOLLSTEIN E. 1980. Mitteleuropäische Eichenchronologie. Trierer dendrochronologische Forschungen zur Archäologie und Kunstgeschichte. *Trierer Grabungen und Forschungen*, 11, Mainz, 273 S.
- IVANOV T. 1973. Neuentdeckte Inschrift über die Bautätigkeit Neros in Thrakien. *Archaeologia Polona*, 14, 209-213.
- JEMIN R. 2012. Étude archéologique de la voie antique Reims-Trèves à Witry-Lès-Reims (Marne). *Revue Archéologique de l'Est*, 61, 175-203.
- KOLB A. 2004. Römische Meilensteine: Stand der Forschung und Probleme. In: FREI-STOLBA R. (Hrsg.) *Siedlung und Verkehr im römischen Reich. Römerstrassen zwischen Herrschaftssicherung und Landschaftsprägung*. Akten des Kolloquiums zu Ehren von Prof. H.E. Herzig vom 28. und 29. Juni 2001 in Bern, Peter Lang, Bern, 135-155.
- KÖNIG I. 1997. Zu einigen Problemen der Römerstraßen in Nordgallien. In: BURGARD F., HAVERKAMP A. (Hrsg.). *Auf den Römerstraßen ins Mittelalter*. Beiträge zur Verkehrsgeschichte zwischen Maas und Rhein von der Spätantike bis ins 19. Jahrhundert. Trierer Historische Forschungen, Bd. 30, Mainz, 51-74.
- LÖHBERG B. 2006. *Das „Itinerarium provinciarum Antonini Augusti“. Ein kaiserzeitliches Straßenverzeichnis des Römischen Reiches*. Überlieferung, Strecken, Kommentare, Karten. Bd.1. Frank & Timme, Berlin, 626 S.
- MERTENS J. 1957. Les routes romaines de la Belgique. *Archaeologia Belgica*, 33, Institut royal du patrimoine artistique, Service des fouilles, Bruxelles, 44 S.
- MOMMSEN Th. 1877. *Römisches Staatsrecht*. 2, Bd. 2, Abtheilung 1, Aufl. Verlag von S. Hirzel, Leipzig, 1147 S.
- NICOLAS D. 2011. Voies de communication anciennes dans le département des Ardennes. In : NICOLAS D. (Hrsg.). *Les Ardennes. Carte archéologique de la Gaule 08*. Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Paris, 117-124.
- PARTHEY G., PINDER M. 1848. *Itinerarium Antonini Augusti et Hierosolymitanum. Ex Libris Manv Scriptis Ediderunt. Friderici Nicolai*. Berlin, 365.7-366.4 (174). [20. Februar 2018] Online im Internet unter : https://books.google.lu/books?id=s0oMAAAAYAAJ&printsec=titlepage&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false
- PEKÀRY Th. 1968. *Untersuchungen zu den römischen Reichsstraßen*. Antiquitas, I, 17, Habelt, Bonn, 195 S.
- RADKE G. 1964. Die Erschließung Italiens durch die römischen Straßen. *Gymnasium*, 71, 204-235.
- RATHMANN M. 2003. *Untersuchungen zu den Reichsstraßen in den westlichen Provinzen des Imperium Romanum*. Beihefte der Bonner Jahrbücher, Bd. 55, Philipp von Zabern, Bonn, 324 S.
- RENUFFAT R. 1987. Via militaris. *Latomus*, 46, 52-67.

REUTER M. 2014. Augustus und die Anfänge des römischen Trier. In: TRIER M., NAUMANN-STRECKNER F. (Hrsg.). *14 AD. Römische Herrschaft am Rhein*. Begleitband zur Sonderausstellung 27. Juni bis 19. Oktober 2014, Wienand, Köln, 84- 91.

ŠAŠEL J. 1977. Viae militares. In: HAUPT D. (Hrsg.). *Studien zu den Militärgrenzen Roms II. Vorträge des 10. Internationalen Limeskongresses in der Germania Inferior*. Beihefte der Bonner Jahrbücher 38. Rheinland-Verlag, Bonn, 235-244.

SIEGEN M. P. 1883. Documents ayant servi à la confection de la Carte archéologique du Grand-Duché de Luxembourg avec indication et description partielles des vestiges originels du pays, découverts depuis 1846 jusqu'à nos jours, Luxembourg, non paginé.

SONNABEND H. 2004. Römerstrassen als Element von Herrschaft und infrastruktueller Erschliessung eroberter Räume. In: KOSCHIK H. (Hrsg.). *« Alle Wege führe nach Rom... » Internationales Römerstraßenkolloquium Bonn*. Materialien zur Bodendenkmalpflege im Rheinland, 16, Rhein-Eifel-Mosel-Verlag, Pulheim, 242-248.

SPEIDEL M. A. 2004. Heer und Straßen -Militares viae. In: FREI-STOLBA R. (Hrsg.). *Siedlung und Verkehr im römischen Reich. Römerstraßen zwischen Herrschaftssicherung und Landschaftsprägung*. Akten des Kolloquiums zu Ehren von Prof. H.E. Herzig, vom 28. und 29. Juni 2001 in Bern. Peter Lang, Bern, 331-344.

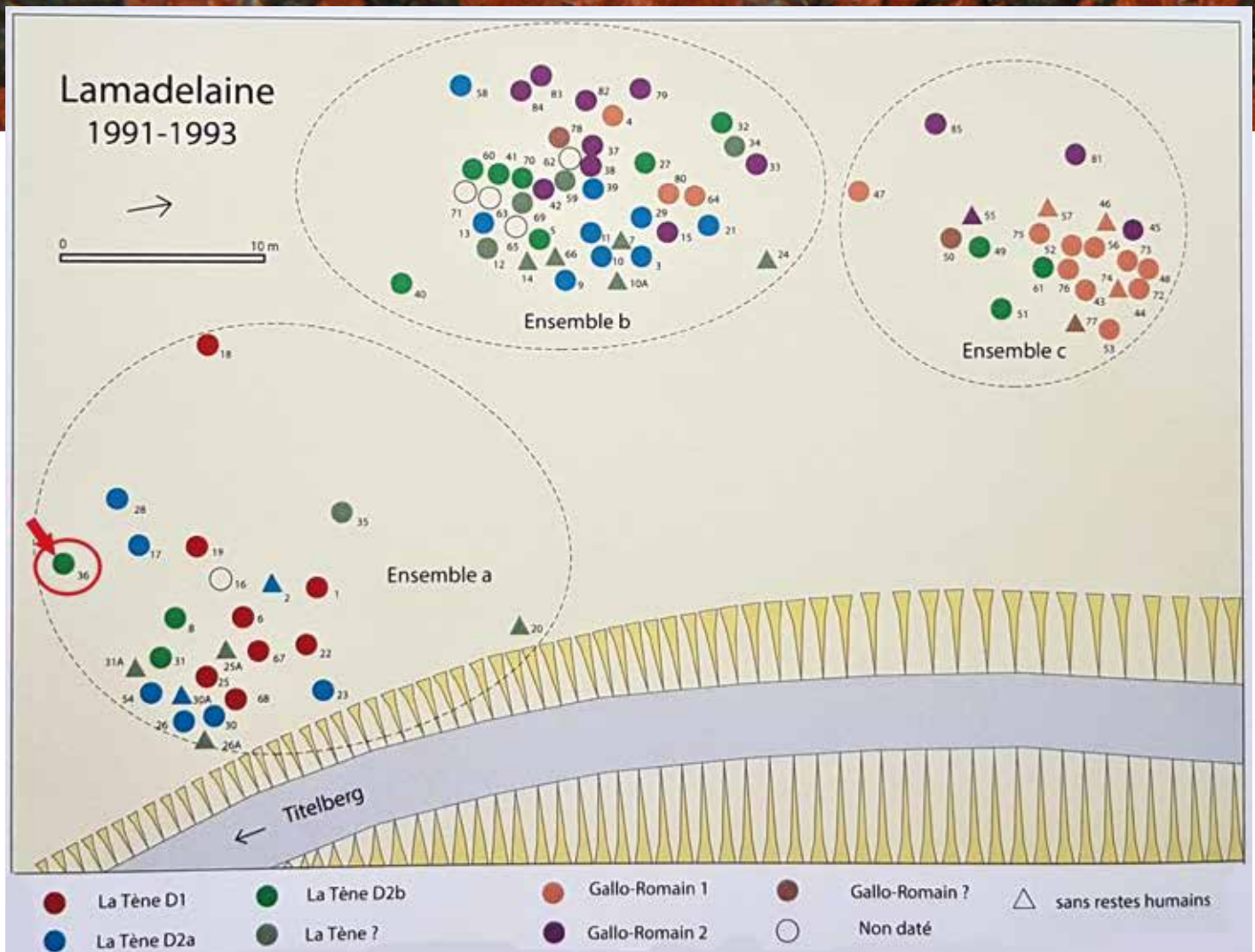
TERNES C.M. 1968. Les voies romaines du Grand-Duché de Luxembourg vues par Alexandre Wiltheim. *Hémecht*, 20-1, 99-109.

THILL G. 1971. Travaux et réalisations du Musée. Rapports du conservateur 1968-1969-1970. *Publication de la section historique de l'Institut grand-Ducal de Luxembourg*, 86, 100-101 und 108-109.

VALETTE J.-J. 2004. Les voies de communication antiques dans la Marne. In: CHOSSENOT R., CHARPY J.-J. CHOSSENOT M., CHOSSENOT S. (Hrsg.). *La Marne, Carte archéologique de la France*. 51/1. Louis Jean, Gap-France, 114-143.

WIGHTMAN E. M. 1976. *Der Meilenstein von Buzenol, eine Inschrift aus Mainz und die Rechtsstellung des römischen Trier*. Trierer Zeitschrift, 39, 61-68.

WILTHERM A. 1841/42. *Luciliburgensia, sive, Luxemburgum Romanum*. Éd. A. Neyer, Luxemburg.



(Abb. 1) — Gesamtplan des zwischen 1991 und 1993 in Lamadelaine ausgegrabenen Gräberfelds
(nach: METZLER-ZENS u.a. 1999: 437 Fig. 395).

Grab 36 aus Lamadelaine und die altitalische Familie der *Lutatii Catuli*¹

JEAN KRIER

In drei mehrwöchigen Grabungskampagnen² untersuchte das bewährte Team von Jeannot Metzler in den Jahren 1991-1993 in Lamadelaine (lux. Rolléng, dt. Rollingen), in der Flur „um Kléppel, auf dem Klepel“ (Kat.-Nr. 211/1782: 2445, 2446) eine 70 Gräber³ und 18 Opfergruben umfassende spätlatènezeitliche bis frühromische Nekropole⁴ des treverischen Oppidums auf dem Titelberg (METZLER-ZENS u.a. 1999; GAENG u.a. 2014: 38-40). Das am Fuß des Plateaus (bei 295-300 m über NN) und unmittelbar westlich des alten Weges, der zum Nordwest-Tor des Oppidums (bei 377 m über NN) hinaufführ-

te, gelegene Gräberfeld erbrachte drei mehr oder weniger geschlossene und räumlich voneinander getrennte Grabgruppen („a-c“), für die sich eine, alles in allem, recht klare chronologische Abfolge (*Abb. 1*) nachweisen ließ (METZLER-ZENS u.a. 1999: 437 Fig. 395; DEWEIRDT u.a. 2012). Während die ältesten Bestattungen noch in der Zeit zwischen 100 und 80 v. Chr. (Latène D1) angelegt wurden, stammen die jüngsten Gräber, bis auf eine Ausnahme (Grab 81), aus augusteischer Zeit (METZLER-ZENS u.a. 1999: 436-439).

¹ Für ihre freundliche Unterstützung und für wertvolle Hinweise danke ich Gertrud Platz-Horster und Henner von Hesberg (Berlin), Marisa De' Spagnolis (Rom) sowie meinem Freund Lothar Schwinden (Trier).

² Vgl. die *Rapports d'activités du MNHA* für die entsprechenden Jahre (*Publications de la Section Historique de l'Institut grand-ducal*, 110, 1994, 245, 258, 274, 288; 119, 2005, 8, 23); siehe auch: Musée Info 3, Octobre 1991, 16-17 (J. Metzler).

³ Bis auf einige wenige Körperbestattungen von Neugeborenen (METZLER-ZENS u.a. 1999: 250-251) handelt es sich ausschließlich um Brandgräber, darunter auch einige Mehrfachbestattungen (GAENG u.a. 2014: 39).

⁴ Die Fundstelle wurde erstmals 1981 von Joseph Collette in seinem Artikel *Le Titelberg* beschrieben (COLLETTE 1981: 81) und fand anschließend auch Aufnahme in die *Carte Archéologique du Grand-Duché de Luxembourg, Feuille 24 - Differdange* (KRIER u.a. 1986: 62 Nr. 24 D-1).

GRAB 36

Im westlichen Randbereich der Gräbergruppe „a“, die den größten Teil der älteren Bestattungen der Nekropole (Latène D1 und D2) erbrachte, wurde am 22./23. Juli 1991⁵ das nicht besonders gut erhaltene Brandgrab 36 freigelegt (METZLER-ZENS u.a. 1999: 155-158). Während die genauen Umrisse der mindestens 0,90 m langen und 0,60 m breiten Grabgrube nicht mehr festgestellt werden konnten, waren nur noch etwa 12 cm der einstigen Verfüllung über der Grabsohle erhalten. Trotz diesen, alles in allem schlechten Erhaltungsbedingungen befand sich die Mehrzahl der einst im Grab deponierten und zum Teil stark fragmentierten Beigaben noch in ihrer ursprünglichen Position (*Abb. 2a*). Den Mittelpunkt der Bestattung bildete der auf der Grabsohle deponierte Leichenbrand (1), von dem insgesamt aber nur noch 19,3 g erhalten waren⁶. Wohl ganz bewusst war auf dem Leichenbrand ein bronzenener Fingerring mit einer eingelegten Glasgemme (2) niedergelegt worden (*Abb. 2b*). Unmittelbar neben dem Leichenbrand lag ein sehr gut erhaltener Armreif aus violetter Glas von 8 cm Durchmesser (3). Dann enthielt die Bestattung auch die Reste von fünf Keramikgefäßen (4-7, 9), die zu den ursprünglichen Beigaben gehörten⁷, darunter ein Deckel von ungefähr 8 cm Durchmesser. Außerdem waren in dem Grab ein Schweineschinken (10), das Rippenstück eines Ferkels (11), die rechte Schulterpartie eines jungen Hirsches (12) sowie mehrere Zähne eines ausgewachsenen Schweins (13) deponiert worden (METZLER-ZENS u.a. 1999: 156, 158).

Aufgrund der keramischen Beigaben konnte Grab 36 der Zeitstufe Latène D2b zugewiesen werden (METZLER-ZENS u.a. 1999: 157), die im Bereich des Titelbergs absolut chronologisch etwa in den Jahren zwischen 55 und 30 v. Chr. anzusetzen ist⁸. Die Autoren der Publikation von 1999 weisen ausdrücklich darauf hin, dass Grab 36 erst nachträglich der ältesten Gräbergruppe („a“) der Nekropole hinzugefügt („ajoutée“) wurde (METZLER-ZENS u.a. 1999: 437-438) und somit wohl zu den jüngsten Bestattungen dieser Gruppe gehört.

Die Untersuchung des menschlichen Leichenbrands aus Grab 36 ergab, dass es sich bei dem Bestatteten um ein Kleinkind handelt, dessen Geschlecht aufgrund des Alters und der spärlichen Leichenbrandreste nicht zu bestimmen war (METZLER-ZENS u.a. 1999: 156). Wie Jeannot Metzler und Catherine Gaeng ausdrücklich betonen, stehen die besser erhaltenen Beigaben aus Grab 36 in einem auffälligen Widerspruch zu dem sehr jungen Alter des Individuums. Bei dem Glasarmreif (3) handelt es sich eindeutig um das Schmuckstück einer erwachsenen Frau⁹, während der Fingerring mit der Gemme, trotz seines relativ kleinen Durchmessers, wohl am ehesten einem Mann zuzuweisen wäre. Sie schlugen daher vor, in der Frau und dem Mann eventuell die Eltern des verstorbenen Kleinkindes zu sehen (METZLER-ZENS u.a. 1999: 156-157).

⁵ Ich danke Catherine Gaeng, CNRA, sehr herzlich für den Hinweis zum Funddatum.

⁶ Der im Grab deponierte Leichenbrand bestand nur aus 5,3 g menschlichem Knochenmaterial, bei den übrigen 14 g handelte es sich um verbrannte Schweineknöchel (METZLER-ZENS u.a. 1999: 157).

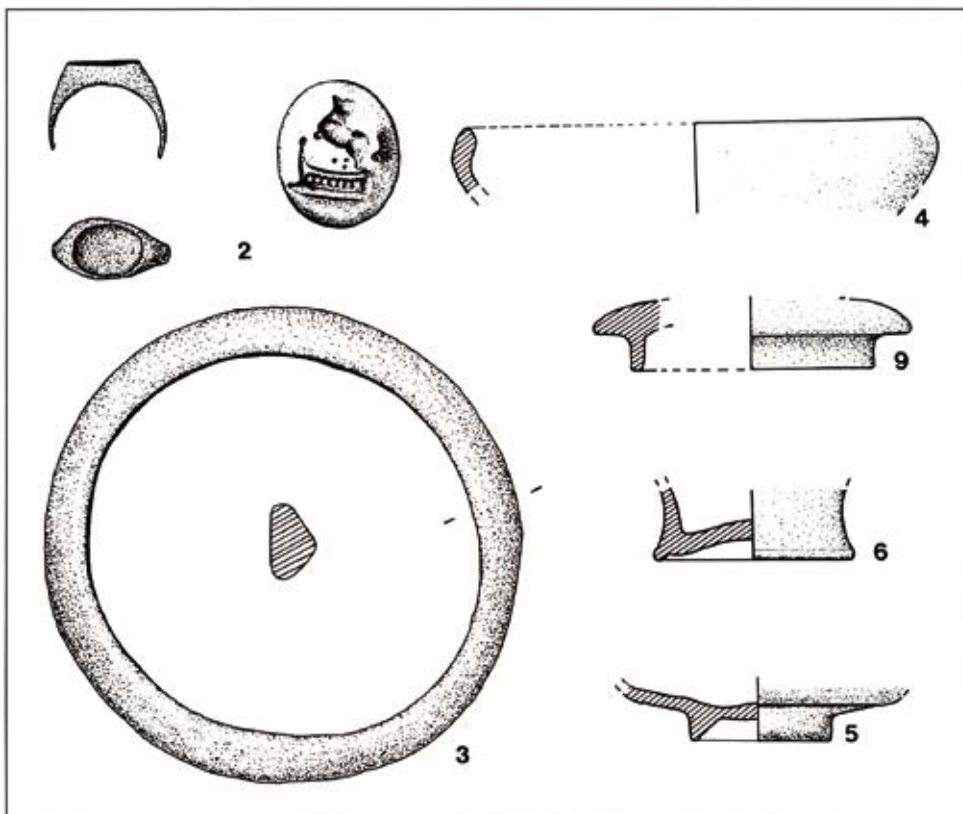
⁷ Das isolierte liegende Amphorenfragment (8) gehört nicht zu den Primär- und Sekundärbeigaben des Grabes.

⁸ METZLER-ZENS u.a. 1999: 341-343. Zum zeitlichen Ansatz der Stufe Latène D2b im gesamten Treverergebiet siehe zuletzt den zusammenfassenden Überblick bei HORNUNG 2016: 10-14.

⁹ Aus Grab 35 liegt ein vergleichbarer, wenn auch nur fragmentarisch erhaltener Glasarmreif vor: METZLER-ZENS u.a. 1999: 152-154 mit Fig. 152 (6). Diese beiden Stücke stellen im Übrigen die einzigen Armringe unter den zahlreichen Grabbeigaben der Nekropole von Ladelain dar (METZLER-ZENS u.a. 1999: 299).



(Abb. 2a) — Grabungsfoto des Befundes von Grab 36 bei seiner Freilegung am 22./23. Juli 1991 (Foto J. Metzler, C. Gaeng © MNHA, Luxemburg).



(Abb. 2b) — Die Beigaben aus Grab 36 (nach: METZLER-ZENS u.a. 1999: 157 Fig. 156).

DER FINGERRING MIT DER GEMME

Das seltenste Fundstück aus Grab 36 und eine der herausragenden Beigaben der gesamten Nekropole von Lamadelaine stellt ohne Zweifel der bronzene Fingerring mit der Gemme (2) dar, der mit dem Grab noch eindeutig in der Zeitstufe Latène D2b anzusetzen ist und angesichts dieser recht frühen Datierung (um 40/30 v. Chr.) im Treverergebiet bisher ohne Parallele sein dürfte. Bereits 1997 hat der damalige Leiter des Münzkabinetts des Luxemburger Nationalmuseums, Raymond Weiller die Gemme aus Grab 36 von Lamadelaine im Detail beschrieben (WEILLER 1997: 100 Nr. 22, 107 Pl. V, Nr. 22). Weillers Bestimmung fand dann auch Aufnahme in die Grabungspublikation von 1999 (METZLER-ZENS u.a. 1999: 299).

Die nach archäologischen Kriterien (keramische Beigaben) gewonnene Datierung des Brandgrabs und damit auch des Rings wird eindeutig bestätigt durch die Form der Gemme aus farbloser, lichtdurchlässiger Glaspaste (11 x 9 x 5 mm). Besonders charakteristisch an dem Stück aus Lamadelaine ist die stark konvexe Oberseite (5 mm hoch), bei einer komplett glatten Unterseite. Diese Form ist typisch für römische Ringsteine aus republikanischer Zeit. Wie Gertrud Platz-Horster, die ehemalige Stellvertretende Direktorin der Berliner Antikensammlung, dem Verfasser am 13. April 2017 mitteilte, sind diese Glasgemmen nach dem Vorbild der konvexen Steingemmen im sogenannten „Italischen Rundperlstil“ geschaffen worden. „Die Datierung kann wohl präzisiert werden auf: 2. Hälfte 2. Jh. – 1. Hälfte 1. Jh. v. Chr. Um die Mitte des 1. Jhs. [v. Chr.] werden die Gemmen flacher, runder, und der Italische Rundperlstil geht in den feineren Republikanischen Rundperlstil bzw. den Flachperlstil über“¹⁰. Demnach ist das Stück aus Lamadelaine ebenfalls sicher vor der Mitte des

1. Jahrhunderts v.Chr. in Italien entstanden und mit dem Träger ins Treverergebiet und auf den Titelberg gelangt. Angesichts des Typus und der Zeitstellung kann kein Zweifel daran bestehen, dass wir es mit einem authentischen, personen gebundenen Siegelring zu tun haben.

Entsprechende Fundstücke sind in archäologischen Fundzusammenhängen nördlich der Alpen verständlicherweise äußerst selten. Ein schönes Vergleichsbeispiel, auf das ebenfalls G. Platz-Horster den Verfasser hingewiesen hat, liegt aus dem keltischen Oppidum von Manching in Bayern vor (SIEVERS 2003: 74 Abb. 79). Dort handelt es sich um einen Eisenring, dessen konvexe Gemme aus hellbrauner Glaspaste auf der Oberseite ein nach links schwimmendes Seepferd (Hippokamp) zeigt (PLATZ-HORSTER 2018: Kat.-Nr. 2).

DER RINGSTEIN AUS LAMADELAINE UND SEIN GEGENSTÜCK AUS DER SAMMLUNG UHDEN IN BERLIN

Stellt der aus Italien stammende Fingerring demnach im Kontext der spälatènezeitlichen Nekropole von Lamadelaine bereits als Einzel fund eine absolute Besonderheit für den nordgallischen Raum dar, so wird seine Exklusivität noch durch das auf der Oberseite der konvexen Glasgemme zu erkennende Bildmotiv unterstrichen. Da die dickflüssige Glaspaste bei der Herstellung der Gemme sehr sorgfältig in die Form gepresst worden war und die Oberfläche durch das spätere Tragen des Fingerrings kaum abgenutzt wurde, ist die weniger als 11 mm hohe Darstellung (*Abb. 3, links*) noch sehr gut erhalten. Zu erkennen ist im unteren Teil der Bildfläche „die vordere Hälfte eines Kriegsschif-

¹⁰ Vgl. PLATZ-HORSTER 2009: 138.



(Abb. 3) — Die Gemmen aus Lamadelaine (links) und Berlin (rechts) im Vergleich (Foto links A. Biwer © MNHA, Luxemburg; Foto rechts J. Laurentius, Antikensammlung Berlin © Staatliche Museum zu Berlin – Preußischer Kulturbesitz).

fes mit hochgebogenem Schnabel und, Rammsporn“, dessen Ruder eingezogen sind (JUCKER 1975: 349-350). Auf dem Deck des Schiffes ist, unverhältnismäßig groß, ein Hund, vermutlich ein Spitz, mit hoch geschwungenem Schwanz zu sehen, der mit seinen ausgestreckten Vorderbeinen über das aufragende Rostrum hinwegzuspringen scheint (JUCKER 1975: 350).

Bevor näher auf die Deutung dieses besonderen und eher seltenen Bildmotivs eingegangen wird, ist hervorzuheben, dass zu dem Stück aus Lamadelaine ein direktes Pendant existiert. Es handelt sich dabei um eine mittelbraune, im Durchlicht honigfarbene Glasgemme (Abb. 3, rechts)¹¹, die seit 1837 in der Glyptothek der Berliner Antikensammlung aufbewahrt wird und die 1896 von Adolf Furtwängler erstmals publiziert wurde (FURTWÄNGLER 1896: 104 Nr. 2181). Wie Gertrud Platz-Horster dem Verfasser am 18. April 2017, nach einer erneuten Überprüfung des Originals, mitteilte, zeigt die Berliner Gemme nicht nur dasselbe Bildmotiv wie das Stück

aus Lamadelaine. Beide Exemplare sind, trotz der unterschiedlichen Farben der verwendeten Glaspasten, offenbar identisch und stellen somit echte Repliken aus derselben Form dar, ein Tatbestand, der sich bei Gemmen ansonsten nicht besonders oft nachweisen lässt. G. Platz-Horster wies dann aber auch auf eine Besonderheit des Berliner Stücks hin, das „rings um die Kante noch den originalen Gussüberstand trägt, also noch nicht für eine Fassung zugeschliffen“ worden war. Diese Tatsache legt die Vermutung nahe, dass die Berliner Glasgemme am einstigen Standort der Produktionswerkstatt in Italien gefunden wurde. Im Folgenden soll deshalb der Frage nachgegangen werden, woher das Berliner Stück stammen könnte.

In seinem Katalog der Berliner Sammlung gibt Adolf Furtwängler zur Provenienz nur den Hinweis, dass die Glasgemme aus der „Samml. Uhden“ stammt (FURTWÄNGLER 1896: 104 Nr. 2181). In der Einleitung zu seinem Werk („Vorwort und Geschichte der Sammlung“) geht Furt-

¹¹ Für die Zurverfügungstellung der Neuaufnahme danke ich Agnes Schwarzmaier und Ines Bialas von der Antikensammlung der Staatlichen Museen zu Berlin sehr herzlich.

wängler auch kurz auf diese Sammlung ein: „Ein Verzeichniss derselben [= Sammlung v. Nagler] war nicht gemacht worden. Aehnlich erging es dem großen 1837 der Sammlung einverleibtem Nachlass des Geheimen Oberregierungs-raths v. Uhden, der 111 (geringere) Steine und 1765 antike Glaspasten enthielt“ (FURTWÄNGLER 1896: VIII). Unter diesen 1765 Glaspasten befand sich also auch die Parallele zu dem Ringstein aus Lamadelaine. Wenn auch keinerlei Angaben zu den ursprünglichen Fundorten der einzelnen Stücke überliefert sind, so lohnt es sich doch, kurz auf die Person und die Sammlertätigkeit von Wilhelm Uhden einzugehen.

(Johann Daniel) Wilhelm (Otto) Uhden¹² wurde am 23. August 1763 in Berlin geboren. Nach dem frühen Tod seiner Eltern wuchs er bei seinen Großeltern väterlicherseits auf und absolvierte nach dem Abitur ein Jurastudium in Halle, das er 1786 mit dem Staatsexamen abschloss. Seine Großeltern, die 1780 bzw. 1783 starben, hinterließen dem Enkel ein beträchtliches Vermögen, welches es ihm erlaubte, sich 1790 für einige Jahre als Privatgelehrter in Rom niederzulassen und sich seinem besonderen Steckenpferd, der Altertumsforschung zu widmen. „Wilhelm Uhden war nach Rom gereist aus Begeisterung für die Antike. Dank eines ausreichenden Vermögens konnte er fünf Jahre lang ein Leben als Privatgelehrter führen. Er suchte Ausgrabungsstätten auf, kaufte Kunstschatze an, lernte bedeutende Sammler und Wissenschaftler der Zeit kennen“ (VON SCHÖNFELS 2014, 36). Besonders wichtig für seine archäologischen Studien, aber auch für seine Sammlertätigkeit wurde dann eine mehrmonatige Studienreise nach Neapel, Süditalien und Sizilien, die er im Frühjahr 1792 zusammen mit dem deutschen Architekten Heinrich Gentz (1766-1811) unternahm (VON SCHÖNFELS 2014, 44-49). In den Jahren zwischen 1790 und 1795

dürfte so der größte Teil seiner bedeutenden Gemmensammlung zusammengekommen sein¹³.

1795 wurde Uhden zunächst stellvertretender Preußischer Geschäftsführer, anschließend von 1798 bis 1802 erster offizieller Gesandter Preußens beim Vatikan. Seinen Posten gab er im Frühjahr 1802 aus familiären Gründen auf, um dann Anfang 1803 (mit seiner Sammlung) nach Berlin zurückzukehren. In den folgenden Jahren arbeitete Uhden intensiv an der preußischen Bildungs- und Schulreform mit und war 1809 die „rechte Hand“ Wilhelm von Humboldts (1767-1835) bei der Gründung der Berliner Universität, an der er von 1813 bis 1826 auch Archäologie und italienische Literatur unterrichtete. Uhden starb am 21. Januar 1835 in Berlin, nur wenige Wochen vor seinem Freund und Wegbegleiter W. von Humboldt. Seine archäologische Sammlung wurde im Sommer 1837 für 3000 Taler vom Preußischen König Friedrich III. für das Berliner „Antiquarium“ erworben (VON SCHÖNFELS 2014: 196-198).

HANS JUCKER UND DER SIEGELRING DES KAISERS GALBA

Vor über 40 Jahren ist der bekannte Schweizer Archäologe Hans Jucker (1918-1984) in einer bemerkenswerten Studie der Frage nach der Bedeutung des auch auf der 1991 in Lamadelaine gefundenen Gemme und anderen Vergleichsstücken dargestellten Bildmotivs nachgegangen (JUCKER 1975). Ausgehend von einem im 51. Buch seiner *Römischen Geschichte* (Kap. 3,7) von Cassius Dio überlieferten Hinweis, dass Kaiser Galba im Jahre 68 n. Chr. nach seiner Thronbesteigung, im Gegensatz zu seinen Vorgängern Augustus, Tiberius, Caligula, Claudius und Nero, nicht das Bildnis des Augustus als Siegel benutz-

¹² Ausführlich zum Leben und zur Persönlichkeit Wilhelm Uhdens: VON SCHÖNFELS 2014 mit detailliertem Literaturverzeichnis (ebda. 204-210).

¹³ Darunter sehr wahrscheinlich auch Depotfunde, die auf die ursprünglichen Produktionswerkstätten hinweisen (FURTWÄNGLER 1900: 220).

te, sondern „ein von seinen Vorfahren ererbtes Siegel, das einen über ein Schiffsvorderteil vorgebeugten Hund zeigte“. Jucker hat als erster erkannt, dass das von Cassius Dio beschriebene Motiv auf verschiedenen Ringsteinen erscheint. Er bezog sich dabei auf einen Bandachat im Ashmolean Museum in Oxford, eine Glaspaste im Musée d'Art et d'Histoire in Genf sowie zwei unterschiedlich gut erhaltene Glaspasten in Berlin, darunter das oben abgebildete Stück (*Abb. 3, rechts*). Jucker hob hervor, dass „alle vier Beispiele ... einander stilistisch nahe[stehen] und ... sicher spätrepublikanisch [sind]. Eine Datierung ins spätere 2. oder in die erste Hälfte des 1. Jh.s dürfte etwa das Rechte treffen“ (JUCKER 1975: 350).

Im Gegensatz zu den vier von Jucker herangezogenen Beispielen, die allesamt keine genaue Provenienz haben, liegt mit dem 1991 entdeckten Stück aus Lamadelaine erstmals ein Bodenfund aus einem gesicherten und präzise datierten archäologischen Zusammenhang vor, der zudem den von Jucker vorgeschlagenen zeitlichen Ansatz auf willkommene Weise bestätigt. Angesichts der gebietsweise noch desolaten Aufarbeitung der antiken Gemmenfunde, ist die genaue Zahl der bekannten Vergleichsstücke derzeit nur schwer zu ermitteln. Insgesamt scheint es jedoch nicht besonders viele Parallelen zu geben, was angesichts der recht frühen Zeitstellung allerdings nicht weiter verwunderlich ist.

Jucker ging in seiner Untersuchung dann vor allem der Frage nach der Herkunft des von Kaiser Galba während seiner kurzen Regentschaft (8. Juni 68 – 15. Januar 69)¹⁴ als Siegel benutzten Bildmotivs nach. So konnte er zunächst einmal nachweisen, dass Galba sich mit der Benutzung eines neuen Kaisersiegels keinesfalls von seinen

Vorgängern aus der julisch-claudischen Dynastie abgrenzen wollte. Galba sah seine Herrscherwürde durchaus in der Nachfolge des Augustus, zumal er in jungen Jahren von der zweiten Frau seines Vaters, Livia Ocellina adoptiert wurde und auf diese Weise mit Livia, der Frau des Augustus und Mutter des Kaisers Tiberius verwandt war (JUCKER 1975: 354-357; ECK 1998: 745). Sein vollständiger Name lautete nach der Adoption L. Livius Ocella Servius Sulpicius Galba (KIENAST u.a. 2017: 94).

KAISER GALBA UND DIE ILLUSTRE FAMILIE DER REPUBLIKANISCHEN LUTATII CATULI

Aufgrund zweier literarischer Hinweise, die beide bezeugen, dass Galba, der durch seinen Vater aus höchstem Adel und aus einer alten römischen Patrizierfamilie (*Servii Sulpicii*) stammte, darüber hinaus aber auch besonderen Wert auf seine illustren Vorfahren mütterlicherseits¹⁵ legte, konnte Jucker die Frage nach der Herkunft des Kaisersiegels schrittweise klären (JUCKER 1975: 357-363). In seiner Vita des Galba (3,1) berichtet Plutarch: „Obwohl ihm schon sein Geschlecht der Servier ein großes Ansehen hoher Geburt gab, legte er selbst doch noch mehr Wert auf die Verwandtschaft mit Catulus, des Mannes, der in seiner Zeit der erste an Tüchtigkeit und Ruhm war.“ Sueton (Galba 2) schreibt: „Doch ist es sicher, dass er von hohem Adel war und einen sehr großen alten Stammbaum hatte. So nannte er sich immer in den Inschriften auf seinen Statuen Urenkel des Quintus Catulus Capitolinus“.

Während Sueton mit dem genannten Q. Catulus Capitolinus den Konsul des Jahres 78 v. Chr., Q. Lutatius Catulus meint, bezieht sich Plutarch wohl eher auf dessen prominenten Vorfahren C.

¹⁴ KIENAST u.a. 2017: 94.

¹⁵ Galbas Mutter, Mummia Archaica, war die Enkelin eines Q. Lutatius Catulus (siehe unten).



Abb. 4 — Die Tempel A und B in der Area sacra auf dem Largo di Torre Argentina in Rom (Foto V. Krier-Stoll, Moutfort).

(C. f., C. n.) Lutatius Catulus, der im Jahre 242 v. Chr. als erster Angehöriger dieser plebejischen Familie¹⁶ zum Konsulat aufstieg und damit der Nobilität angehörte. Der Ruhm dieses Catulus in der römischen Geschichte ist vor allem darauf begründet, dass er am 10. März 241 v. Chr. als Kommandant einer neu gebauten römischen Flotte mit 200 Penteren in der Seeschlacht an den Ägadischen Inseln vor der Westküste Siziliens die Karthager besiegte und damit den ersten Punischen Krieg beendete (MÜNZER 1927: 2068-2071 Nr. 4). Als Dank für den errungenen Sieg stiftete er der Quellgöttin *Iuturna* einen Tempel auf dem Marsfeld, höchst wahrscheinlich den Vorgängerbau des Tempels A der Area sacra auf dem Largo di Torre Argentina in Rom

(Abb. 4, A; COARELLI 1980: 252; VON HESBERG 2005: 83; BECKER 2009: 90). Sein jüngerer Bruder Q. Lutatius Cerco, Konsul 241 v. Chr., triumphtierte im gleichen Jahr zusammen mit seinem Konsulkollegen A. Manlius Torquatus Atticus über die Falisker in Mittelitalien und richtete in den folgenden Jahren die Verwaltung des von den Karthagern zurückgewonnen Siziliens als erster römischer Provinz ein (MÜNZER 1927: 2094-2095 Nr. 13).

Hans Jucker konnte zeigen, dass das Bild des Siegelrings von Kaiser Galba eindeutig auf den ersten Lutatius Catulus zurückgeht (JUCKER 1975: 358). Während sich der dargestellte Schiffsbug auf den Sieg in der Seeschlacht von 241 v. Chr.

¹⁶ Wie zu zeigen sein wird, stammte die plebejische Familie der Lutatier ursprünglich wohl aus Kampanien und wurde in der ersten Hälfte des 3. Jahrhunderts v. Chr. in Rom, „von den Patriziern als gleichberechtigt anerkannt“ (MÜNZER 1927: 2067).

bezieht, stellt der aufspringende Hund (Spitz) die figürliche Wiedergabe des Beinamens Catulus (= Hündchen) dar¹⁷. In der sehr begüterten Familie der *Lutatii Catuli*, die bis in die spätrepublikanische Zeit zu den bedeutendsten Gentibus der römischen Nobilität gehörten, wurde das Bildmotiv in den nachfolgenden Generationen als ererbtes Familiensiegel tradiert¹⁸.

Um die herausragende gesellschaftliche Position und die politische Rolle der *Lutatii Catuli* in Rom zu verdeutlichen, soll nun noch auf weitere bekannte Nachkommen des ersten C. Lutatius Catulus eingegangen werden.

Der Sohn des Konsuls von 242 v. Chr., der ebenfalls C. Lutatius Catulus hieß, wurde im Jahr 220 Konsul zusammen mit L. Venturius. Den beiden gelang die kampflose Unterwerfung der Keltenstämme in Norditalien bis zu den Alpen. 218 v. Chr. hielt sich Catulus an der Spitze einer Dreierkommission erneut in der Transpadana auf, um mit der Gründung der Kolonien Placentia und Cremona das neuerworbene Land zu sichern. Nach einem erfolgreichen Aufstand der Boier und der Insubrer geriet er bei Verhandlungen mit diesen bei Mutina in einen Hinterhalt und wurde in Geiselschaft genommen. Erst 203 v. Chr. konnte er aus der Gefangenschaft befreit werden (MÜNZER 1927: 2071-2072 Nr. 5).

In den beiden nächsten Generationen, d.h. etwa in der ersten Hälfte des 2. Jahrhunderts v. Chr., treten die *Lutatii Catuli* im politischen Leben

Roms seltsamerweise nicht in Erscheinung¹⁹. Das änderte sich dann aber gänzlich mit dem nächsten Vertreter der Gens, dem um 150 v. Chr. als Sohn eines gleichnamigen Vaters und einer Popillia²⁰ geborenen Q. Lutatius Catulus²¹. Dieser Lutatius Catulus (MÜNZER 1927: 2072-2082 Nr. 7), über dessen frühe Ämterlaufbahn nichts bekannt ist, bekleidete wohl im Jahr 109 v. Chr. im vorgesehenen Alter von mindestens 38 Jahren²² die Prätur und verwaltete die Provinz Sizilien, die seine Vorfahren C. Lutatius Catulus und Q. Lutatius Cerco in den römischen Herrschaftsbereich eingegliedert hatten. Nachdem er sich in den Jahren 107, 106 und 105 v. Chr. vergeblich um den Konsulat beworben hatte, wurde er, nach einer erneuten Bewerbung, dann aber zum Konsul für das Jahr 102 gewählt, zusammen mit C. Marius, der in diesem Jahr bereits sein viertes Konsulat bekleidete²³.

Ein einschneidendes Ereignis in der politischen Karriere dieser beiden Männer stellte im Sommer 101 ihr auf den Raudischen Feldern bei Vercellae in der Transpadana gemeinsamer erungener Sieg über die Kimbern dar, für den sie in Rom mit einem Triumph geehrt wurden. Die Frage, welcher der beiden den entscheidenden Anteil am Ausgang dieser für die weitere Ausbreitung des römischen Herrschaftsbereichs so bedeutungsvollen Schlacht hatte, entzweite die in ihren politischen und persönlichen Ansichten und in ihren Charakteren so verschiedenen Protagonisten endgültig. In den zahlreichen politischen Auseinandersetzungen des folgenden

¹⁷ Das Motiv „Schiffsprora-Hündchen“ erscheint auch auf anonymen Bronzemünzen, wahrscheinlich aus der Zeit des Zweiten Punischen Krieges, sowie noch einmal auf Prägungen aus den 30er Jahren des 2. Jahrhunderts v. Chr. (JUCKER 1975: 361-362 mit Taf. 42 Nr. 12-15).

¹⁸ Zu Funktion und Bedeutung des Siegelrings im republikanischen Rom: FURTWÄNGLER 1900: 214-216.

¹⁹ MÜNZER 1927: 2072: „Die Lutatii waren seit dem Hannibalschen Krieg [= Zweiter Punischer Krieg] ins Dunkel zurückgetreten und wurden erst durch ihn [= Q. Lutatius Catulus] wieder in die ersten Reihen der Nobilität geführt“.

²⁰ Nach dem frühen Tod des Vaters hatte die Mutter Popillia in zweiter Ehe einen L. Iulius Caesar geheiratet, von dem sie noch die Söhne L. Iulius Caesar und C. Iulius Caesar Strabo bekam. Mit diesen etwa zehn Jahre jüngeren Stiefbrüdern hat Q. Lutatius Catulus „zeitlebens in bestem Einvernehmen gestanden“ (MÜNZER 1927: 2072).

²¹ Auffallend ist, dass sich seit dem Ende des 3. Jahrhunderts in der Ahnenreihe das Praenomen von „C(aius)“ zu „Q(uintus)“ gewandelt hatte.

²² ALFÖLDY 2011: 64.

²³ Zu C. Marius, zusammenfassend: THOMMEN 2010.

Jahrzehnts gehörte C. Lutatius Catulus zu den prominentesten Vertretern der gemäßigten Senatsaristokratie. Aufgrund seiner Haltung im sogenannten Bundesgenossenkrieg und nach dem Einmarsch des Marius in Rom, wurde er 87 v. Chr. in einem Kapitalprozess angeklagt. Um einer von Marius ausdrücklich gebilligten Hinrichtung zu entgehen, wählte er schließlich den Freitod.

Q. Lutatius Catulus war ein überaus gebildeter Mensch, von dem M. Tullius Cicero in seinen Schriften in den höchsten Tönen spricht. So sei er ein Mann „von größter Weisheit, außerordentlicher Tugend und einzigartiger Menschlichkeit“ gewesen (Cicero, *Rab. perd.* 26). In Rom war er bekannt und geschätzt als Liebhaber griechischer Lebensart, sowohl in seinem Geschmack für Philosophie und Rhetorik, Dichtung und Kunst, als auch in seinem Lebensstil. Er betätigte sich darüber hinaus auch als Dichter, Schriftsteller und Redner sowie als Kritiker zeitgenössischer Literatur. Auf dem Marsfeld erbaute er aus der Siegesbeute der Schlacht gegen die Kimbern einen der *Fortuna huiusce diei* (= Fortuna des gegenwärtigen Tages) gewidmeten Rundtempel (*Abb. 4*, B; COARELLI 1980: 251-252; VON HESBERG 2005: 83, 91), den er der Göttin im Falle eines Sieges am Vorabend der Schlacht von Vercellae versprochen hatte (SIMON 1980, 68). Wie Hilary Becker gezeigt hat, dürfte es kein Zufall sein, dass dieser Tempel in der *Area sacra* am Largo di Torre Argentina direkt neben demjenigen seines illustren Vorfahren C. Lutatius Catulus, dem Sieger aus der Seeschlacht von 241 v. Chr., errichtet wurde (BECKER 2009: 90).

Ebenfalls aus der Kimbernbeute ließ sich Q. Lutatius Catulus um 100 v. Chr. an der Nordwest-Seite des Palatins in bester Lage ein prächtig

ausgestattetes Wohnhaus mit angegliederter öffentlicher Säulenhalle (*Porticus Catuli*) errichten, die er mit zahlreichen griechischen Kunstwerken ausstattete²⁴. Daneben besaß er auch eine Villa in Tusculum (Cicero, *de Or.* II,13). Spätestens seit 122/121 v. Chr. war er mit Servilia, der Tochter des Konsuls von 140 v. Chr., Q. Servilius Caepio verheiratet. Aus der Ehe gingen der etwa 121 v. Chr. geborene Sohn Q. Lutatius Catulus sowie die Tochter Lutatia hervor, die bereits vor 91 v. Chr. den bekannten Redner Q. Hortensius Hortalus, Konsul 69 v. Chr., geheiratet hatte. Von den Freigelassenen des Vaters sind besonders der steinreiche Lutatius Amphio und Lutatius Daphnis (MÜNZER 1927: 2068 Nr. 3, 2095 Nr. 15) zu erwähnen, letzterer ein bekannter Grammatiker. Das Grabmal der Lutatier befand gegenüber dem Marsfeld auf der rechten Tiberseite (Orosius V, 21,7; Valerius Maximus IX, 2,1).

Der Sohn Q. Lutatius Catulus (MÜNZER 1927: 2082-2094 Nr. 8) kämpfte bereits in der Schlacht von Vercellae im Heer seines Vaters und auch in den Auseinandersetzungen des Bundesgenossenkrieges finden wir ihn an der Seite des Vaters wieder. Nach dessen Tod im Jahr 87 v. Chr. verließ er Rom, um nach Griechenland zu gehen²⁵ und sich dort L. Cornelius Sulla²⁶ anzuschließen. Mit Sulla kehrte er 83 v. Chr. nach Rom zurück und sühnte im folgenden Jahr zunächst einmal den Tod seines Vaters, setzte sich ansonsten aber vom zügellosen Morden der Sullaner ab. 81 v. Chr. war er Prätor. Noch mit der Unterstützung Sullas wurde er 79 v. Chr. zum Konsul für das folgende Jahr gewählt, allerdings zusammen mit M. Aemilius Lepidus als Kollegen, einem ausgesprochenen Gegner der Verordnungen Sullas. Da Sulla bereits in den ersten Monaten ihres

²⁴ In den Nachbarhäusern wohnten sein Schwiegersohn, der Redner Q. Hortensius Hortalus sowie Q. Caecilius Metellus Celer (Konsul 60 v. Chr.) mit ihren Familien. Die *Porticus Catuli* ihrerseits grenzte an das Haus Ciceros (MÜNZER 1927: 2077, 2093; allgemein zum Palatin als Wohnviertel der römischen Oberschicht in spätrepublikanischer Zeit: COARELLI 1980: 139).

²⁵ Aus Athen und Samothrake sind Ehrenmonumente für ihn bekannt: vgl. AE 2010, 1453.

²⁶ Zu L. Cornelius Sulla, allgemein: CHRIST 2011.

Konsulats starb²⁷, eskalierte der Streit zwischen den beiden Konsuln nach und nach in einer Weise, die dazu führte, dass Lepidus Anfang 77 v. Chr. mit einem Heer zum Angriff auf Rom ansetzte. Catulus konnte ihn aber vor der Stadt auf dem rechten Tiberufer besiegen und nach Etrurien zurückdrängen, von wo aus er nach Sardinien überschnitt, um dort kurze Zeit später zu sterben.

Es soll nicht weiter im Detail auf die politische Rolle des Q. Lutatius Catulus in den folgenden Jahren eingegangen werden. Er gehörte weiterhin zu den führenden Repräsentanten der römischen Senatsaristokratie. Wie Friedrich Münzer, speziell auf der Grundlage der zahlreichen Würdigungen Ciceros, schreibt, „galt er fortan als das Muster eines guten und klugen Bürgers, als ein redlicher Hüter der Freiheit und Ordnung, als ein allgemein geachteter Führer der Mittelpartei der Gemäßigten“ (MÜNZER 1927: 2085-2086). Dass diese moderate politische Haltung, die im Übrigen stark an diejenige seines Vaters erinnert, in Rom nicht nach jedermanns Geschmack war, sollte sich bald zeigen. Insbesondere war er dem Machtstreben des Cn. Pompeius Magnus und des jungen C. Iulius Caesar nicht gewachsen²⁸, obwohl er 65 noch das Amt des Censors innehatte. Als er Caesar im Jahr 63 v. Chr. bei der Wahl zum Pontifex Maximus völlig überraschend unterlag, beendete er im Alter von fast sechzig Jahren seine politische Karriere und starb auch kurze Zeit später (61/60 v. Chr.).

In der Geschichte der Stadt Rom und im Gedächtnis der Nachwelt ist Q. Lutatius Catulus vor allem aber dafür bekannt, dass er mehrere großartige Bauprojekte auf dem Kapitol durchführte. Nachdem Sulla nach dem verheerenden Brand des altherwürdigen Tempels des Jupiter

Optimus Maximus Capitolinus am 6. Juli 83 v. Chr. noch dessen Neubau in die Wege geleitet hatte, wurde Catulus nach Sullas Tod, im Jahr seines Konsulats, offiziell vom Senat als *curator restituendi Capitolii* mit der Weiterführung der Arbeiten beauftragt. Unter seiner Regie entstand ein prächtiges Bauwerk mit einem Dach aus vergoldeten Bronzeplatten. Den Neubau konnte er im Jahr 69 v. Chr. in seiner Funktion als Pontifex mit einem prunkvollen Fest einweihen. Im Giebel des Tempels ließ er eine Bauinschrift anbringen, die ihn (und nicht Sulla) als den offiziellen Bauherrn auswies (VON HESBERG 2005: 221). Gleichzeitig mit der Errichtung des neuen Jupitertempels plante er auch eine Umgestaltung des gesamten Kapitols (TUCCI 2013-2014 mit der älteren Literatur). Ein weiteres markantes Bauwerk aus dieser Zeit, das auf ihn zurückgeht und von dem unter dem Senatorenpalast auf dem Kapitol heute noch große Teile erhalten sind (*Abb. 5*) stellt das Tabularium, das offizielle Staatsarchiv dar (VON HESBERG 2005: 45-46 mit *Abb. 10, 114, 120-121*; TUCCI 2013-2014). Auch auf diesem Gebäude, das die Nordwest-Seite des Forum Romanum abschloss, prangte sein Name (VON HESBERG 2005: 221; TUCCI 2013-2014: 46). Nicht unerwähnt bleiben soll, dass durch die Marmorinschrift eines Grabrundbaus an der Via Praenestina (*Abb. 6*) mit L. Cornelius der Mann bezeugt ist, der Q. Lutatius Catulus bei seinen Bauprojekten als Architekt und später als *praefectus fabrum* zur Seite stand (CIL VI 40910; SCHWARZ 2002: 254 Kat. F34; VON HESBERG 2005: 96, 231).

Neben dem prächtigen Stadthaus auf dem Palatin, das sein Vater um 100 v. Chr. errichtet hatte, und dessen Villa in Tivoli, besaß Q. Lutatius Catulus, nach dem Zeugnis Ciceros (*Acad. pr. II, 9, 80*), noch ein Haus in Pompei und eine Villa

²⁷ Es war Q. Lutatius Catulus, der durchsetzte, dass Sulla das erste offizielle Staatsbegräbnis in der Geschichte Roms erhielt: CHRIST 2011: 137-138.

²⁸ Zu Cn. Pompeius Magnus: DAHLHEIM 2010; zu C. Iulius Caesar: GALSTERER 2010.



(Abb. 5) — Blick von Süden auf die Außenfassade des Tabulariums unter dem Senatorenpalast auf dem Kapitol in Rom
(Foto V. Krier-Stoll, Moutfort).



(Abb. 6) — Grabinschrift des Architekten L. Cornelius. Der 1,21 m lange Marmorblock, der von einem Grabrunderbau an der Via Praenestina stammt, ist seit 1960 im Atrium des Krankenhauses der Fatebenefratelli auf der Tiberinsel in Rom eingebaut
(Foto V. Krier-Stoll, Moutfort).

in Cumae. Während Cicero bereits vor dem Jahr 56 v. Chr. die Villa in Tusculum erwerben konnte (Cicero, *ad Att.* IV, 5,2), kaufte Oktavian, der spätere Kaiser Augustus, schon bald nach 42 v. Chr., zusammen mit weiteren Residenzen, das ehemalige Anwesen der *Lutatii Catuli* auf dem Palatin, um seinen dortigen Besitz zu vergrößern, insbesondere im Hinblick auf die Errichtung seines Hauses und den Bau des Apollotempels (KIE-NAST 2014, 234-235 mit Anm. 102a).

Mit wem Q. Lutatius Catulus verheiratet war, ist in den erhaltenen Quellen nicht sicher bezeugt²⁹. Er hatte aber wohl mehrere Kinder (MÜNZER 1927: 2093-2094), darunter ein gleichnamiger Sohn und eine Tochter. Die Tochter Lutatia und ihr Mann aus der Familie der *Mummii* hatten ebenfalls eine Tochter, *Mummia Archaica*³⁰, die mit Sulpicius Galba (Suffektkonsul 5 v. Chr.) verheiratet war. In der Familienvilla der *Mummii* in Tarracina kam am 24. Dezember 3 (?) v. Chr. ihr Sohn, der spätere Kaiser Galba zur Welt.

Obwohl wir durch ihre Grabinschriften aus verschiedenen städtischen Columbarien der spätrepublikanischen und der augusteischen Zeit in Rom mehrere Freigelassene der Lutatier und speziell der Q. *Lutatii* (z.B. CIL VI 4978, 8296, 21725-21726, 21736, 21739, 24225) kennen, sieht es so aus, als habe die Familie der *Lutatii Catuli* sich bald nach dem Tod ihres letzten prominenten Vertreters (gest. 61/60 v. Chr.) und dem Verkauf ihrer Besitztümer in Rom und Tusculum definitiv aus der Hauptstadt und dem aktiven politischen Leben zurückgezogen.

DIE LUTATII CATULI IN KAMPANIEN

Nach ihrem endgültigen Rückzug aus Rom ließ sich der verbliebene Rest der Familie auf ihren ererbten Gütern in Kampanien (*Abb. 7*) nieder, darunter die bei Cicero erwähnte, prunkvolle Villa des Q. Lutatius Catulus in Cumae, von der aus man einen herrlichen Blick über den Golf von Neapel (*Sinus Cumanus*) bis nach Pompei und Sorrent hatte (Cicero, *Acad. pr.* II, 80). Indirekt ist der Besitz der Lutatier in Pompei, wo Catulus ja ebenfalls ein Haus besaß, u.a. durch zwei Wandinschriften (*tituli picti*) des 1. Jahrhunderts n. Chr. bezeugt (CIL IV 7443, 7636; siehe auch CIL IV 5860). Auch aus den kampanischen Orten Bai-ae (EE 8-1, 377), Puteoli (CIL X 2682, 2800; AJA 1998, 375), Nola (CIL X 1286) und Volturnum (CIL X 3722) sind epigraphische Dokumente für *Lutatii* überliefert. Die meisten davon gehören allerdings erst in die mittlere Kaiserzeit.

Ein ganz besonderes archäologisches Zeugnis für die Präsenz der *Gens Lutatia* in Kampanien wurde erst vor gut 20 Jahren in Nocera superiore entdeckt (DE' SPAGNOLIS 2001). Bei Notgrabungen konnte zwischen 1994 und 1997 im Ortsteil Pizzone ein über 60 m langes, ungewöhnlich gut erhaltenes Teilstück einer monumentalen Gräberstraße des antiken *Nuceria (Alfaterna)* untersucht werden (*Abb. 8*). Dabei wurden mehrere, noch in beträchtlicher Höhe erhaltene Grabdenkmäler freigelegt. Südlich der Straße lag in einem ummauerten Bezirk, der über zwei parallel zum Gehsteig angelegte Freitreppen zugänglich war, eine oberirdische, nahezu quadratische Grabkammer mit Tonnengewölbe, die um die Mitte des 1. Jahrhunderts v. Chr. errichtet worden war. Entlang von drei Außenwänden der Grabkammer waren nebeneinander in aus

²⁹ Dass er mit Hortensia, der Schwester seines Schwagers Q. Hortensius Hortalus verheiratet war, ist vermutet worden, kann aber nicht eindeutig belegt werden.

³⁰ *Mummia Archaica* war benannt nach ihrem Urgroßvater L. Mummius (Archaicus), der im Jahr seines Konsulats 146 v. Chr. die Stadt Korinth eroberte und nach deren vollständiger Zerstörung zahlreiche griechische Kunstwerke nach Rom bringen ließ.

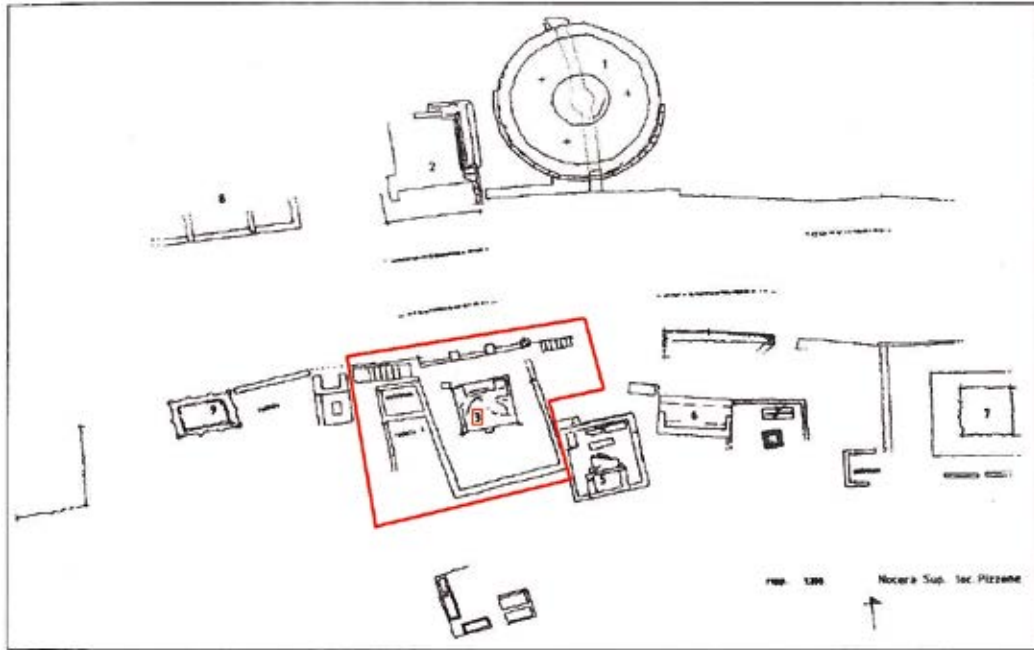


(Abb. 7) — Karte Kampaniens mit den wichtigsten Lokalitäten und den Fundorten (schwarze Punkte) von Lutatier-Inschriften (Infografie M.-A. Krier, Paris, nach Vorgaben des Autors).

Steinplatten gebildeten Aschenkisten zahlreiche Brandgräber angelegt, die oberirdisch mit kleinen meist aus Tuffstein gearbeiteten Grabstelen („*columelle*“) gekennzeichnet waren (Abb. 9). Von den ursprünglich 34 aufgestellten Stelen waren noch 27 erhalten, von denen 14 Stück Inschriften trugen (DE' SPAGNOLIS 2001: 173-175; AE 2001: 819-833; DE' SPAGNOLIS 2014: 20 Fig. 8-9). Die Stelen und damit auch die zugehörigen Brandgräber gehörten, bis auf zwei Ausnahmen (AE 2001: 828-829), alle zu Freigelassenen. Die meisten von ihnen waren für *Q. Lutatii I(iberti)* errichtet worden.

Verwiesen also bereits diese Bestattungen außerhalb der Grabkammer auf die Familie der *Q. Lutatii Catuli* so wurde diese Zuweisung durch die Inschriften zweier Marmorplatten an der Straßenfront der eigentlichen Grabkammer (Abb. 9) bestätigt (DE' SPAGNOLIS 2001: 172 Fig. 5; DE' SPAGNOLIS 2014: 22-23 mit Anm. 17, 27), welche die Urnen der eigentlichen Familienmitglieder enthielt. Die beiden metrischen Inschriften³¹, von denen die eine auf Latein, die andere auf Griechisch verfasst ist, beziehen sich auf den tragischen Unfalltod des erst siebzehnjährigen *Q. Lutatius Varus*, der unter den Augen seines

³¹ Die genauen Texte der beiden Inschriften sind bisher noch unpubliziert.



(Abb. 8) — Gesamtplan der zwischen 1994 und 1997 in Nocera superiore-Pizzone ausgegrabenen, monumentalen Gräberstraße mit dem Mausoleum (rot umrandet) der *Q. Lutatii* (nach: DE' SPAGNOLIS 2001: 169 Fig. 1).



(Abb. 9) — Der Grabbau der *Q. Lutatii* in Nocera superiore-Pizzone während der Ausgrabung (Foto M. De' Spagnolis, Rom).

Vaters in einem Fluss ertrank. Während im lateinischen Grabgedicht der Vater den Verlust seines jugendlichen Sohnes beweint, schildert dieser in dem griechischen Epigramm seinen tragischen Unfalltod, den er zutiefst bedauert. Da der Grabbau bereits um die Mitte des 1. Jahrhunderts v. Chr. für den im Alter von 17 Jahren verstorbenen Sohn errichtet wurde, handelt es sich beim Vater möglicherweise um jenen Q. Lutatius Catulus, der nach 61/60 v. Chr. Rom verließ, um sich mit seiner Familie nach Kampanien zurückzuziehen.

In einer 2014 erschienenen Publikation zum rund 10 km nördlich von Nocera superiore gelegenen Quellheiligtum von *Foce Sarno* hat Marisa De' Spagnolis die Vermutung geäußert, dass das antike Theater von Sarno möglicherweise von der Familie der Q. *Lutatii* errichtet wurde (DE' SPAGNOLIS 2014: 67, 71 Anm. 26, 76).

Insgesamt sieht es aber so aus, als wäre die männliche Hauptlinie der Q. *Lutatii Catuli* noch vor Ende des 1. Jahrhunderts v. Chr. erloschen, auch wenn in frühtiberischer Zeit noch *Lutatii Catuli* in Luceria im benachbarten Apulien bezeugt sind (CIL IX 783; AE 2004: 436; AE 2007: 430). Die zahlreichen Lutatier, die ab der frühen Kaiserzeit, aber besonders im 2. und 3. Jahrhundert n. Chr. in Italien, Sizilien, Sardinien, Dalmatien, Südgallien, Germanien, Pannonien, Moesien, Spanien und Nordafrika durch Inschriften bekundet sind, dürften ursprünglich alle auf Freigelassene der italischen *Lutatii Catuli* bzw. von deren Vettern, den *Lutatii Cercones*³² zurückgehen. Nur noch vereinzelt von ihnen schafften über den Weg des Militärdienstes einen gewissen sozialen Aufstieg, wie etwa der Kohortenpräfekt von 80 n. Chr. Q. Lutatius

Dexter Laelianus (CIL XVI 158), oder gehörten in ihrer Heimat der lokalen Führungsschicht an (CIL II-14, 1149; XII 4246; AE 1976: 675).

Die ersten Lutatier, die wir außerhalb Italiens kennen, sind, sicher nicht zufällig, in Inschriften der frühen Kaiserzeit aus der Gallia Narbonensis bezeugt (CIL XII 296 aus Fréjus; XII 3716 aus Nîmes; XII 4967 aus Narbonne *[Abb. 10]*³³; AE 2009, 847 aus Béziers). Noch in die augusteisch-tiberische Zeit gehört ebenfalls das Fragment einer qualitätsvollen Marmorinschrift (*Abb. 11*)³⁴ aus Nyon, der um 45 v. Chr. am Nordufer des Genfer Sees von Caesar gegründeten *Colonia Iulia Equestris*. In der ersten erhaltenen Zeile der Inschrift (CIL XIII, 5019) ist eindeutig „*Lutatiu[s]*“ zu lesen. Dieser Lutatius dürfte zu den führenden Persönlichkeiten der unter Augustus prachtvoll ausgebauten römischen Kolonie im Gebiet der Helvetier gehört haben.

VON KAMPANIEN AUF DEN TITELBERG

Zusammenfassend ist zu sagen, dass die Gemme des Fingerrings aus Grab 36 von Lamadelaine ein Motiv zeigt, welches während fast zwei Jahrhunderten das repräsentative Familiensiegel einer der bedeutendsten *Gentes* der römischen Senatsaristokratie darstellte und, wie das Beispiel von Kaiser Galba verdeutlicht, auch später noch mit Hochachtung und Stolz von den wenigen Nachkommen dieser illustren Familie benutzt wurde. Da die Bestattung in Lamadelaine etwa in die Zeit zwischen 40 und 30 v. Chr. zu datieren ist, d.h. rund eine Generation nach dem Tod des letzten prominenten Q. Lutatius Catulus in Rom (61/60 v. Chr.), ergibt sich aus dem noch vor der Mitte des 1. Jahrhunderts v. Chr. in Italien her-

³² Zu den *Lutatii Cercones* siehe: MÜNZER 1927: 2067, 2094-2095, Nr. 10-14.

³³ Hélène Gary von den Musées de Narbonne stellte dankenswerterweise die Vorlage für Abb. 10 zur Verfügung.

³⁴ Für das Foto und für zusätzliche Informationen danke ich Michel Abersson von der Université de Lausanne sehr herzlich. Véronique Rey-Vodoz, Konservatorin des Musée romain in Nyon, erteilte freundlicherweise die Publikationserlaubnis.



(Abb. 10) — Grabinschrift der *Q. Lutatii* aus Narbonne (Foto Musées de Narbonne © Direction du Patrimoine et des Musées, Culture et Patrimoine, Ville de Narbonne).



(Abb. 11) — Fragment einer repräsentativen Marmorinschrift aus Nyon (Foto M. Aberson, Lausanne © Musée romain, Nyon).

gestellten und im Grab deponierten Fingerring ein direkter Bezug zu diesem angesehenen und reichen italischen Geschlecht.

Es ist allerdings kaum anzunehmen, dass es sich beim Besitzer des Fingerrings aus Lamadelaine um einen direkten Nachkommen (Sohn oder Enkel) des Q. Lutatius Catulus aus Rom handelt. Viel wahrscheinlicher dürfte sein, dass der Ring einem prominenten Freigelassenen der Familie der *Lutatii Catuli* gehörte³⁵. Die logischste Er-

klärung für seinen Aufenthalt im Treverergebiet und auf dem Titelberg dürfte sein, dass er als Fernhändler (*negotiator*) für Produkte aus Italien im nordöstlichen Gallien tätig war. Wie die Grabungen der letzten Jahrzehnte auf dem Titelberg gezeigt haben, setzte dort bereits vor der Mitte des 1. Jahrhunderts ein massiver Import von Erzeugnissen aus Italien und speziell aus Kampanien ein. Zu nennen sind in erster Linie der Wein mit seinen charakteristischen Transportbehältern, den Dressel 1B-Amphoren,



(Abb. 12) — Die beiden augusteischen Grabstelen aus Petingen (links) und vom Titelberg (rechts) in der Dauerausstellung des MNHA, Luxemburg (Foto V. Krier-Stoll, Moutfort).

³⁵ Auf die große Zahl der Freigelassenen der *Q. Lutatii* in Kampanien wurde bereits weiter oben hingewiesen.

sonstige Keramik und Bronzegefäße (METZLER 1995: 326, 461, 478-481; GAENG u.a. 2014: 36-37; GAENG, METZLER 2016: 36-38). Von dem am nördlichen Ende der Bucht von Neapel gelegenen, berühmten Hafen von Puteoli³⁶ erfolgte der Vertrieb dieser Güter über das Tyrrhenische Meer, an Sardinien und Korsika vorbei, in die Gallia Narbonensis und von dort über die Rhône-Saône-Achse ins nordöstliche Gallien und ins Treverergebiet.

Wie Grab 36 von Lamadelaine zeigt, hielt sich der Freiglassene Q. Lutatius Q. I(ibertus) sicher in Begleitung seiner Familie auf dem Titelberg auf. Er dürfte demnach einige Zeit dort ansässig gewesen sein. Deshalb ist zu vermuten, dass er zu den italischen Händlern gehörte, die in dem erst in jüngster Zeit identifizierten und auch erst teilweise ausgegrabenen *Emporion* auf dem Titelberg (METZLER, GAENG 2004; GAENG, METZLER 2011: 126-127, 129 Fig. 3; GAENG u. a. 2014: 26-29; GAENG, METZLER 2016) tätig waren.

Trifft die hier vorgeschlagene Interpretation von Grab 36 aus Lamadelaine zu, dann vermittelt sie ein ganz ähnliches Bild, wie der Verfasser es bereits vor 40 Jahren für die 1919 in Petingen am Fuß des Titelbergs gefundene Grabstele der Julia Julla, der Tochter des italischen Freiglassenen Julius Pothus zeichnen konnte (Abb. 12, links; KRIER 1977/78; AE 1989: 538; REINERT 1998: 288-289; GAENG u.a. 2014: 44). Während Julius Pothus in augusteischer Zeit aus Rom oder Ostia auf den Titelberg kam, stammte der Vater des in Grab 36 von Lamadelaine beigesetzten Kleinkindes vermutlich aus Kampanien. Die zu Beginn der 1970er Jahre von Roger Frising auf einem Feld an der Südost-Seite des Titelbergplateaus gefundene fragmentarische Grabstele des Atinas (Abb. 12, rechts; AE 1989: 539) verweist

dagegen eher auf die rund 100 km südöstlich von Pompei, an der Via Popilia gelegene Stadt Atina in Lukanien (KRIER 1980; REINERT 1998: 288-289).

Dr. Jean KRIER
 Conservateur honoraire MNHA-CNRA
 36, um Kiem
 L-5337 Moutfort
 dr.krier.jean@gmail.com

³⁶ Puteoli war bis in das erste Jahrhundert n. Chr. hinein der wichtigste Handelshafen Roms. Der Hafen von Ostia wurde erst unter Claudius und Nero ausgebaut und später von Kaiser Trajan erweitert.

LITERATUR

ABKÜRZUNGEN

- AE L'Année épigraphique
AJA American Journal of Archaeology
CIL Corpus Inscriptionum Latinarum
DNP Der Neue Pauly. Enzyklopädie der Antike
EE Ephemeris Epigraphica
RE Paulys Realencyclopädie der classischen Altertumswissenschaft

ALFÖLDY G. 2011. *Römische Sozialgeschichte. 4. völlig überarbeitete und aktualisierte Auflage*. Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 399 S.

BECKER H. 2009. The Economic Agency of the Etruscan Temple: Elites, Dedications and Display. In: GLEBA M., BECKER H. (Hrsg.). *Votives, Places and Rituals in Etruscan religion. Studies in Honor of Jean Macintosh Turfa*. Leiden, Brill, 87-99.

CHRIST K. 2011. *Sulla. Eine römische Karriere. 4. Auflage*. München, Verlag C. H. Beck, 236 S.

COARELLI F. 1980. *Rom. Ein archäologischer Führer*. Freiburg-Basel-Wien, Verlag Herder, 357 S.

COLLETTE J. 1981. Le Titelberg. Oppidum et Vicus des Trévires en Haute-Chiers. *Kohrspronk* 6, 3-118.

DAHLHEIM W. 2010. Gnaeus Pompeius Magnus – «immer der erste zu sein und die anderen überragend». In: HÖLKESKAMP, STEIN-HÖLKESKAMP (Hrsg.). *Von Romulus zu Augustus. Große Gestalten der römischen Republik. 2. Auflage*. München, Verlag C. H. Beck, 230-249.

DE' SPAGNOLIS M. 2001. Costumi funerari romani nella necropoli monumentale romana di Pizzone a Nocera Superiore. In: HEINZELMANN M., ORTALLI J., FASOLD P., WITTEYER M. (Hrsg.). *Römischer Bestattungsbrauch und Beigabensitten in Rom, Norditalien und den Nordwestprovinzen von der späten Republik bis in die Kaiserzeit – Culto dei morti e costumi funerari romani, Roma, Italia settentrionale e province nord-occidentali dalla tarda Repubblica all'età imperiale*. Internationales Kolloquium, Rom 1.-3. April 1998, Palilia, Bd. 8, Wiesbaden, Dr. Ludwig Reichert Verlag, 169-177.

DE' SPAGNOLIS M. 2014. *La dea delle sorgenti di Foce Sarno. Mefitis e il Lucus Iunonis – The Goddess of the Foce Sarno springs. Mefitis and the Lucus Iunonis*. Rom, Edizione Phoenix, 95 S.

DEWEIRDT E., DE MAEYER P., MÉNIEL P., METZLER J., PETIT C., BOURGEOIS J. 2012. L'analyse spatiale des nécropoles revisitée. L'exemple de la nécropole de l'âge du fer final et du début de l'époque gallo-romaine de Lamadelaine (Grand-Duché de Luxembourg). *Archäologisches Korrespondenzblatt*, 42, 185-204.

ECK W. 1998. Galba. In: *DNP* 4, 746-747.

FURTWÄNGLER A. 1896. *Beschreibung der geschnittenen Steine im Antiquarium Berlin*. Berlin, Königliche Museen, Verlag W. Spemann, 408 S.

FURTWÄNGLER A. 1900. *Die antiken Gemmen. Geschichte der Steinschneidekunst im klassischen Altertum, Bd. 3.* Berlin-Leipzig, Verlag Giesecke & Devrient, 464 S.

GAENG C., METZLER J. 2011: L'oppidum du Titelberg. État des recherches en cours. In: DÖVENER F., VALOTTEAU F. (Hrsg.). *Unter unseren Füßen – Sous nos pieds. Archéologie in Luxemburg – L'Archéologie au Luxembourg, 1995 - 2010.* Ausstellungskatalog. Luxemburg, Musée National d'Histoire et d'Art, Centre National de Recherche Archéologique, 123-134.

GAENG C., METZLER J., GASPAR N., HOMAN L. 2014. *L'oppidum gaulois du Titelberg.* Luxemburg, Centre National de Recherche Archéologique, 48 S.

GAENG C., METZLER J. 2016. Ouverture d'une nouvelle aire de fouille dans l'oppidum du Titelberg. *Archaeologia Luxemburgensis*, 3, 30-41.

GALSTERER H. 2010. Gaius Iulius Caesar – der Aristokrat als Alleinherrscher. In: HÖLKESKAMP K.-J., STEIN-HÖLKESKAMP E. (Hrsg.). *Von Romulus zu Augustus. Große Gestalten der römischen Republik. 2. Auflage.* München, Verlag C. H. Beck, 307-327.

HÖLKESKAMP K.-J., STEIN-HÖLKESKAMP E. (Hrsg.) 2010. *Von Romulus zu Augustus. Große Gestalten der römischen Republik. 2. Auflage.* München, Verlag C. H. Beck, 394 S.

HORNUNG S. 2016. *Siedlung und Bevölkerung in Ostgallien zwischen Gallischem Krieg und der Festigung der römischen Herrschaft. Eine Studie auf Basis landschaftsarchäologischer Forschungen im Umfeld des Oppidums „Hunnenring“ von Otzenhausen (Lkr. St. Wendel).* Römisch-Germanische Forschungen, Bd. 73. Frankfurt a. M.-Darmstadt-Mainz, Römisch-Germanische Kommission des Deutschen Archäologischen Instituts, Verlag Philipp von Zabern, 601 S.

JUCKER H. 1975. Der Ring des Kaisers Galba. *Chiron*, 5, 349-364.

KIENAST D. 2014. *Augustus. Prinzeps und Monarch. 5. Auflage.* Darmstadt-Mainz, Verlag Philipp von Zabern, 612 S.

KIENAST D., ECK W., HEIL M. 2017. *Römische Kaisertabelle. Grundzüge einer römischen Kaiserchronologie. 6. vollständig überarbeitete und aktualisierte Auflage.* Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 368 S.

KRIER J. 1977/78. IVLIA POTH FIL(ia) IVLLA. Ein epigraphischer Beitrag zur Geschichte des Titelbergs. *Trierer Zeitschrift*, 40/41, 67-73.

KRIER J. 1980. Eine weitere frühkaiserzeitliche Grabstele vom Titelberg. *Hémecht*, 32, 209-212.

KRIER J., THEIS N., WAGNER R., FOLMER N. 1986. *Carte archéologique du Grand-Duché de Luxembourg, Feuille 24 – Differdange.* Luxemburg, Musée d'histoire et d'art, 88 S.

METZLER J. 1995. *Das treverische Oppidum auf dem Titelberg (G.-H. Luxemburg): Zur Kontinuität zwischen der spätkeltischen und der frühromischen Zeit in Nord-Gallien.* Dossiers d'Archéologie du Musée National d'Histoire et d'Art, Bd. III, Luxemburg, Musée National d'Histoire et d'Art

METZLER-ZENS N., METZLER-ZENS J., MÉNIEL P., BIS R., GAENG C., VILLEMEUR I. 1999. *Lamadelaine. Une nécropole de l'oppidum du Titelberg*. Dossiers d'Archéologie du Musée National d'Histoire et d'Art, Bd. VI, Luxembourg, Musée National d'Histoire et d'Art, 471 S.

METZLER J., GAENG C., 2004. Camp militaire romain ou établissement de commerçants italiens dans l'oppidum du Titelberg ? *Musée Info. Bulletin d'information du Musée National d'Histoire et d'Art*, 17, 36-37.

MÜNZER F. 1927. Lutatius. In: *RE* XIII, 2, 2067-2096.

PLATZ-HORSTER G. 2015. Die antiken Gemmen aus Xanten Teil III: Neufunde, Neuerwerbungen, Nachträge und Auswertung. *Xantener Berichte*, 15, 129-181.

PLATZ-HORSTER G. 2018. *Antike Gemmen aus Bayern in der Archäologischen Staatssammlung München*. Ausstellungskataloge der Archäologischen Staatssammlung, Bd. 42. München, Volk Verlag (im Druck).

REINERT F. 1998. „Römisches“ in treverischen Gräbern der julisch-claudischen Zeit. In: FASOLD P., FISCHER Th., VON HESBERG H., WITTEYER M. (Hrsg.). *Bestattungssitte und kulturelle Identität. Grabanlagen und Grabbeigaben der frühen römischen Kaiserzeit in Italien und den Nordwest-Provinzen*. *Xantener Berichte*, 7, 285-294.

SCHWARZ M. 2002. *Tumulat Italia tellus. Gestaltung, Chronologie und Bedeutung der römischen Rundgräber in Italien*. Internationale Archäologie, Bd. 72. Rhaden/Westf., Verlag Marie Leidorf, 276 S., 69 Taf.

SIEVERS S. 2003. *Manching – Die Keltenstadt*. Führer zu archäologischen Denkmälern in Bayern. Oberbayern Bd. 3. Stuttgart, Verlag Konrad Theiss, 158 S.

SIMON E. 1990. *Die Götter der Römer*. München, Hirmer Verlag, 319 S.

THOMMEN L. 2010. Gaius Marius – oder: der Anfang vom Ende der Republik. In: HÖLKESKAMP K.-J., STEIN-HÖLKESKAMP E. (Hrsg.). *Von Romulus zu Augustus. Große Gestalten der römischen Republik. 2. Auflage*. München, Verlag C. H. Beck, 187-198.

TUCCI P. L. 2013-2014. A new look at the Tabularium and the Capitoline Hill. In: *Rendiconti della Pontificia Accademia di Archeologia, Serie III*, 86, 43-123.

VON HESBERG H. 2005. *Römische Baukunst*. München, Verlag C. H. Beck, 295 S.

VON SCHÖNFELS B. 2014. *Wilhelm Uhden: Ein Leben in Rom und Berlin. Klassischer Archäologe, preussischer Gesandter am Vatikan und fast vergessener Mitbegründer der Humboldt-Universität*. Hildesheim, Arete Verlag, 215 S.

WEILLER R. 1997. Intailles antiques découvertes au Grand-Duché de Luxembourg, III. *Hémecht*, 49, 95-108.

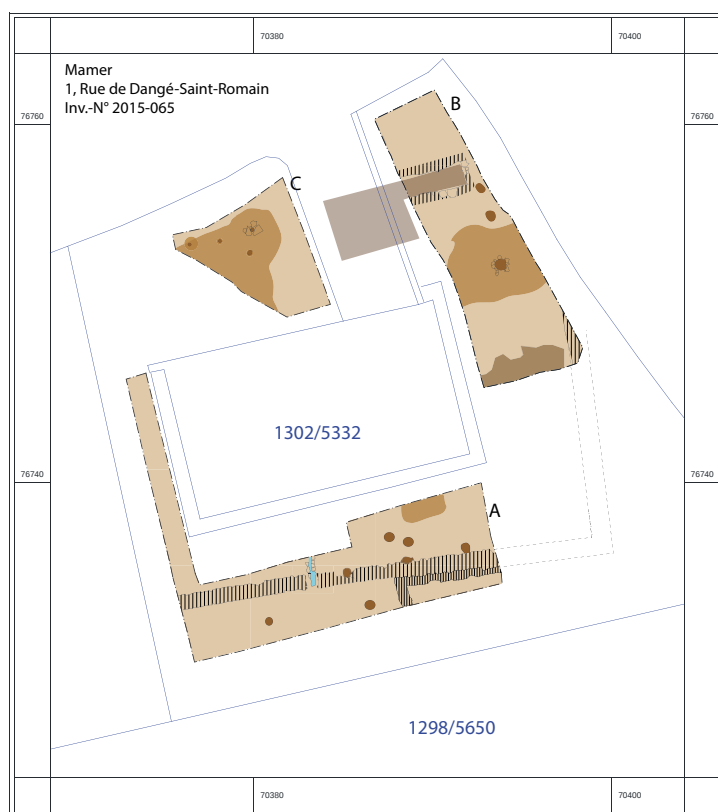
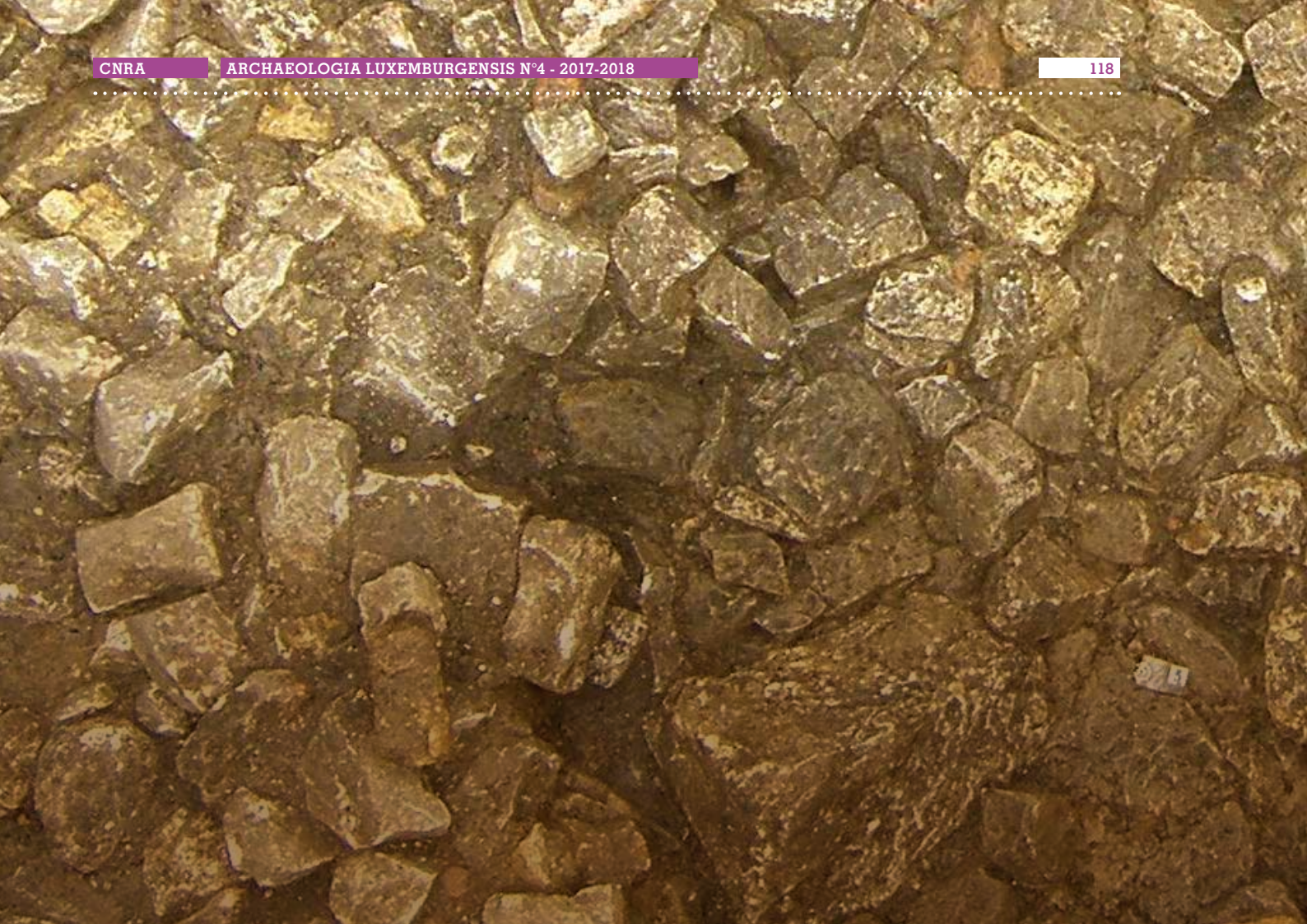
ENVIRONNEMENT ET SUBSISTANCE AU PLÉISTOCÈNE SUPÉRIEUR AU LUXEMBOURG ET DANS L'EST DE LA FRANCE

ÉTUDE OSTÉOLOGIQUE DES GISEMENTS
D'OETRANGE (LUX.), DE VERGISSON II
(SAÔNE-ET-LOIRE, FR.) ET DE LA BAUME
DE GIGNY (JURA, FR.)

MAGALI FABRE, 2017

Le volume XVI (536 p.) de la collection *Dossiers d'archéologie* est paru en 2017. Issu du mémoire de Doctorat de Magali Fabre, il se consacre à la compréhension des stratégies de subsistance des chasseurs-cueilleurs du Pléistocène supérieur dans l'Est de la France et au Luxembourg, replacées dans leur contexte paléo-climatique et paléo-environnemental. La première partie concerne la reconstitution de l'évolution climatique de La Baume de Gigny (Jura, France) à partir des isotopes stables de l'oxygène contenu dans l'émail dentaires d'Équidés et de Cervidés. La seconde partie est composée de l'étude archéozoologique détaillée de trois gisements majeurs : Oetrange, Vergisson II et Gigny.





N:\Mamer\Mamer_RDSR\Illustrator\Gesamtplan_Mamer_RDSR.ai

(Abb. 1) — Plan der Ausgrabungen in Mamer-„1, Rue de Dangé St. Romain“ (Grafik M. Paulke © CNRA-MNHA).

Neue Erkenntnisse zum Nordteil des Vicus von Mamer-Bertrange

FRANZISKA DÖVENER, MATTHIAS PAULKE

„RUND UMS HAUS“

Durch mehrere Baumaßnahmen in den Jahren 2009 bis 2017 geriet der Nordteil des Vicus von Mamer-Bertrange wieder in den Blick der Bodendenkmalpflege. Seit 1991 war dieser Bereich der römischen Siedlung nicht mehr Gegenstand archäologischer Ausgrabungen gewesen. Die punktuellen und z.T. zufälligen Entdeckungen der vergangenen viereinhalb Jahrzehnte lassen sich mit den rezenten Befunden kombinieren, woraus nach und nach ein Plan der antiken Siedlung rekonstruiert werden kann.

Vom Spätjahr 2015 bis ins Frühjahr 2016 führte das CNRA eine Notgrabung in der Rue de Dangué St. Romain in Mamer durch¹. Die insgesamt nur 222 m² große Ausgrabungsfläche befand sich im Garten eines leerstehenden Wohnhauses (*Abb. 1*) und wurde nacheinander in drei Abschnitten untersucht, da der anfallende Aushub ebenfalls vor Ort gelagert werden musste². Ein vierter Abschnitt (Fläche C) wurde erst Ende Juni bis Anfang Juli 2017 untersucht, da dieser direkt an der Straße gelegene Bereich des Vorgartens vorher nicht ausgegraben werden konnte³. Das Gelände liegt östlich der römischen Hauptstraße

¹ Inventarnummer 2015-065. – Der Anlass für die Ausgrabung war der geplante Abriss und die wesentliche Erweiterung der bestehenden Wohnbaufläche (Hausnummer 1, Parzelle Nr. 1302/5332, Sektion B Mamer-Süd). Die Ausgrabung wurde im Frühjahr 2016 zwei Wochen lang von Matthias Paulke geleitet, der auch die Befund-Einmessung per GPS vornahm. – Wir bedanken uns bei Herrn Benoît Dubois und Herrn Jérôme Cozette (Thomas & Piron) für die freundliche Unterstützung im Verlauf der Ausgrabungen.

² Da zwei Bäume im Südosten des Gartens erhalten werden sollten, wurde die Fläche im Umfeld der Wurzelballen dieser Bäume nicht freigelegt.

³ Der Abriss des Gebäudes und die Freilegung des Vorgartens erfolgten im Frühjahr 2017.

(Kiem), die über die Flur „op Bierg“ quer durch den Vicus von Mamer-Bertrange verläuft⁴. Die nun freigelegten Baustrukturen gehören zu vermutlich zwei, an diese Straße grenzenden Streifenhäusern.

Bereits im Spätjahr 1971 wurden bei der Erschließung der Rue de Dangé St. Romain⁵ sowie beim Bau der ersten angrenzenden Wohnhäuser u.a. römische Gebäudestrukturen (Abb. 2 und Abb. 3) freigelegt sowie das Fragment einer antiken Inschrift (Abb. 4) entdeckt (METZLER 1973: 487-488; THILL 1973: 297-298, fig. 1; WILHELM 1974: 79, Nr. 502)⁶. Außerdem wurde am 18.10.1973 in 1,50 m Tiefe ein bearbeiteter, vermutlich römischer Kalksteinblock (Maße 90 x 80 x 55 cm) mit einem Steinmetzzeichen „S“ (Abb. 5) an der Einmündung der Straße in die Route d’Arlon gefunden⁷.

Achtzehn Jahre später, im September/Okttober 1991, verursachte die Verlegung neuer Telefon- und Gasleitungen abermals eine Notgrabung an der Einmündung der Rue de Dangé St.

Romain in die Route d’Arlon⁸. Im Schnitt der Leitungstrasse wurden dabei Teile eines römischen Kellers freigelegt (Abb. 6) (KRIER 1992; REILES 1994; POLFER, THIEL 1996: 543; D’GEORGES KAYSER ALTERTUMSFUERSCHER 2005: 64-69). Der ca. 10,78 m² große, durch die Baggerarbeiten bereits stark beschädigte Raum wies in der Südostecke einen ca. 90 x 90 cm breiten, wiederverwendeten Steinquader aus Muschelkalk auf, der einst diese Mauerecke stützte. In einer vermutlich späteren Bauphase wurde der Keller durch eine ca. 80 cm breite Mauer in Nord-Süd-Richtung unterteilt. Diese war aus großen, wiederverwendeten Steinblöcken aus Muschelkalk errichtet worden, unter denen sich auch ein Reliefblock mit der Darstellung eines Pferdegespanns mit Kutscher (Inventarnummer 1991-218/1) (Abb. 7) befand⁹. Die im Keller verbauten Muschelkalkstein-Spolien stammen vermutlich alle von römischen Grabdenkmälern, die nordwestlich des Vicus am Kiem gestanden haben könnten¹⁰. Nach Ausweis des erhaltenen Fundmaterials wurde der Keller in der zweiten Hälfte des 3. Jahrhunderts n. Chr. durch einen Brand

⁴ Die Fernstraße Reims-Trier führte u.a. über Arlon (*Orolaunum*), Mamer-Bertrange und Niederanven (*Andethanna* bzw. *Andethannale*) (FOLMER 1973) und wird auf luxemburgischen Teilstrecken oft als *Kiem* bezeichnet. – Zum Vicus s. DÖVENER 2015 (mit älterer Literatur).

⁵ Der Straßenname wurde 1976 im Rahmen der Partnerschaft mit der französischen Gemeinde Dangé St. Romain (Dépt. Vienne) vergeben; davor hießen das Baugebiet und die Straße „Lotissement Meyers & Brausch“ (freundlicher Hinweis von Ralph Letsch, Mamer).

⁶ Dabei handelte es sich um „une pièce hypocaustée, un canal ainsi que les restes d’un four à potier [...] Le matériel trouvé (poteries, fibules, monnaies) date du I^{er} – II^e siècle“ (THILL 1973: 298). Die Dokumentation sowie die Bergung der Funde erfolgten seitens des MNHA unter massivem Zeitdruck und bei schlechter Witterung (Datum der Pläne: 25.11.1971). Bei der bislang nicht entschlüsselten Inschrift [...] invio [...] | [...] arati [...] | [...] matrop [...] | { *(aciendum)* · c{ *(uravit)* handelt es sich wahrscheinlich um eine Grabinschrift (freundlicher Hinweis und vorläufige Lesung von Herrn Dr. Jean Krier, der diese und andere Inschriften im Rahmen des ÖAW-Projekts „Grabbauten des westlichen Treverergebiets im interregionalen Kontext“ bearbeiten wird). Für Hilfen beim Transport der Inschrift danken wir Muriel Prieur, Claude Lanners, Robertino Savini (MNHA) sowie Dr. Gabrielle Kremer (Österreichische Akademie der Wissenschaften/ÖAW, Wien) und ihrem Team.

⁷ Handschriftliche Notizen und Fundskizze aus dem Grabungstagebuch von John Zimmer und Dr. Jeannot Metzler. – Herrn Dr. Jean Krier sei für zahlreiche Informationen zu den verschiedenen Fundstellen in der Rue de Dangé St. Romain herzlich gedankt.

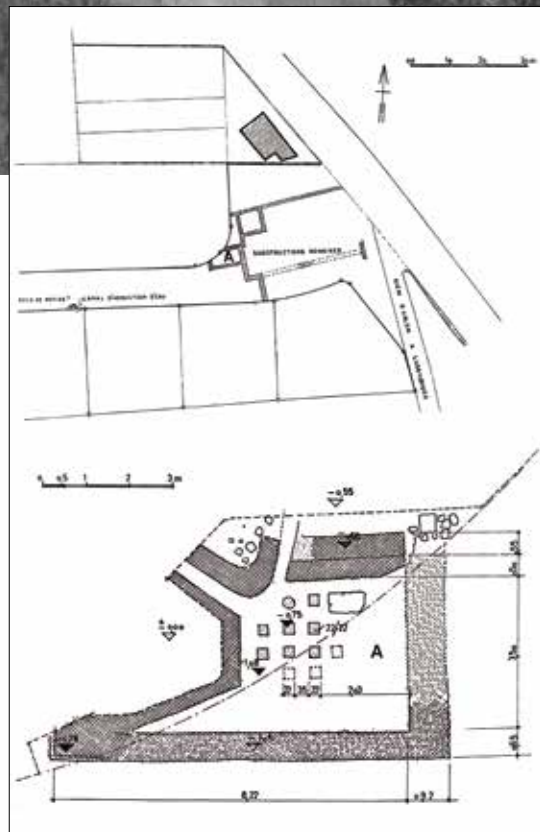
⁸ Die Fundstelle war kurz vor dem Wochenende entdeckt worden und wurde dankenswerterweise – trotz anhaltenden Regens – als Notgrabung (Inventarnummer 1991-218) an den beiden darauffolgenden Samstagen durch Mitglieder des Vereins „D’Georges Kayser Altertumsfuerscher“ aus Nospelt durchgeführt. Die Dokumentation von 1991 (Bericht, Fotos, Zeichnung, Inventar und Plan) liegt dem CNRA vor.

⁹ Der anpassende vordere Teil dieses Reliefs (Inventarnummer 1975-76) wurde zu Beginn der 1970er Jahre entdeckt und 1975 von Gérard Thill für das Musée national d’histoire et d’art Luxembourg erworben (freundliche Auskunft von J. Krier). Nach Prof. Dr. Michel Polfer soll er bei Bauarbeiten an der Route d’Arlon, in ca. 100 m Entfernung zum Keller von 1991, entdeckt worden sein und der Finder, Herr Jean-Pierre Clemens aus Mamer, soll dort weitere ca. 50 x 80 cm große Steinplatten gesehen haben, die sich im Umfeld des Relieffragments befunden hätten (POLFER 1988: 530). Jean Krier bezweifelt diese Fundgeschichte und geht davon aus, dass auch der Vorderteil des Wagenfahrt-Reliefs aus dem Eingang der Rue de Dangé St. Romain stamme (persönliche Mitteilungen vom 25.01.2017 und 01.03.2017).

¹⁰ Im Umfeld der heutigen Rue Gaaschtbiert wurde 1973 auch ein Gräberfeld (1./2. Jahrhundert n. Chr.) bei Bauarbeiten zerstört (METZLER 1973: 487, Taf. 2, I). – Zur Auffassung von Grabbauten und deren Wiederverwendung s. SCHOLZ 2016 (freundlicher Hinweis von Lynn Stoffel, CNRA).



(Abb. 2) — Luftbild von 1973: Kreuzung Rue de Dangé St. Romain-Route d'Arlon während der Erschließung (Foto A. Biwer © MNHA).



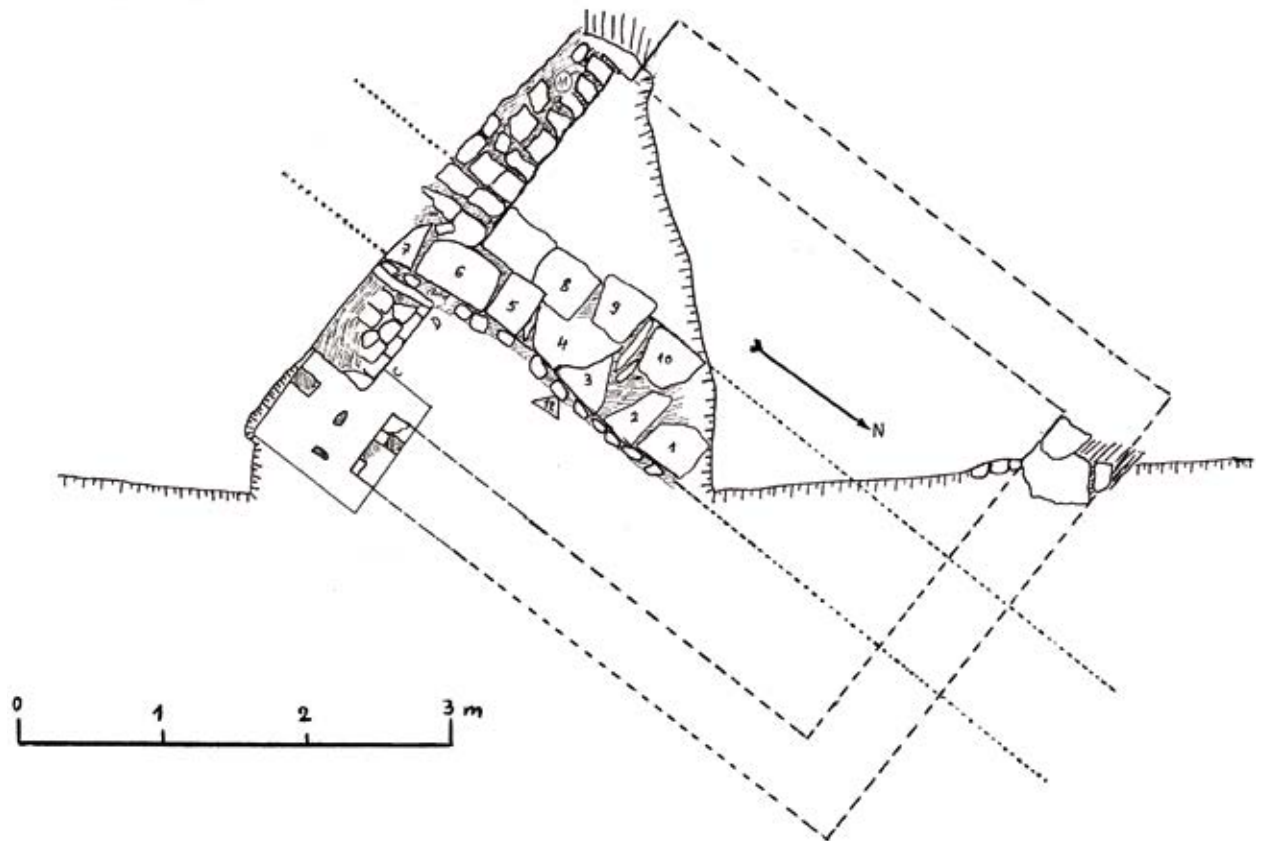
(Abb. 3) — Plan der Ausgrabungen (25.11.1971) in der Kreuzung Rue de Dangé St. Romain-Route d'Arlon (Grafik J. Zimmer © MNHA).



(Abb. 4) — Kalkstein mit Inschrift-Fragment
aus der Ausgrabung vom November 1971
(Foto Tom Lucas © MNHA).



(Abb. 5) — Kalksteinblock mit Steinmetzzeichen
„S“ aus der Kreuzung Rue de Dangé St. Romain-Route
d'Arlon (Foto Archiv MNHA © MNHA).



| (Abb. 6) ____ Plan des römischen Kellers der Notgrabung im September/Oktober 1991 (Grafik J. Adam und J. Krier © GKA-MNHA).



| (Abb. 7) ____ Reliefblock mit Wagenfahrt (Foto T. Lucas © MNHA).



(Abb. 8) — bearbeiteter Kalksteinblock in der Sondage
(Foto F. Dövenner © CNRA-MNHA).



(Abb. 9) — Teilbereich von Keller 1 sowie Mauer 1 in Fläche A, 2. Planum (Foto F. Dövenner © CNRA-MNHA).

SONDAGESCHNITT UND FLÄCHE A DER AUSGRABUNG 2015-2016

zerstört¹¹. Die Spolienmauer, die über einer Schichtenfolge aus verglühtem Material (Schicht IV), Bruchsteinen und Lehm (Schicht III) aufsaß, wurde danach errichtet, eventuell am Ende des 3. oder zu Anfang des 4. Jahrhunderts¹².

Parallel zur Westseite des um 1975¹³ erbauten Wohnhauses wurde ein ca. 1,20 m breiter, ca. 20cm tiefer und ca. 12,20 m langer Sondageschnitt unternommen. Dieser Bereich war durch die unmittelbar angrenzende Baugrube des

¹¹ Die von der Autorin untersuchte Gefäßkeramik aus dem Keller enthält vorwiegend Material, dass dem sog. „Niederbieber-Horizont“ (OELMANN 1914, HEISING 2010) entspricht bzw. der Keramik aus dem Töpfereiabfall der Louis-Lintz-Straße in Trier (LOESCHKE 1923), d.h. bis ca. 260 n. Chr. zu datieren ist. Bei den in der Verfüllung des Kellers (Schicht II-III) gefundenen Bronzemünzen handelt es sich allerdings um drei wohl identische, sogenannte Aes 4-Stücke, die zwischen 395-402 n. Chr. unter Kaiser Arcadius geprägt worden sind (freundliche Mitteilung von François Reinert und Cécile Arnould, *Cabinet des Médailles/MNHA* Luxembourg). – Die Konstruktion des Kellers wird von J. Krier an das Ende des 1. Jahrhunderts n. Chr. datiert (KRIER 1992), vermutlich anhand der gut erhaltenen Südmauer.

¹² Zur jüngsten Keramik gehört eine Scherbe eines Kruges der Speicherer Töpfereien mit sog. „gelblichroter marmorierter“ Bemalung (zweite Hälfte 3. Jahrhundert). Die Fragmente eines Kochtopfs aus grober, gelblichweißer Speicherer Ware der Form Niederbieber 89 („mit herzförmigem Randprofil“) können auch bis ins 4. Jahrhundert datiert werden (Diskussion s. PFERDEHIRT 1976: 118-120).

¹³ 1973 ist das Haus auf den von Albert Biwer (damals Fotograf des MNHA) gemachten Luftbildern noch nicht zu sehen, 1977 jedoch auf Luftaufnahmen bei www.geoportail.lu.

Wohnhauses neuzeitlich gestört. An Nordende des Sondageschnitts wurde jedoch auch römisches Fundmaterial (Keramik usw.) geborgen sowie ein großer Kalksteinblock (Maße 70 x 60 x 40 cm) (Abb. 8) entdeckt¹⁴. An einer Längsseite wies er eine längliche Aussparung (Rest eines Zuglochs?) auf. Wie die Spolien der Notgrabungen von 1971-1991 gehörte er eventuell zu einem Grabmonument.

In der südlichen Gartenfläche (Fläche A¹⁵) wurden zahlreiche Strukturen römischer Gebäude entdeckt. Eine 80-90 cm breite, nur noch als massives Fundament erhaltene Mauer (Mauer 1) in West-Ost-Richtung durchquerte auf ganzer Länge diesen Teil der Grabung. Dabei handelte es sich vermutlich um die einstige Trennwand zwischen zwei Streifenhäusern bzw. Parzellen. Diese Annahme wird dadurch begründet, dass auf der Südseite ein Kellerraum (Keller 1) an die Mauer gesetzt wurde (Abb. 9). Von ihm konnte nur ein Teil freigelegt und dokumentiert werden, da sich der Großteil dieses Kellers auf dem Nachbargrundstück befand, welches durch eine Hecke begrenzt wurde. Keller 1 wurde vermutlich durch eine Brandkatastrophe in der zweiten Hälfte des 3. Jahrhunderts zerstört und blieb anschließend ungenutzt, weil er mit Brandschutt verfüllt war¹⁶. Parallel an und teilweise sogar in die vermutlich ebenfalls zerstörte Trennmauer (Mauer 1) wurde später auf ihrer Nordseite ein Holzbau angebaut. Von ihm erhielten sich drei ca. 55-68 cm tiefe Pfostenlöcher (Abb. 10)¹⁷. Auch auf der Südseite von Mauer 1 fanden sich im Ab-

stand von ca. 1,50 m zur Trennmauer zwei ca. 25 cm tiefe Pfostenlöcher (westlich von Keller 1), die vielleicht ein an die Mauer angesetztes Vordach trugen. Zwei weitere Pfostenlöcher in Fläche A konnten bislang nicht gedeutet werden. Am Nordostrand von Fläche A wurde eine ca. 1 m tiefe, kastenförmige Grube angeschnitten, die eventuell als Silo diente (Abb. 11). Über diese Grube scheint später ein unregelmäßiger Drainagegraben geführt worden zu sein. Mauer 1 war an einer Stelle durch einen mit Lehm abgedichteten Drainagekanal nach Norden durchbrochen, der vermutlich Stauwasser abführen sollte (Abb. 12). Am Westende der Mauer befand sich weiß-rosafarbener, hydraulischer Mörtel oberhalb des Mauerfundaments¹⁸. Dieser Befund und die Tatsache, dass am Süden von Fläche B eine massive Ziegelschuttschicht zutage kam, lässt die Annahme zu, dass sich in dem nicht ausgegrabenen Teil zwischen den beiden Flächen eventuell ein beheizter Raum befunden haben könnte.

FLÄCHE B DER AUSGRABUNG 2015-2016

Fläche B bestand aus einem ca. 16,80 m langen und 3,80 m (Nordseite) bzw. 6 m (Südseite) breiten Geländestreifen im Ostteil des Gartens. Die Fläche wurde durch eine Hecke im Osten und die neuzeitlichen Mauern der Garageneinfahrt und des Wohnhauses im Westen begrenzt. An der Südseite konnte der Anschluss zu Fläche A nicht untersucht werden, da dort die Wurzelballen

¹⁴ Die Oberseite dieses Kalksteinblocks kam bei ca. 20 cm unter der Oberfläche (1. Planum) zutage, das Umfeld des Steins wurde dann noch ca. 65 cm tiefer ausgeschachtet (2. Planum). Der Stein wurde, nachdem er auf allen Seiten untersucht worden war, vor Ort belassen.

¹⁵ Fläche A maß ca. 17,75 m (Ost-West) bzw. 4 m bis 5,60 m (Nord-Süd). Das Gelände fiel von Westen nach Osten (Höhendifferenz ca. 50 cm) sowie von Süden nach Norden (Höhendifferenz ca. 20-30 cm) leicht ab.

¹⁶ Im 4. Planum des Kellers, in der mit kleingeschlagenen Ziegelbruchstücken verfüllten Ecke zwischen der Westmauer und der Nordmauer des Kellers (an Mauer 1 gebaut), wurden drei Bronzemünzen gefunden. Es handelt sich um zwei Barbarisierungen des Gallischen Sonderreichs (um 270 n. Chr.) und einen korrodierten Sesterz der Faustina maior (gest. 140 n. Chr.) (Inventarnummer 2015-065/0035-0037). Im Übrigen enthielt die obere, humose und holzkohlehaltige Verfüllung des Kellers zahlreiche Bruchsteine, die – wie die Kellermauern auch – teils verglühert waren.

¹⁷ Der Zeitpunkt dieses Anbaus kann nicht genauer datiert werden, er könnte jedoch in der ersten Hälfte des 4. Jahrhunderts erfolgt sein, da sich in Fläche A zahlreiche Bronzemünzen dieser Zeit fanden.

¹⁸ Diese Mörtelschicht ist zum Teil im Vordergrund von Abb. 9 zu sehen.



(Abb. 10) — geleertes Pfostenloch neben Mauer 1 in Fläche A, 3. Planum (Foto F. Dövenner © CNRA-MNHA).



(Abb. 11) — kastenförmige Grube in Fläche A, 2.-3. Planum (Foto F. Dövenner © CNRA-MNHA).

von zwei großen Bäumen erhalten bleiben sollten¹⁹. Das Gelände stieg von Norden nach Süden um ca. 60 cm an²⁰ und stellte sich nach dem Baggerabzug (1. Planum) als Abfolge von drei größeren Bauschuttansammlungen dar, die vorläufig „Keller 2?“ (im Norden), „Keller 3?“ (in der Mitte) und „Ziegelschuttschicht“ (im Süden) benannt wurden. Dazwischen traten im 2. Planum undeutliche, grubenartige Strukturen auf, die sich erst bei der weiteren Bearbeitung als große Pfostenlöcher erwiesen. Außerdem wurde in der Südwestecke der Fläche der Fundamentrest einer Mauer (Mauer 2) entdeckt. Alle diese Befunde sollen nachfolgend vorgestellt werden.

„Keller 2?“ zeigte sich an der Oberfläche als schwarzhumose, mit Bruchsteinen, Ziegeln, Mörtelresten, Keramik usw. versetzte Schuttschicht und stellte sich im Fortgang der Ausgrabungen tatsächlich als ein auf ca. 3,45 m Länge erhaltener Kellereingang heraus (Abb. 13). Der zugehörige Keller 2 lag unter der heutigen Garageneinfahrt. Der ca. 1,40 m breite Kellereingang begann auf der Westseite mit einer aus unterschiedlichen Steinen gesetzten, knapp 38 cm tiefen Stufe. Weitere Treppenstufen waren nicht erhalten, entweder waren sie in den anstehenden Lehm gehauen worden oder es gab eine bei der Aufgabe des Kellers entfernte

¹⁹ Vgl. Fußnote 2. – Das Gelände war aufgrund der schmalen Profilstreifen, der Geländeschrägen und der kleinen Ablagefläche für den Aushub schwierig zu bearbeiten. Weiterhin wurden die Ausgrabungen durch Regenfälle, die den Lehm Boden aufweichten, rutschig machten und Arbeitsbereiche überschwemmten, extrem erschwert.

²⁰ Der Nord-Süd-Geländeanstieg der neuzeitlich aufgetragenen Gartenfläche war höher, bei ca. 1 m Differenz.



(Abb. 12) — mit Lehm verkleideter Drainagekanal im Fundament von Mauer 1, 2.-3. Planum (Foto F. Dövenier © CNRA-MNHA).



(Abb. 13) — Eingang zu Keller 2 in Fläche B, 3.-4. Planum (Foto M. Paulke © CNRA-MNHA).

Holztreppe²¹. Die Südwand des Kellers war weitgehend aus massiven Kalksteinblöcken konstruiert, vermutlich um den Hangdruck abzufangen. Die Blöcke stammen wahrscheinlich von einem abgerissenen Bauwerk, vermutlich einem Grabmonument, da ein Block noch den Rest eines



(Abb. 14) — Kalksteinblock mit Rest eines Kopfes im Halbrelief während der Freilegung (Foto F. Dövenier © CNRA-MNHA).

Männerkopfes aufwies (Abb. 14). Andere skulptierte Teile waren wohl vor der Wiederverwendung abgeschlagen worden. Etliche dieser Kalksteinblöcke wiesen rechteckige Aussparungen auf, wobei nicht klar ist, ob es sich um primäre oder sekundäre Bearbeitungen handelte²².

Die Nordmauer des Kellereingangs bestand dagegen mehrheitlich aus kleineren Bruchsteinen, sie bildete eine breite Versturzschticht im Kellereingang und nördlich davon. Der Kellereingang wurde nach Ausweis der Münzen²³ im letzten Viertel des 3. Jahrhunderts oder in der ersten Hälfte des 4. Jahrhunderts aufgegeben bzw. einplanziert.

²¹ Eine verbrannte Treppe ist aufgrund geringer Holzkohlereste und fehlender Brandspuren im anstehenden Lehm auszuschließen.

²² Zu den verschiedenen primären oder sekundären Einarbeitungen in Steinblöcke, die dem Ausbruch, dem Transport, dem Versatz und der Verbindung (durch Klammern oder Dübel) von Architekturelementen dienten, s. ADAM 1984: 23-60.

²³ Es wurden dort 34 Bronze- und 1 Silbermünze (Billon-Antoninian des Probus?) gefunden.



(Abb. 15) — sog. Bereich „Keller 3?“ (Umfeld Werkstatt mit Herdstelle) in Fläche B, 2. Planum (Foto T. Lucas © CNRA-MNHA).



(Abb. 16) — Profilsicht der grabenartigen Verfüllung im Umfeld der Herdstelle in Fläche B (Foto M. Paulke © CNRA-MNHA).

Bei dem sogenannten „Keller 3?“ handelte es um eine schwarzhumose, an den Rändern rot verglühte Schuttschicht mit Bruchsteinen, Ziegeln, Keramik usw. (Abb. 15). Sie stellte sich später als ein mehrphasiger Bereich heraus, der an einer in Ost-West-Richtung verlaufenden Geländekante lag und deshalb nach und nach grabenartig mit Schutt verfüllt worden war (Abb. 16). Das unterste Planum enthielt bereits Zerstörungsschutt mit Ziegeln und verglühten Bruchsteinen²⁴. Darüber lag eine humose, u.a. mit Ziegelbruch verfüllte Nivellierschicht²⁵, auf der eine aus Dachziegeln (*tegulae*) und Steinen gebaute Herdstelle errichtet worden war (Abb. 17). Es handelte sich dabei möglicherweise um eine improvisierte Werkstatt, in der mit Feuer gearbeitet wurde, wie das verglühte Umfeld der Herdstelle nahelegt (Abb. 18)²⁶. In diesen Zusammenhang gehören

wohl auch drei einheitlich große und tiefe Pfostenlöcher²⁷, die eine Linie vom Kellereingang (Keller 2) bis zur vermuteten Werkstatt bildeten (Abb. 1 und Abb. 19). Mit hypothetischen weiteren Pfosten im Bereich der Garageneinfahrt hätten sie eine Art Schutzdach nach Westen bilden können. Über der Nivellierschicht lag wiederum eine humose, u.a. mit Holzkohle, kleinteiligem Ziegelbruch, hydraulischem Estrich und vereinzelt Steinen vermischte Schuttschicht. Darüber befanden sich die Planierungsschichten der 1970er Jahre. Die jüngsten Münzfunde aus dem Bereich der Werkstatt und der darüber liegenden Schuttschicht stammen aus dem letzten Viertel des 4. Jahrhunderts, es handelt sich u.a. um Bronzemünzen des Valentinian II., des Flavius Victor (?) und des Arcadius.

²⁴ Diese Schicht ist wegen fehlender Münzfunde nicht genauer zu datieren. Die wenigen dort gefundenen Keramikscherben – u.a. ein Becherwandungsfragment des Typus Niederbieber 32 in Trierer Schwarzfirnisware und ein Randfragment einer Schüssel oder eines Topfes in sogenannter Muschelgemagerter Ware – legen einen *Terminus post quem* des 3. Jahrhunderts nahe.

²⁵ Aus der Nivellierschicht stammen vier Münzen des ersten bis dritten 3. Jahrhunderts, darunter eine beschädigte Silbermünze des Gallienus (Revers: Germanicus Max V, 258 n. Chr.). Die jüngste Münze dieses Kontexts ist eine barbarisierte Bronzemünze des Gallischen Sonderreichs, vermutlich Tetricus I darstellend (270-274 n. Chr.).

²⁶ Ein weiterer Werkstattbereich („*four de potier ?*“) wurde 1971 beim Legen von Wasseranschlüssen, vermutlich zur Hausnummer 11, Rue de Dangé St. Romain, beobachtet (THILL 1973: fig. 1a).

²⁷ Sie waren 47, 58 und 68 cm tief und hatten einen Durchmesser von ca. 60 cm. In der einheitlich lehmigen, stark holzkohlehaltigen Verfüllung, die nach einem Brand in das Pfostenloch (Befund 33) östlich der Herdstelle (Abb. 20) gelangte, fanden sich 5 Bronzemünzen (Gallienus, Tetricus I, Valentinian II und Arcadius).



(Abb. 17) — Herdstelle aus wiederverwendeten Ziegeln in Fläche B (Foto M. Paulke © CNRA-MNHA).

In den verschiedenen Schichten des „Keller 3?“ genannten Bereichs fanden sich zahlreiche kleine Bronzeobjekte, u.a. 101 meist barbarisierte Münzen des Gallischen Sonderreichs²⁸ sowie z.T. beschädigte Gegenstände (Fingerringe, Fibel, Siegelkapsel) und Blechfragmente von Bronzegefäßen. Besonders bemerkenswert unter diesen Funden ist ein 13 x 10 cm großes Fragment einer vermutlich lebensgroßen Bronzestatue.



(Abb. 18) — verglühtes Umfeld der Herdstelle in Fläche B (Foto M. Paulke © CNRA-MNHA).

Es besteht aus einem 2 mm dicken Bronzeblech und weist typische technische Details auf, die von der Herstellung und von Reparaturmaßnahmen zeugen²⁹.

Das gehäufte Vorkommen dieses „Bronzeschrotts“, zu dem sicherlich auch die vielen nahezu wertlosen Kleinmünzen zählen, spricht für eine gezielte Hortung dieser Metallobjekte zu Recycling-Zwecken. Zwar wurden keine Reste von Schmelztiegeln gefunden, jedoch mehrere geschmolzene Bronzestücke und auch Bronzefluss (Abb. 20), so dass mit einer Buntmetallwerkstatt im Umfeld gerechnet werden kann³⁰.

Im Süden von Fläche B wurden zwei Strukturen angetroffen: die sogenannte „Ziegelschuttschicht“ (Abb. 21) und der Fundamentrest einer in Nord-Süd-Richtung verlaufenden Mauer (Mauer 2). Bei der „Ziegelschuttschicht“ han-

²⁸ In Fläche B wurden insgesamt 202 Münzen gefunden, überwiegend Bronzemünzen mit Ausnahme von sechs Silbermünzen (Billon-Antoniniane) der zweiten Hälfte des 3. Jahrhunderts (Postumus, Gallienus und Probus?).

²⁹ Dieses Bronzefragment wurde hinsichtlich seiner Herstellungstechnik von Frank Willer (LVR-Landesmuseum, Bonn, D) untersucht und von Dr. Roland Schwab (Curt-Engelhorn-Zentrum für Archäometrie, Reiss-Engelhorn-Museen Mannheim, D) naturwissenschaftlich analysiert. Die Ergebnisse dieser Forschungen werden in diesem Heft auf Seite 145-146 und 152-156, Abb. 3 a-b (DÖVENER *et al.* 2017/2018) vorgestellt. – Für weitere Auskünfte danken wir Dr. Claudia Sarge (Goethe-Universität Frankfurt a. M., Projekt Römische Großbronzen am UNESCO-Weltkulturerbe Limes) herzlich.

³⁰ Zu derartigen Bronzewerkstätten s. GUILLAUMET 2016, STRAUMANN 2011: 128 f., Abb. 104 und 146, Abb. 113a sowie BAYLEY 2017: 332 f.



(Abb. 19) — geleertes Pfostenloch in Fläche B, 5.-6. Planum (Foto M. Paulke © CNRA-MNHA).



(Abb. 20) — Bronzefluss-Fragment aus dem Umfeld der Werkstatt in Fläche B (Foto B. Müller © CNRA-MNHA).



(Abb. 21) — Ziegelschuttschicht und Reste von Mauer 2 (linke, untere Bildecke) in Fläche B, 2. Planum (Foto F. Dövenner © CNRA-MNHA).



(Abb. 22) — Fundobjekte aus Fläche B: großer Schlüssel aus Eisen, Gurtbeschläge aus Bronze, Rest einer Siegelkapsel aus Bronze und kleiner Hahn aus Bronze (von einem Statuetten-Sockel mit Merkur-Darstellung) (Foto T. Lucas © CNRA-MNHA).



(Abb. 23) — Fläche C, 1. Planum
(Foto F. Dövenier © CNRA-MNHA).

delte es sich um eine längliche, leicht humose Struktur (Maße ca. 4,50 m x 1,60 m), die aus zahlreichen, kleingeschlagenen Ziegeln und vereinzelten Bruchsteinen bestand. Sie ging in das südliche Randprofil über und konnte aus logistischen Gründen nicht genauer untersucht werden. An der Oberfläche dieser Schicht (2. Planum) wurden ein peltenförmiger Gurtbeschlag (Pferdegesschirr) (Abb. 22) sowie einige, für die Datierung wenig aussagekräftige Keramikfragmente³¹ gefunden. Wie oben bereits geäußert, ist es denkbar, dass der Ziegelschutt zu einem beheizten Raum (Hypocaust) gehörte. Hierfür typische Baukeramik wurde dort jedoch keine geborgen. Im Umfeld allerdings, d.h. im Eingang zu Keller 2 und – wiederverwendet – im Bereich der Feuerstelle, wurden Fragmente von Hohlziegeln (*tubuli*) und Pfeiler- (*laterculi*) oder Fußbodenplatten (*suspensurae*) dokumentiert. Eine andere Hypothese für die Ziegelschuttschicht wäre ein weiterer, an Mauer 2 angebauter Kellerraum.

Von Mauer 2 (Abb. 19) wurde lediglich ein Rest des Fundaments auf knapp 3 m Länge und einer

Breite von 70-80 cm erfasst. Sie verlief in Nord-Süd-Richtung und stellte vermutlich die östliche Abgrenzung der antiken Parzelle zur römischen Hauptstraße (*Kiem*) dar. In ihrer Fortsetzung nach Süden traf sie wahrscheinlich auf die von Westen kommende Mauer 1. Auch Mauer 2 konnte leider nicht über das 2. Planum hinaus dokumentiert werden.

FLÄCHE C, AUSGRABUNG 2017

Fläche C bestand aus einem nur 34 m² großen, etwa dreieckigen Teilstück des ehemaligen an der Rue de Dangé St. Romain gelegenen Vorgartens. Dieser wurde erst nach dem Abriss des Wohnhauses und der Entfernung des rampenartig aufgeschütteten Geländes samt der Eingangstreppe zugänglich. Der Rest des Vorgartens war bereits zu Anfang der 70er Jahre durch Versorgungsleitungen und den angrenzenden Straßenbereich nachhaltig gestört worden.

Die Ausgrabung Anfang Juli 2017 hatte vorrangig das Ziel zu klären, ob von dem in Fläche B entdeckten Keller (Kellereingang/„Keller 2?“), der sich unter der Garageneinfahrt befinden muss, noch Wandbereiche in der südwestlich gelegenen Fläche erhalten waren. Das war jedoch, wie bereits im 1. Planum deutlich wurde, nicht der Fall, denn dort stand lediglich der kubisch gebrochene, natürliche Felsboden an (Abb. 23). Daran grenzte der gewachsene Boden an, der von einer unregelmäßigen, leicht humosen Schuttschicht überlagert wurde; in ihr zeichneten sich durch auffällige Steinsetzungen die Reste von vier Pfostenstellungen ab³². Drei dieser Pfosten lagen im Abstand von ca. 1,80 m scheinbar in einer Ost-West orientierten Reihe. Ein Pfosten befand sich südlich davon. Hinsichtlich ihrer Tiefe (ca. 15-52 cm) und Bauweise wa-

³¹ U.a. ein Tellerfragment des 1. Jahrhunderts (DERU 1996: 48 f., A39) und Wandungsscherben einer Amphore.

³² Die Durchmesser der Pfosten variieren zwischen ca. 20-25 cm.

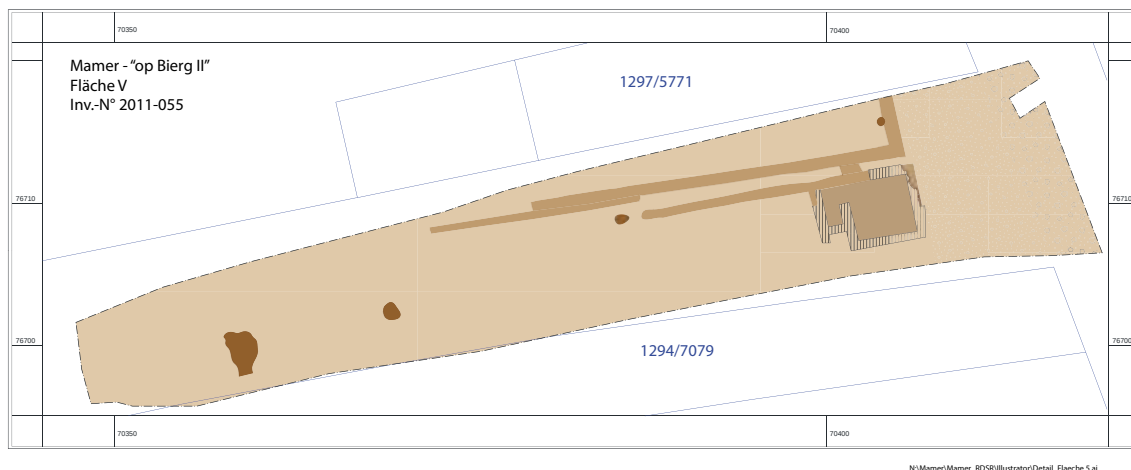


Abb. 24 Plan der Ausgrabungen in Mamer-„op Bierg II – Fläche V“ (Grafik M. Paulke © CNRA-MNHA).

ren die Pfostenlöcher jedoch so unterschiedlich erhalten, dass eine zusammenhängende Konstruktion an dieser Stelle fraglich erscheint. Von den größeren Pfostenstellungen in Fläche B sind sie jedenfalls klar abzugrenzen. Das in den Pfostengruben entdeckte Fundmaterial bestand aus Keramik- und Ziegelfragmenten sowie Eisen-, Knochen- und Holzkohleresten.

DIE AUSGRABUNG MAMER-„OP BIERG II“ (Abb. 24)

Ein weiterer Ausschnitt der Vicus-Bebauung wurde bereits von Oktober 2012 bis Juni 2013 archäologisch untersucht. Die Ausgrabung fand im Zuge der Erschließung und Bebauung des neuen Baugebietes „Auf Berg“ statt. Obschon das Baugebiet selbst sich nicht bis in die bekannten Bereiche des Vicus erstreckte, wurden durch die Errichtung der Zufahrt und zweier Regenwasserrückhaltebecken erhebliche Teile der antiken Bebauung zerstört. Die Ausgrabung fand zeitgleich mit der flächigen Untersuchung am Südhang der Flur „op Bierg“, im Zuge des gleichen Bauprojektes statt. Die Gesamtgrabung trug die Bezeichnung Mamer-„op Bierg II“ (Inv. 2011-055). Die hier vorgestellte Grabungsfläche

firmierte unter der Bezeichnung Fläche 5. Die übrigen Teilflächen der Ausgrabung sind aktuell noch nicht publiziert.

Die Grabungsfläche befand sich auf der Nordseite der Geländeerhebung „op Bierg“ bei ca. 290 m über Meeresspiegel. Auf einer Fläche von ca. 735 m² konnten Teile der Vicus-Bebauung untersucht werden.

Die römischen Befunde waren nur mäßig gut erhalten. Auf eine dünne Humusüberdeckung folgten bereits antike Befunde. Die Mauerzüge von zwei nachgewiesenen Streifenhäusern waren vollständig dem Steinraub zum Opfer gefallen, konnten in ihrer Ausdehnung jedoch durch die verfüllten Ausbruchgräben gut nachvollzogen werden (Abb. 25). Einzig von einem sorgfältig gemauerten Kellerraum (4 x 4,15 m) mit einem erhaltenen Lichtschacht waren zumindest ca. zwei Drittel erhalten geblieben.

Vom nördlichen der beiden Streifenhäuser (Befund 70) konnte ausschließlich der Fundamentausbruchgraben der Südmauer auf einer Länge von 26 m sowie die nach Norden abwinkelnde Ostmauer untersucht werden. Laufniveaus innerhalb des Gebäudes konnten nicht mehr festge-



(Abb. 25) — Ausbruchgräben der Streifenhausbebauung, Mamer-„op Bierg II – Fläche V“, Blick gegen West (Foto 571, M. Paulke © CNRA-MNHA).



(Abb. 26) — Luftaufnahme des Kellers (Bef. 71) mit freigelegter Ringdrainage auf der Kellersohle, Mamer-„op Bierg II – Fläche V“ (M. Paulke © CNRA-MNHA).

stellt werden. Das Gebäude scheint in einer zweiten Phase nach Westen um einen Anbau ergänzt worden zu sein, da hier der Fundamentgraben um einen weiteren, leicht nach Süden versetzten Mauerzug verlängert wurde (Befund 81).

Getrennt durch eine ca. 70 cm schmale Brandgasse setzte sich nach Süden die Streifenhausbebauung fort. Das nachfolgende Streifenhaus (Befund 69/73) wies straßenseitig einen annähernd quadratischen Kellerraum (Befund 71) auf

(Abb. 26). Die gesamte Länge des Gebäudes kann somit auf ca. 19,50 m, die Breite auf ca. 5,3 m rekonstruiert werden. Innerhalb dieses Gebäudes konnten keine belaufenen Schichten gefunden werden. Die Ausbruchgräben der Fundamente erwiesen sich als weitgehend fundleer. Einzig die Kelleranlage erbrachte größere Mengen archäologischen Fundmaterials.

Der Kellerraum war durch eine an der Westseite gelegene Treppe (Breite 1,1 m) zugänglich, welche von Süd nach Nord in den Keller hinab führte. Die Stufen der Treppe waren nicht mehr erhalten. Eine Quermauer am südlichen Ende des Kellerzugangs ist als Auflager einer hölzernen Treppenkonstruktion zu deuten. Die lichte Höhe des Kellerraumes betrug zum Zeitpunkt der Ausgrabung immer noch bis zu 1,94 m. Im Zuge einer nicht näher datierbaren Renovierungsmaßnahme wurde der Zugang des Kellers um 90° gedreht und erfolgte nun von Westen her. Die Außenmauern des Kellers waren, mit Ausnahme der Nordwand, welche auch Opfer des Steinraubes geworden war, bis zu 1,68 m hoch erhalten. An der Ostwand war noch der Teil eines Lichtschachts erhalten, welcher bereits ca. 0,50 m über der Sohle des Kellers begann. In der Ostwand verbaut waren eine Säulentrommel³³ und ein sorgfältig bearbeiteter Werkstein aus Korallenkalkstein³⁴ (Abb. 27). In der nördlichen Hälfte des Kellers fand sich, auf der Sohle des Kellerbodens, in situ eine Säulentrommel³⁵, welche u.U. als Überrest für den Fuß eines Tisches zu interpretieren ist. Die Wände des Kellers waren im Übrigen vollständig aus sorgfältig bearbeiteten Sandsteinhandquadern lagenhaft errichtet.

Innerhalb des Kellers konnte eine, vor den Außenwänden umlaufende Ringdrainage festge-

³³ Dm. 0,4 m; H 0,47 m

³⁴ L. 0,57 m x B. 0,57 m x H. 1,25 m

³⁵ 2011-055/992



(Abb. 27) — Ostwand des Kellers (Bef. 71) mit wiederverwendetem Kalksteinmonolith und einer Säulentrommel, Mamer-„op Bierg II – Fläche V“ (M. Paulke © CNRA-MNHA).



(Abb. 28) — Römische Hauptstraße des Vicus, Mamer-„op Bierg II – Fläche V“, Blick gegen Südosten (Foto 577, M. Paulke © CNRA-MNHA).

stellt werden, die das gesammelte Wasser über eine Öffnung in der Ostwand des Kellers ableitete³⁶. Die Fortsetzung der Drainage außerhalb des Keller wurde nicht untersucht. Die aus der Verfüllung des Kellers stammenden Münzfunde verweisen auf eine Aufgabe der Kelleranlage in der zweiten Hälfte des 4. Jahrhunderts.

Außerhalb der Streifenhausbebauung konnten vier Pfostenloch- bzw. Grubenbefunde freigelegt und dokumentiert werden³⁷. Leider enthielt keiner der Befunde datierendes Fundmaterial. Als sicher bedeutendster Befund der Grabung muss eine ca. 134 m² messende, gepflasterte Fläche gelten, die von den Giebelseiten der Streifenhäuser bis zu der den Ort durchquerenden Hauptstraße reichte (Abb. 28 und 29). Diese Freifläche hat durch ihre Lage – unweit des Tempelbezirks und der auf die öffentlichen Thermen zuführenden Straße – eine besondere Stellung innerhalb des Vicus. Die Streifenhausbebauung rückte also um fast 12 m von der Straße weg und schuf so einen öffentlichen Raum. Ob es sich hierbei um das Forum des Ortes handelt, müssen weitere Grabungen klären.

Das Fundmaterial datiert vorwiegend in das 2. und 3. Jahrhundert, jedoch sind auch Keramikformen des 1. Jahrhunderts vertreten³⁸. Das Münzmaterial datiert über das 1. Jahrhundert bis in die zweite Hälfte des 4. Jahrhunderts. Prägnungen aus dem Ende des 4. Jahrhunderts und dem Beginn des 5. Jahrhunderts liegen nicht vor. Eine Münze datiert bereits in das 1. Jahrhundert v. Chr.³⁹.

DIE AUSGRABUNG MAMER-„OP BIERG III“

Anlass der Ausgrabung waren eine geringfügige Änderung des Trassenverlaufs bei der geplanten Untertunnelung der N 6 durch die „Administration des Ponts et Chaussées“ (Abb. 30).

Die Grabung befand sich in einer nach Osten abfallenden Hangböschung oberhalb der N6, deren Modellierung ein Ergebnis der umfangrei-

³⁶ Sohle der Drainage in der Ostwand des Kellers bei 289,67 m NN.

³⁷ Befund 72, 74, 77, 78.

³⁸ U.a. Fragmente von Belgischer Ware (Doppelkonischer Becher, Schrägrandtopf).

³⁹ Es handelt sich hierbei um eine Bronze-Münze A. Hirtius ab 49-48 v. Chr. (Inv. 2011-055/947). Erwähnenswert scheint ferner die Imitation eines As der Lyoner Altarserie (um 14 n. Chr.) (Inv. 2011-055/948).



(Abb. 29) — Gepflasterte Freifläche zwischen Vicusbauung und Hauptstraße, Mamer-„op Bierg II – Fläche V“, Blick gegen Südosten (Foto 593, M. Paulke © CNRA-MNHA).

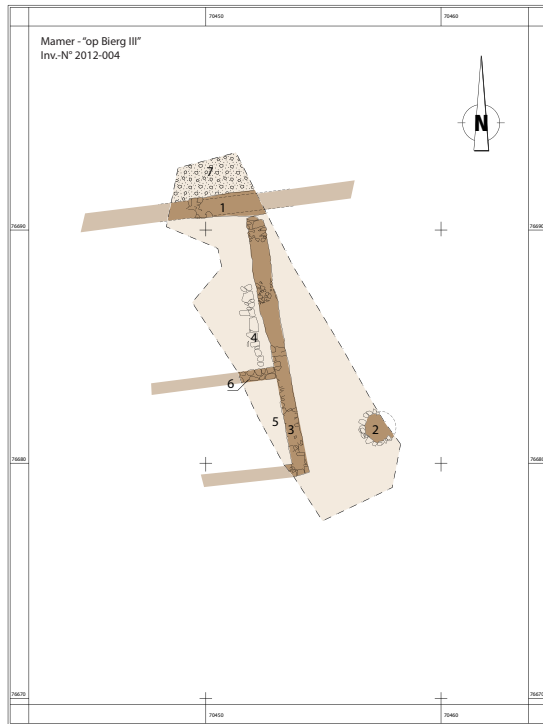
chen Geländearbeiten im Zuge des Straßenbaus in den 1970er Jahren darstellt. Die Anhöhe lag ca. 15 m über dem nördlich und östlich verlaufenden Bächlein Mamer.

Der gesamte Verlauf der Grabung wurde durch das äußerst schlechte Wetter im Januar 2012 erschwert. Insgesamt konnten sechs verschiedene Strukturen unterschieden und untersucht werden. Erstmals war es möglich die im Jahre 1973 dokumentierten Befunde der Vicusbauung in den georeferenzierten Gesamtplan des Vicus einzuhängen (METZLER 1973: Gesamtplan). In Ost-West-Richtung konnte die bereits aus dem Jahre 1973 bekannte Nebenstraße (Befund 7) im Anschnitt sowie in der Fläche auf einer Breite von 1,5 m und einer Länge von 3 m freigelegt werden. Der Straßenbefund wurde südlich direkt von einer Ost-West-verlaufenden Mauer (Befund 1) flankiert. Die Struktur war im Profil noch bis in das Aufgehende erhalten. In der Fläche konnte der Befund auf einer Länge von 3 m untersucht werden. Im südwestlichen Bereich der Grabung konnte ein gemauerter Brunnen-schacht freigelegt jedoch nicht vollständig untersucht werden (Befund 2). Die Anlage wurde nach der Dokumentation des Planums um drei Meter (bis auf 288,25 m ü. NN) abgetieft. Diese Tiefe entspricht ca. dem Niveau der künftigen



(Abb. 30) — Rettungsgrabung Mamer-„op Bierg III“, Blick gegen Norden (Foto 41, M. Paulke © CNRA-MNHA).

Straße. Die Sohle des Brunnens wurde nicht erreicht. Es konnte jedoch eine ausreichende Menge an Fundmaterial geborgen werden. In einem Winkel von 90° zu Befund 1 wurde auf einer Länge von ca. 11,2 m eine Mauerstruktur untersucht. Nach 11,2 m winkelte der Befund nach Westen hin ab. Der Mauerzug war über eine Länge von ca. 5,5 m nur noch als Fundamentgraben erhalten. Nach Süden hin war der Erhaltungszustand deutlich besser. Hier konnten noch bis zu drei Längen des Aufgehenden freigelegt werden. Parallel zu Befund 3, in einem Abstand von max. 0,5 Metern, verlief eine Steinsetzung, die nach 3,4 Metern vor Befund 6 endete. Eine anfängliche Interpretation als Drainage hat sich nicht bestätigt. Mit der Befundnummer 5 wurde der durch die Befunde 3 und 6 gebildete Innenraum bezeichnet, dessen Laufniveau bei ca. 291,18 m ü. NN lag. Befund 6 stellt vermutlich eine Innenraumwand dar, die nicht mit



Befund 3 verzahnt war sowie eine geringe Fundamenttiefe aufwies. Eine weitergehende Differenzierung der Baubefunde in verschiedene Bauphasen, war auch bedingt durch die geringe Größe der Grabungsfläche nicht möglich.

Franziska DÖVENER
Centre national de recherche archéologique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange
franziska.doevener@cnra.etat.lu

Matthias PAULKE
Centre national de recherche archéologique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange
matthias.paulke@cnra.etat.lu

(Abb. 31) — Plan der Ausgrabungen in Mamer-„op Bierg III“
(Grafik M. Paulke © CNRA-MNHA).



(Abb. 32) — Gesamtplan des römischen Vicus von Mamer-Bartringen – Nordteil (Stand 2017) (Grafik M. Paulke © CNRA-MNHA).

LITERATUR

- ADAM J.-P. 1984. *La construction romaine. Matériaux et techniques*. Paris, Éditions A. et J. Picard, 367 S.
- BAYLEY J. 2017. Roman Non-Ferrous Metalworking in Southern Britain. In: BIRD D. (Hrsg.). *Agriculture and Industry in South-Eastern Roman Britain*. Oxford & Philadelphia, Oxbow, 330-345.
- DERU X. 1996. *La céramique belge dans le nord de la Gaule. Caractérisation, chronologie, phénomènes culturels et économiques*. Louvain-La-Neuve, Département d'Archéologie et d'Histoire de l'art de l'Université catholique de Louvain, 463 S.
- D'GEORGES KAYSER ALTERTUMSFUERSCHER 2005. *Auf den Spuren der Vergangenheit 1989-2004*. Imprimerie Ossa, Niederanven, 332 S.
- DÖVENER F. 2015. Der Vicus von Mamer – eine Zerstörung in Raten. Erste Ergebnisse der Ausgrabungen 2009-2011 (Teil 1). *Archaeologia Luxemburgensis – Bulletin du Centre national de recherche archéologique*, 2, 90-113.
- DÖVENER F., SCHWAB R., WILLER F. 2017/2018. Kleine Zeugnisse einstiger Größe – Vier Bronzestatuen-Fragmente aus Luxemburg. *Archaeologia Luxemburgensis* 4, 140-161.
- FOLMER N. 1973. Die Römerstraße Reims-Trier. *Hémecht*, 25, 509-510.
- GUILLAUMET J.-P. 2016. Les ateliers de bronziers. In: METZLER J., GAENG C., MÉNIEL P. *L'espace public du Titelberg*. Tome 1. Dossiers d'archéologie du Centre national de recherche archéologique XVII, Luxembourg, Imprimerie Centrale, 90-94.
- HEISING A. 2010. Perspektiven der Limesforschung am Beispiel des Kastells Niederbieber. In: HENRICH P. (Hrsg.). *Perspektiven zur Limesforschung*. Beiträge zum Welterbe Limes 5. Stuttgart, Theiss Verlag, 57-71.
- KRIER J. 1992. Pierre sculptée d'un monument funéraire romain de Mamer. *Musée Info – Bulletin d'information du Musée national d'histoire et d'art*, 4 (mars), 25.
- LOESCHCKE S. 1923. Töpfereiabfalls d. J. 259/260 in Trier: Aus einer römischen Grube an der Louis Lintzstraße. Beilage II zum Jahresbericht 1921. *Trierer Jahresbericht*, 13, 103-107, Tafel XI-XII.
- METZLER J. 1973. Ein gallo-römischer Vicus beim Tossenbergr (Mamer). *Hémecht*, 25, 485-501.
- OELMANN F. 1914. *Die Keramik des Kastells Niederbieber*. Materialien zur römisch-germanischen Keramik I. Frankfurt, Joseph Baer, 80 S.
- PFERDEHIRT B. 1976. *Die Keramik des Kastells Holzhausen*. Limesforschungen, Band 16, Bonn, Gebr. Mann Verlag, 162 S.
- POLFER M. 1988. Ein technik- und wirtschaftsgeschichtlich interessantes Relieffragment aus Mamer-Tossenbergr. *Hémecht*, 40, 527-540.
- POLFER M., THIEL J. 1996. Neufunde aus dem östlichen Gräberfeld des römischen Vicus von Mamer. *Hémecht*, 48, 539-558.

REILES P. 1994. Musée national d'histoire et d'art : Rapport d'activités couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1991. *Publications de la Section historique de l'Institut G.-D. de Luxembourg*, 110, 1994, 246 und 260.

SCHOLZ M. 2016. Monument für die Ewigkeit? Zur Beseitigung und Zerstörung von Grabmälern vor dem Hintergrund des römischen Sakralrechts und das Ende des Zeilsheimer Grabbaus. In: FASOLD P. HAMPEL A., SCHOLZ M., TABACZEK M. *Der römische Bestattungsplatz von Frankfurt am Main-Zeilsheim. Grabbau und Gräber der provinzialen Oberschicht*. Schriften des Archäologischen Museums Frankfurt am Main, 26. Regensburg, Schnell + Steiner, 245-264.

STRAUMANN S. 2011. *Die Nordwestecke der Insula 50 von Augusta Raurica. Die Entwicklung eines multifunktional genutzten Handwerkerquartiers*. Forschungen in Augst, Band 47. Augst, Museum Augusta Raurica/Schwabe, 255 S.

THILL G. 1973. Travaux et réalisations au Musée d'histoire et d'art, Luxembourg, 1971. Rapport du Conservateur. Fouilles et aménagement des sites archéologiques. *Publications de la Section historique de l'Institut G.-D. de Luxembourg*, 88, 296-299.

WILHELM E. 1974. *Pierres sculptées et inscriptions de l'époque romaine. Catalogue*. Musée d'histoire et d'art, Luxembourg, 160 S.

LES OCCUPATIONS MÉSOLITHIQUES DES ABRIS-SOUS-ROCHE DE BERDORF-KALEKAPP 2 (GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG)

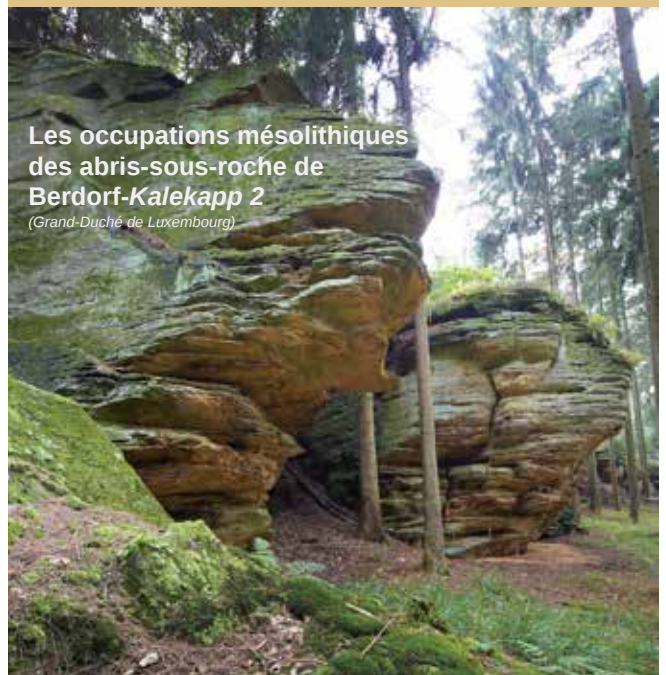
DENISE LEESCH, AVEC DES
CONTRIBUTIONS DE MAGALI FABRE ET
WERNER H. SCHOCH, 2017

Le volume XIX (237 p.) de la collection Dossiers d'archéologie est consacré à l'étude des vestiges mésolithiques découverts lors de fouilles effectuées entre 1978 et 1984 sous deux abris contigus situés dans la région du Grès de Luxembourg. Les différents niveaux d'occupation sont datés entre 9000 et 8000 avant J.-C. La détermination des charbons de bois (W. H. Schoch) et des coquilles de noix carbonisées permet de replacer ces niveaux dans leur cadre paléoenvironnemental, tandis que l'étude archéozoologique des restes osseux (M. Fabre) vient préciser la nature du gibier chassé et les saisons d'occupation du site. Les différentes catégories de vestiges sont présentées séparément, puis examinées selon trois ensembles stratigraphiques distincts. Une analyse spatiale est effectuée pour les surfaces non détruites par les fouilles clandestines. Elle met en évidence plusieurs foyers autour desquels ont été réalisées diverses activités techniques et domestiques en lien avec la chasse et le traitement des animaux. Un modèle de mobilité résidentielle des groupes mésolithiques, basé sur la provenance des silex et les modalités d'introduction de ces matériaux dans le site, est présenté pour l'actuel territoire du Luxembourg.

XIX

Denise LEESCH
avec des contributions de
Magali FABRE et Werner H. SCHOCH

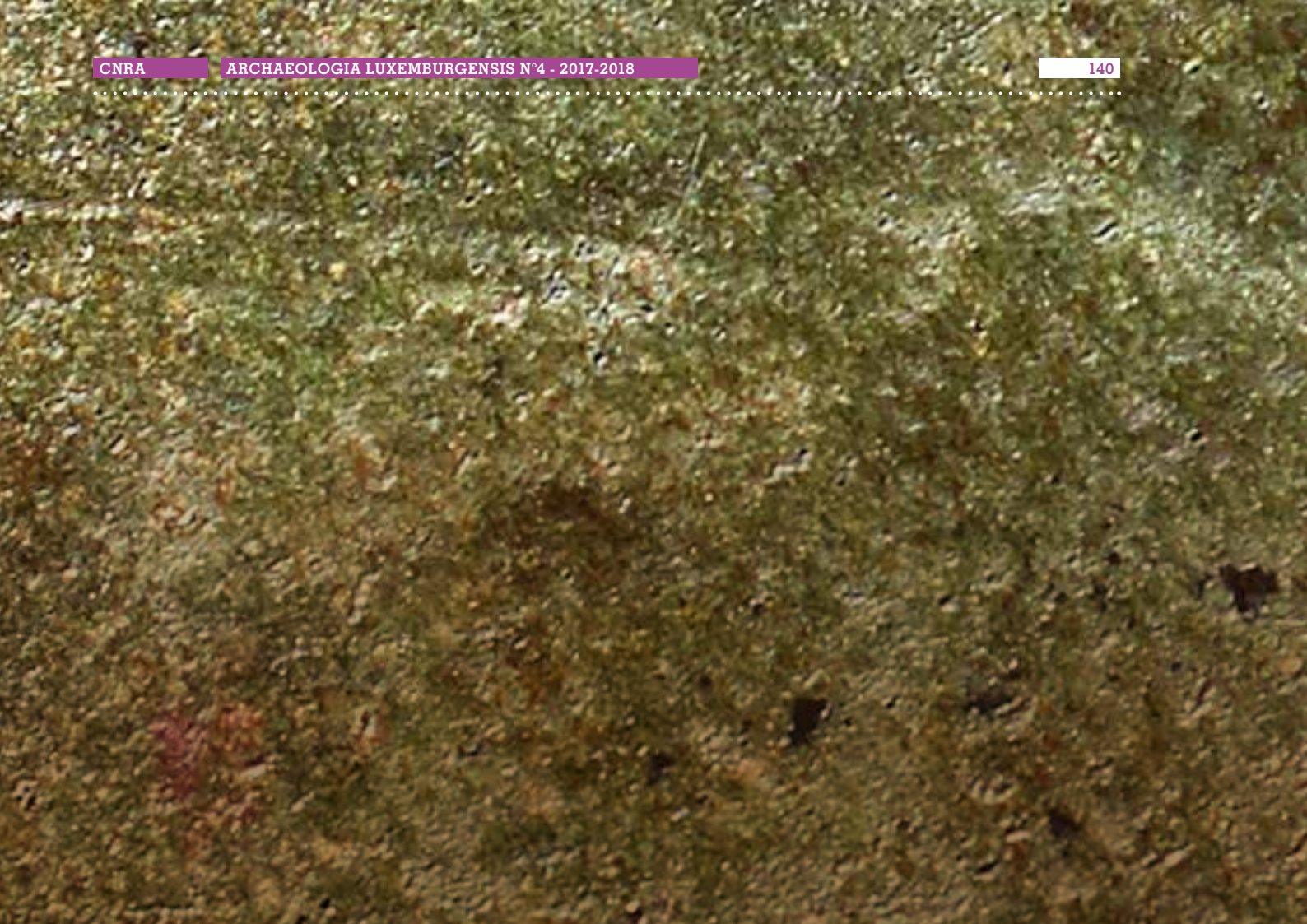
Les occupations mésolithiques
des abris-sous-roche de
Berdorf-Kalekapp 2
(Grand-Duché de Luxembourg)



DOSSIERS
D'ARCHÉOLOGIE XIX

M_NHA-C_NRA

L'ouvrage peut être acquis au Shop du MNHA au prix de 25 euros.
ISBN 978-2-87985-413-X



Kleine Zeugnisse einstiger Größe – Vier Bronzestatuen-Fragmente aus Luxemburg

FRANZISKA DÖVENER, ROLAND SCHWAB, FRANK WILLER

Seit dem Jahr 2000 wurden bei archäologischen Ausgrabungen in Luxemburg drei Fragmente sogenannter Großbronzen, d.h. teils lebensgroßer Bronzestatuen, gefunden. Im Verlauf der Nachforschungen zu diesen – im Vergleich zu anderem Fundmaterial – zunächst eher „unscheinbaren“ Objekten geriet auch ein Altfund erneut ins Blickfeld und wurde nun, wie alle hier vorgestellten Stücke, erstmals hinsichtlich der Herstellungstechnik untersucht. Neben einer optischen Autopsie sowie einer Untersuchung der Oberfläche mittels HDR-Mikroskopie¹, welche eine dreidimensionale Bildwiedergabe ermöglicht, kamen auch moderne Materialprüfverfahren wie die Wirbelstrommessung zum Einsatz. Dieses zerstörungsfreie, qualitative Prüfverfahren, welches auf der Messung der Leitfähigkeit des zu untersuchenden Metalls basiert, ermöglicht erste Hinweise auf die Zusammensetzung der Legierung sowie auf

mögliche Gussfehler oder Reparaturen (WILLER 2014a; WILLER et al. 2017: 81-84). Die Untersuchungen wurden zudem durch quantitative Materialanalysen ergänzt, mit deren Hilfe eine prozentgenaue Bestimmung der Zusammensetzung der verwendeten Legierung sowie eine metallurgische Bestimmung möglich war. Zusätzlich durchgeführte Bleiisotopenanalysen ergaben Hinweise zur möglichen Herkunft des der Legierung zugefügten Bleis.

Während der Ausgrabungen, die 2015-2016 in der Rue de Dangé St. Romain in Mamer stattfanden (DÖVENER, PAULKE 2017/2018), wurde im März 2016 ein Bronzeblech (Inventarnummer 2015-065/0336) entdeckt, das sich im Laufe weiterer Untersuchungen als Fragment einer lebensgroßen Bronzestatue herausstellte und den Anlass zu weiteren Forschungen gab. Diese Statue, wo immer sie einst auch aufge-

¹ *High Dynamic Range* (hoher Dynamikumfang), d.h. mehrere Aufnahmen aus verschiedene Höhen werden zu einem dreidimensionalen Bild zusammengesetzt.



| (Abb. 1) — Bronzestatuetten der Minerva und des Jupiters (Kopien) aus dem Tempelbezirk in Dalheim (Foto T. Lucas © MNHA-CNRA).

stellt gewesen sein mag², war bereits in der Antike zerstört worden. Ihre Fragmente wurden von lokalen Handwerkern „recycelt“, d.h. die Bronze wurde eingeschmolzen und zu etwas Neuem verarbeitet. Für eine solche Aktivität spricht auch der freigelegte Befund in der römischen Siedlung von Mamer-Bertrange: es handelte sich um eine Buntmetallwerkstatt, die in einem sogenannten Streifenhaus eingerichtet worden war. Es wurden dort zwar keine Reste von Schmelztiegeln entdeckt, jedoch weitere geschmolzene Bronzestücke und Bronzefluss. Die Werkstatt befand sich im an der Römerstraße Trier-Reims (*Kiem*) gelegenen Frontbereich des Gebäudes und datiert aufgrund von Münzfunden ins 4. Jahrhundert n. Chr.

Bei dem zweiten hier besprochenen Fragment handelt es sich um den oben genannten Altfund (Inventarnummer 1900-003/0370) aus dem römischen Vicus von Dalheim (KRIER 2010). Er wurde bei der Erstellung einer Datenbank 2014-2015 (SAND 2015) „wiederentdeckt“. Das Bronzefragment, welches durch die auf beiden Seiten erhaltenen Reste von Vergoldung auffiel, stammt aus den Ausgrabungen des Dalheimer Notarschreibers Pierre Ernest Dupaix (METZLER, ZIMMER 1978: 354-359, LE BRUN-RICALES *et al.* 2014: 135), die 1863-1864 im Bereich des Tempelbezirks stattfanden. Dabei wurden u.a. zwei mittelgroße Bronzestatuetten gefunden, die Jupiter und Minerva darstellen (*Abb. 1*) (KRIER 2010: 35)³. In diesen Zusammenhang passt gut die an dem Dalheimer Fragment erkennbare Vergoldung, die als aufwertendes Element ab dem 2. Jahrhundert n. Chr. vor allem bei Götterstatuen und Kaiserbildnissen zum Einsatz kam (BOTT, WILLER 2014: 207). Ein weiteres



(*Abb. 2*) — Auge aus Elfenbein, gefunden im Tempelbezirk in Dalheim (Foto T. Lucas © MNHA-CNRA).

Indiz ist ein lebensgroßes Auge aus Elfenbein (*Abb. 2*), das 1994 im Umfeld des sogenannten Podiumstempels gefunden wurde und eventuell zu einer bronzenen Minerva-Statue gehört hat (DÖVENER 2010a). Es ist davon auszugehen, dass der Tempelbezirk in Dalheim (*Abb. 14*) bis in die Mitte des 3. Jahrhunderts (KRIER 2010: 32-35) genutzt wurde.

Ein drittes, allerdings recht kleines Fragment (Inventarnummer 2005-015/1850) wurde bei der Durchsicht von Bronzefunden aus der Ausgrabung Altrier-„Im vordersten Meesch“ (DÖVENER 2008) entdeckt. Die römische Siedlung in Altrier (*Vicus?*) ist in der Forschung bereits seit dem 17. Jahrhundert bekannt, konnte jedoch erst seit 2005 intensiver archäologisch untersucht werden (DÖVENER 2010b). Das Bronzefragment wurde im April 2006 in einer flächigen Schuttschicht des Altrierer Tempelbezirks gefunden; ob es mit diesem zusammenhängt, ist jedoch ungewiss. Allerdings wurden während der Ausgrabungen in Altrier an mehreren Stellen Hinweise auf die Weiterverarbeitung von Bronze gefunden⁴.

² Dies muss nicht unbedingt in Mamer gewesen sein; derart qualitativ hochwertige Bronzefragmente wurden auch als Altmetall gehortet (WILLER 2014b) und könnten vielleicht regional gehandelt worden sein.

³ Sie wurden nach ihrer Auffindung vom Musée du Louvre (Paris, F) erworben. – Überlegungen zu Funktion und Gebrauch von mittelgroßen Bronzestatuetten veröffentlichte jüngst Annemarie Kaufmann-Heinimann (KAUFMANN-HEINIMANN 2017).

⁴ Neben Bronzefluss, Bronzetropfen und geschmolzenen Bronzeobjekten handelt es sich hierbei z.B. um gefaltetes Bronzeblech sowie zerhackte bzw. zerschnittene Bronzeobjekte.



(Abb. 3 a-b) ———— Bronzefragment aus Mamer,
Außenseite (mit Inventarnummer) und Innenseite
(Foto T. Lucas © CNRA).

Noch während der Arbeit an diesem Aufsatz, wurden die Autoren schließlich auf ein viertes Großbronze­fragment aufmerksam gemacht: Es handelt sich um ein massives Bronzeblech (Inventarnummer 1997-082/1600) aus dem Wirtschaftshof der römischen Villa von Bartringen-„Burmicht“ (KRIER 2009)⁵. Es wurde im September 2000 in einer Schuttschicht zwischen Nebengebäude 3 und der Hofmauer gefunden. Dort befand sich u.a. eine Getreidedarre aus der 1. Hälfte des 4. Jahrhunderts; es wurden auch spätantike Schmelzöfen im Bereich der Nebengebäude nachgewiesen (Krier 2009: 25-29, Abb. 8 und Abb. 11).

DAS FRAGMENT AUS MAMER (Abb. 3a-b)

Das 2 mm dicke Bronzeblech ist maximal 131 mm breit und 101 mm hoch. Es wiegt 149,15 g. Die Untersuchung der Legierung mit dem Wirbelstromverfahren ergab einen Leitfähigkeitswert von 6,3-6,5 Mega Siemens pro Meter (MS/m)⁶, was auf eine Bleibronze mit etwa 5-8 % Zinn hindeutete. Weiterhin weist es Kratzer, Hack- und Hammerspuren auf.

Auf der Außenseite sind zahlreiche Bearbeitungsspuren erkennbar:

1. Kernhalteröffnungen: Bei Kernhaltern handelt es sich um konisch geschmiedete, eiserne Vierkantnägel, welche den inneren Kern der Gussform mit dem äußeren Formmantel verbinden. Beim Wachsausschmelzen verhindern diese, dass der innere Kern verrutscht bzw. absackt. Sie werden in

Kaltarbeit nach dem Guss entfernt, indem sie einfach aus der Bronze herausgezogen werden. Dabei entstehen kleine quadratische Öffnungen, die wiederum durch Reparaturbleche kaschiert werden müssen (WILLER, MEIJERS 2014: Abb. 1). Dazu wird die Fläche um die Öffnung mit einem sehr scharfen kleinen Meißel rechteckig oder quadratisch etwas vertieft. In diese Vertiefungen werden dann passgenaue Bronzebleche eingesetzt und mit einigen Hammerschlägen fixiert. Das Bronzeblech aus Mamer weist zwei mit Reparaturblechen überdeckte Kernhalteröffnungen auf, eine weitere befindet sich am Rand, jedoch ohne sichtbaren Reparaturversuch.

2. Reparaturbleche: Deutlich sichtbar sind zwei annähernd quadratische Reparaturbleche (6 x 7,5 mm und 7,5 x 9 mm), welche Kernhalteröffnungen verdecken, sowie ein weniger deutliches Reparaturblech (ca. 6 x 8 mm), welches wahrscheinlich eine Schadstelle durch beim Guss entstandene Gasbläschen ausbessern sollte. Die Reparaturbleche, die in ausgemeißelten Vertiefungen in der Oberfläche der Bronze eingesetzt wurden, zeigen eine besondere und recht selten zu beobachtende Technik. Dabei hatte man diese kleinen Bleche zusätzlich mittels Weichlot (Blei-Zinn-Lot) fixiert⁷. Dieses, wohl schon im Hellenismus angewendete Verfahren sorgt für einen sicheren Halt und einen sauberen Übergang der eingefügten Bleche (WILLER 1994: 966-967, Abb. 11, 13-14).

⁵ Freundliche Mitteilung (E-Mail von 06.09.2017) von Herrn Dr. Jean Krier, dem ehemaligen Konservator der gallo-römischen Abteilung des Luxemburger Musée national d'histoire et d'art (MNHA) bzw. des Centre national de recherche archéologique (CNRA). Er leitete von 1997-2003 die Ausgrabungen in Bartringen-„Burmicht“. Der Fundort heißt in der französischsprachigen Literatur auch *Bertrange* und auf Luxemburgisch *Bartreng*.

⁶ Dieser Messwert entspricht – nach den Erfahrungen des Forschungsprojektes „Römische Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes“ – einer gängigen römischen Bronzelegierung im Untersuchungsgebiet nördlich der Alpen (WILLER *et al.* 2017: 81-84). Die leichten Schwankungen der Messdaten erklären sich bei dem Bronzeblech aus Mamer vermutlich durch den Einfluss der Reparaturen bzw. des dabei verwendeten Materials.

⁷ Siehe Bearbeitungsspuren auf der Innenseite.

Auf der Innenseite sind folgende Bearbeitungsspuren zu sehen:

1. Kernhalteröffnungen & Weichlotreste: Es handelt sich um die quadratischen Öffnungen der oben beschriebenen Kernhalter. Um diese Stellen befindet sich eine silbrige Patina aus Zinn-Lot. Anscheinend hat man hier den Überschuss des Lotes, welches auch auf die benachbarten Bereiche geflossen ist, an der noch zugänglichen Innenseite überarbeitet (Glättung, Schleifen)⁸.
2. Die Pinselspuren vom Wachmodellbau deuten auf die Herstellung mittels indirektem Wachsuschmelzverfahren⁹. Bei diesem Verfahren werden von einem Modell sogenannte Hilfsnegative aus Ton oder Gips erstellt, die dann innen entweder mit erwärmten Wachsplatten ausgekleidet oder mit flüssigem Wachs ausgepinselt werden. Nach dem Erkalten kann das Wachs aus den Hilfsnegativen herausgelöst werden. Man erhält somit ein mehrfach reproduzierbares WachsmodeLL, welches auch für serielle Güsse geeignet ist (WILLER, MEIJERS 2014).

In der Mitte des leicht gewölbten Bronzeblechs aus Mamer verläuft eine sanfte Furche, die von schwachen, seitlichen Wülsten begleitet wird. Dabei handelt es sich vermutlich um die Wiedergabe eines Teils des menschlichen Rückens, genauer gesagt um den Bereich der Wirbelsäule zwischen Hüfte und Lende mit angedeuteten Rückenstrecker-Muskeln (Abb. 4)¹⁰. Deshalb käme für unser Fragment wohlmöglich eine



(Abb. 4) — Spiegelverkehrte Rückenansicht einer Gipskopie des sogenannten Kasseler Apollon (Abguss-Sammlung Universität Trier) mit dem darüber montierten Fragment aus Mamer (zur Darstellung der möglichen anatomischen Position des Bronzeblechs) (Foto F. Dövenner & T. Lucas © CNRA).

weitgehend unbekleidete, männliche (z.B. Jupiter, Merkur, Apollon?) oder weibliche (z.B. Venus?) Statue in Frage.

DAS FRAGMENT AUS DALHEIM (Abb. 5a-b)

Das 3-4,5 mm dicke Bronze-fragment ist maximal 41 mm breit und 21 mm hoch. Es wiegt 17,60 g. Die Untersuchung der Legierung mit dem Wirbelstromverfahren ergab einen Leitfähigkeitswert von etwa 6,2 Mega Siemens pro Meter (MS/m). Die gut sichtbaren Reparaturstellen (siehe unten) deuten jedoch darauf hin, dass

⁸ Die hohlen Einzelteile von Bronzestatuen (z.B. Kopf, Körper, Gliedmaße) wurden separat angefertigt und konnten vor dem Zusammenfügen noch von innen nachbearbeitet werden.

⁹ Eine Werkstatt zur Herstellung großer Bronzen im Wachsuschmelzverfahren wurde beispielsweise im Randgebiet von *Aventicum* (Avenches, CH, *Insula* 12) ausgegraben (MEYLAN-KRAUSE 2014: 54-55, Abb. 3).

¹⁰ Ein ähnliches, wenngleich wesentlich größeres und außerdem vergoldetes Fragment einer Rückenpartie wurde in Groß-Gerau (D) gefunden (WILLER *et al.* 2017: 93, Abb. 11).

die gemessenen Werte durch Gussfehler im Metallgefüge beeinflusst wurden. Insofern dürfte die Legierung ohne Gussfehler höhere Werte aufweisen, was schon zu diesem Zeitpunkt auf geringe Zinn- und Bleizugaben in der Legierung hindeutete.

Das Bronzefragment ist leicht gewölbt und weist auf beiden Seiten großflächige Reste einer Blattvergoldung auf; diese ist z.T. verkratzt. Einige der vergoldeten Bronzen im „Limesgebiet“ zeichneten sich durch hohe Kupfergehalte aus; diese preiswertere, aber sichtbar rötliche Legierung wurde später durch die Vergoldung kaschiert (WILLER *et al.* 2017: 94). Insofern ist – unter Berücksichtigung der Vergoldung, der Wirbelstrommessdaten sowie der erkennbaren Gussfehler – zu vermuten, dass auch die zu dem Dalheimer Fragment gehörige Statue aus einer Bronze mit höheren Kupfergehalten gegossen wurde.

Auf der mit der Inventarnummer beschrifteten Seite des Fragments befindet sich ein rechteckiges, bis an den Rand reichendes Reparaturblech mit den Maßen 17 x 6 mm. Es ist 1 mm stark, wie sich aus einer über den Rand herausragenden Ecke ergibt. Auf der gegenüberliegenden Seite des Fragments ist der Rest der Negativaussparung (Grube) eines weiteren, 5 mm breiten Reparaturblechs erhalten. Dieses ist herausgefallen. Beide Reparaturbleche dienten zur Ausbesserung von Gasbläschen, die sich beim Guss an der Oberfläche abgesetzt hatten. Der schmal-längliche Verlauf der Reparaturen deutet auf die ehemalige Position während des Gusses hin, bei dem die in der Schmelze hintereinander aufsteigenden Gasblasen erstarrten.

Die beidseitige Vergoldung des Bronzefragments aus Dalheim lässt die Annahme zu, dass es von einer vermutlich vertikal fallenden Gewandfalte stammt, vielleicht von einem Mantel wie bei einer vergoldeten Monumentalstatue in Avenches (MEYLAN-KRAUSE 2014: Abb. 2) oder



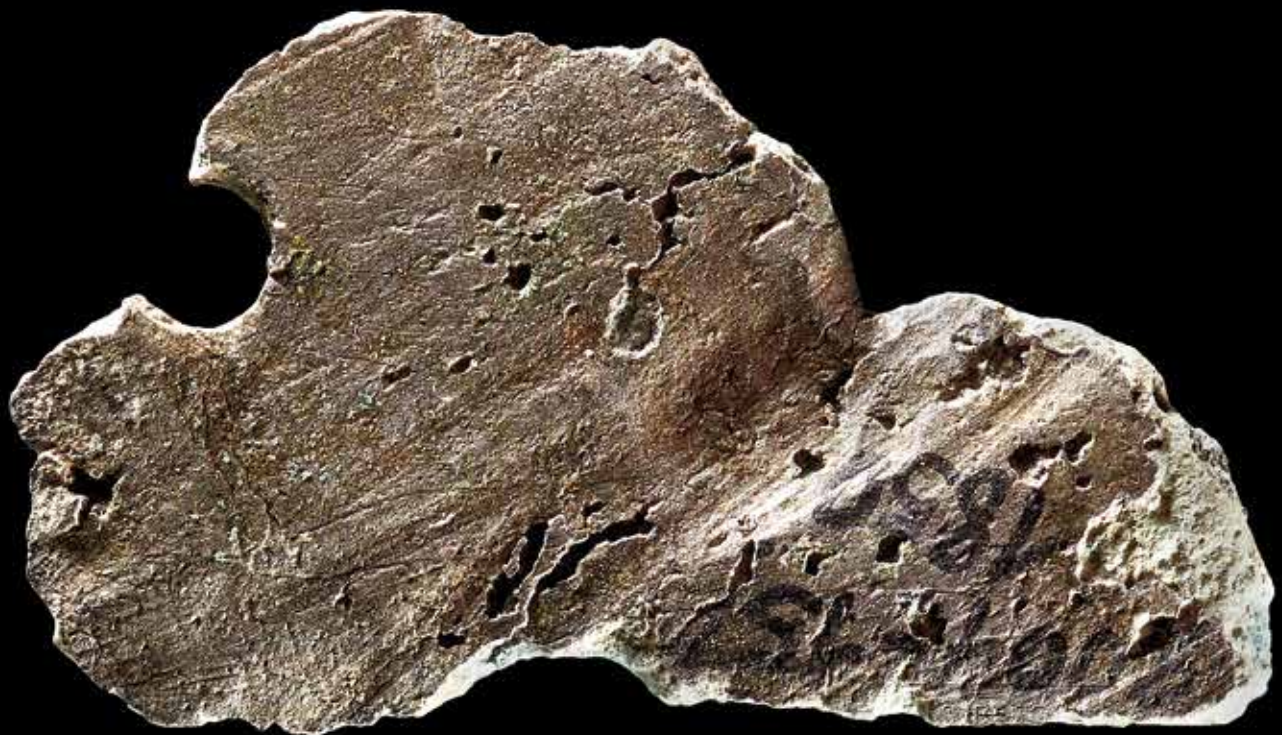
(Abb. 5 a-b) — Bronzefragment aus Dalheim, Außenseite (mit Inventarnummer) und Innenseite (Foto T. Lucas © MNHA-CNRA).

der Minerva-Statuette von Dalheim. Jedenfalls müssen beide Seiten sichtbar gewesen sein, sonst wären nicht beide vergoldet worden.

DAS FRAGMENT AUS ALTRIER (Abb. 6a-b)

Das 2 mm dicke Bronzefragment ist maximal 26 mm breit und 14,5 mm hoch. Es wiegt 2,5 g. Die Untersuchung der Legierung mit dem Wirbelstromverfahren ergab einen Leitfähigkeitswert von etwa 2-3 Mega Siemens pro Meter (MS/m). Diese relativ niedrigen Messwerte deuteten entweder auf hohe Zinngehalte oder auf im Metallgefüge verborgene Gussfehler hin (WILLER *et al.* 2017: 82-83, Abb. 3 links). Letzteres scheint angesichts der später gewonnenen Ergebnisse der Röntgenfluoreszenzanalyse wahrscheinlich (siehe Tabelle 1).

An der Außenseite weist das kleine Bronze-fragment eine unruhige Oberfläche auf, die in geringem Abstand zueinander drei unvollständige Negativaussparungen (Gruben) von

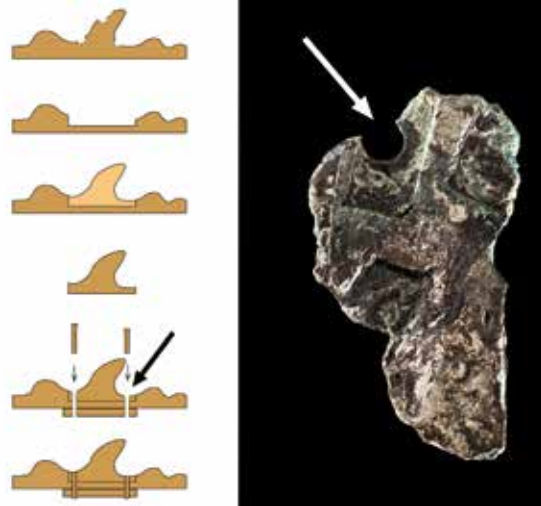


(Abb. 6 a-b) — Bronzefragment aus Altrier,
Außenseite und Innenseite (mit Inventarnummer)
(Foto T. Lucas © MNHA-CNRA).

Reparaturblechen enthält. Diese Bleche waren alle jeweils 5 mm breit und ca. 1 mm hoch; ihre Länge betrug mindestens 9 mm. An einer Längsseite des Fragments ist der Rand eines weiteren, herausgefallenen Reparaturblechs erkennbar. Die ausgestochenen Gruben weisen an den Seiten leichte Unterschneidungen auf, so dass sich die eingesetzten und mit dem Hammer fixierten Reparaturbleche gut verankern konnten. Weiterhin ist in einer der Gruben der Rest einer vier Millimeter großen Bohrung zu sehen, die der Fixierung eines wohl größeren Reparaturbleches mittels Nietstiftsicherung diente (Abb. 7). Diese Technik konnte im Gegensatz zu italischen Bronzestatuen bereits vielfach an Limesbronzen beobachtet werden (WILLER, MEIJERS 2014: 172-173, Abb. 3).

Das Altrierer Fragment weist auf beiden Seiten eine etwa 0,1 mm starke, silbrige Schicht auf, bei der eine Zinnanreicherung (sog. inverse Blockseigerungen)¹¹ vermutet wurde. Solche Schichten können unmittelbar nach dem Eingießen der Bronze in die Gussform oder durch ein nachträgliches Erhitzen entstehen, sei es, wie Versuche gezeigt haben, intentionell durch sogenanntes Tempern¹² oder als Folge eines Schadfeuers (WILLER et al. 2017: 90-92, Abb. 8 und 10). Dabei treten zinnreiche Phasen aus der Bronzelegierung an die Oberfläche aus. Dieses Phänomen konnte vielfach an Statuen aus dem Limesgebiet beobachtet werden.

Auch konnte eine Verzinnung oder der Einsatz von Zinn-Lot nicht ausgeschlossen werden; dies ist eine antike Technik, bei der eingesetzte Reparaturbleche zusätzlich mit Weichlot fixiert wurden. An Rissen oder Bohrungen in der



(Abb. 7) — Links: Schema der Inlay-Reparaturtechnik (Grafik F. Willer, C. Duntze © LVR-LandesMuseum Bonn). Die Reparatur der schadhafte Stelle wird von Kupfernietstiften, die in Bohrungen eingesetzt werden, gehalten. Rechts: Die Bohrung innerhalb der Reparaturblechgrube im Fragment aus Altrier (Foto T. Lucas © MNHA-CNRA).

Bronze hätte das Zinn dann beim Erhitzen auch auf die Rückseite fließen können (WILLER et al. 2016: Katalogteil zu Neunkirchen-Kasbruch). Bei genauer Betrachtung mittels Mikroskop war in diesem Zusammenhang zu erkennen, dass sich diese Zinnschicht auch in den mittels Meißel und Stichel ausgestochenen Reparaturgruben befindet. Insofern konnte zu diesem Zeitpunkt eine gusstechnisch bedingte Seigerung ausgeschlossen werden, da diese beim Zurichten der Reparaturgruben automatisch entfernt worden wäre. Diese zinnreichen Schichten sind im Laufe der Zeit und durch die Bodenlagerung oftmals durch Oxidation nachgedunkelt. Recht spektakulär waren dann die Ergebnisse der naturwissenschaftlichen Analysen, welche am Curt-Engelhorn-Zentrum Archäometrie (Mann-

¹¹ Eine Seigerung ist eine Entmischung einer Metallschmelze beim Übergang in den festen Zustand. Dabei nimmt die Konzentration bestimmter Legierungselemente lokal unterschiedlich zu oder ab.

¹² Tempern meint das gezielte Erhitzen eines Materials über einen längeren Zeitraum; dadurch soll die dem Material ursprünglich innewohnende Spannung kontrolliert werden. Tempern kann aber auch zur oberflächlichen Ausscheidung von Legierungsbestandteilen führen, z.B. von zinnreichen Phasen, deren Schmelzpunkt deutlich tiefer liegt als jener der Legierung.



(Abb. 8) ____ In Altrier gefundener Helmbrust aus Bronze, vermutlich zu einer Bronzestatue der Minerva (wie derjenigen aus Dalheim) gehörend. (Foto T. Lucas © MNHA-CNRA).

heim, D) durchgeführt wurden, die neben Zinn auch Silber nachweisen konnten (siehe unten).

Auf der Innenseite des Fragments sind abermals Pinselspuren vom WachsmodeLLbau erhalten, die zweifelsfrei das Herstellungsverfahren nach dem indirekten WachsauSchmelzverfahren belegen.

Aufgrund der geringen Größe des Fragments lässt sich keine weitere Aussage zur ursprünglichen Bronzestatue machen, außer dass sie partiell mit aufgelötetem Silberblech verziert war¹³. Ein im Frühjahr 2007 unweit des Altrierer Tempelbezirks entdecktes Helmbrustfragment (H. 7,73 cm)¹⁴, welches vermutlich zu einer Bronzestatue der Minerva (Abb. 8) gehört¹⁵, macht zusätzlich deutlich, dass in der – vor allem durch zahlreiche Funde weißtoniger Terrakotten bekannten – römischen Siedlung auch mit größeren Kultbildern aus Bronze zu rechnen ist.

DAS FRAGMENT AUS BARTRINGEN (Abb. 9a-b)

Das Bronzeblech ist 48 mm breit und 45 mm hoch. Es ist 2 bis 2,5 mm dick und wiegt 26,4 g. Die Untersuchung der Legierung mit dem Wirbelstromverfahren ergab einen Leitfähigkeitswert von etwa 9 Mega Siemens pro Meter (MS/m). Diese leicht erhöhten Werte deuten im Vergleich zu dem Fragment aus Altrier auf weniger hohe Zinngehalte hin. Erst durch eine quantitative Analyse, welche an diesem Objekt noch aussteht, können die vermuteten Werte der Hauptlegierungsanteile überprüft werden.

¹³ Siehe S. 153-155. – Die Ausschmückung von Bronzestatuetten mit Partien aus Silber findet sich z.B. bei einer Darstellung der Göttin Venus aus Hinzersath (D); sie ist mit einem silbernen Brustband, Haarband und Diadem versehen (MENZEL 1966: 37, Nr. 79 und Taf. 36-37; FAUST 1996: 124-125 sowie persönliche Mitteilung S. Faust). Auch bei den Augen der Minerva-Statuette aus Dalheim (DÖVENER 2010a: 50) wurde ein silbriges Material aufgebracht; bei diesem könnte es sich um Silber handeln.

¹⁴ Der Helmbrust aus Altrier (Gewicht 40,65 g) ist damit ca. 16 % kleiner als derjenige der Dalheimer Minerva. Er befindet sich in der Privatsammlung von P. Betzen (Echternach, L) und wurde im Februar 2009 für Fotografien und eine Abformung ausgeliehen.

¹⁵ Die Verehrung der Minerva in Altrier ist bislang durch eine Terrakotte (Inventarnummer 2004-015/1659) und eine Gemme aus blauem Glas (Minerva-Büste) (Inventarnummer 2007-084/0025) belegt.

Das Fragment ist leicht konvex gewölbt. Auf der Außenseite wird die – bis auf kleinere Kratzspuren – glatte Oberfläche¹⁶ durch eine horizontal verlaufende 1-2 mm breite, flache Rille unterteilt. Der Abschnitt oberhalb der Rille ist am Rand ein wenig nach oben gebogen und weist unregelmäßige, ineinander übergehende, schräge Kerben von ca. 1 cm Länge auf. Es könnte sich dabei entweder um die Darstellung von Haaren bzw. Fell handeln¹⁷ oder um die Andeutung von Falten aus Textil bzw. Leder. Bei dem unteren Abschluss handelt es sich nicht um eine Bruchkante, sondern um einen gegossenen Abschluss.

Bei dem Bartringer Fragment handelt es sich möglicherweise um ein Teilstück der Darstellung eines Schuhs mit offen gearbeiteter Sohle (Abb. 10). Der gegossene Rand würde hierbei den erhaltenen unteren Teil der Standfläche bilden. Vergleichbare Statuenfragmente, die eine Schuhdarstellung mit offen gearbeiteter Sohle aufweisen, stammen aus Rainau-Dalkingen und aus Namur (B) (WILLER et al. 2016: Katalogteil Rainau-Dalkingen/GBL 378 und Namur/GBL 387)¹⁸.

Die Innenseite des Bronzefragments ist rau, z.T. geädert, aber zeigt sonst keine eindeutigen Bearbeitungsspuren. Im oberen Randbereich ist an der Buchkante ein Teil einer ehemaligen Kernhalteröffnung zu erkennen. Die Maße des ehemaligen Kernhalters betragen – wie im Untersuchungsgebiet¹⁹ oftmals zu beobachten war – nur 2 x 2 mm (WILLER et al. 2017: 98-100). Im Gegensatz zu italienischen Kernhaltern,



(Abb. 9 a-b) — Bronzefragment aus Bartringen, Außenseite und Innenseite (mit Inventarnummer) (Foto T. Lucas © MNHA-CNRA).

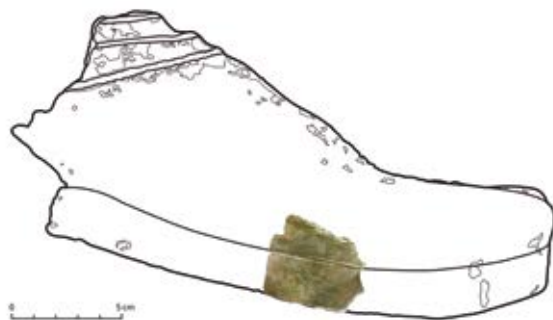
die oftmals 4 x 4 mm messen, brauchten die kleineren Kernhalteröffnungen nach dem Entfernen der Kernhalter lediglich mit einer hineingeschmiedeten Bronzeperle verschlossen

¹⁶ Unter dem Mikroskop ist allerdings erkennbar, dass die im Wachsmmodell bereits angelegten Oberflächendetails nach dem Guss leicht nachbearbeitet wurden.

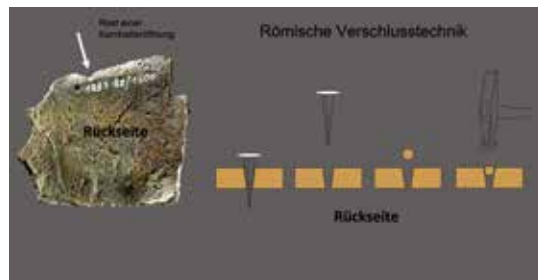
¹⁷ Das Fundstück wurde zunächst als Pferdehuf gedeutet. Allerdings ließ bereits die dann dementsprechend kurze Hufwand Zweifel aufkommen.

¹⁸ Siehe hierzu die Datenbank von www.grossbronzenamlimes.de. – Als dargestellte Schuhträger kommen bei bronzenen Statuen und Statuetten überwiegend Menschen in Frage, beispielsweise römische Kaiser, Magistrate oder Militärs, die mit z.T. reich verzierten Stiefeln (*calcei*) oder mit Sandalen (*crepidae*) wiedergegeben werden. Antike Gottheiten werden klassischerweise barfuß dargestellt, in der römischen Kunst finden sich jedoch zahlreiche Ausnahmen (PANHUYSEN 2014: 58-61).

¹⁹ vgl. Fußnote 6.



(Abb. 10) — Rekonstruktionsvorschlag für das Bronzefragment aus Bartringen mittels grafischer Montage auf ein Statuen-Fragment (Schuh) aus Namur (B) (Grafik M. Pütz & F. Willer © LVR-LandesMuseum Bonn).



(Abb. 11) — Römische Verschluss Technik von Kernhalterlöchern durch Hineinschmieden von Bronzeperlen (Grafik F. Willer, C. Duntze © LVR-LandesMuseum Bonn).

werden (Abb. 11); ein aufwendiges Kaschieren der Öffnung mittels eines Reparaturblechs war somit nicht erforderlich. Durch die gewaltsame Zerstörung der Statuen haben sich die Bronzeperlen oftmals gelöst und sind herausgefallen.

DIE NATURWISSENSCHAFTLICHEN UNTERSUCHUNGEN

Von den Bronzefragmenten aus Mamer und Dalheim wurde am 14.06.2017 jeweils eine Bohrprobe genommen, während von dem Fragment aus Altrier am 08.12.2017 ein kleines Probenfragment abgetrennt wurde, das für die metallographische Untersuchung präpariert wurde. Die chemische Zusammensetzung der Bohrproben wurde durch die energiedispersive Röntgenfluoreszenzanalyse (EDRFA) entsprechend der von Lutz und Pernicka (1996) beschriebenen Korrekturverfahren bestimmt, während die Zusammensetzung des Anschliffs mit einem Fischerscope XAN 150 bestimmt wurde (Tab. 1).

Dieses Gerät ist mit einer Videokamera und per Software wechselbaren Mehrfachkollimatoren ausgestattet, so dass ein Messfleck von definierter Größe erzeugt und genau positioniert werden kann, was für den geringen Durchmesser der Probe notwendig war. Die Auswertung des Anschliffs erfolgte im Lichtmikroskop (LM) und im Rasterelektronenmikroskop (REM) mit angeschlossenem energiedispersiven Röntgenspektrometer (EDX). Mikrohärtemessungen wurden mit dem Prüfverfahren nach Vickers²⁰ mit einer Last von 100 p (HV 0,1) und 1 p (HV 1) durchgeführt.

Die Verhältnisse der stabilen Isotope des Bleis wurden mit einem hochauflösenden Multikollektor-Massenspektrometer (Thermo Scientific Neptune Plus) mit induktiv gekoppelter Plasmaionisation (HR-MC-ICP-MS) bestimmt (Tab. 2).

Alle drei Fragmente weisen häufige Zusammensetzungen römischer Statuen auf, wobei das Bronzeblech aus Mamer eine typische Legierung mit 5-10 % Zinn und 15-20 % Blei besitzt,

²⁰ Die Härte ist definiert als der Widerstand eines Werkstoffes gegen das Eindringen eines härteren Prüfkörpers. Bei der Härteprüfung nach Vickers wird eine Diamantpyramide mit einer definierten Kraft in den Werkstoff gedrückt und der Eindruck vermessen. Der Wert wird dabei üblicherweise dimensionslos als Vickershärte (HV) angegeben.

Labor-Nr.	Fundort	Fe	Co	Ni	Cu	Zn	As	Ag	Sn	Sb	Pb	Bi
MA-174221	Dalheim	1,0	0,01	0,04	88	<0,2	0,01	0,07	3,1	0,18	7,1	0,01
MA-174222	Mamer	<0,05	<0,01	0,04	77	<0,2	<0,1	0,07	7,8	0,16	15	0,03
MA-178265	Altrier	<0,05	<0,01	<0,01	83	0,2	<0,1	0,18	7,6	0,13	9,1	<0,01

Tabelle 1 — Chemische Zusammensetzung der Proben (alle Angaben in Masseprozent). Die Konzentrationen von Mn (<0,005 %), Se (<0,01 %), Cd (<0,01 %), Te (<0,005 %), Au (<0,01 %) liegen unter der jeweiligen Nachweisgrenze und sind daher nicht in der Tabelle aufgeführt.

wie sie für die Mehrzahl der Großbronzen im Grenzgebiet des Limes nachgewiesen wurde (WILLER et al. 2017: 88). Das Fragment aus Al-

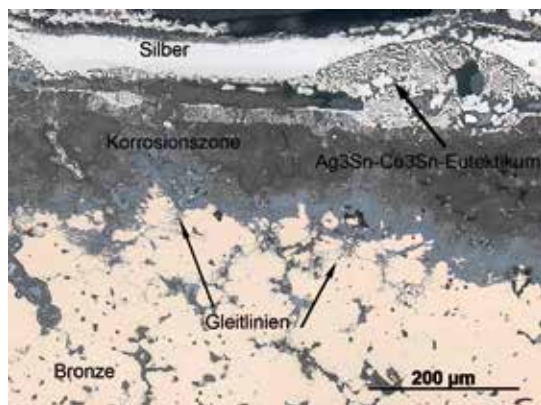
trier weist ebenfalls den typischen Zinngehalt, dafür aber einen etwas geringeren Bleigehalt auf, während das Fragment aus Dalheim zu ei-

Labor-Nr.	$^{208}\text{Pb}/^{206}\text{Pb}$	2σ	$^{207}\text{Pb}/^{206}\text{Pb}$	2σ	$^{206}\text{Pb}/^{204}\text{Pb}$	2σ
MA-174221	2,0932	0,0001	0,85039	0,00002	18,400	0,001
MA-174222	2,0876	0,0001	0,84691	0,00001	18,473	0,001

Tabelle 2 — Bleisotopenverhältnisse der analysierten Proben

ner kleineren Gruppe vergoldeter Statuen mit geringen Blei- und Zinnanteilen gehört (WILLER et al. 2017: 94). Der erhöhte Eisenanteil in dieser Legierung kann im Wesentlichen auf den Resteisenanteil in den Sulfid-Einschlüssen ($\text{Cu}_2\text{-Fe}_x\text{S}_{1-x}$) zurückgeführt werden, da in der Bohrpole keine Korrosionsbestandteile sichtbar waren. Einige der metallographisch untersuchten Fragmente von Großbronzen weisen relativ hohe Volumenanteile von Sulfid-Einschlüssen bis zu 2,2 % auf, wobei der Großteil davon, vermutlich durch das mehrfache Umschmelzen, kaum noch Eisenanteile aufweist und aus reinem Kupfersulfid (Cu_2S) besteht (WILLER et al. 2016: Tab. 1).

Als einziges Fragment enthält die Bronze aus Altrier einen geringfügig nachweisbaren Anteil an Zink (Zn 0,2 %). Dies deutet auf Zugaben von Altmittel in Form von Messing hin. Die Zugabe von Messing kann die Schmelz- und Gießeigenschaften von Bronzelegierungen, die nach antike Verfahren durchgeführt worden, positiv beeinflussen (WILLER et al. 2017: 94-95). Der Volumenanteil V_v der Kupfersulfide ($\text{Cu}_{2-x}\text{S}_{1-x}\text{Se}_{1-x}$) im Fragment aus Altrier beträgt 0,4 % und sie enthalten variable Anteile an Selen. Bei der silberfarbigen Oberfläche handelt es sich um zwei unterschiedliche Phänomene, die jedoch auf einem einzigen technischen Vorgang beruhen. Auf der Außenseite hatte man

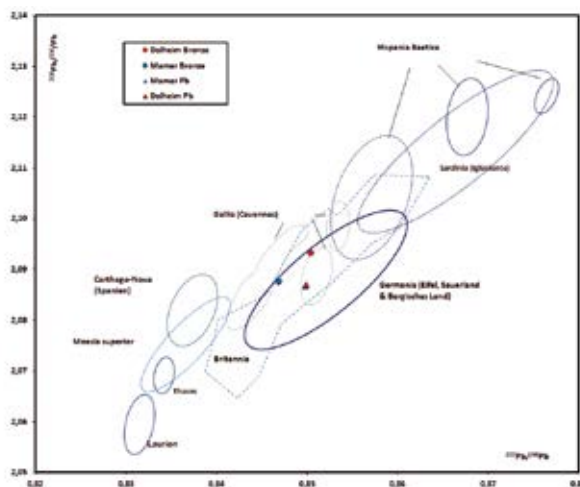


(Abb. 12) — Die lichtmikroskopische Aufnahme (Hellfeld) des Anschliffs vom Fragment aus Altrier zeigt das teilweise angeschmolzene Silberblech mit Ag_3Sn - Cu_3Sn -Eutektikum und zahlreiche Gleitlinien im unkorrodierten Bereich der Bronze (Foto R. Schwab © CEZA, Mannheim; Grafik F. Willer).

ein Silberblech mit Hilfe eines Zinn-Lotes aufgelötet. Das Silber ist dabei teilweise partiell, teilweise vollständig aufgeschmolzen und das dadurch entstandene Silber-Zinn-Lot hat auch mit der Bronze reagiert. Die so gebildete Silber-Zinn-Kupfer-Legierung hat sich bei der Erstarrung eutektisch²¹ entmischt (Abb. 12). Die zinnreiche ϵ -Phase (Cu_3Sn) ist dabei weitgehend korrodiert. Das Zinn-Lot ist jedoch offensichtlich über die Aussparungen für die Flickenbleche auch auf die Innenseite geflossen. Durch die Diffusion hat sich wiederum vorwiegend die zinnreiche ϵ -Phase gebildet (Cu_3Sn), an einigen Stellen jedoch auch noch die η -Phase (Cu_6Sn_5) und an anderen Stellen bereits die δ -Phase ($\text{Cu}_{41}\text{Sn}_{11}$). Dies entspricht Arbeitstemperaturen von 250° bis 350° C, lokal sogar von bis zu 450° C (MEEKS 1993: 256)²². Dies bedeutet, dass die Innenseite der Statue im Bereich der Auflötung

des Silberblechs unabsichtlich verzinkt worden ist. Es handelt sich also nicht, wie zunächst vermutet, um eine Zinn-Lötung zur Sicherung von Reparaturblechen, sondern um eine Lötung zur Montage eines Silberblechs.

Dies ist eine Technik, die in römischer Zeit vor allem zur flächigen Versilberung von kleinen Objekten und Statuetten verwendet worden und u.a. an einer großformatigen Statuette beobachtet wurde, die in Tholey im Saarland gefunden worden sein soll (NIEMEYER 2011:69). Durch das Lötten ist das Gefüge des Fragmentes teilweise kristallisiert. Es sind aber auch zahlrei-



(Abb. 13) — Radiogene Bleiisotopenverhältnisse der beiden Bronzefragmente (blauer und roter Punkt) und von zwei Bleiobjekten (blaues und rotes Dreieck), jeweils aus Mamer und Dalheim, im Vergleich mit den in römischer Zeit genutzten Bleilagerstätten (Referenzen für die Daten s. WILLER *et al.* 2016 und für die Bleifunde s. RAEPSAET *et al.* 2015) (Grafik R. Schwab © CEZA, Mannheim).

²¹ Eutektisch heißt, dass eine Schmelze bei einer festen Temperatur, dem sogenannten eutektischen Punkt, vollständig in zwei festen Phasen erstarrt. Im System Silber-Zinn erstarrt die Schmelze bei 221° C in eine silberreiche Phase (Ag_3Sn) und eine zinnreiche Phase (β -Sn), während sich bei Anwesenheit von Kupfer je nach Temperatur verschiedene Kupfer-Zinn-Phasen, wie die zinnreiche ϵ -Phase (Cu_3Sn), bilden (vgl. KARAKAYA, THOMPSON 1987; CHEN, YEN 1999).

²² Im System Kupfer-Zinn treten durch die beschränkte Löslichkeit des Zinns in Kupfer mehrere sogenannte intermediäre Phasen auf, die jedoch nur einen begrenzten Stabilitätsbereich besitzen. Je nach zugeführter Temperatur wandeln sich diese um, wobei sich durch die weiterschreitende Diffusion immer zinnärmere Phasen ausbilden ($\eta > \epsilon > \delta$).

che Gleitlinien zu erkennen (eine durch plastische Verformung hervorgerufene Versetzung der Kristallebenen), was auf eine mechanische Beanspruchung des Metallgefüges hindeutet; dies führt zu einer Verfestigung und damit zu einer erhöhten lokalen Mikrohärtigkeit von bis zu 120 HV 0,1 gegenüber der mittleren Härte von 94 HV 1 $\pm$ 14. Die mechanische Beanspruchung des Metallgefüges und damit die Verfestigung scheinen im Wesentlichen auf die Zerstörung der Statue zurückzugehen; sie wird bei Statuenfragmenten eher selten beobachtet (vgl. WILLER *et al.* 2016).

In (Abb. 13) sind die Bleiisotopenverhältnisse der beiden Proben aus Mamer und Dalheim im Vergleich zu anderen Großbronzen und den in römischer Zeit genutzten Lagerstätten dargestellt. Wie an anderer Stelle ausführlicher dargestellt (WILLER *et al.* 2016), muss man bei römischen Bronzen grundsätzlich mit verschiedenen Quellen für die Bleikomponenten rechnen, wobei bei Bleibronzen mit mehr als 10 % Blei der Anteil der anderen Komponenten vernachlässigbar ist. Die Aussagen über eine mögliche Provenienz beziehen sich deshalb für das Bronzeblech aus Mamer ausschließlich auf das zugegebene Blei, während das Fragment aus Dalheim durch die verschiedenen Komponenten beeinträchtigt sein könnte.

Bei den Analysen von Großbronzen im Umfeld des germanischen Limes hat es sich gezeigt, dass Bronzen den Provinzen *Germania inferior*, *Gallia Belgica* und *Germania superior* vorwiegend mit lokalem Blei, dem *plumbum Germanicum* aus den Lagerstätten des Rheinischen Schiefergebirges bzw. der Ardennen verwendet wurde (WILLER *et al.* 2016 und 2017). Sowohl aus Dalheim als auch aus Mamer liegen Daten für Bleiobjekte vor (RAEPSAET *et al.* 2015), die zeigen, dass sowohl im Vicus von Dalheim als auch in Mamer *plumbum Germanicum* vorhanden war. Die Signaturen der Bleifunde aus Mamer und Dalheim (Abb. 13, blaues und rotes Drei-

eck) sind fast identisch und sehr gut mit den lokalen Lagerstätten zu vereinbaren, sie sind jedoch vollkommend abweichend von den Signaturen des Bleis in den beiden Statuenfragmenten (Abb. 13, blauer und roter Punkt). Das Blei in dem Fragment aus Dalheim wäre zumindest theoretisch noch mit den Lagerstätten des Rheinischen Schiefergebirges kompatibel, aber eine bessere Entsprechung für beide Fragmente findet sich in den Bleierzen der britischen Inseln; hier am besten mit jenen aus dem englischen Pennines-Mittelgebirge, wo eine römische Bleiproduktion angenommen wird (HIRT 2010; MATTINGLY, SCHRÜFER-KOLB 2003). Eine positive Zuordnung zu einer Lagerstätte ist nie eindeutig, da Blei mit gleicher Isotopenzusammensetzung an unterschiedlichen Orten entstehen kann, weshalb man verschiedene Faktoren bei der Bewertung mit einbeziehen muss. Da britisches Blei im ganzen römischen Reich und auch für die germanischen Provinzen gut belegt ist (HANEL *et al.* 2013), lässt sich keine weitere Aussage über die mögliche Provenienz des Bleis in den Bronzefragmenten machen.

RESÜMEE

Aufgrund der Kleinteiligkeit der hier vorgestellten vier Bronzefragmente aus Luxemburg lassen sich grundsätzliche Fragen zum Aussehen der ursprünglichen Statuen, zu ihrer Datierung und zum einstigen Aufstellungsort leider nicht beantworten. Wir können lediglich davon ausgehen, dass sie zu Großbronzen gehörten, die wahrscheinlich im öffentlichen Raum aufgestellt waren, vermutlich ab dem 3. Jahrhundert im Rahmen von Metallrecycling zerstört und anschließend eingeschmolzen wurden. Die meist geringe Wandungsstärke der Fragmente (2 mm bis 4,5 mm) sagt nichts über die ursprüngliche Größe der Statuen aus, sie zeigt lediglich, dass diese Stücke aus Bereichen mit geringerer statischer Belastung stammen (SARGE 2017: 32). Dass römische Bronze gießer in der Lage waren auch große Bildwerke auffällig dünnwandig zu gießen, belegt z.B. eindrucksvoll ein bronzener Pferdekopf aus Augsburg (D), dessen Wandstärke in einigen Bereichen auch nur 2 mm beträgt (WILLER *et al.* 2017: 88-89). Wie viele Vergleichsstücke zerschlagener römischer Statuen im „Limesgebiet“ zeigen, lässt sich anhand der Wölbung und Form die ungefähre Größe einer Statue rekonstruieren. Auf jeden Fall lassen sich Bruchstücke von Großplastiken von Statuetten-Fragmenten gut unterscheiden. Insofern kann – aufgrund der geringen Wölbungen der Fragmente aus Mamer, Dalheim und Bartringen – davon ausgegangen werden, dass es sich hierbei einst um wohl mindestens lebensgroße Plastiken gehandelt haben wird.

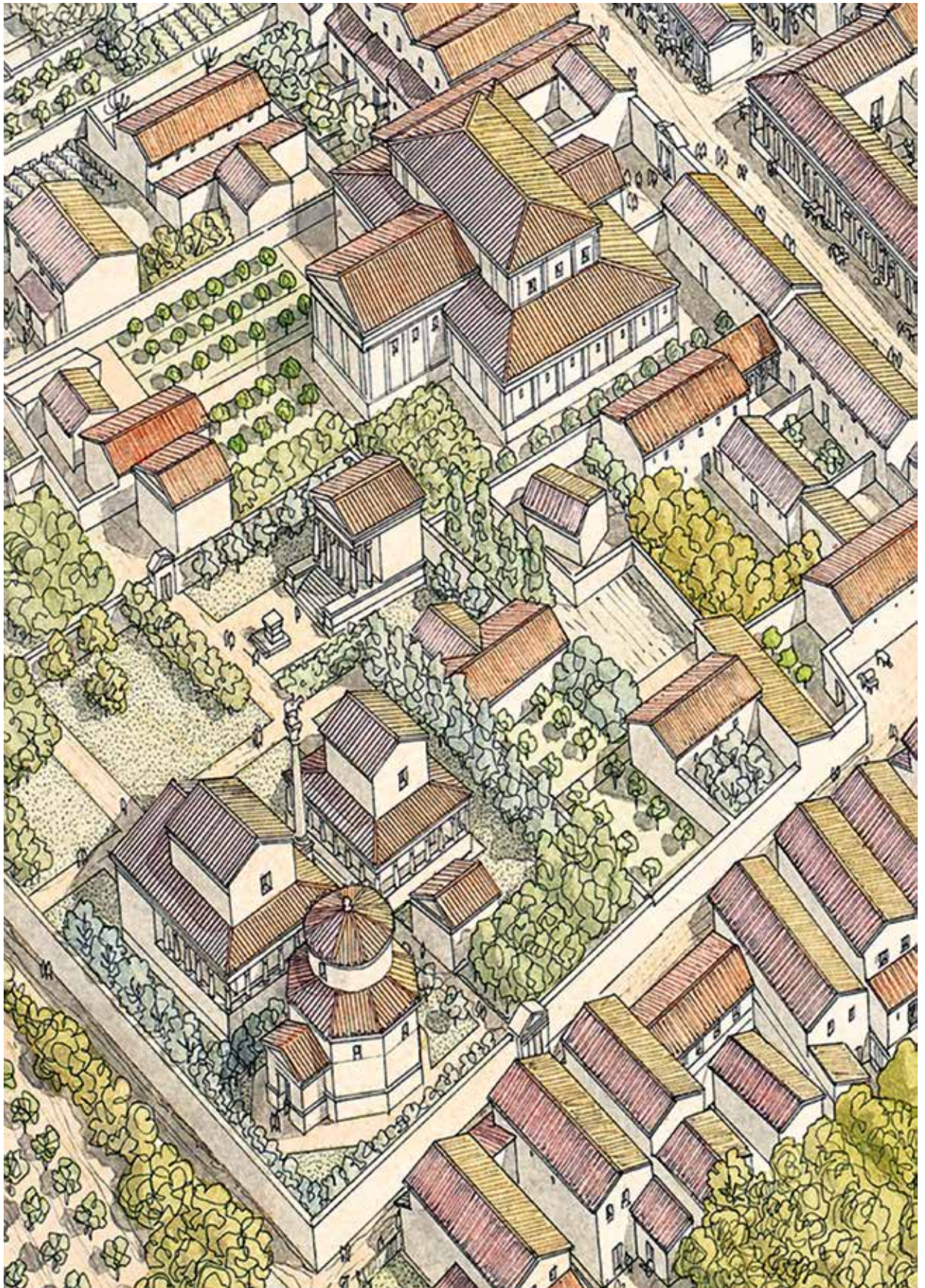
Die auffällige Reparaturtechnik mit eingelöteten Reparaturblechen an dem unvergoldeten Fragment aus Mamer weist auf eine traditionelle und recht aufwendige Vorgehensweise hin,

die für die Qualität der Arbeit spricht. Zahlreiche Vergleichsstücke solcher Reparaturen an Statuen aus dem Limesgebiet zeigen eine andere Technik, bei der kleinere Kernhalteröffnungen (2 x 2 mm) oftmals nur noch mit einer Bronzeperle verschlossen wurden. Das vergoldete Fragment aus Dalheim lässt anhand der Erkenntnisse aus dem Forschungsprojekt zu Römischen Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes²³ vermuten, dass es sich hierbei wohlmöglich um ein Götterbildnis gehandelt haben dürfte, welche fast ausschließlich in zivilen Fundkontexten zu beobachten waren. Die Zusammensetzung der Legierung, insbesondere die Bleianteile, deuten auf eine regionale Produktion der Statuen hin, bei der verfügbares, qualitativ gutes Blei, entweder aus regionalen Bleilagerstätten (*plumbum Germanicum*) oder von den Britischen Inseln, verwendet werden konnte.

Die Wiederverwendung von Messing als Zugabe in der Schmelze lässt sich nur an dem Fragment aus Altrier nachweisen. Als besonders spektakulär kann der analytische Nachweis eines Überzugs der Fläche mit einem dünnen Silberblech gewertet werden. Zwar sind polychrome Einlegearbeiten auch in Silber an Bronzestatuen im Limesgebiet zu beobachten, diese sind jedoch nur ornamental bzw. filigran ausgeführt und bedecken nicht die Fläche.

Die Autoren danken herzlich Tom Lucas, Ben Muller (beide MNHA, L), Lynn Stoffel, Nena Sand (beide CNRA, L) und Martin Pütz (LVR, D) für ihre Hilfe bei Fotografien und Abbildungen sowie Dr. Jean Krier (Moutfort, L) und Dr. Sabine Faust (Rheinisches Landesmuseum Trier, D) für Informationen und Hinweise!

²³ Siehe <http://www.grossbronzenamlimes.de/>.



(Abb. 14) — Tempelbezirk in Dalheim, idealisierte Ansicht aus Vogelperspektive (Zeichnung J.-C. Golvin nach Vorgabe J. Krier © CNRA).

Franziska DÖVENER
Centre national de recherche archéologique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange
franziska.doevener@cnra.etat.lu

PD Dr. rer. nat. Roland SCHWAB
Stv. wiss. Direktor / Deputy Director
Curt-Engelhorn-Zentrum Archäometrie gGmbH
D 6,3
D-68159 Mannheim
roland.schwab@cez-archaeometrie.de

Frank WILLER
Restaurator für archäologisches Kulturgut /
Antike Herstellungstechniken / Materialunter-
suchungen
LVR-LandesMuseum Bonn
Rheinisches LandesMuseum für Archäologie,
Kunst- und Kulturgeschichte
Bachstraße 5-9
D-53115 Bonn
frank.willer@lvr.de

LITERATUR

BOTT K., WILLER F. 2014. Gold – ein unvergängliches Material. In: LVR-LANDESMUSEUM BONN, ARCHÄOLOGISCHES LANDESMUSEUM BADEN-WÜRTTEMBERG, MUSEUM HET VALKHOF NIJMEGEN (Hrsg.). *Gebrochener Glanz. Römische Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes*. Nünnerich-Asmus Verlag, Mainz, 207-209.

CHEN S.-W., YEN Y.-W. 1999. Interfacial Reactions in Ag-Sn/Cu Couples. *Journal of Electronic Materials*, 28-11, 1203-1208.

DÖVENER F. 2008. Neues zum römischen Vicus von Altrier. *Empreintes – Annuaire du Musée national d'histoire et d'art*, 1, 59-64.

DÖVENER F. 2010a. Auge um Auge ... Ein seltenes Fundstück aus dem Tempelbezirk des römischen Vicus in Dalheim. *Empreintes. Annuaire du Musée national d'histoire et d'art*, 3, 46-53.

DÖVENER F. 2010b. Altrier revisited – Zum Nachleben einer römischen Siedlung. *Hémecht*, 62-1, 5-30.

DÖVENER F., PAULKE M. 2017/2018. Neue Erkenntnisse zum Nordteil des Vicus von Mamer-Bertrange. *Archaeologia Luxemburgensis*, 4, 118-138.

FAUST S. 1996. 12 e) Bronzestatuetten der Venus. In: KUHNNEN H.-P. (Hrsg.). *Religio Romana – Wege zu den Göttern im antiken Trier*. Selbstverlag des Rheinischen Landesmuseums, Trier, 124-125.

HANEL N., ROTHENHÖFER P., BODE M., HAUPTMANN, A. 2013. Nach der Schlacht von Lugdunum (197 n. Chr.). Britannisches Blei auf dem Weg nach Rom. *Chiron*, 43, 297-325.

HIRT A.M. 2010. *Imperial Mines and Quarries in the Roman World. Organizational Aspects 27 BC-AD 235*. Oxford University Press, Oxford, 551 S.

KARAKAYA I., THOMPSON W.T. 1987. The Ag-Sn (Silver-Tin) System. *Bulletin of Alloy Phase Diagrams*, 8-4, 340-347.

KAUFMANN-HEINIMANN A. 2017. Function and Use of Roman Medium-Sized Statuettes in the Northwestern Provinces. In: DAEHNER J.M., LAPATIN K., SPINELLI A. (Hrsg.), *Artistry in Bronze. The Greeks and their Legacy. XIXth International Congress on Ancient Bronzes*. Getty Publications, Los Angeles, 151-158.

KEMKES M. (Hrsg.) 2017. *Römische Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes. Abschlusskolloquium des Forschungsprojektes "Römische Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes" am 4./5. Februar 2015 im Limesmuseum Aalen*. Beiträge zum Welterbe Limes 9. Theiss, Darmstadt, 239 S.

KRIER J. 2009. Die Ausgrabungen auf dem Gelände der römischen Palastvilla von Bartringen-„Burmicht“. In: KREMER G., *Das frühkaiserzeitliche Mausoleum von Bartringen (Luxemburg)*. Dossiers d'archéologie du Musée national d'histoire et d'art XII. Imprimerie Centrale, Luxemburg, 13-30.

KRIER J. 2010. *Der römische Vicus von Dalheim*. Imprimerie Hengen, Luxemburg, 45 S.

LE BRUN-RICALES F., LÓPEZ LUJÁN L., FAUVET-BERTHOLET M.-F., RICHARD E. 2014. Guillaume-Joseph Dupaix (1746-1818) alias Guillermo Dupaix : un Luxembourgeois méconnu aux origines de l'archéologie précolombienne et mexicaine. *Archaeologia Luxemburgensis*, 1, 131-151.

LUTZ J., PERNICKA E. 1996. Energy Dispersive X-Ray Fluorescence Analysis of Ancient Copper Alloys: Empirical Values for Precision and Accuracy. *Archaeometry*, 38, 313-323.

LVR-LANDESMUSEUM BONN, ARCHÄOLOGISCHES LANDESMUSEUM BADEN-WÜRTTEMBERG, MUSEUM HET VALKHOF NIJMEGEN (Hrsg.) 2014. *Gebrochener Glanz. Römische Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes*. Nünnerich-Asmus Verlag, Mainz, 216 S.

MATTINGLY D., SCHRÜFER-KOLB I. 2003. Les mines d'argent et de plomb en Grande-Bretagne romaine: les Mendips, Halkyn Mountain, Peak District / Penninnes. In : OREJAS A. (ed.) *Atlas historique des zones minières d'Europe II: Dossier X*. Luxembourg, Office des Publications officielles des Communautés Européennes, 1-12.

MEEKS N.D. 1993. Surface Characterization of Tinned Bronze, High-Tin Bronze, Tinned Iron and Arsenical Bronze. In: LA NIECE S., CRADDOCK P.T. (Hrsg.). *Metal Plating and Patination: Cultural, Technical and Historical Developments*. Butterworth-Heinemann, Oxford, 247-275.

MENZEL H. 1966. *Die römischen Bronzen aus Deutschland. II. Trier*. Verlag Philipp von Zabern, Mainz, 140 S.

METZLER J., ZIMMER J. 1978. Beiträge zur Archäologie von Dalheim. *Hémecht* 30, Heft 3, 351-382.

MEYLAN-KRAUSE M.F. 2014. Großbronzen von Aventicum. In: LVR-LANDESMUSEUM BONN, ARCHÄOLOGISCHES LANDESMUSEUM BADEN-WÜRTTEMBERG, MUSEUM HET VALKHOF NIJMEGEN (Hrsg.). *Gebrochener Glanz. Römische Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes*. Nünnerich-Asmus Verlag, Mainz, 52-55.

NIEMEYER B. 2011. Die folienversilberte Messingstatuette eines Bacchus aus Liebenow/Lubanowo, Polen. *Restaurierung und Archäologie*, 4, 59-73.

PANHUYSEN T.A.S.M. 2014. Ein außergewöhnlicher Hortfund aus Maastricht. In: LVR-LANDESMUSEUM BONN, ARCHÄOLOGISCHES LANDESMUSEUM BADEN-WÜRTTEMBERG, MUSEUM HET VALKHOF NIJMEGEN (Hrsg.). *Gebrochener Glanz. Römische Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes*. Nünnerich-Asmus Verlag, Mainz, 58-61.

RAEPSAET G., DEMAIFFE D., RAEPSAET-CHARLIER M.-T. 2015. La production, la diffusion et la consommation du plomb « germanique » en Gaule du Nord. Apports des isotopes du plomb. *Vie Archéologique*, 74, 65-89.

SAND N. 2015. Archäologische Spurensuche im Depot. Die Erstellung einer Datenbank der Altfunde in den Beständen des MNHA-CNRA. *Archaeologia Luxemburgensis*, 2, 138-143.

SARGE C. 2017. Geschaffen, verehrt, zerstört, verwertet ... Überreste von Bronzestatuen aus der Germania inferior, dem Osten der Gallia Belgica und dem Norden der Germania superior. In: KEMKES M. (Hrsg.). *Römische Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes. Abschlusskolloquium des Forschungsprojektes "Römische Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes" am 4./5. Februar 2015 im Limesmuseum Aalen*. Beiträge zum Welterbe Limes 9. Theiss, Darmstadt, 26-39.

WILLER F. 1994. Zur Herstellungstechnik der Herme. In: HELLENKEMPER SALIES G., VON PRITTWITZ UND GAFFRON H.-H., BAUCHHENS G. (Hrsg.). *Das Wrack. Der antike Schiffsfund von Mahdia*. Band 2. Rheinland-Verlag, Köln, 959-970.

WILLER F. 2014a. Bronzen im Magnetfeld. Das Wirbelstromverfahren. In: LVR-LANDESMUSEUM BONN, ARCHÄOLOGISCHES LANDESMUSEUM BADEN-WÜRTTEMBERG, MUSEUM HET VALKHOF NIJMEGEN (Hrsg.). *Gebrochener Glanz. Römische Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes*. Nünnerich-Asmus Verlag, Mainz, 183-184.

WILLER F. 2014b. Recycling – ein alter Hut. In: LVR-LANDESMUSEUM BONN, ARCHÄOLOGISCHES LANDESMUSEUM BADEN-WÜRTTEMBERG, MUSEUM HET VALKHOF NIJMEGEN (Hrsg.). *Gebrochener Glanz. Römische Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes*. Nünnerich-Asmus Verlag, Mainz, 210-211.

WILLER F. MEIJERS R. 2014. Hightech trifft auf Antike. Römischen Bronzegeißern auf der Spur. In: LVR-LANDESMUSEUM BONN, ARCHÄOLOGISCHES LANDESMUSEUM BADEN-WÜRTTEMBERG, MUSEUM HET VALKHOF NIJMEGEN (Hrsg.). *Gebrochener Glanz. Römische Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes*. Nünnerich-Asmus Verlag, Mainz, 167-179.

WILLER F., SCHWAB R., MIRSCHENZ M. 2016. Römische Bronzestatuen am Limes: Archäometrische Untersuchungen zur Herstellungstechnik. *Bonner Jahrbücher* 216, 57-231.

WILLER F., SCHWAB R., MIRSCHENZ M. 2017. Ergebnisse der archäometrischen und herstellungstechnischen Forschungen an den „Limesbronzen“. In: KEMKES M. (Hrsg.). *Römische Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes. Abschlusskolloquium des Forschungsprojektes „Römische Großbronzen am UNESCO-Welterbe Limes“ am 4./5. Februar 2015 im Limesmuseum Aalen*. Beiträge zum Welterbe Limes 9. Theiss, Darmstadt, 78-207.



(Abb. 1) — Südwall Härdgeslay
(© Pieter Hellbach 2016)

Ein Monitoringkonzept für das gallorömische Grabdenkmal Häerdgeslay bei Altlinster

PIETER HELLBACH

1. VORWORT

Im November und Dezember 2016 wurde das gallorömische Sandsteinmonument „Häerdgeslay“ in der Gemeinde Junglinster, Ortsteil Altlinster, an der Grenze der Kantone Grevenmacher und Luxemburg restauratorisch untersucht. Ziel der achttägigen Kampagne war es, eine Momentaufnahme des Zustandes in Bild und Text zu erfassen und aus diesen Informationen ein Konzept zur systematischen Überwachung und Wartung des frei bewitterten, mit einem Relief und Trittstufen behauenen Monolithen - kurz Monitoring-Konzept - zu erstellen. Diese, auf Jahrzehnte angelegte Reihe an Kontrollen objektiv nachvollziehbarer Parameter des Verfalls und abgestimmter, lokaler Sicherungsmaßnahmen bietet die größte Chance, das Objekt zu schützen (MEINHARDT 2015). Der Erhalt des einzigartigen Zeugnisses der Vergangenheit ist insbesondere aufgrund des bisher nur unzureichend geklärten Informationsgehaltes von hoher Wichtigkeit. Der skulptierte solitäre Sandsteinfels wurde noch nie restauratorisch



(Abb. 2) — Für den Zeitraum der Untersuchungen wurde die Südwand eingerüstet, da das stark abschüssige Terrain die Arbeit von der Leiter gefährlich gestaltete (© Friederike Funke 2016).

dokumentiert. Daher lag ein Schwerpunkt der Arbeit auf der Untersuchung von Bestand und Zustand des bedeutenden Denkmals. Auf dieser selbst erarbeiteten Grundlage sollten Empfehlungen zum zukünftigen Umgang mit dem Objekt ausgesprochen werden.

Ausschlaggebend dazu war ein Auftrag des *Centre National de Recherche Archéologique* (CNRA) an den Studiengang Restaurierung und Konservierung der Hochschule für angewandte Wissenschaften und Künste HAWK Hildesheim. Der Autor Pieter Hellbach, BA-Student der Fachrichtung „Konservierung & Restaurierung von Stein & Keramik“, führte daraufhin die Untersuchungen im Rahmen seiner *Bachelor of Arts* - Thesis durch. Die Aufsicht über die Arbeiten führte das CNRA.

2. ABLAUF EINER UNTERSUCHUNG

Vor der eigentlichen Untersuchung des Objektes, welches als Primärquelle bezeichnet wird, galt es alle verfügbaren Sekundärquellen in Literatur und Bild über die Geschichte des Objektes, dessen Erschaffungszweck und Umgebung sammeln. Hierbei wurden historische Berichte, Zeichnungen und Fotos einer Konservierungsmaßnahme aus dem Sommer 1999, Klimamessungen der Region wie auch rezentes Bildmaterial einer 3-D Scans, ausgeführt im Sommer 2016 durch die Firma ArcTron, gesichtet.

Nach der Auswertung der Sekundärquellen wurde das Objekt als Primärquelle zu Rate gezogen. Das Credo einer jeden Untersuchung am Objekt ist das Extrahieren/Sammeln eines Maximums an Informationen bei gleichzeitiger Minimierung des Eingriffs in das Objekt - die Untersuchungsmethoden wurden von nichtinvasiver optischer Beschreibung des Steins und punktuellen Temperaturmessungen über minimalinvasive Messungen (Überprüfung der kapillaren Wasseraufnahmefähigkeit) bis hin zu invasiven Eingriffen



(Abb. 3) — Relief bei Nacht: die Streiflichtaufnahme verdeutlicht den schuppigen Zerfall der Oberfläche. Hier besteht dringender Handlungsbedarf (© Pieter Hellbach 2016).

(Beprobung der Salzausblühungen und mikrobiologischen Besiedlung der Oberfläche) gestaffelt. Der Vor- und Nachzustand des Objektes wurde bei jeder Untersuchung in Bild und Text dokumentiert. Von der Südwand und ihrem Relief wurden Kartierungen der Bestands- und Zustandsphänomene angefertigt, um einen Überblick zu gewinnen und auch Referenzmaterial für spätere Untersuchungen zu schaffen.

3. BESTAND

Bei der „Häerdgeslay“ handelt es sich um einen Felsen aus grau-bräunlichem Luxemburger Sandstein (*Grès de Luxembourg*). Das Monument und seine beiden benachbarten Steine befinden sich in unmittelbarer Nähe zum prähistorischen „Häerdges“-Komplex, einer natürlich entstandenen Steininformation von vermeintlich kultischer Bedeutung (ENGLING 1846; SCHNEIDER 1939: 195-197 und 303ff).



(Abb. 4) — Flüssigkeitsaufnahme nach Mirowski: bei dieser physikalischen Untersuchung wird eine Abschätzung des Zustandes des Gesteinsgefüges mittels des Vergleiches von absorbierter Flüssigkeitsmenge zur Aufnahmegeschwindigkeit vorgenommen. Um die Mobilisierung von Salzen Salzausblühungen zu verhindern (© Pieter Hellbach 2016).

„Auf dem sog. „Häertcheslay“, nördlich, oberhalb des Ortes, zur Talseite der Weissen Ern zu, befindet sich ein in den Felsen geschlagenes, verwittertes Relief. Es handelt sich um zwei überlebensgroße, stehende Personen in einer Nische, die als Halbreief ausgeführt sind. Die beiden Figuren wurden in der Bevölkerung immer als *de Mann an d’Fra op der Lae* (der Mann und die Frau auf dem Felsen) bezeichnet. Die Bezeichnung *Ley*, *Lae* oder auch *Lay* bedeutet Fels.

Die linke der beiden Figuren misst 2,1 Meter, die Rechte 2,0 Meter. Beide Personen tragen lange bis über die Knie reichende Mäntel. Bei der linken Figur ist der Kopf noch erhalten. Es scheint, als sei eine Kapuze über den Kopf gezogen. In der rechten Hand hält sie ein stabförmiges Attribut, dass über die rechte Schulter bis an den Bildrand reicht. Bei der etwas kleineren linken Person fehlt der Kopf, Attribute sind nicht mehr zu erkennen.

Die verschiedenen Erklärungsversuche dieses für Luxemburg einmaligen Bildwerkes reichten von der Darstellung einer keltischen Verlobungsszene, über die Darstellung einer keltischen Göttin mit ihrem Priester, bis hin zur Darstellung von Schutzgeistern (Laren) einer benachbarten Quelle. Die Forschung ist sich heute aber einig, dass es sich um die Abbildung von Verstorbenen auf einem Grabmonument handelt. Unklar bleibt indes, ob es sich bei den Dargestellten um eine Frau und einen Mann, oder um zwei Männer handelt.“ (PAULKE 2018; sowie BOPPERT 2000: 95-107, hier 103).

Aus dieser Zeit stammt auch die Reihe in den Felsen gehauener Trittstufen an seiner Nordwand, welche zu einer Vertiefung auf seiner Oberseite führen. Diese Vertiefung, die vermutlich Leichenbrand aufnahm, macht die Einzigartigkeit der „Häerdgeslay“ in der Region als gallorömisches Grabmal aus - vergleichbare Denkmäler wie der Dianastein in Bollendorf oder das Militärdenkmal in Schweinschied/Rheinland-Pfalz weisen solche Vertiefung nicht auf. Der Auftraggeber des Werkes ist nicht bekannt.

Auffällig sind die zahlreichen Schleifspuren auf seiner Oberfläche; diese stammen vermutlich zum Teil aus prähistorischer Zeit und rühren vom Schleifen von Steinwerkzeugen her. Weitere Schleifspuren an der Südwand zeigen typische Formen des Wetzens von Bildhauereisen und entstanden vermutlich während der Arbeiten am Relief. Die zahlreichen Graffiti, welche die gesamte Oberfläche des Steins überziehen, sind rezenterer Natur (älteste gefundene datierte Ritzung aus dem Jahre 1944), gehören jedoch auch zum Bestand des Objektes und sollen ebenso erhalten bleiben wie die dunkle Verfärbung aus herausgewaschenem und konkretisiertem Bindemittel an den direkt bewitterten Bereichen, welche als Patina bezeichnet wird und den Stein vor weiterem Zerfall schützt.

4. UNTERSUCHUNGSERGEBNISSE

Der Zustand des Objektes ist kritisch. Das Gestein ist zwar in seiner Struktur stabil, jedoch sind große Teile der Oberfläche stark verwittert, was die Untersuchung zum Wasseraufnahmeverhalten nach Mirowski beweist¹. Bei dieser tränkt ein mit einer Testflüssigkeit gefülltes Messröhrchen mittels Schwämmchen die Gesteinsoberfläche. An den entfestigten Stellen nimmt der Stein das Wasser schnell auf und verteilt es rasch in einem Feuchtigkeitshof an der Oberfläche.

Die fortschreitende Verwitterung hat das Relief derart geschädigt, dass sich keine Rückschlüsse mehr auf die Attribute der dargestellten Personen ziehen lassen. Ebenso fehlt der Kopf der linken Figur, vermutlich aufgrund von Gewalteinwirkung. Spuren von Vandalismus finden sich in Form von Graffiti und Farbabrieben wie auch Farbveränderungen des ursprünglich bräunlichen Gesteins ins Rote - eine Folge der chemischen Veränderung des im Stein enthaltenen Ockerpigmentes durch Hitzeeinwirkung von Lagerfeuern am Fuße des Monuments. Die Oberfläche des Steins weist die für den Luxemburger Sandstein typische Verwitterungsform der Alveolisierung auf - bienenwabenartige Vertiefungen haben sich in vielen Bereichen gebildet. Das feuchte Mikroklima begünstigt das Wachstum einer dichten biologischen Auflage; diese verändert die Feuchtigkeitseigenschaften des Materials und kann - je nach Art der Besiedlung - das Gestein durch Stoffwechselprodukte chemisch und durch Wurzelsprengung mechanisch schädigen. Die häufige Durchfeuchtung des Gesteins in Verbindung mit punktueller Aufheizung durch Sonneneinstrahlung begünstigt die Bildung von Salzausblühungen. Diese entfestigen durch ihre starke Volumenzunahme während der Auskristallisierung das Gefüge des



(Abb. 5) — Kartierungen: Durch Übereinanderlegen der mit farbunterlegten Phänomenen versehenen Transparentpapiere, lassen sich unterschiedliche Schadensbilder in ihrer Ausbreitung vergleichen, wie die biologische Besiedlung (Farbflächen) und die Salzausblühungen (Schraffur) des Reliefs (© Pieter Hellbach 2016).

Gesteins und verursachen sein „Aufblättern“. Insbesondere im Sockelbereich und im Bereich zwischen den beiden dargestellten Personen des Reliefs finden sich zahlreiche laminierte Bereiche, die sich vom Objekt zu lösen drohen. Dieser drohende Haftungsverlust wird als aktiver Schaden bezeichnet und verdeutlicht den dringenden Handlungsbedarf zum Schutze des Objektes. Zur genauen Bestimmung der mikrobiologischen Besiedlung und der Salze wurden Proben für eine Untersuchung im Labor entnommen. Von diesen Ergebnissen hängen die zukünftigen Konservierungsmaßnahmen ab.

¹ Kapillartränkungsprüfer von Ryszard Mirowski, polnisches Patent Nr. 125504 (1981).

5. AUSBLICK

Das Objekt ist in seiner Struktur stabil. Jedoch machen die zahlreichen, zum Teil stark verwitterten Teilflächen die Dringlichkeit einer regelmäßigen Wartung des Monuments notwendig. Um die Zusammenhänge der Einflüsse welche auf das Objekt wirken, und deren Schadenspotential zu klären, sind weitere Untersuchungen nötig. Zum Abschätzen der Schadensaktivität, d.h. der Geschwindigkeit mit welcher der Zerfall im Laufe der Jahreszeiten voranschreitet, ist eine jährliche Kontrolle des Zustandes unumgänglich. Dabei sollten nach objektiv nachvollziehbaren Parametern an vorgegebenen Punkten gemessen und mit den Resultaten früherer Messungen verglichen werden. Der Vergleich dieser Ergebnisse wird Aufschluss über die Notwendigkeit weiterer restauratorischer Maßnahmen geben.

Eine mögliche konservatorische Maßnahme wäre die Entfernung der mikrobiologischen Auflage des Bildfeldes, da diese die Lesbarkeit des Dargestellten einschränkt. Jedoch müsste dieser tiefgreifenden Entscheidung eine eingehende Untersuchung der Organismen vorangehen um sicherzugehen, ob diese Entfernung des Biofilms eine mögliche Schadensquelle (gestörter Feuchtigkeitshaushalt durch einen Wasserspeicher an der Oberfläche; mögliche Schädigung des Materials durch saure Stoffwechselprodukte) eliminiert, oder aber die dadurch resultierende Vergrößerung der exponierten Fläche (Angriffsfläche für die Bewitterung) die Problematik des Zerfalls zuspitzt.

Sollte man sich entscheiden, die mikrobiologische Auflage zu entfernen, wäre der Auftrag einer Schlämme, die sozusagen als „Opferschicht“ dient, denkbar. Durch diese „Opferschicht“ würde die Objektoberfläche nach außen verlagert werden, und ein Ausblühen der Salze würde in

der Schlämmschicht stattfinden und nicht im Gestein. Außerdem würde die Schlämmschicht als Schutz gegen Witterungseinflüsse dienen und eine erneute mikrobiologische Besiedelung eindämmen.

Die Effektivität einer solchen Maßnahme würde ebenfalls in die Kontrolle im Rahmen eines Monitoring-Konzepts einbezogen werden. Zur Überprüfung der Wirksamkeit und Haltbarkeit der Schlämme würden die behandelten Flächen in regelmäßigen Zeitabständen (beispielsweise alle zehn bis fünfzehn Jahre) in genormten Verfahren (z.B. Flüssigkeitsaufnahme nach Mirowski) untersucht werden, um objektiv vergleichbare Ergebnisse zu erzielen und somit den Fortschritt des Zerfalls einschätzen zu können.



(Abb. 6) — Ansicht der Oberseite von Osten mit Aschentonnen. Das Problem des Vandalismus wird in Form unzähliger Ritzungen offenbar (© Pieter Hellbach 2016).

DANKSAGUNG

Ich danke allen Beteiligten, die mir mit ihrer professionellen und zielorientierten Unterstützung bei der Erstellung dieser Bachelorthesis zur Seite gestanden haben. Mein besonderer Dank gilt Frau Prof. Dr. Nicole Riedl und Frau Friederike Funke (Dipl.-Rest.), die mir mit ihrer Fachkenntnis und ihrer Bereitschaft zum Dialog geholfen haben, mich dieser komplexen Materie zu nähern. Beide haben den Weg zur „Häerdgeslay“ nicht gescheut und haben mich teilhaben lassen an ihrer Begeisterung für das Objekt. Mit dem Tod von Frau Prof. Dr. Riedl verlieren nicht nur die Studenten eine hilfsbereite und freundliche Dozentin, sondern auch die schätzenswerten Zeugen der Vergangenheit eine unermüdliche Fürsprecherin.

Pieter HELLBACH, B.A.
Restaurator für Stein und Keramik
Fakultät Bauen & Erhalten / HAWK Hildesheim
Hohnsen 4
D-31134 Hildesheim
the.stonemason@yahoo.de

LITERATUR

BOPPERT W. 2000. Grabdenkmäler als Zeugnisse des Romanisierungsprozesses im östlichen Trevererland: Autochthone Traditionen und italisch-hellenistische Einflüsse in der Sepulchralkunst. *La sculpture d'époque romaine dans le nord, dans l'est des Gaules et dans les régions avoisinantes: Acquis et problématiques actuelles*. Paris, Presses Universitaires Franc-Comtoises, 95-107.

ENGLING J. 1846. L'Homme et la Femme sur la Roche à Altlinster. *Publications de la Société pour la Recherche et la Conservation des Monuments historiques dans le Grand-Duché de Luxembourg*, Luxembourg, Imprimerie V. Buck, 95-103.

MEINHARDT J. 2015. Das WTA-Merkblatt 3-18-14/D „Monitoring von Bauten und Denkmalen aus Naturstein“. *Bausubstanz*, 3, 36-41.

PAULKE, M. 2018. Archäologischer Rundgang durch Luxemburg (im Druck).

SCHNEIDER E. 1939. *Material zu einer archäologischen Felskunde des Luxemburger Landes*, Ed. Bruck, Luxemburg, 324 S.





Neufunde römischer Dosenschlossfragmente aus Luxemburg

MATTHIAS PAULKE

UNTER MITARBEIT VON YVES LAHUR UND VÉRONIQUE BIVER

Im Zuge der Neuinventarisierung des Kleinfundepots in den Räumlichkeiten des Centre national de recherche archéologique in Bartringen (SAND 2015) konnte von der zuständigen Bearbeiterin ein unscheinbares Eisenobjekt¹ zweifelsfrei als Fragment eines Schlosses identifiziert werden. Ein zweites Schlossteil² wurde im Verlauf der Ausgrabungskampagne des Jahres 2015 in Gebäude 6 der römischen Villa von Goeblingen – „Miecher“ durch die „Georges-Kayser-Altertumsfuerscher a.s.b.l.“ geborgen (LAHUR 2015: 42). Einen weiteren Neufund³ erhielt das CNRA durch das Fragment eines Dosenschlosses aus der römischen Villa von Schieren (BIVER, STEAD 2016).

Neben einem vollständig erhaltenen Dosenschloss sowie einem weiteren Fragment, beide aus dem Vicus von Mamer-Bartringen (ELSEN, PAULKE 2014: 611-625) stellen die drei bisher pu-

blizierten Fragmente aus Goeblingen und Schieren die einzigen bekannten Objekte dieser Fundgattung im Großherzogtum dar. Die Neufunde sollen im Folgenden vorgestellt und die Verbreitungskarte der Dosenschlösser in den römischen Nordwestprovinzen vervollständigt werden.

Bei Dosenschlössern handelt es sich um Vorhängeschlösser. Die meist runden, selten rechteckigen oder achteckigen Vorhängeschlösser kamen als Vollmetallausführungen oder als Holz-Eisenkonstruktion vor. Bei den Vollmetallausführungen war die Mechanik fest mit dem Gehäuse des Schlosses, der sog. Dose, verlötet oder vernietet. Bei den Holz-Eisenkonstruktionen war die eiserne Schließmechanik in einen hölzernen Zylinder eingepasst, welcher wiederum in die Dose aus Eisenblech eingesetzt war und durch Nägel fixiert wurde. Allen Schlössern zu eigen

¹ Inv.-Nr. 2015-003/1165-8

² Inv.-Nr. 1992-327/16660; Gebäude 6; Quadrat W; Feld W23, W24; im Versturz; Datum 02/06/2015

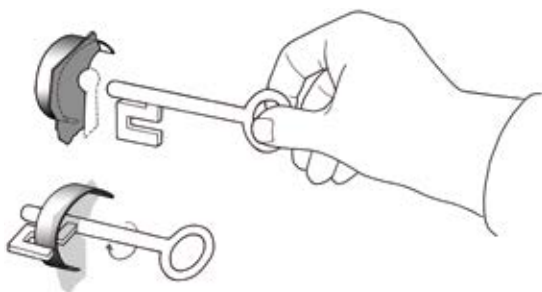
³ Inv.-Nr. 2013-023/6341; Vermessungsnr. 5705, Schicht 1021; im Versturz; Datum 27/10/2016

war, dass an ihnen eine Kette oder ein Bügel befestigt war, deren bzw. dessen loses Ende auf einer der Stirnseiten in eine Öffnung gesteckt werden konnten. Durch das Verriegeln des Schlosses glitt der Riegel unterhalb dieser Öffnung durch das eingesteckte Ende des Bügels bzw. der Kette und verschloss so das Schloss.

Der z. T. sehr einfache Aufbau dieser Schlösser und die feingliedrigen Ketten und Bügel dürften roher Gewalt nicht standgehalten haben, sodass vielmehr auf eine abschreckende Wirkung der Schlösser gesetzt wurde (SCHAUERTE, STEINER 1984).

OBJEKT 1

Bei dem im Jahre 2015 gefundenen Fragment aus Goeblingen (Inv.-Nr. 1992-327/16660) handelt es sich um das Fragment des Deckelblechs eines Dosenschlosses, dessen Durchmesser auf 72 mm ergänzt werden kann. Der Rand des etwa 1 mm starken Eisenbleches ist 5 mm umgebogen. Auf dem zu etwa Zweidritteln erhaltenen Deckelblech ist das Schlüsselloch (L 29 mm x B 7-10 mm) sowie vier kreisrunde Öffnungen erkennbar. Bei diesen Öffnungen, handelt es sich um die Nagel-



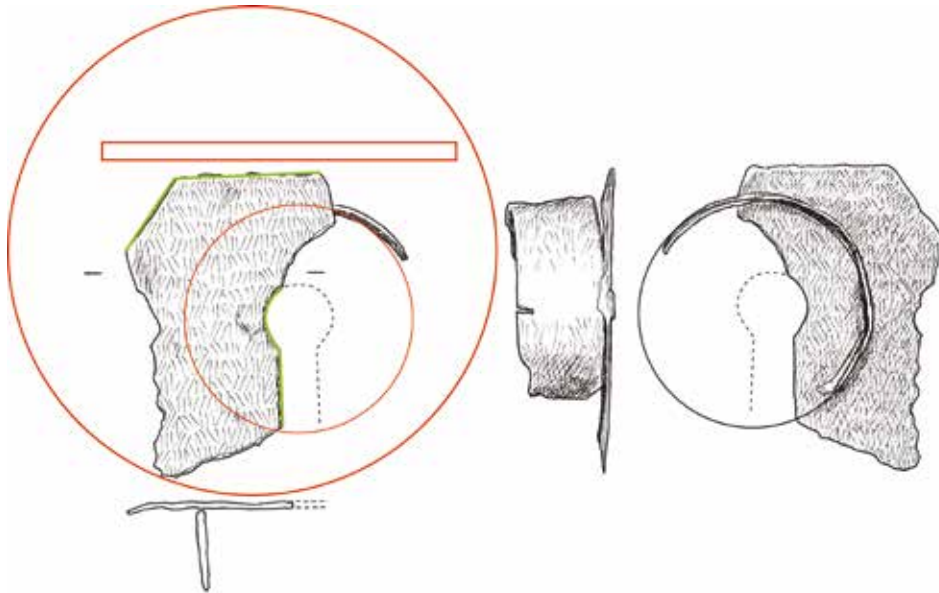
(Abb. 1) — Funktionsprinzip eines Schlosses mit Drehhülse (CNRA Luxembourg, Zeichnung Martina Diederich).

löcher für durchgehenden Nieten, welche das Schloss zusammenhielten. Ihr Durchmesser beträgt zwischen 5 und 7 mm. Nur noch im Ansatz erhalten ist die rechteckige Öffnung für die Kette (L ? x B 5 mm). Durch den Verlauf der Bruchkante ist die genaue Länge der Öffnung nicht mehr feststellbar. Eine Rekonstruktion auf ca. 20 bis 25 mm scheint im Vergleich mit anderen Schlössern realistisch. Die zum Schloss gehörende Kette dürfte somit aus Kettengliedern bestanden haben deren Eisendraht einen Durchmesser von kaum mehr als 4-5 mm maß. Zentral auf dem Deckelblech, oberhalb des Schlüssellochs ist ein Eisenniet erkennbar (Dm 4 mm). Mit diesem wird auf der Rückseite ein rechteckiges Blech als Verstärkung der Schlüssellochöffnung fixiert. Das Blech, dessen Abmessungen ursprünglich 30x40 mm betragen haben, ist noch zu mehr als Zweidritteln erhalten.

OBJEKT 2

Bei dem im Jahre 2015 im Zuge der Neuinventarisierung entdeckten zweiten Fragment aus Goeblingen (Inv.-Nr. 2015-003/1165-8) handelt es sich um einen Teil der Schlossmechanik, genauer das obere Verschlussblech mit der Drehhülse. Bei der Drehhülse handelt es sich um einen Teil des Eingerichts, eines Hindernisses, das innerhalb des Schlosses in den Drehkreis des Schlüssels eingebaut wurde. Als Eingerichte (auch Besatzungen oder Gewirre) bezeichnen die Schlosser Teile von Schlössern, die zum Einschnitt der Schlüssel passen. Die komplexen Muster, die sich zuweilen in den Schlüsselbärten antiker Schlüssel finden, dienten dazu, diese Hindernisse zu umgehen. Nur wenn der Schlüsselbart der Form der Besatzung entspricht, kann man das Schloss aufsperrern⁴. (Abb. 1+2)

⁴ Begriffserklärung „Eingerichte“ aus: Deutsches Wörterbuch von Jacob und Wilhelm Grimm. 16 Bde. in 32 Teilbänden. Leipzig 1854 - 1961. Quellenverzeichnis Leipzig 1971. Online-Version vom 22.01.2018; s. a. Seite „Schloss (Technik)“. In: Wikipedia, Die freie Enzyklopädie. Bearbeitungsstand: 8. Dezember 2017, 22:22 UTC. URL: [https://de.wikipedia.org/w/index.php?title=Schloss_\(Technik\)&oldid=171791757](https://de.wikipedia.org/w/index.php?title=Schloss_(Technik)&oldid=171791757) (Abgerufen: 22. Januar 2018, 14:01 UTC)



(Abb. 2) — Schematisierte Größenrekonstruktion des Schlossdurchmessers anhand des Verschlussbleches mit der Drehhülse (CNRA Luxembourg, Zeichnung Martina Diederich und Matthias Paulke).

Das polygonale Blech in den Abmessungen 52x35mm, ist an der erhaltenen Ecke abgeschrägt und wurde vermutlich in einen hölzernen Kern aus Buche oder Eiche eingepasst. Ein sich an den kreisrunden Verlauf der Dosenwandung angepasster Abschluss ist leider nicht mehr erhalten. Nagellöcher, wie sie am Schloss von Mamer-Bartringen nachgewiesen wurden sind nicht vorhanden. Das Blech besitzt eine sorgfältige Schlüssellochaussparung, welche nur noch zur Hälfte erhalten ist. Auf dem Blech fixiert ist die kreisrunde obere Drehhülse, deren Durchmesser ca. 39mm und deren Höhe 15mm beträgt. Die mittels Vernietung oder Verlötung auf dem Verschlussblech befestigte Drehhülse sollte verhindern, dass man mit einem beliebigen Dietrich den Riegel bewegen und damit das Schloss öffnen konnte. Der Schlüsselbart des uns vorliegenden Schlossfragmentes muss zumindest eine

U-Form besessen haben. Steckte man den Schlüssel in das Schloss und drehte ihn, um den Riegel des Schlosses zu verschieben, so war die Drehbewegung nur möglich, wenn der Schlüsselbart des Schlüssels eine der Höhe der Drehhülse entsprechende Aussparung aufwies und die Drehhülse „umfahren“ konnte (Abb. 1 + 5). Mit jeder weiteren Drehhülse wurde die Form des Schlüsselbartes komplizierter.

Bedingt durch die Größe des Verschlussbleches, wie auch der Drehhülse muss man bei der Rekonstruktion des vorliegenden Schlosses ein Dosen Schloss von mindestens 80mm Durchmesser annehmen. Dies gilt insbesondere, da sich das Schlüsselloch des Schlosses unterhalb des Zentrums befinden muss. Der über dem Schlüsselloch positionierte Riegel könnte anderenfalls nicht mehr bewegt werden (Abb. 2).



(Abb. 3) — Objekt 1 - Das Deckelblech des im Jahre 2015 gefundenen Dosenschlosses – Vorderseite [Inv.-Nr. 1992-327/16660] (CNRA Luxembourg, Foto Tom Lucas).



(Abb. 4) — Objekt 1 - Das Deckelblech des im Jahre 2015 gefundenen Dosenschlosses – Rückseite [Inv.-Nr. 1992-327/16660] (CNRA Luxembourg, Foto Tom Lucas).

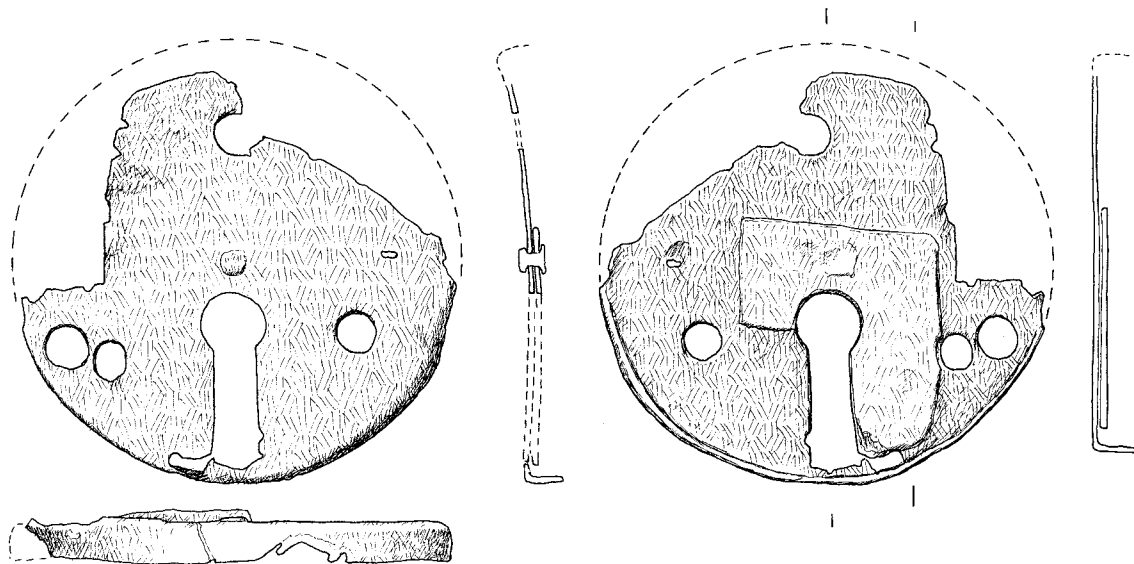
Der Durchmesser zylindrischer Dosenschlösser variiert zwischen weniger als 30 mm bis zu über 80 mm (FURGER *et al.* 1990: 169). Mit einem anzunehmenden Durchmesser von mindestens 80 mm gehört das Fragment aus Goeblingen zu den größten bekannten Schlössern dieses Typs⁵.

OBJEKT 3

Ein im November 2016 in der bekannten römischen Axialhofvilla von Schieren gefundenes Eisenobjekt mit festkorrodierter Kette konnte auch als Teil eines Dosenschlosses erkannt werden. Es handelt sich um einen Teil eines Deckelblechs. Das Blech ist zu einem Drittel erhalten, jedoch stark verborgen. Der Rand des etwa 1 mm starken Eisenbleches ist 5 mm umgebogen und weist zwei kreisrunde sowie eine rechteckige Öffnung auf. Bei einer dieser Öffnungen, handelt es sich um das Nagelloch für einen durchgehenden

Niet, welche das Schloss zusammenhielten. In den beiden anderen Durchbohrungen sind intentionale Zerstörungen zu sehen. Der Durchmesser dieser Läsionen liegt zwischen 5 und 7 mm. Nur noch im Ansatz erhalten ist die rechteckige Ausparung für die Kette (L ?x B 5 mm). Durch den Verlauf der Bruchkante ist ihre genaue Länge nicht mehr feststellbar. Eine Rekonstruktion auf ca. 20 bis 25 mm scheint im Vergleich mit anderen Schlössern realistisch. Die 170 mm lange Kette des Schlosses ist durch eine Omega-förmige Scharnieröse mit dem Deckelblech verbunden. Erhalten sind fünf Kettengliedern aus Flacheisendraht mit rechteckigem Querschnitt (5x3 mm). Bemerkenswert ist die Gliederfolge, bei der auf drei Glieder in Form einer Acht (50x19 / 8x5 mm), ein Einsteckglied (50x17,5 / 12x4-5 mm) folgt. Das ovale Einsteckglied, mit rechteckigem Querschnitt, ist im weitesten Sinne als D-förmig zu beschreiben. Es besitzt eine größere gerundete und eine etwas kleinere rechteckige Schmalseite

⁵ Beispielhaft für sehr kleine Schlösser sind jene aus Trier; Augst (1 und 2); Saalburg, Zugmantel (Taf. 15,11) und Feldberg. An Schlösser mit annähernd 80 mm Durchmesser sind jene aus Augst (11); Zugmantel (Taf. 15,12); Zugmantel (Taf. 10,4) und Köln-Königsforst bekannt. Zusammenfassend, mit Angaben zur Literatur s. ELSEN *et al.* 2014 sowie HIGELIN 2016.



| (Abb. 5) — Objekt 1 - Zeichnung des Schlossfragmentes [Inv.-Nr. 1992-327/16660] (CNRA Luxembourg, Zeichnung Martina Diederich).

(vgl. HANEMANN 2014: 140, Typ 2). Die rechteckige Schmalseite konnte in die Öffnung für die Kette auf dem Deckelblech gesteckt werden und wurde beim Abschließen des Schlosses durch den Riegel blockiert. So geformte Ketten konnten, abhängig von der Zahl der Einsteckglieder je nach Gebrauch verlängert oder verkürzt werden. Unklar muss bleiben, wie viele solche Einsteckglieder die vorliegende Kette insgesamt aufwies.

Nachdem bereits in den Jahren 1990 (FURGER *et al.* 1990) und 2014 (Elsen, Paulke 2014) die Verbreitung der Dosenschlösser in den römischen Nordwestprovinzen und der *Germania Magna* kartiert wurde, ergeben sich mit den vorliegenden drei Schlossfragmenten aus Luxemburg folgende Zahlen: Zu denen im Jahre 1990 bekannten 44 Schlössern bzw. Schlossfragmenten kamen bis 2016 mindestens 41 weitere Exemplare hinzu. Die Gesamtzahl der bekannten Schlösser liegt nunmehr bei 85 Exemplaren. Hinzu kommt jedoch noch eine große Zahl aus Privatsammlungen, Raubgrabungen und dem Kunsthandel stammenden Stücken, welche der wissenschaftlichen Forschung nicht zugänglich sind.

Objekt 1 - Dosenschlossfragment - Inv.-Nr. 1992-327/16660 (Abb. 3-5)

Fundort:

röm. Villa von Goeblingen – „Miecher“,
Gebäude 6, Quadrat W; Feld W23, W24;
im Versturz; Datum 02/06/2015.

Schloss (Erhaltung):

Fragment des Deckelblechs mit dem
Schlüsselloch und den Öffnungen für
die Niete; rückseitig vernietetes
Verstärkungsblech über dem Schlüsselloch.

Schloss (Abmessungen):

Durchmesser 72 mm (erg.);
Gewicht 19,01 g.

Schlüssel und Kette:

nicht erhalten, Schlüsselloch
L 29 mm x B 7-10 mm.



(Abb. 6) — Objekt 2 - Das Verschlussblech mit Drehhülse [Inv.-Nr. 2015-003/1165-8] (CNRA Luxembourg, Foto Tom Lucas).

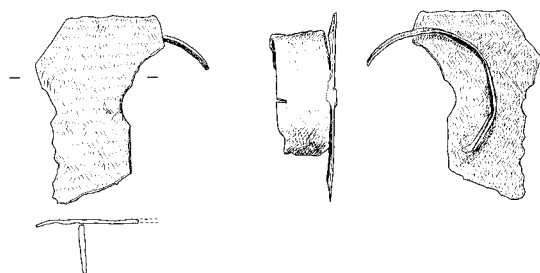
Objekt 2 - Dosenschlossfragment - Inv.-Nr. 2015-003/1165-8 (Abb. 6-7)

Fundort:
röm. Villa von Goeblingen – „Miecher“,
Altfund, näherer FO unbekannt.

Schloss (Erhaltung):
Fragment des Deckelblechs mit dem Schlüssel-
loch und den Öffnungen für die Nieten.

Schloss (Abmessungen):
Durchmesser 72 mm (erg.);
Gewicht 11,30g.

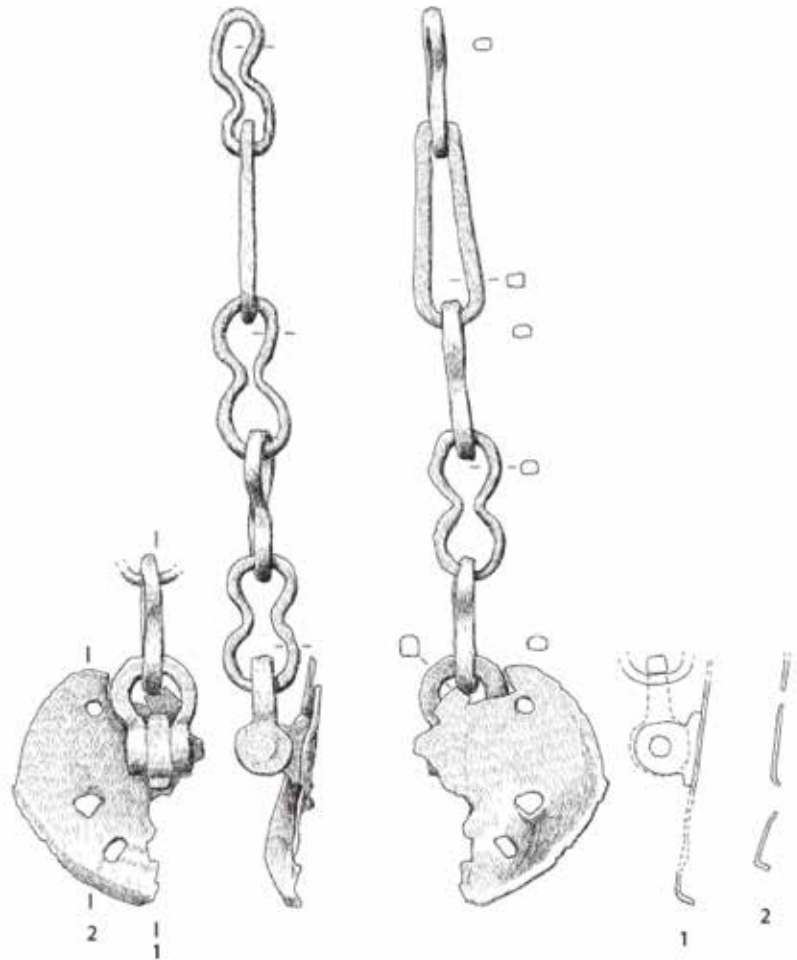
Schlüssel und Kette:
nicht erhalten, Schlüsselloch
L 29 mm x B 7-10 mm.



(Abb. 7) — Objekt 2 - Zeichnung des Schlossfragmentes [Inv.-Nr. 2015-003/1165-8] (CNRA Luxembourg, Zeichnung Martina Diederich).



(Abb. 8) — Objekt 3 - Das Deckelblech mit erhaltener Kette
[Inv.-Nr. 2013-023/6341] (CNRA Luxembourg, Foto Tom Lucas).



(Abb. 9) — Objekt 3 - Zeichnung des Schlossfragmentes [Inv.-Nr. 2013-023/6341] (CNRA Luxembourg, Zeichnung Martina Diederich).

Objekt 3 - Dosenschlossfragment - Inv.-Nr. 2013-023/6341 (Abb. 8-9)

Fundort: röm. Villa von Schieren – „Schlammgraecht“, Hauptgebäude, Schicht 1021, Versturz; Datum 27/10/2016.

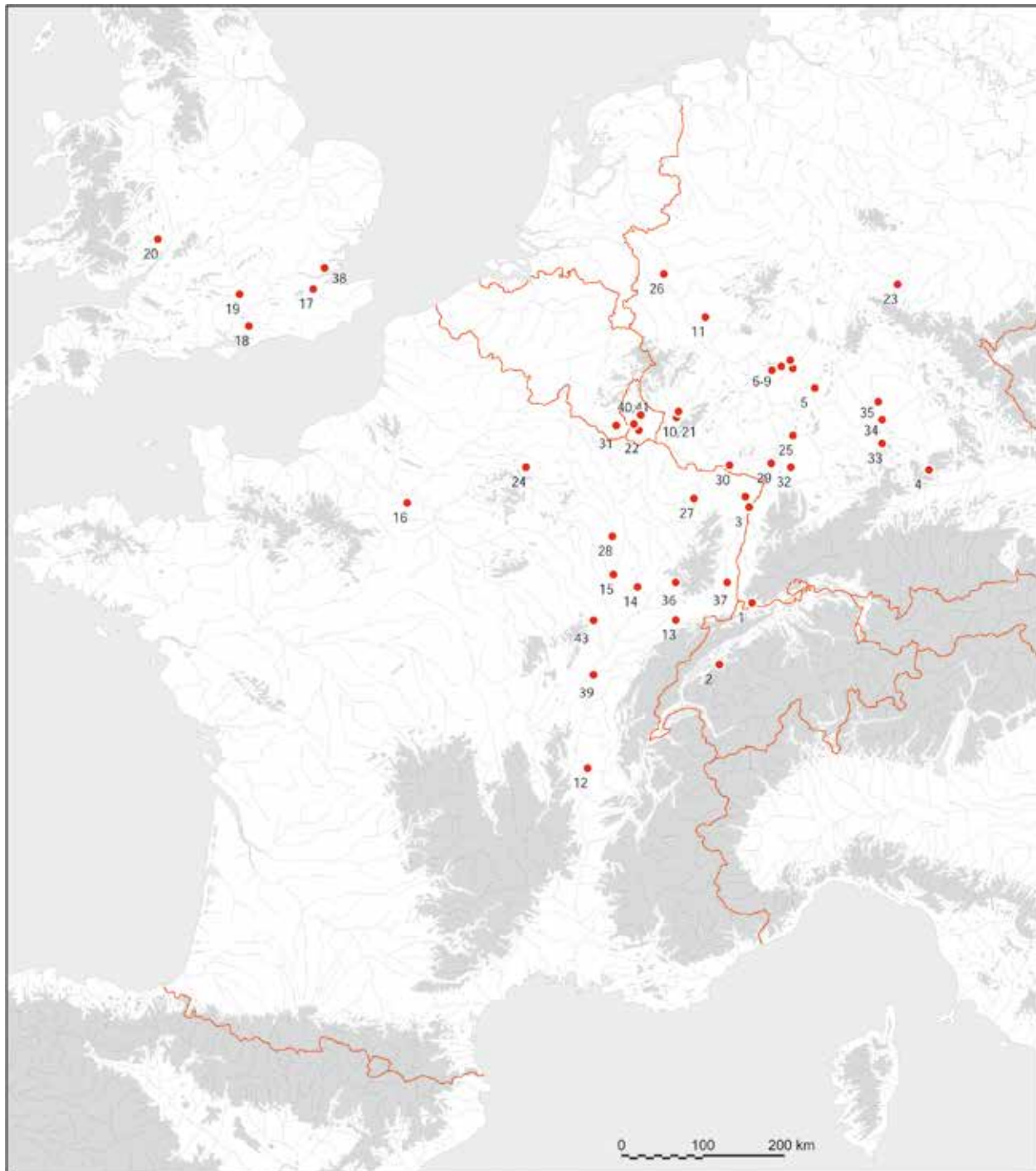
Schloss (Erhaltung): Fragment des Bodenblechs mit drei Öffnungen, hiervon ein Nietloch, die Übrigen vermutlich sekundär; vernietete Scharnieröse für die Kette.

Schloss (Abmessungen): Durchmesser 70 mm (erg.); Gewicht 71,32 g.

Schlüssel: nicht erhalten.

Kette: erhaltene Länge 170 mm, Gliederfolge 8-8-8-0-8..., Abmessungen des 0-Gliedes (Flacheisen) 50 x 17,5 / 12 x 4 mm, Abmessungen der 8-Glieder (Flacheisen) 50 x 19 / 8 x 5 mm.

(Abb. 10) [Tableau]



(Abb. 10) — Verbreitungskarte der Dosenschlösser in den römischen Nord-Westprovinzen und der Germania Magna – Stand 2017 (Matthias Paulke):
 1) Augst/Kaiseraugst; 2) Avenches; 3) Strasbourg; 4) Weissenburg; 5) Stockstadt; 6) Kapersburg; 7) Saalburg; 8) Feldberg; 9) Zugmantel; 10) Vierherrenborn;
 11) Köln/Bergisch Gladbach; 12) Lyon; 13) Besançon; 14) Alise-Sainte-Reine; 15) Châtillon-sur-Seine; 16) Saint-Germain-en-Laye (Musée); 17) Lullingston;
 18) Fishbourne; 19) Silchester; 20) Caerleon; 21) Trier; 22) Mamer; 23) Bothenheiligen; 24) Reims; 25) Ladenburg; 26) Krefeld-Gellep; 27) Berthelming;
 28) Grand; 29) Neupotz; 30) Kleinsteinhausen; 31) Habay; 32) Sinsheim-Steinfurt; 33) Baldersheim; 34) Acholshausen; 35) Burggrumbach;
 36) Luxeuil-les-Bains; 37) Horbourg-Wihr; 38) Mucking; 39) Pontoux; 40) Goeblingen; 41) Schieren; 42) Brumath; 43) Mâlain; 44) Rouen.

LITERATUR

BIVER V., STEAD A. 2016. Le domaine de la villa gallo-romaine de Schieren (G.-D. de Luxembourg): contexte archéologique et résultats préliminaires des fouilles récentes. *Archaeologia luxemburgensis*, 3, 42-63.

ELSEN J.-M., PAULKE M. 2014. Zwei römische Dosenschlösser aus dem Vicus von Mamer/Bartringen (Luxemburg). *Archaeologia Mosellana*, 9, 611-625.

FURGER A. R., HÜRBIN W., FALCHI S. 1990. Eiserne Vorhängeschlösser aus Augusta Raurica – Untersuchungen zu ihrem Aufbau und ein Rekonstruktionsversuch. *Jahresberichte aus Augst und Kaiseraugst*, 11, 153-170.

HANEMANN B. 2014. *Die Eisenhortfunde der Pfalz aus dem 4. Jahrhundert nach Christus*. Forschungen zur Pfälzischen Archäologie 5. Speyer, 460 S.

HIGELIN M. 2016. Un remarquable cadenas découvert dans un dépôt du 3^{ème} siècle à Horbourg-Wihr. *Annuaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Colmar 2015-2016*, Volume LII, 7-13.

JONES M., JONES T. 2016. *Lives in Land – Mucking Excavations by Margaret and Tom Jones, 1965-1978: Prehistory, Context and Summary*. Vol. 2 / Mucking 6. Oxbow Books, Oxford. 566 S.

SAND N. 2015. Archäologische Spurensuche im Depot – Die Erstellung einer Datenbank der Altfunde in den Beständen des MNHA-CNRA. *Archaeologia luxemburgensis*, 2, 138-143.

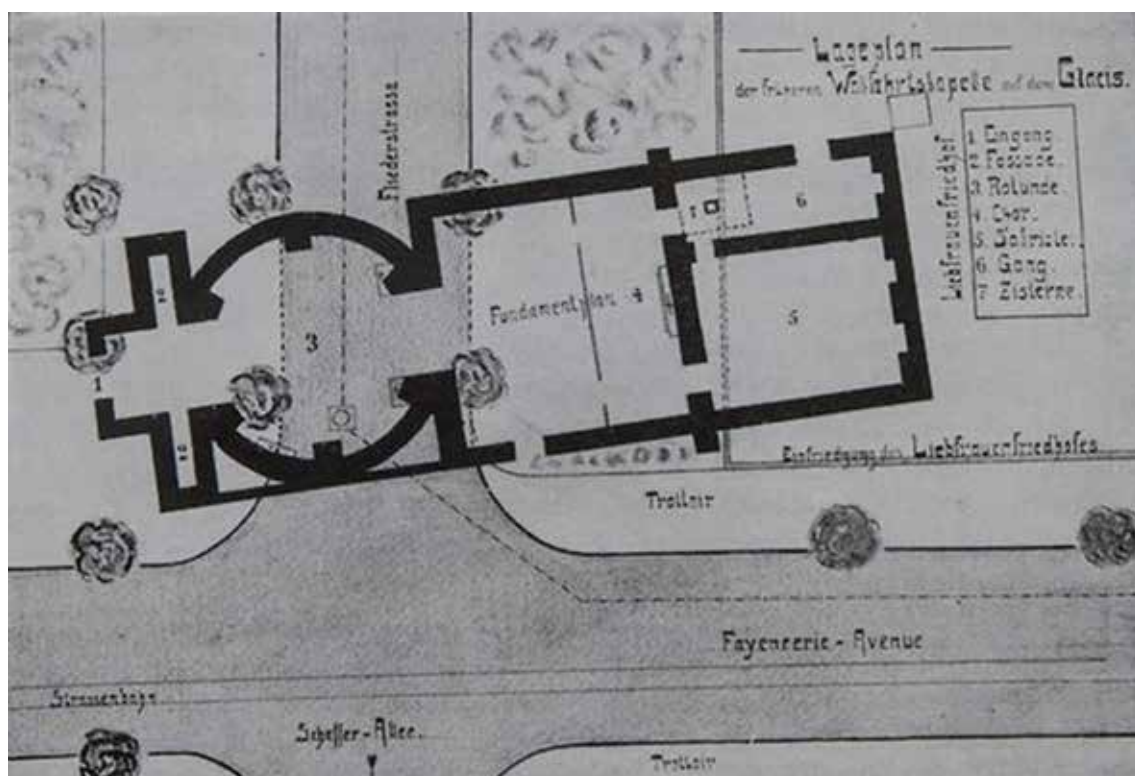
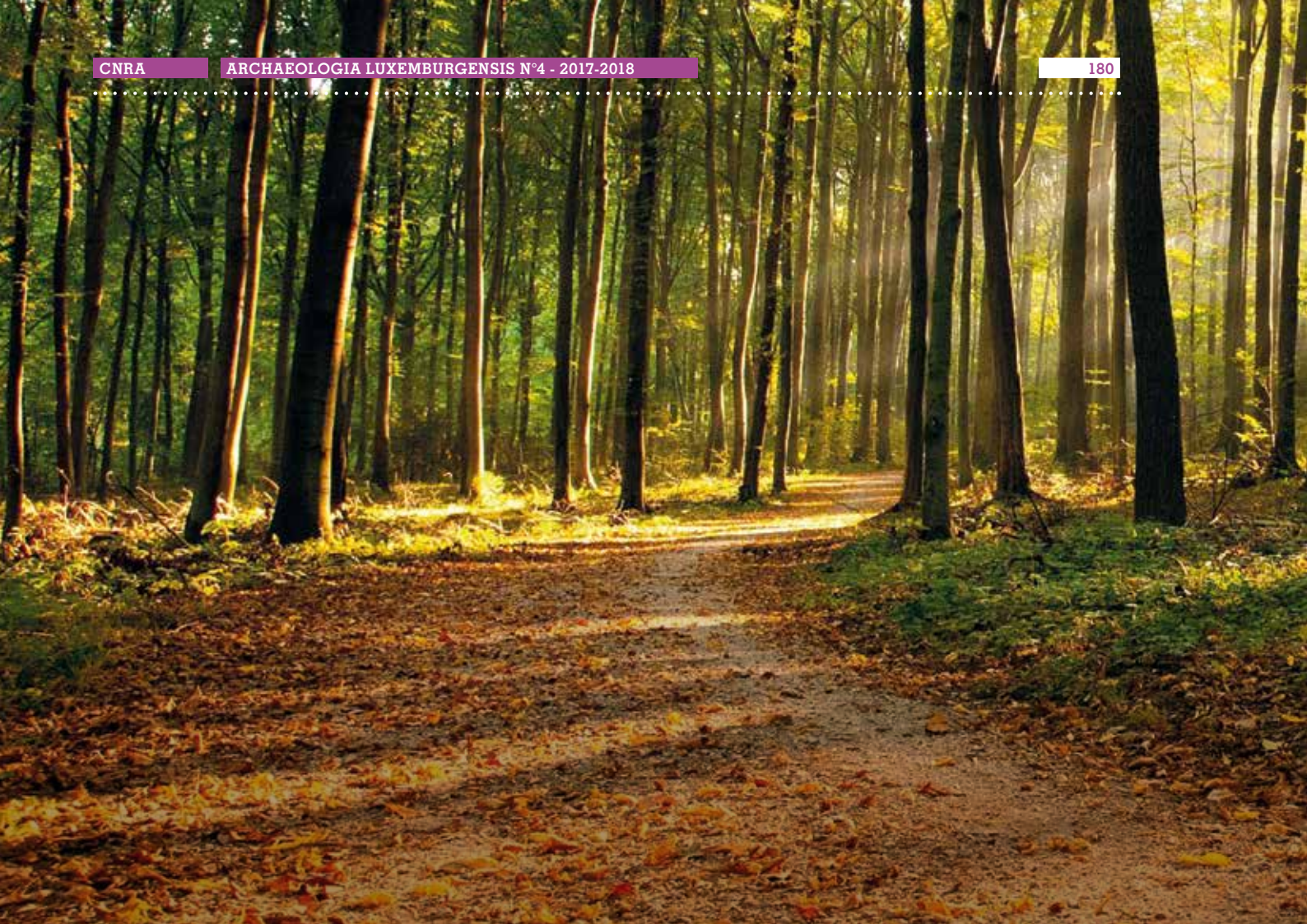
LAHUR Y. 2015. Die Villa rustica von Goeblingen – „Miecher“. *Ausgräuer Spezial*, 26, 34-44.

SCHAUERTE G., STEINER A. 1984. Das spätrömische Vorhängeschloss. *Bonner Jahrbücher*, 184, 371-378.

Matthias PAULKE
Centre national de recherche archéologique
Service d'archéologie protohistorique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange
matthias.paulke@cnra.etat.lu

Véronique STEAD-BIVER
Centre national de recherche archéologique
Service d'archéologie protohistorique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange
Veronique.biver@cnra.etat.lu

Yves LAHUR
5, Rue de Kopstal
L-8291 Meispelt
yves.lahur@gmx.net



(Fig. 1) — Plan approximatif réalisé durant les fouilles de sauvetage de 1913 (FALTZ M. 1927 : fig. 26).

Aux origines de l'Octave – une petite chapelle oubliée La Chapelle Notre-Dame du Glacis dévoile ses secrets

CYNTHIA COLLING

1. CONSTRUCTION DE 1625 À 1627, DÉCOU- VERTE EN 1913 ET REDÉCOUVERTE EN 2016

Nous sommes en 1913 : durant la pose d'une canalisation dans le cadre de travaux de voirie au croisement de l'Avenue de la Faïencerie et de l'Allée des Résistants et des Déportés (autrefois *Fliederstraße*) dans Luxembourg-Ville, des vestiges de la première chapelle Notre-Dame du Glacis sont mis au jour et partiellement dégagés. À l'époque, un plan approximatif de la chapelle fut dressé sur la base de cette découverte (*Fig. 1*), mais l'emplacement exact de l'édifice religieux sera bien vite oublié – jusqu'en 2016.

Au printemps 2016, préalablement aux travaux de terrassement du chantier du nouveau tramway traversant la ville de Luxembourg, des vestiges d'anciens murs furent dégagés dans le cadre des fouilles d'archéologie préventive menées sous la direction du Centre national de recherche archéologique (CNRA). En raison de la connotation hautement symbolique de la chapelle Notre-Dame dans la mémoire collec-

tive luxembourgeoise, il était primordial d'assurer, d'une part, une documentation précise de ces vestiges du XVII^e siècle et, d'autre part, de préserver durablement ce patrimoine national luxembourgeois.

1.1. Historique de la chapelle et du culte de la patronne des Affligés

1. 1. 1. Première phase de construction

La construction de cette chapelle dédiée à la Vierge débuta en 1625, sur initiative du père Jacques Brocquart (1588 – 1660), père Jésuite qui souhaitait créer un lieu de recueillement et de prière en dehors des murs de la cité, non seulement pour les pèlerins mais également pour la jeunesse luxembourgeoise (AMHERD 1855). Après quelques difficultés à obtenir l'autorisation pour la construction, un endroit approprié put finalement être déterminé, à savoir les abords d'un petit bois non loin de la *Neipuert* (FALTZ 1927 : 6-14), sur le champ du Glacis. Le

choix de l'emplacement, à savoir un endroit qui était censé rester libre de toute construction afin de mieux défendre la ville, suggère déjà le caractère symbolique que l'édifice aura par la suite.

La construction fut cependant interrompue en 1626 en raison d'une épidémie de peste – le père Brocquart avait lui-même été touché – mais a pu se poursuivre jusqu'à l'achèvement en 1627 et la consécration en 1628 (FALTZ 1927 : 6-14).

D'après différentes sources, la chapelle originale était composée d'une rotonde divisée par six colonnes doriques et flanquée d'un portique

au sud-est surmonté d'un arc (KOENIG, HAAGEN 1935 : 14). L'autel se trouvait en face de l'entrée, sous un arc richement décoré. La façade comprenait deux petites tours, tandis qu'une troisième formait le sommet de la coupole.

C'est également ainsi que la chapelle est représentée sur une gravure datant de 1640, conservée à Kevelaer, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Fig. 2).

1. 1. 2. Pèlerinage et agrandissement

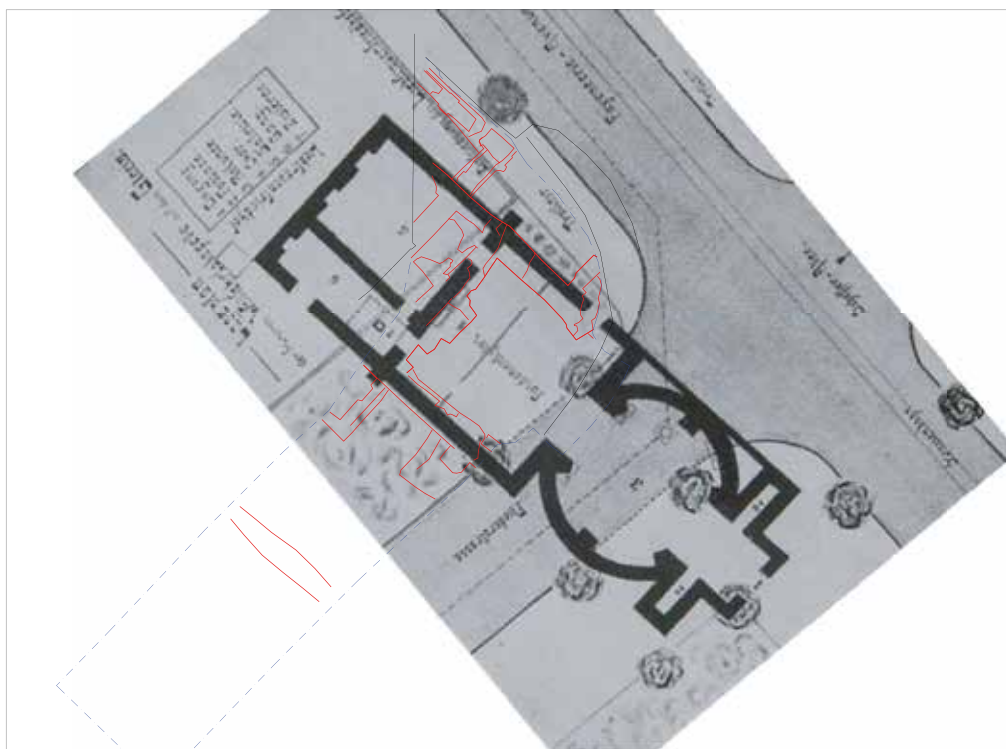
La chapelle abritait la statue de la Vierge « Consolatrice des Affligés » attirant grand nombre de pèlerins en raison de guérisons miraculeuses qui se produisirent au fil des années. Dès 1630, le nombre de pèlerins venant adorer la Vierge augmenta à une telle vitesse (60.000 pèlerins en cinq mois !) que la chapelle dut être agrandie en 1640 afin de subvenir aux besoins en espace (Fig. 3). Un bâtiment rectangulaire fut ajouté à la simple rotonde originelle, conférant ainsi à l'édifice une forme semblable à celle de la chapelle de Montaigu, en Belgique, construite en 1627 (FALTZ 1927 : 6-14).



(Fig. 2) — Image de la Vierge de Kevelaer, gravure du XVIII^e siècle. (Coll. Musée en Piconrue)



(Fig. 2) — Représentation graphique de la chapelle après l'agrandissement de 1640 (d'après FALTZ 1927 : fig. 13)



(Fig. 4) — Fig. 4 : Superposition des vestiges mis au jour et du plan de 1913 (© O. Haffner, Dokuplus)

Le 27 septembre 1666, « Marie, la mère de Jésus, consolatrice des affligés » est élue par le conseil provincial patronne de la ville de Luxembourg (*CONSOLATRIX AFFLICTORUM PATRONA CIVITATIS LUXEMBURGENSIS*) et en 1678 patronne du pays. C'est alors qu'est décrétée l'Octave, une tradition de huit jours de pèlerinage qui demeure maintenue jusqu'à nos jours.

À partir de 1795, les Républicains français assiégèrent et s'emparèrent de la ville du Luxembourg (AMHERD 1855 : 271-274). En 1796, la chapelle est d'abord pillée par les Français - son trésor sera vendu aux enchères - et le bâtiment servira d'écurie et de boucherie pendant un certain temps avant d'être finalement entièrement détruit (DONDELINGER 2008 : 44).

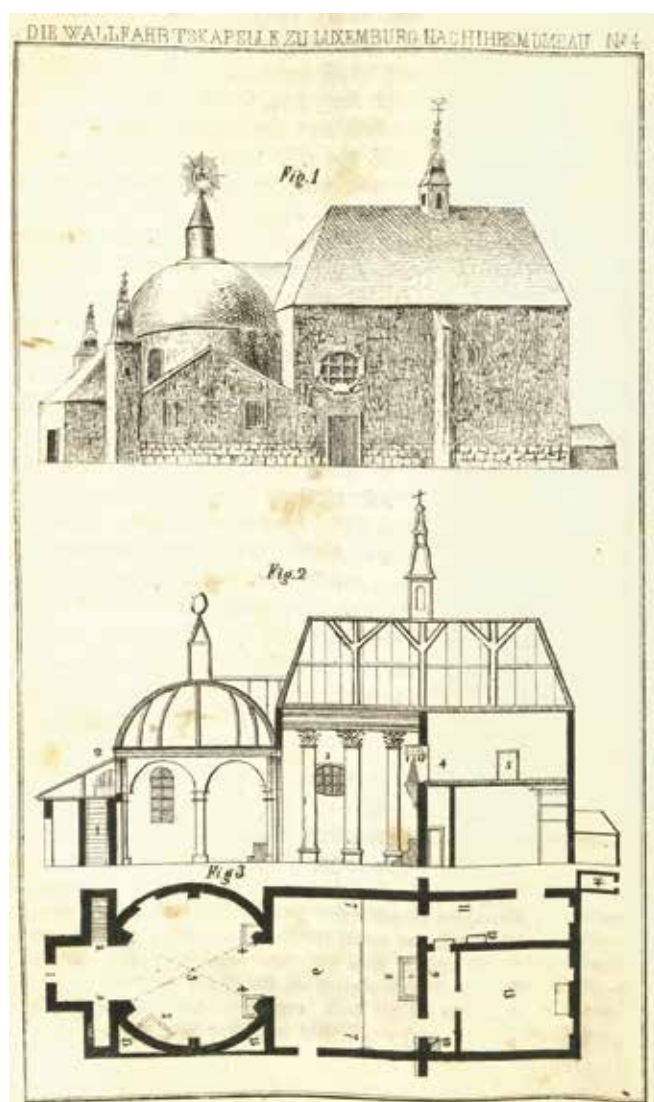
2. NOUVEAUX RÉSULTATS SCIENTIFIQUES GRÂCE AUX FOUILLES : LES ÉVIDENCES DU TERRAIN

2.1. Un autre plan ?

La mise au jour de vestiges muraux de fondations conservés sur une hauteur d'environ 2 m et surtout la découverte de sépultures conservées *in situ* a nécessité l'organisation d'une fouille méticuleuse menée sous la direction du CNRA par une équipe d'archéologues et d'ouvriers spécialisés.

Or, les archéologues constatèrent rapidement que le plan actuel des pans de murs découverts était assez différent du plan proposé par les historiens (tel que présenté dans FALTZ 1927) et réalisé à partir des observations de terrain effectuées en 1913 (Fig. 4). Une fois de plus, ce constat démontre la nécessité de conjuguer de

manière complémentaire les démarches des archéologues et des historiens, en d'autres termes d'intégrer et coupler les études des archives du sol aux analyses des archives écrites. Les fouilles archéologiques permettent non seulement de vérifier les données et thèses proposées dans les ouvrages historiques, mais aussi d'apporter de nouveaux éléments irréfutables à prendre en considération pour toute interprétation.

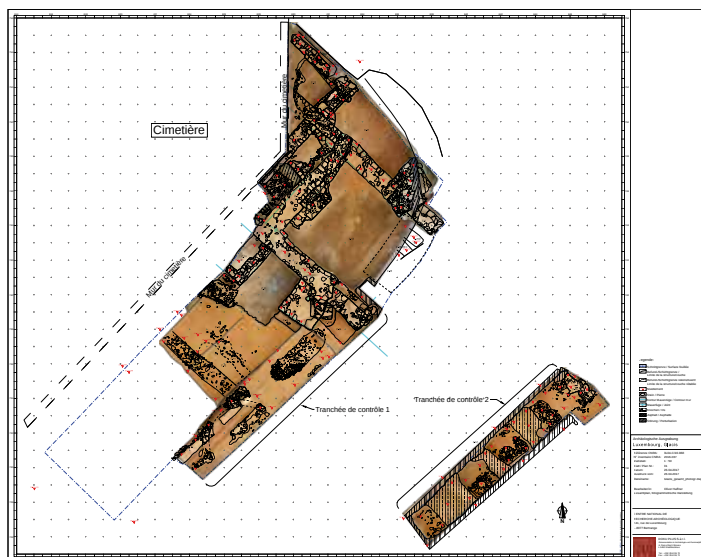


(Fig. 5) — Vue de profil, coupe latérale et plan de la chapelle selon Aloysius Amherd (AMHERD 1855 : fig. 4)

En effet, il semblerait que ce plan se soit largement inspiré de celui proposé par le prêtre Amherd dans son ouvrage de 1855 (Fig. 5).

Dans cette publication, le père Amherd décrit de manière relativement détaillée le dernier état de la chapelle, appuyant cette description d'une vue en profil ainsi que d'un plan et d'une coupe latérale. Il avance que la chapelle figurant sur une gravure représentant le jubilé de 1781 ne correspond pas à la réalité, d'après certains témoins ayant vu la fameuse chapelle avant qu'elle ne soit détruite, et il affirme même avoir eu personnellement la possibilité de mesurer les murs de fondations toujours visibles. Il aurait ensuite pris la liberté de réaliser lui-même le dessin et les plans correspondants figurant ci-dessus (Fig. 5) et prétend avoir eu la confirmation de la part des témoins précités que ses illustrations correspondent totalement à la réalité (AMHERD 1855 : 47). Or, comme démontré *infra*, nos plans conçus sur base des résultats de la fouille ne sont pas tout à fait compatibles avec ceux que le père Amherd propose (à ne pas oublier que la chapelle a été détruite en 1796, soit bien avant la publication de 1855).

Dans sa description, Amherd rappelle tout d'abord l'aspect de la chapelle initiale, à savoir une rotonde avec une façade à deux tourelles. Lors de l'agrandissement (Fig. 5), la façade fut modulée dans le sens où l'on ajouta une entrée couverte (n° 1) entre les deux tourelles (entrée abritant souvent les mendiants). L'entrée de la chapelle fut surmontée d'une plate-forme soutenant un petit orgue (n° 2). Dans la rotonde, l'arc surmontant autrefois le maître-autel fut percé afin de créer l'entrée du sanctuaire (n° 6) cernée par deux autels (n° 4). Le sanctuaire, quant à lui, se présentait sous forme d'un bâtiment carré comprenant six colonnes d'ordre corinthien. À l'extrémité nord-ouest de cette pièce se trouvait le nouveau maître-autel (n° 8) – la base de celui-ci a pu être identifiée durant les fouilles (voir *infra*). Deux portes encadraient le maître-autel,



(Fig. 6) — Vue en plan générale des structures mises au jour (© O. Haffner, Dokuplus)

reliant le sanctuaire à un premier corridor (n° 9) puis à un deuxième (n° 11), ce dernier comprenant une citerne (n° 11) – ici aussi, nous verrons plus bas que la mention d’une seule citerne ne correspond pas à la réalité. Le séjour et la cuisine du sacristain, responsable de l’entretien et de la parure de la statue votive de la Consolatrice, se situaient à l’étage. Les différentes représentations de la chapelle indiquent également un petit bâtiment annexe (n° 15) du côté nord-est, annexe dont le père Amherd ne connaissait pas la fonction, ainsi que des latrines à l’arrière de la chapelle agrandie – ceci n’a pas pu être confirmé par les fouilles étant donné que cette partie de la chapelle se trouve sous le cimetière actuel. D’après le père Amherd, c’est le père Brocquart en personne qui avait conçu les plans.

2.2. Les découvertes archéologiques

2.2.1. Les structures intérieures de la chapelle

Parmi les éléments architecturaux mis au jour, ont pu être dégagés à une profondeur considérable non seulement des murs de fondation

intérieurs et extérieurs, témoins de l’agrandissement de 1640, mais aussi la base d’un maître-autel nouvellement aménagé à cette occasion (Fig. 6). Par ailleurs, des murs de fondation venant renforcer le contrefort de la rotonde originale conservés à 4 m de profondeur ont pu être dégagés (Fig. 1 et 3).

D’après les ouvrages relatant l’histoire de la chapelle, un couloir permettait d’accéder à la grande sacristie située à l’arrière de la chapelle, tandis qu’un deuxième couloir menait à une citerne, fermée par un couvercle en bois (AMHERD 1855 : 288). Grâce aux vestiges dégagés lors des fouilles, il s’avère à présent qu’en réalité il n’y a pas seulement une citerne mais qu’il y en avait même deux, une seule étant comparable avec la citerne indiquée sur plan de 1913. Cette dernière ne faisait probablement pas partie de la chapelle mais semblerait plutôt trouver son origine dans le contexte de la création du cimetière adjacent. La seconde citerne, bien que partiellement détruite, présente la particularité de conserver des traces de construction correspondant à l’utilisation d’un couvercle en bois pour sa fermeture, tel que décrit dans les



(Fig. 7 et 7a) — Éléments architecturaux sculptés et peints extraits du fond de la seconde citerne (© C. Colling, CNRA et Y. Waersegers, ArchéoConstructions)

ouvrages historiques. Afin de bien documenter cette seconde citerne, une attention particulière a été donnée à la fouille de son remplissage. En effet, le fond de cette citerne a révélé parmi les déblais accumulés la présence de blocs taillés appartenant à la chapelle, notamment des morceaux de chapiteaux (Fig. 7). Il s'avère que la chapelle détruite a servi comme carrière de pierre – tel était le malheureux destin de bon nombre de ruines –, les belles pierres de taille furent prélevées pour servir à d'autres constructions. Lors de la destruction de la chapelle, certaines de ces pierres se retrouvèrent donc au fond de la citerne et personne ne se donna la peine de les en extraire – il aurait fallu un treuil. La citerne fut donc rapidement remblayée, plongeant dans l'oubli ces blocs massifs dormant au fond de celle-ci, jusqu'à leur redécouverte par les archéologues. Certains de ces éléments architecturaux sont magnifiquement moulurés et ont même conservé leur peinture originelle.

Mais la surprise ne s'arrêta pas là : le fond de la citerne révéla en plus la présence d'un amas considérable de cornes de bovidés. Archéolo-

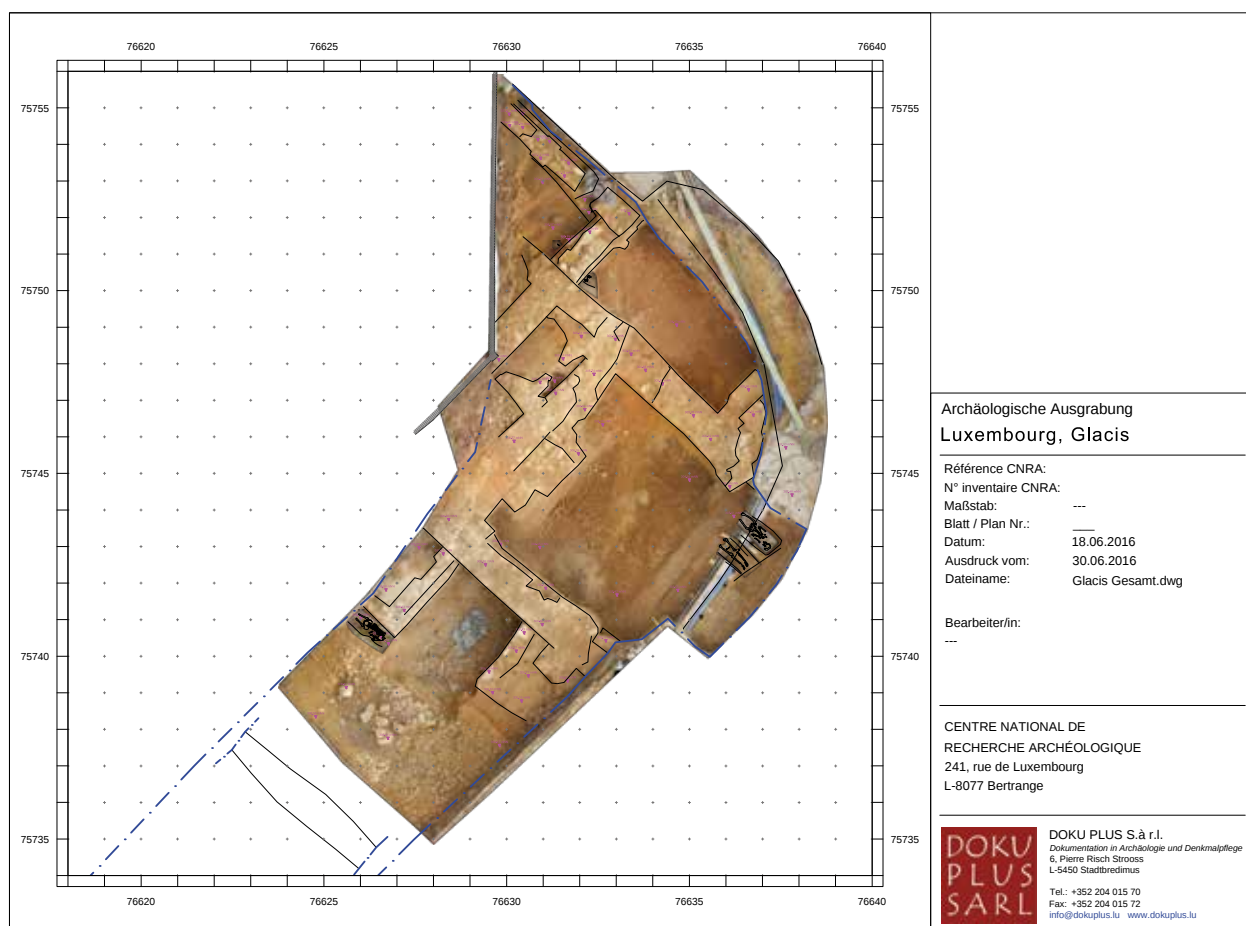
gues et historiens s'accordent pour interpréter ces observations comme une « désacralisation » intentionnelle opérée par les révolutionnaires français, c'est-à-dire l'utilisation de la chapelle comme écurie et boucherie avant le démantèlement complet de l'édifice (DONDELINGER 2008 : 44) - autre témoin du non-respect pour le sentiment religieux des Luxembourgeois.

2.2.2. Les sépultures

Comme énoncé, la progression des fouilles a révélé la présence de plusieurs squelettes humains, conservés *in situ* (Fig. 8).

Trois d'entre eux étaient situés dans la partie reliant l'agrandissement de la chapelle de 1640 à la rotonde originelle et plus précisément à l'endroit présumé du premier autel.

Un autre s'est retrouvé partiellement bloqué par un pan de mur, tandis que le cinquième - particulier celui-ci - se trouvait extra-muros, le long du mur à l'ouest de la chapelle.



(Fig. 8) — Vue en plan de la chapelle avec l'emplacement des squelettes (© O. Haffner, Dokuplus)

Les trois premiers squelettes étaient plutôt incomplets : du squelette 3, seuls les membres inférieurs étaient conservés, contrairement au squelette 4 dont les membres inférieurs à partir du genou avaient disparu. En général, la composition du sol - très sableux et acide - n'a pas permis une bonne conservation des ossements.

Néanmoins, la position des bras du squelette 4 - croisés sur la poitrine, une main recouvrant la deuxième - était plutôt bien visible (Fig. 9).

2.2.3. Le mystère du squelette 5

La cinquième sépulture présentait un état de conservation nettement meilleur et mérite d'être observée plus attentivement en raison de certains facteurs interpellant (Fig. 10), à savoir : sa localisation (contrairement aux autres, cette dépouille a été enterrée *extra-muros*, c'est-à-dire en dehors du périmètre de la chapelle), sa position (partie inférieure en position habituelle avec jambes en parallèle mais les bras et les côtes de manière tassée) et la présence de boutons en bronze et d'une chaînette à hauteur du crâne.



(Fig. 9) — Squelette 4, la tête orientée vers le sud-est et les bras croisés (mains superposées) sur la poitrine
(© C. Colling, CNRA)

Le défunt semblerait avoir été inhumé précipitamment, tout en veillant à respecter une certaine dignité : la position des jambes et du bassin – bien droits – est typique pour un corps ayant été posé, mais les bras disloqués et la tête fortement inclinée indiquent néanmoins une fosse trop petite pour une inhumation en bonne et due forme. A-t-on dû enterrer le corps en secret ? Durant l'occupation française ?

Aussi, contrairement aux squelettes retrouvés sous l'emplacement du premier autel de la chapelle, cette fosse-ci ne présentait aucune trace de cercueil alors qu'ici, la dégradation semble beaucoup moins avancée – s'il y en avait eu un, on aurait dû en retrouver des traces. La présence d'un simple linceul peut également être infirmée, puisque les deux jambes se présentaient en parallèle, non pas croisées.



(Fig. 10) — Squelette 5 avec dislocation des bras et traces verdâtres d'oxydation de la chaînette au niveau du crâne
(© C. Colling, CNRA)

2.2.4. Un des 27 Klöppelmänner ?

S'agirait-il là d'un des 27 *Klöppelmänner* exécutés en 1799 (soit peu après la destruction de la chapelle) ? Il existe en effet une théorie intéressante à ce sujet (KOENIG 1936), n'ayant cependant jamais pu être prouvée jusqu'à ce jour et il se pourrait que nos recherches actuelles permettent enfin de répondre à cette question.

Dans le cas présent, il s'agirait d'un rebelle exécuté par les Français, que les Luxembourgeois préféreraient voir enterré près d'un lieu symbolique plutôt que dans une fosse commune afin de restaurer un tant soit peu sa dignité. Agissant rapidement et en secret, on n'aurait peut-être pas pris le temps de mesurer la fosse au préalable et on aurait alors quelque peu forcé le corps dans l'ouverture.

À première vue, le squelette ne semble pas présenter de traces de décapitation. L'hypothèse de la mort par guillotine pourrait alors être exclue. Il faudra néanmoins attendre les résultats de l'étude anthropologique en cours de réalisation afin de confirmer ou d'infirmer un décès par violence, que ce soit une décapitation, une pendaison ou une exécution par balle.



(Fig. 11) — Squelette 5 dans son contexte – remarquons les couches coupées par cette tombe (© Y. Waerseggers, ArchéoConstructions)

En ce qui concerne les boutons en alliage de bronze et la chaînette, il faudra attendre une recherche complémentaire afin de comprendre leur présence, le tout en relation avec la détermination du sexe. S'agit-il d'éléments d'uniforme? D'éléments de parure d'une personne plus aisée? Et la chaînette correspondrait-elle plutôt à un élément féminin issu de la tradition de la couronne mortuaire que les jeunes filles décédées avant le mariage portaient lors de leur enterrement à partir du XVIII^{ème} siècle (SEGSCHNEIDER 1976)? Les recherches en cours sauront peut-être nous livrer des indices qui répondront à toutes ces questions.

2.2.5. Les structures extra-muros

Un petit muret, dont seule la base est conservée, a été repéré au sud-ouest. Il s'agit là probablement de la délimitation originelle du *Kapellekiirchfecht* créé en 1691 en raison de l'achat d'une partie du cimetière près de l'Église des Cordeliers par les religieuses du Marienthal. Celles-ci firent ainsi transférer vers la chapelle les ossements inhumés près de ladite église.

C'est en 1779 qu'est créé le cimetière St Nicolas¹ à son emplacement actuel en agrandissant simplement le *Kapellekiirchfecht* préexistant (KAYSER 1986 : 63-64). Le mur original du cimetière de 1779 (Fig. 9) a également pu être partiellement dégagé, son extension se poursuivant sous le cimetière actuel.



(Fig. 12) — Vue aérienne de l'ensemble du secteur fouillé (© O. Haffner, Dokuplus)

¹ Aujourd'hui : *Liebfrauenfriedhof*

3. PERSPECTIVES

Les fouilles récentes menées à l'emplacement de la chapelle Notre-Dame du Glacis ont révélé l'existence d'un ensemble architectural beaucoup plus complexe que ce que les ouvrages historiques ne laissaient supposer. Ces investigations offrent de nouvelles voies de recherche et vont permettre une réévaluation des connaissances actuelles.

Par ailleurs, la découverte du squelette n°5, retrouvé dans une situation inhabituelle, révèle un contexte socio-historique très mouvementé, le tout entouré d'une symbolique particulièrement intense, alors que l'année de la redécouverte, 2016, était également l'occasion de célébrer le 350^{ème} anniversaire de l'élection de la Consolatrice des Affligés comme patronne de la ville de Luxembourg.

La chapelle Notre-Dame n'a donc pas fini de nous surprendre. Vu l'importance de ce haut-lieu symbolique du culte marial de la part du peuple luxembourgeois, une étude de mise en valeur appropriée impliquant tous les acteurs du projet est actuellement en cours afin de permettre l'accessibilité de ce haut-lieu de mémoire national au public.

Cynthia COLLING
Centre national de recherche archéologique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange
cynthia.colling@cnra.etat.lu

BIBLIOGRAPHIE

AMHERD P. 1855. *Maria, die Trösterin der Betrübten oder Geschichte der Verehrung Maria's als der Schutzpatronin der Stadt u. des Landes Luxemburg. Quellenmäßig dargestellt von P. Aloysius Amherd, Priester und Missionär aus der Versammlung des allerheiligsten Erlösers.* Luxemburg, V. Bück, 364 p.

DONDELINGER P. 2008. Le glacis de la forteresse de Luxembourg, lieu(e) de mémoire nationale. *Hémecht*, 60, 7-45.

FALTZ M. 1927. *Heimstätte U.L. Frau von Luxemburg. Einst und Jetzt.* Luxemburg, 212 p.

KAYSER E.M. 1986. La réforme des usages en matière de sépulture dans le Duché de Luxembourg, en particulier dans la capitale-forteresse (1770-1784). *Châteaux-fort, ville et forteresse*, collection « Les Amis de l'Histoire », 14, Luxembourg/Gasperich, 61-67.

KOENIG L., HAAGEN M. 1935. *Kleine Festschrift zur Enthüllung der Gedenktafel an der Stelle wo früher die Muttergotteskapelle auf dem Limpertsberg (Glacis) stand.* J. P. Worré-Mertens, Luxemburg, 20 p.

KOENIG L. 1936. *Birgt der Liebfrauenkirchhof die letzte Ruhestätte der auf dem Limpertsberg (Glacis) hingerichteten Öslinger Klöppelmänner?* Luxemburg, 23 p.

SEGGSCHNEIDER E.H. 1976. *Totenkranz und Totenkrone im Ledigenbegräbnis.* Rheinland-Verl., Bonn, 235 p.



(Fig. 6) — Vue générale des structures mises au jour
(© O. Haffner, Dokuplus)



(Abb. 1) — Besuch von Frau Ministerin Maggy Nagel anlässlich der Tagungseröffnung am 7. 11. 2015. Von links nach rechts: Andrea Binsfeld (Uni.lu), Christiane Bis-Worch (CNRA, Landesvertreterin RURALIA), Claudia Theune (Präsidentin RURALIA), Haio Zimmermann (scheidender Präsident RURALIA), Maggy Nagel (Kulturministerin), Foni le-Brun (*Chargé de direction* CNRA) (Foto © CNRA).

Religion, Kulte und Rituale im ländlichen mittelalterlichen Umfeld - Zur XI. RURALIA Tagung in Clervaux und dem gerade erschienenen Tagungsband

CHRISTIANE BIS-WORCH

VORWORT:

RURALIA wurde 1994 als ein internationaler Verband zur archäologischen Erforschung der mittelalterlichen ländlichen Besiedlung und Wirtschaft gegründet. Hauptanliegen ist der interdisziplinäre Gedankenaustausch über aktuelle Fragestellungen mittels internationalen Fachtagungen, die alle zwei Jahre in einem der aktuell 24 Mitglieder zählenden Eurostaaten der RURALIA abgehalten werden.

Als aktives Mitglied der RURALIA war es 2015 an Luxemburg die XI. RURALIA Tagung zu organisieren. Aufgrund ihrer europäischen Ausrichtung stand die Fachtagung sowohl unter der Schirmherrschaft der luxemburgischen EU-Ratspräsidentschaft als auch unter der des *Fonds National de Recherche*. Die lokale Organisation lag als Landesvertreterin der RURALIA in den Händen der Verfasserin (CNRA) in Kooperation mit Andrea Binsfeld und Michel Pauly von der Universität Luxemburg (Forschungsgruppe IPSE).

ZUR TAGUNG:

Die Tagung fand vom 7. bis 11. September 2015 im Schloss von Clervaux statt und zählte weit über 100 Teilnehmer aus über 23 europäischen und außereuropäischen Ländern, darunter auch zahlreiche Besucher aus Luxemburg und der Großregion (*Abb. 1-2*).

Das Ziel der Tagung war es anhand von 43 Vorträgen einen möglichst umfassenden und breitgefächerten Überblick über die neuesten Forschungen in Europa zum Thema „Religion, Kulte und Rituale im ländlichen mittelalterlichen Umfeld“ zu erhalten.

Jedes einzelne Thema wäre eine eigene Tagung wert und war in der Vergangenheit zum Teil auch Thema eigener Kolloquien oder Ausstellungen, doch der besondere Blick auf spezifisch ländliche Phänomene fand bisher kaum Beachtung in der jüngeren Forschung. Darunter fallen z.B. Fragen nach möglichen Stadt-Land Unter-

DISCOURS DE MADAME LA MINISTRE MME MAGGY NAGEL, QU'ELLE A TENU DANS LE CADRE DE LA PRÉSIDENTIE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

C'est un très grand plaisir pour moi de vous souhaiter la bienvenue au Grand-Duché de Luxembourg et de présider l'ouverture du 11^{ième} colloque international RURALIA, en cette belle ville ardennaise de Clervaux.

Historiens et archéologues, vous voici réunis pendant une semaine pour cette 11^{ième} session autour du thème « Sites religieux, cultes et rites en milieu rural au Moyen-Âge », thème que vous allez aborder dans ses multiples aspects avec pas moins d'une quarantaine de communications.

Il me semble que vous avez choisi très judicieusement le thème de ce colloque au Luxembourg. Malgré sa taille modeste, le territoire luxembourgeois présente plusieurs sites médiévaux de tout premier plan qui pourront illustrer et participer à vos échanges scientifiques, comme vous en aurez d'ailleurs l'opportunité de vous en convaincre lors des diverses excursions prévues à votre ambitieux programme. Je me réjouis de votre choix thématique abordé avec des approches complémentaires, à savoir que des archéologues et des historiens débattent ensemble sur des sujets similaires, démarches scientifiques qu'il faut promouvoir et encourager.

L'association internationale RURALIA doit beaucoup à ses membres fondateurs et actifs. Pour le Grand-Duché de Luxembourg, je pense au rôle important et pionnier joué par Johnny De Meulemeester qui, dans les années quatre-vingt-dix, a marqué la recherche archéologique médiévale de notre pays par ses travaux en archéologie urbaine et rurale. Malheureusement trop tôt disparu, ce 11^{ième} colloque de l'association RURALIA, association dont il fut président, est une belle occasion pour lui rendre hommage.

Le Fonds national de Recherche en tant que principal soutien des activités de recherche publique au Grand-Duché de Luxembourg, investit des fonds publics dans des projets émanant aussi bien des sciences naturelles que des sciences humaines. Je me félicite que le FNR ait parrainé la réalisation de ce 11^{ième} colloque international RURALIA et je lui exprime mes chaleureux remerciements.

C'est cette internationalité qui confère ce caractère européen au colloque organisé dans le cadre de la présidence du conseil de l'Union européenne.

Une recherche de qualité ne peut se faire sans financement et je suis fière d'annoncer que mon propre Ministère, l'Université de Luxembourg ainsi que la Direction générale du Tourisme ont su contribuer au succès de ce colloque en donnant des subsides et en offrant des dîners.

Pour leur générosité et leur soutien, j'exprime ma gratitude à la ville de Clervaux et à son bourgmestre M. Emile Eicher qui accueille ce colloque international en mettant à disposition cette très agréable salle du château et offre des pauses-café ainsi qu'un dîner. En plus, il vous propose une visite guidée de la fameuse exposition « The Family of Man » faisant partie des documents inscrits dans le registre de la Mémoire du Monde de l'UNESCO et une visite de l'exposition sur les châteaux du Grand-Duché, les deux expositions logées au sein du château de Clervaux.

Je témoigne ma gratitude également à la commune de Beckerich et à son Bourgmestre M. Thierry Lagoda qui offrira aux « Ruraliens » un dîner lors de votre excursion du mercredi ; mes remerciements s'adressent aussi aux Pirmesfrënn Kauneref, association de bénévoles organisant vos pauses-café, infatigables et dévoués pour la promotion et l'entretien du site de la Pirmesknupp, au programme des sites visités mercredi.

Il m'est agréable aussi de remercier Mme Koener pour son don financier, son hospitalité et son attention prodiguée auprès des congressistes au sein des hôtels Koener et Koener International sis au cœur de Clervaux. Il m'est également agréable de remercier la firme Sales-Lentz qui a tenu à soutenir ce colloque en faisant un don financier et qui assurera le transport des congressistes aux différentes excursions.

Enfin, un grand merci au Centre National de Recherche Archéologique (CNRA) et au Service des Sites et Monuments nationaux (SSMN) pour leur aide logistique respective.

En effet, la préparation et l'organisation d'un colloque international comme RURALIA ne peut se faire sans l'engagement de personnes passionnées. Il me tient à cœur de remercier très chaleureusement les organisatrices, Mme Christiane Bis-Worch, conservatrice au CNRA, et Mme Andrea Binsfeld, professeur-assistant à l'Université du Luxembourg qui furent secondées par M. Romain Bis, assistant scientifique au CNRA. Une aide précieuse fut apportée par Monsieur Thilo Schiermeyer, post-doctorant en histoire médiévale à l'Université du Luxembourg et par Mme Estelle Michels, archéologue et bénévole, qu'ils soient vivement remerciés.

Mesdames et messieurs, en vous souhaitant la bienvenue au Luxembourg, je vous souhaite un colloque plein de succès et de fructueux échanges scientifiques qui contribueront à faire avancer nos connaissances sur l'histoire de nos passés ruraux. Que ce séjour au Luxembourg éveille votre curiosité et suscite votre intérêt pour ce petit pays riche d'histoires, histoires souvent liées aux grands moments de l'histoire européenne.



(Abb. 3) — Besuch der *Pirmesknu*p (Foto © CNRA) mit Kaffee und Kuchen gestiftet von den *Pirmesfrënn Kaunere*f und unter fachkundiger Führung von Patrick Dondelinger (SSMN).

schieden oder das Phänomen der Petroglyphen, die auch in Luxemburg bekannt – jedoch seit den 60er Jahren mehr oder weniger in Vergessenheit geraten sind.

Abgerundet wurde die Tagung durch den Besuch luxemburgischer Fundstellen, welche die Vorträge ergänzen halfen respektive integraler Bestandteil der Tagung waren. Einige der Fundstellen, wie z.B. die Abtei Echternach, sind international wohlbekannt, andere dagegen sind selbst in Luxemburg nicht jedem ein Begriff. Insofern war es auch Ziel der Exkursionen, den Blick neu für diese Forschungsobjekte zu schärfen. Deshalb wurden ausschließlich Orte besucht, die eng mit dem Thema der Tagung verbunden waren. Hier wären zunächst die an sogenannten Heilquellen liegenden Einsiedelei-

en zu nennen, wie z.B. die Pirminusquelle und Kapelle auf der sogenannten Pirmesknu

pp bei Kaundorf (Abb. 3), die Einsiedelei von Hachiville sowie die Kapelle auf dem Kalenberg bei Beckerrich (Abb. 4) und die Loreto-Kapelle bei Clervaux. Dazu gehörte aber auch ein Besuch ehemaliger Wirkungsstätten des leider viel zu früh verstorbenen Gründungsmitglieds der RURALIA, Johnny de Meulemeester, der auch in Luxemburg gearbeitet hat: Kloster Clairefontaine (Abb. 5) und Alt Sankt Martin vor den Toren der mittelalterlichen Stadt Arlon (heute beides Belgien).

Eine zusätzliche Exkursion führte nach Echternach zur Willibrordus-Abtei und zu der in einem spätrömischen Kastell errichteten Peter und Paulskirche. Nennenswert auch der Besuch der ebenfalls in einem römischen Gebäude errichte-



(Abb. 4) — Beeindruckende Führung über den Kahlenberg durch Isabelle Bernard von der *Beckericher Millen s.a.* (Foto © CNRA).



ten Laurentiuskirche in Diekirch und dem angegliederten Museum sowie der Girsterklausen und der Marieneiche bei Altrier (siehe Umschlagbild des Tagungsbandes). Aber auch die Stadt Luxemburg birgt religiöse Plätze, die ehemals vor den Toren der mittelalterlichen Stadt lagen und somit in das Programm aufgenommen wurden: so z.B. die Felsenkirche St. Quirin mit Quelle im Petrual und das sogenannte. Petermännchen (*Péiter Onrou*) am *Eecher Bierg*, einer in einer Felsgrötte liegenden Jesus-Statue des 17./frühen 18. Jh., an der bis heute verlassene Frauen mit Nadeln gespickte Kerzen anzünden, um dem „Treulosen“ Schmerzen zu bereiten (Abb. 6).

DANKSAGUNG:

Ohne eine finanzielle bzw. materielle Unterstützung wäre die Tagung kaum durchführbar gewesen und auch kaum so erfolgreich geworden.



(Abb. 5) — Ein Abstecher in die nahe Grenzregion: Kloster Clairefontaine (B), der Wirkungsstätte Johnny De Meulemeesters, Gründungsmitglied der RURALIA und langjähriger Mitarbeiter des SSMN in Luxemburg (Foto © CNRA).



(Abb. 6) — Aufgang zur Grotte vom Péiter Onrou am *Eacher Bierg* mit der darüber befindlichen Darstellung des Gekreuzigten. Beides war wohl ursprünglich Teil eines alten Passionsweges, bei dem die liegende Christusfigur eine spätere Umdeutung erfahren hat (Foto © CNRA).

Zu nennen wären hier an erster Stelle und in einem Zuge die hauseigene Unterstützung durch das CNRA und das Kulturministerium sowie durch die Universität Luxemburg (Forschungszweig IPSE). Alle drei Institutionen halfen sowohl auf der logistischen Ebene, als auch durch Sachspenden, Personal und die Finanzierung mehrerer Abendessen. Die *Direction Générale du Tourisme* leistete einen bedeutenden finanziellen Zuschuss zu den Übernachtungskosten der ausländischen Gäste, während die Gemeinde Clervaux ihre Lokalitäten zur Verfügung stellte, sich an den Kosten der Kaffeepausen beteiligte sowie zum Abendessen und zum Besuch der Dauerausstellung „Modelle Luxemburger Burgen“ einlud. Ein weiteres Highlight war ein

vom *Centre National de l'audiovisuel* geführter Besuch durch die Fotoausstellung „Family of Man“, die ebenfalls auf der Burg beheimatet ist. Unverzichtbar war zudem der Kleinbus, welcher durch den *Service des Sites et Monuments nationaux* (SSMN) zur Verfügung gestellt wurde. Die *Pirmesfrënn Kauneref* und die Gemeinde Beckerich schufen unvergessliche kulinarische Momente, aber auch das Hotel Koener und das Busunternehmen Sales-Lentz sorgten neben einer Geldspende für einen warmen Empfang der Gäste sowohl während der Tagung als auch bei den Exkursionen.

Allen Helfern der Tagung sei an dieser Stelle noch einmal herzlich für ihr Engagement gedankt, allen voran die Kollegen von der Universität Luxembourg, Andrea Binsfeld und Michel Pauly mit ihren studentischen Hilfskräften; dann aber auch Romain Bis, Thilo Schiermeyer, Estelle Michels und Claude Klopp vom CNRA; Marianne Thilmany von und mit den *Pirmesfrënn Kauneref*; Isabelle Bernard von der *Beckericher Millen*; Patrick Dondelinger und Christina Meyer vom SSMN, sowie Carine Welter vom *Musée d'histoire(s) Diekirch*.

Haio Zimmermann, scheidender Präsident der RURALIA, stand mit Rat und Tat bei der Planung der Tagung zur Seite, Claudia Theune, aktuelle Präsidentin, bei der Redaktion des hier nun vorliegenden Tagungsbandes. Ihrem tatkräftigen Einsatz ist es mit zu verdanken, dass dieser Band rechtzeitig zur XII. RURALIA-Tagung in Kilkeny (IRL) fertig geworden ist. Die Korrektur der Beiträge lag dabei dankenswerter Weise in den Händen von Finbar McCormik, Piers Dixon und Mark Gardiner für die englischen Texte, für die Deutschen bei Claudia Theune und Peter Hinterndorfer und für die französischen Beiträge bei Cynthia Colling und François Valotteau. Allen ein herzlicher Dank für ihre Freundschaft und Unterstützung.

ZUM TAGUNGSBAND:

Entsprechend der europäischen Ausrichtung der RURALIA standen in Clervaux sowohl pagane, synkretistische, christliche, jüdische und muslimische Aspekte zur Diskussion, von denen hier nun die Beiträge aus 23 europäischen und außereuropäischen Ländern in den drei offiziellen Sprachen der RURALIA (Englisch, Französisch, Deutsch) vorliegen. Die Beiträge stammen aus Belgien, Dänemark, Deutschland, England, Finnland, Frankreich, Irland, Litauen, Kroatien, Luxemburg, Niederlande, Norwegen, Österreich, Polen, Portugal, Russland, Schweden, Schweiz, Slowakei, Spanien, Tschechische Republik, Ungarn und Albany/New York.

Der Tagungsband (Abb. 7) gliedert sich – der Tagung entsprechend – in insgesamt vier Themenschwerpunkte. Als Einführung in die Problematik dient dabei der Aufsatz von Bert Groenewoudt über seine Beobachtungen während einer Pilgerreise entlang des *Camino Frances*, verdeutlicht er doch den damals wie heute tief im Menschen verwurzelten Drang nach Spiritualität, die in zahlreichen Formen durch rituelle Handlungen materiellen Ausdruck finden kann. Diese Spiritualität scheint zeitübergreifend und universell.

Die folgenden Aufsätze von Frode Iversen, Marte Spangen, Juris Urtans, Frédéric Surmely, Finbar MacCormik und James Bond stellen verschiedene ländliche pagane und christliche Kultplätze außerhalb von Siedlungen vor, darunter Orte, wie z.B. Quellen oder Höhlen. Wie gefährlich mitunter vorschnelle Interpretationen sind (wer kennt ihn nicht, den Spruch „Was ich nicht kenn', ich kultisch nenn'"), unterstreicht der Aufsatz von Marte Spangen indem sie zahlreiche bisher als „kreisförmige Kultanlagen der Sami“ angesehene Plätze als profane Wolfsfallen neuinterpretiert. Der Beitrag von Frédéric Surmely verdeutlicht dagegen die Problematik der Interpretation von Petroglyphen, die man-



(Abb. 7) — Praktische Informationen zum Buch (Foto © Sidestone):

Religion, cults & rituals in the medieval rural environment | Religion, Kulte und Rituale in der mittelalterlichen bäuerlichen Umgebung | Religion, cultes et rituels au milieu rural médiéval

Edited by Christiane Bis-Worch & Claudia Theune

Publication date: 11-09-2017

ISBN: 9789088904868

Bestelladresse: <https://www.sidestone.com/books/religion-cults-rituals-in-the-medieval-rural-environment>

Preis laut Internet: 49,95€ Paperback / 150€ Hardback / free online reading

Imprint: Sidestone Press Academics | Format: 210x280mm | ca. 425 pp. |

Ruralia XI | Language: Various | 91 illus. (bw) | 71 illus. (fc) |

Category: medieval archaeology, history, middle ages, rural life, religious places, cult places, holy sites, burial practices, execution sites, objects with religious character.

gels Untersuchungen nur schwer datierbar sind und denen aufgrund ihrer urtümlichen Art gerne ein sehr hohes Alter zugesprochen wird. Ein Alter, das der genaueren Untersuchung nicht immer standhalten kann.

Die nachfolgende zweite Themengruppe behandelt die Bedeutung religiöser Gebäude für das dörfliche Gefüge respektive für das ländliche Umland, angefangen von einem Beispiel aus der Negev-Wüste (Constanze Röhl), über Klöster- und Kirchengründungen in Deutschland, Ungarn, Belgien und Frankreich (Miriam Steinborn, Edith Sarosi, Phillippe Mignot/Frédéric Chantinne und Cyrille Ben Kaddour), bis

hin zu Kirchen des 11./12. Jh. mit sichtbar verbauten römischen Spolien in Luxemburg (Estelle Michels). Das Bild wird ergänzt durch Einblicke in die ländlichen Moscheen Spaniens (Jorge Eiroa) und den fränkischen Landjuden in Deutschland (Hans-Peter Süss), sowie einem Exkurs zur Bedeutung ungarischer Priesterwohnungen im Dorfgefüge respektive für die Entwicklung ländlicher Gebäudeformen (Tibor Racz).

Der dritte Themenkomplex beschäftigt sich mit verschiedenen Formen der Grabpraktiken anhand derer sich zum einen Aussagen über religiöse Empfindungen und Denkweisen machen lassen, die zum anderen aber auch das Entstehen von Gruppen-Identitäten verdeutlichen. Wesentliche Beiträge hierzu wurden von den Forschern Yves Gleize, Catarina Tente, Inaki Martin-Viso, Nico Arts, Tatjana Tkalc̃ec/Siniša Krznar und Daniel Gutscher geleistet. Maria Vargha und Pawel Duma gehen dabei eher auf solche Gräber ein, die außerhalb der gesellschaftlichen Norm stehen, dazu gehören z.B. Hinrichtungsplätze, aber auch auffällige Gräber auf Friedhöfen, deren Lage innerhalb eines Grabes auf abergläubische Praktiken verweisen. Andere Phänomene, wie das Vergraben von Nachgeburten und Frühgeburten in Gebäuden, verweisen dabei schon in die nächste Themengruppe.

Dieser vierte und letzte Themenkreis stellt zahlreiche religiöse Handlungen vor, die nicht von der offiziellen Kirche abgesegnet sind und sozusagen einer „Säkularen Pietät“ (dem sogenannten Volksglauben oder auch Beiglauben) entspringen. Miklós Takács führt anhand ungarischer Beispiele in das Thema ein, während sich Elisabeth Regner Gedanken macht über mögliche Unterschiede zwischen ländlichen und städtischen Praktiken. Johan Verspay diskutiert dagegen einen neuen Gedankenansatz zur Interpretation von Metallobjekten (Münzen und Pilgerzeichen), die auf Ackerflächen gefunden werden und bis dato vielleicht fälschlich als schlichter Abfall angesehen werden. Die Auf-

sätze von Iris Niessen, Morten Søvsø, Heinrich Stiewe, Jean-Marie Blaising und Walter Wheeler behandeln Deponierungen religiöser Objekte in Häusern, die vor allem apotropäische Funktionen haben, oder auch Krankheiten bannen sollen.

Gerade diese letzte Gruppe zeigt, dass solche religiösen Praktiken über viele Landesgrenzen hinweg existieren und dass sie sich durchaus hartnäckig im ländlichen Milieu halten können. Mit den Auswanderungsbewegungen gelangen sie auch nach Amerika, wo sich diese Praktiken mit indigenen und afrikanischen rituellen Handlungen und Deponierungen vermischen. Einige dieser Phänomene sind z.T. bis heute Teil unseres Lebens, auch wenn ihre tiefe Bedeutung vielleicht verloren gegangen ist.

Mit dem hier nun vorliegenden Tagungsband ist eine Art Nachschlagewerk entstanden, welches einen europäischen Überblick über jene Fundgattungen und archäologische Strukturen verschaffen soll, die u.U. aus religiös motivierten Beweggründen entstanden sind und die uns somit Einblicke gewähren in die mittelalterliche Gedankenwelt im ländlichen Milieu.

Die Aufsätze zeigen aber auch, wie vielfältig sich diese Praktiken im archäologischen Fundspektrum niederschlagen können, wie aufmerksam man jedes Detail betrachten muss und wie gefährlich vorschnelle Interpretationen sein können. Sie zeigen aber auch, dass Archäologie, Bauforschung und Geschichtsforschung nur gemeinsam im interdisziplinären Austausch fundierte Antworten liefern können, insofern sei dieser Band neben Archäologen auch Historikern, Volkskundlern und Bauforschern wärmstens empfohlen.

ENGLISH SUMMARY:

The study of belief, faith and religious practices can provide a deep insight into historical societies, whether Christian, Muslim, Jewish or pagan. They form a constant of human behavior. Through religion, cult and rituals, multi-layered and complex cultural norms are expressed, demonstrating group affiliation. However, popular devotion and belief in a rural environment can include practices that are out with those of the official religion.

Some of these practices discussed in this book can be investigated through archaeology. Important religious sites like churches, monasteries, mosques and synagogues as well as caves, holy wells and hermitages are discussed. Furthermore, burials of children, revenants and the condemned are analysed, as they often deviate from normal practice and shed light on particular communities and their beliefs. Rituals concerning the protection of buildings and persons, which focus on objects attributed with religious qualities, are another area explored. Through archaeological research it is possible to gain an understanding of popular religion of medieval and early modern times and also to draw conclusions about religious ideas that are not written in documents. By bringing together these topics this book is of particular interest to scholars working in the field of archaeology, history and cultural anthropology.

The addressed subjects were the theme of an international conference of the *RURALIA* association held in Clervaux, Luxemburg, in September 2015. Ruralia promotes the archaeology of medieval settlement and rural life. Current research questions in rural archaeology are discussed in an European wide context. The aim is to strengthen the exchange of knowledge in, and the development of, archaeologically comparable studies, and to make archaeological results available to other disciplines.

Christiane BIS-WORCH
Centre national de recherche archéologique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange
christiane.bis@cnra.etat.lu



Zur kürzlich eröffneten Ausstellung der „Stadtarchäologie“ in den Kellern der sogenannten Wiltheimgebäude des Nationalmuseums

CHRISTIANE BIS-WORCH

Wer die Jahresberichte des *Centre National de Recherche Archéologique* (CNRA) aufmerksam verfolgt, der wird bemerkt haben, dass die Mittelaltersektion seit mehreren Jahren mit dem Aufbau einer neuen Ausstellung im *Musée National d'Histoire et d'Art* (MNHA) beschäftigt war. Diese neue Ausstellung widmet sich, im Gegensatz zur alten Mittelalterausstellung im Hauptgebäude des MNHA, ganz der Stadtarchäologie.

Ein Grund für die lange Vorbereitungsphase waren die seit Jahren laufenden Großgrabungen zwischen der *Place Guillaume II* und der *Rue Sigeftroi*, deren Ergebnisse so bahnbrechend neue Erkenntnisse zur Geschichte der Stadt Luxemburg erbrachten, dass diese in die neue Ausstellung integriert werden sollten. So können nun, nach der wissenschaftlichen und restau-

ratorischen Aufarbeitung der Fundstücke, die neuesten Forschungsergebnisse zur Stadt präsentiert werden. Zahlreiche Objekte sind dementsprechend zum ersten Mal der Öffentlichkeit zugänglich.

DAS GEBÄUDE

Die Keller im sogenannten Wiltheimgebäude (oder auch Wiltheimflügel) des MNHA bieten aufgrund ihrer Historie und ihres architektonischen Charakters einen passenden Rahmen für das Thema Mittelalter. Außerdem wurde bei den Renovierungs- und Umbaumaßnahmen des Gebäudes¹ ein kleiner Ausschnitt der ehemaligen Stadtmauer des 12./13. Jh. freigelegt, so dass hier dem Besucher die Geschichte der Stadt

¹ Die großflächigen Renovierungsarbeiten und die damit einhergehende Neugestaltung der Museumskonzeption fand unter der Regie des Nationalmuseums und des Fonds de Rénovation de la Vieille Ville (FRVV) statt, der zu diesem Zeitpunkt "Besitzer" der Räumlichkeiten war. Die ersten Überlegungen zur Umgestaltung der ehemaligen „Folkloreabteilung“ begannen schon 2008 seitens des MNHA, die Arbeiten durch den FRVV fanden dann 2012 bis 2014 statt. Die jetzige Ausstellungseröffnung schließt diese Umgestaltungsphase ab.

Luxemburg am „Original“ nahegebracht werden kann. Dieses Teilstück der mittelalterlichen Stadtmauer befindet sich im ersten der vier Säle, die zusammen eine Ausstellungsfläche von ca. 196m² ergeben.

Erste Planungen zur neuen Ausstellung begannen seitens der Direktion des MNHA im Herbst 2013, wobei die technische Organisation in den Händen von Paula Alves und Fabienne Pietruk (MNHA) lag.

Für die Auswahl der Objekte und das inhaltliche Konzept zeichnen dagegen die beiden wissenschaftlichen Kommissarinnen der Ausstellung – die Autorin vom CNRA und Isabelle Yegles vom *Fond de Rénovation de la Vieille Ville* (FRVV) – verantwortlich. Allen Beteiligten sei an dieser Stelle für die gute und fruchtbare Zusammenarbeit gedankt.

ZUM RAUMKONZEPT

Ein wichtiger Aspekt, den es zu berücksichtigen galt, waren die historischen Keller in denen die Ausstellung Platz findet, deren Raumgefüge und Geschichte trotz moderner Ausstellung erkennbar und erlebbar bleiben sollte. Damit waren raumgreifende Installationen entlang der Wände von vornherein ausgeschlossen.

Die beauftragten Szenografen vom Atelier Schubert aus Stuttgart entschlossen sich daher die Objekte möglichst in der Raummitte zu zeigen. Sie ließen sich dabei von den Arbeitstischen der Archäologen inspirieren, auf denen die Funde nach der Bergung, Konditionierung und Restaurierung ausgebreitet, sortiert, interpretiert und zugeordnet werden. Bis zur heutzutage gängigen digitalen Aufarbeitung von Grabungen, waren sogenannte Leuchttische aus keinem Büro wegzudenken. An diese erinnern die Lichttische, auf denen die Objekte nach Themen sortiert aufgestellt sind (Abb. 1)



(Abb. 1) — Blick auf einen der Exponat-Tische: im Bildvordergrund links der dreisprachig gehaltene Einführungstext zum Thema, daneben die Multimediatablet mit Informationen zu den verschiedenen Fundstellen. Weitere Objektbeschreibungen finden sich zudem direkt bei den Exponaten (Foto © T. Lucas, MNHA).

Der zum jeweiligen Thema einführende dreisprachige Text befindet sich an der Stirnseite des Tisches, während die jeweiligen Objekttexte nahe am Exponat angebracht sind. Der zu Beginn des Rundgangs in Saal 1 gezeigte Stadtplan mit den anhand gelber Punkte gekennzeichneten Fundstellen, findet sich auf jedem der Leuchttische wieder und erlaubt dem Besucher durch den Wiedererkennungseffekt, auch ohne Ortskenntnisse, die leichte Lokalisierung der Fundstellen aus denen die jeweiligen Objekte stammen.

Wer Genaueres wissen will, kann sich an den Media-Tafeln an der Stirnseite der Tische weitere Informationen zu den verschiedenen Grabungsorten holen. Auf diese Weise ist es gelungen, trotz der saalbedingten Gegebenheiten und der damit einhergehenden begrenzten Darstellungsmöglichkeiten, möglichst viele Informationen sowohl zu den Objekten als auch zu den dazugehörigen Grabungen zu vermitteln.

Neben den Grundinformationen zum Einzelobjekt (Ansprache, Zeitstellung, Fundort, Material, ...), werden – dort wo es möglich ist – auch kleine Zusatzinformationen gegeben, welche das Objekt in seinen historischen Kontext setzen. In der Tat können archäologische Objekte oft-



(Abb. 2) — Saal 2 mit dem Grabmal von Claude de Neufchâtel, Gouverneur von Luxemburg von 1474 bis 1505, und dem rekonstruierten Transportsarg einer (noch) unbekannten hohen Persönlichkeit, die zentral vor dem Hochaltar der Kirche des Heilig-Geist-Klosters gefunden wurde. Auch wenn einige Indizien dafürsprechen, dass es sich vielleicht sogar um Claude de Neufchâtel selbst handeln könnte, steht der endgültige Beweis noch aus (Foto © T. Lucas, MNHA).

mals auf verschiedenen Ebenen „ihre Geschichten erzählen“: in einem klassischen Museum ist dies zunächst einmal die Betrachtung der Funde unter dem kunstgeschichtlichen Aspekt, wie z.B. beim Grabmal von Claude de Neufchâtel (Abb. 2) oder beim Kapitell mit der Weinleseszene aus dem Kloster St. Esprit. Doch beide Objekte können auch unter dem Aspekt ihres Fundortes und ihres historischen Kontextes betrachtet werden.

Viele archäologische Objekte wirken zunächst recht unscheinbar und auf den ersten Blick wenig geeignet um gezeigt zu werden. Ihr Wert

zeigt sich erst, wenn das Objekt erklärt und idealerweise auch noch in seinen archäologischen Kontext gesetzt wird, denn dann können auf den ersten Blick einfache Objekte „spannende Geschichten erzählen“. Einige Beispiele mögen dies verdeutlichen:

So wird z.B. in Saal 2 der Abdruck eines Grabtuches zusammen mit einigen Bronzenadeln gezeigt (verg. Abb. 1). Da Stoff sich aufgrund der schlechten Erhaltungsbedingungen im Erdreich der Stadt Luxemburg nur sehr selten erhält, ist dieser Abdruck ein extrem seltener Beleg für die mögliche Bestattung in Grabtüchern. Die Nadeln lassen wiederum auf die Existenz eines Totenhemdes schließen. Sie ergänzen eine langjährige Beobachtung der Autorin, dass Funde, die auf die Bestattung in Alltagskleidern verweisen, sehr selten in den Gräbern der Stadt Luxemburg anzutreffen sind und erst in jüngeren Gräbern des 17./18. Jh. in Form von Gürtelschnallen und Knöpfen wieder vermehrt auftauchen. Das schlichte Totenhemd war demnach lange Zeit das vorherrschende Grabkleid in der Stadt Luxemburg.

Als ein anderes Beispiel sei der Grabstein mit der Darstellung der beiden Wickelkinder genannt: er steht für eine Reihe vergleichbarer Grabsteine aus dem *Knuedler-Friedhof*, die uns Einblick in die Gefühlswelt des späten 16./frühen 17. Jh. und in die Trauer um jedes einzelne Kind der Familie geben, auch wenn diese oftmals 12, 13 oder mehr Kinder umfassen konnte.

Einblick in die damalige Gedankenwelt erhalten wir aber auch durch so unscheinbare Objekte wie die verzierte Dachschieferplatte in Saal 3, denn wer weiß heute noch, dass das letzte Stück einer Tagesproduktion besonders verziert wurde, damit es dem Hause Glück bringen sollte?

Als letztes Beispiel seien die hölzernen Trinkgefäße in Saal 4 erwähnt, die in einer Latrine des *Îlot du Rost* gefunden wurden und aufgrund



(Abb. 3) — Blick auf die Tischvitrine zum Thema Mode und deren Herstellung (Foto © T. Lucas, MNHA).

ihrer Vergänglichkeit zu den seltenen Fundgattungen zählen. Sie gehören zum schlichten, fast schon ärmlichen, Alltagsgeschirr. Dass das Umfeld der Latrinenbenutzer jedoch gar nicht so schlicht war, wie es die Hölzer zunächst vermuten lassen, bezeugen die aufwändig gestalteten und für die damalige Zeit teuren Gläser, die ebenfalls in der Latrine gefunden wurden. Dies zeigt, wie man mit der Interpretation von Funden und Befunden danebenliegen kann, wenn man nicht alle Parameter berücksichtigt.

Die für die Ausstellung ausgesuchten Exponate belegen somit eindrücklich, dass „winzige Hinweise“ uns die Lebensumstände des „kleinen Mannes“ oft viel lebendiger nahebringen, als es die offizielle Geschichtsschreibung je könnte, da ihr die schriftliche Überlieferung dazu fehlt. So kann die Mittelalter-Archäologie unser Bild der Vergangenheit um zahlreiche Facetten bereichern.

Im Gegensatz zur vorherigen Mittelalterausstellung des MNHA, wurde in diesem Falle auf die didaktische Verwendung von mittelalterlichen

Malereien (sogenannten Illuminierungen) verzichtet, sondern auf die entsprechenden Darstellungen auf Ofenkacheln zurückgegriffen, sofern diese auf städtischem Gebiet gefunden wurden. Dies ist z.B. zur Darstellung des Ritters und seiner Attribute in Saal 2 der Fall, oder in Saal 4 zur Einführung in das Thema Mode und deren Herstellung bzw. zur Einleitung in den Themenbereich Musik und Zeitvertreib (Abb. 3).

AUFBAU DER AUSSTELLUNG

Die Ausstellung ist hierarchisch aufgebaut und stellt den fiktiven Besuch einer mittelalterlichen Stadt nach, indem sie im 1. Saal zunächst das Erste behandelt, was ein damaliger Besucher bei der Annäherung an eine Stadt zu sehen bekam: die Stadtmauer.

Im 2. Saal folgen die wichtigsten Sehenswürdigkeiten, die man in einer Stadt vorfinden kann: dies sind in der Regel öffentliche Bauten, wie z.B. Burg, Gouverneurspalast, Provinzialratsgebäude und Stadthaus, aber auch Kirchen und Klöster.

Der 3. Saal, der mit seinem Kreuzgradgewölbe, Mittelsäule und dem ursprünglichen Zugang seitens der Wiltheimstraße, zu den ältesten erhaltenen Kellern der Stadt Luxemburg gehört, widmet sich dem Thema Architektur.

Der 4. Saal schließt den Rundgang ab: seine Raumgestaltung erlaubt sowohl die Darstellung des Themas Handwerk als auch des privaten Alltags der Stadtbewohner.

So dringt der Besucher von Raum zu Raum immer tiefer in den persönlichen Bereich damaliger Stadtbewohner vor und wird – angefangen von den offiziellen und öffentlichen Einrichtungen – immer tiefer in die private Sphäre des Alltags eingeführt.

EIN KURZER VIRTUELLER RUNDGANG DURCH DIE AUSSTELLUNG:

Der Rundgang beginnt im ersten Saal mit einem Stadtplan (Abb. 4), auf welchem sämtliche in der Ausstellung behandelten Fundstellen eingezeichnet sind und welcher sich auf jedem der Tische wiederfindet. Daneben zeigt ein Film die Geschichte der Stadtarchäologie.

In der anderen Saalhälfte steht, neben der erwähnten originalen Stadtmauer, ein Modell der heutigen Stadt² (Abb. 5), auf welchem in einem ca. drei minütigen Film die räumliche und topografische Entwicklung der mittelalterlichen Stadt projiziert wird: Angefangen mit den topographischen Gegebenheiten und den wichtigsten historischen Verkehrsachsen, über den *Burgus* des 8./9. Jh. am Kreuzungspunkt der Verkehrsachsen im Bereich des Fischmarkts, die Entstehung und Ausbreitung der Burg und seiner Vorburg seit dem 10. Jh., bis hin zur sukzessiven Ausbreitung der Stadt. Letzteres beinhaltet die großen Etappen, wie den Bau der Stadtmauer um 1200 auf der Höhe der *Rue de la Reine* und ihre Erweiterung Ende des 14./Anfang des 15. Jh., welche u.a. auch Teile der Unterstädte Grund, Clausen und Pfaffenthal mit einbezieht. Das letzte Bild verweist auf den späteren Ausbau der Stadt zur Festung, deren Geschichte im Festungsmuseum gezeigt wird und nicht Teil dieser Ausstellung ist.

Der zweite Saal ist jenen Gebäuden gewidmet, die in der Regel von den Besuchern einer Stadt als erstes besucht werden: den „Zentren der Macht“. In unserem Falle zeigt die eine Saalhälfte Funde aus den Kirchengrabungen St. Michael und St. Nikolaus sowie aus den Klostergrabungen der Benediktiner (Alt-/Neumünster), der Dominikaner (12, *Rue Sigefroi*), der Franziskaner (*Place Guillaume II*) und der Klarissinnen



(Abb. 4) — Neben dem Stadtplan in Saal 1 führt ein allgemeiner Text in die Stadtarchäologie zu Luxemburg ein, daneben zeigt ein Film die Entwicklung der Stadtarchäologie anhand der wichtigsten Grabungen seit der Mitte des 20. Jh. (Foto © T. Lucas, MNHA).



(Abb. 5) — Blick in den Saal 1: im Vordergrund das Stadtmodell, im Hintergrund links das in den heutigen Keller integrierte Teilstück der Stadtmauer (Foto © T. Lucas, MNHA).

(*Plateau du St. Esprit*). Die andere Saalhälfte beleuchtet dagegen die weltlichen Machtzentren, wie die Burg auf dem Bockfelsen, den ehemaligen Gouverneurspalast (heute das Auswärtige Amt), das Provinzialratsgebäude auf dem Fischmarkt oder das ehemalige Stadthaus, den heutigen großherzoglichen Palais. Ein wichtiger Aspekt sind hier zudem Funde, die das damalige Selbstverständnis adliger Personen verdeut-

² Die Grundlagen für den 3D-Druck des Modells lieferte freundlicherweise die Stadt Luxemburg.



(Abb. 6) — Saal 2: im Vordergrund der Bereich der Kloster- und Kirchenfunde, im Hintergrund der weltliche Bereich mit dem Monument von Claude de Neuchâtel als besonderes Highlight der Ausstellung (Foto © T. Lucas, MNHA).

lichen, wie z.B. Wappen, die so ziemlich jedes Objekt verzieren konnten.

Die Positionierung der Objekte verdeutlicht dabei die enge Verquickung von weltlicher und kirchlicher Macht im Mittelalter und in der frühen Neuzeit: so verweisen z.B. der wappenverzierte Gewölbeschlussstein aus dem St. Esprit-Kloster einerseits, und das Grabmal Claude de Neuchâtel andererseits, auf die jeweils gegenüberliegende Seite des Raumes, sodass der Raum schlussendlich eine Einheit bildet (Abb. 6).

Der dritte Saal beleuchtet nicht nur verschiedene Aspekte der Architektur, sondern ist aufgrund seiner Raumausstattung Teil des Themas (Abb. 7). In der Tat handelt es sich um einen der ältesten erhaltenen Keller der Stadt, ausgestattet mit einem Kreuzgradgewölbe und einer

Steintreppe in Richtung Wiltheimstraße. Zu den ausgestellten Objekten gehören u.a. verschiedene Fußbodenbeläge, aber auch glasierte Dachziegel und glasierte Ofenkacheln, welche das Verlangen nach Farbe in früheren Zeiten belegen. Innenräume können sowohl durch einfallendes Tageslicht – z.T. durch farbig gestaltetes Fensterglas – erhellt werden, oder aber mittels Kerzenständern und Öllampen. Unscheinbar und doch eine technische Besonderheit, sind die Fragmente von Tonrohren aus dem Haus Greisch aus dem 16. Jh., die bisher einzigartig für Luxemburg sind. Sie zeigen, wie mangels Brunnen, das Wasser vom Dach möglichst sauber in die Zisternen geleitet werden konnte. Ein weiteres Highlight ist das Fragment eines spätgotischen Holzkapitells, welches bei den Renovierungsarbeiten des FRVV in der *Gëlle Klack* gefunden wurde und belegt, dass dieses Gebäude schon

kein Jahr nach dem großen Stadtbrand von 1509 ein neues Dach bekommen hat.

Geräte aus dem Bauhandwerk verweisen schon auf die Thematik des vierten Saals (Abb. 8), welcher dem Handwerk und Handel, respektive dem häuslichen Handwerk sowie Spiel und Musik gewidmet ist. Besonders hervorzuheben sind hier die verschiedenen Keramiken und Töpfereiabfälle aus dem Stadtgrund und dem Pfaffenthaler Berg, die über mehrere Generationen hinweg die hohe Qualität der Luxemburger Töpfer bezeugen. Importwaren (Keramiken und teure Gläser), aber auch Zapfhähne von Wein- und Bierfässern sind materieller Ausdruck des historisch belegten Handels. Rohmaterialien und Produktionsabfälle belegen zudem Knochen- und Lederverarbeitung sowie Eisenproduktion und Bronzeverarbeitung lokaler Handwerker auf Stadtluxemburger Gebiet.

Spinnwirtel, Nähnadeln und Fingerhüte verweisen dagegen in den Bereich des häuslichen Handwerks, zu dem auch die Verarbeitung der Nahrungsmittel zu zählen ist, wie z.B. die Käseherstellung. Küchengerätschaften, Ess- und Trinkgeschirr sind Teil des Privathaushalts. Privatangelegenheit sind in der Regel auch Spiel und Musik, wobei der große Spielstein aus dem Franziskanerkloster zeigt, dass auch Mönche sich gerne mal die Zeit vertrieben (Abb. 9).

Christiane BIS-WORCH
Centre national de recherche archéologique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange
christiane.bis@cnra.etat.lu

LITERATUR

BIS-WORCH C. 2015. 30 Jahre Stadtkernarchäologie im Lichte der jüngsten Ausgrabungen im Bereich der Altstadt Luxemburgs. *Archaeologia luxemburgensis*, 154-161.



(Abb. 7) — Blick in Saal 3 mit dem Thema Architektur (Foto © T. Lucas, MNHA).



(Abb. 8) — Blick in Saal 4 (Foto © T. Lucas, MNHA).



(Abb. 9) — Dieser polygonale Spielstein mit dem eingeritzten Mühlespiel wurde bei den Grabungen im Bereich des ehemaligen Franziskanerklosters auf der Place Guillaume II gefunden (Foto © T. Lucas, MNHA).

500. Geburtstag von Peter Ernst von Mansfeld – Präsentation einer Sonderbriefmarke

MATTHIAS PAULKE

Aus Anlass des 500. Geburtstages von Peter Ernst I. von Mansfeld (1517-1604), Gouverneur von Luxemburg, gab die Post des Großherzogtums Luxemburg im Jahr 2017 eine Sondermarke heraus. In Beisein der städtischen Bürgermeisterin Lydie Polfer sowie von Jos Glod, stellvertretendem Generaldirektor der Post, wurde die neue Sonderbriefmarke am 01. Juni 2017 feierlich vorgestellt. Den Rahmen der Vorstellung bildete das *Lëtzebuerg City Museum*, welches durch seine Direktorin Danièle Wagener vertreten war.

Der am 15. Juli 1517 in Heldringen geborene Spross aus deutschem Uradel war das dreizehnte von zweiundzwanzig Kindern des Grafen Ernst von Mansfeld-Vorderort und seiner Gattin Dorothea zu Solms-Lich. Die Grafen von Mansfeld gehörten zu den ältesten deutschen Adelsgeschlechtern. Ihre Besitzungen, welche bis 1580 eine reichsunmittelbare Grafschaft bildeten, lagen am östlichen Rand des Harzes, im heutigen Sachsen-Anhalt. Bereits im Alter von elf Jahren wurde Peter Ernst an den Hof Erzherzog Ferdinands I. geschickt, um dort als Kammerjunker

eine standesgemäße Ausbildung zu erhalten. Im Jahre 1535 trat Mansfeld in die Dienste Kaiser Karl V. und nahm mit Erfolg am Tunisfeldzug des Kaisers teil. Im nun folgenden Jahrzehnt beteiligte sich der junge Mansfeld an einer ganzen Reihe militärischer Einsätze, bei denen er sich bewährte und in der Gunst des Herrscherhauses stieg. Durch kaiserliches Patent wurde der erst Siebenundzwanzigjährige am 2. Juni 1545 zum Gouverneur und Generalkapitän der Provinzen Luxemburg und Namur ernannt. Schon im darauffolgenden Jahr wurde er in den Orden des Goldenen Vlieses aufgenommen. Im Zuge der Auseinandersetzungen zwischen dem Kaiser Karl V. und Heinrich II. von Frankreich kämpfte Mansfeld auf Seiten des Kaisers und geriet 1552 für die folgenden fünf Jahre in französische Gefangenschaft. Nach seiner Freilassung bewährte er sich erneut militärisch u.a. in der Schlacht von Saint-Quentin (1557). Im Jahre 1563 begann Mansfeld, der sich in den vorangegangenen Jahren vorwiegend in Brüssel aufgehalten hatte, mit dem Bau bei einer fürstlichen Residenz in Clausen, vor den Mauern der Stadt Luxem-



burg. Auf einer Fläche von mehr als acht Hektar entstanden in den folgenden Jahrzehnten ausgedehnte Gartenanlagen mit großen Wasserflächen, Vogelvolieren, Brunnenanlagen, Sportfeldern, Obst- und Gemüsepflanzungen und einer Schlossanlage, welche der Graf mit erlesenen Kunstgütern und Antiken ausstattete. Die fortwährenden militärischen Auseinandersetzungen um die Unabhängigkeit der Vereinigten Niederlande von der Spanischen Krone verlangten immer wieder das politische und auch militärische Eingreifen Mansfelds. Letztmalig wird er im Jahre 1588 zu den Waffen gerufen. Seine Erhebung in den Reichsfürstenstand durch Kaiser Rudolf II. im Jahre 1594 markierte den Höhepunkt seiner Karriere.

Peter Ernst war mindestens dreimal verheiratet. Seine erste Frau war Margareta von Brederode († 31. Mai 1554), der am 22. Februar 1562 Marie de Montmorency († 5. Februar 1570), nachfolgte. Eine dritte Ehe ging er mit Clara von Châlon ein. Über eine vierte Beziehung Mansfelds, wie auch über die genaue Zahl seiner Kinder herrscht unter den Historikern keine Einigkeit.

Mansfeld starb am 26. Mai 1604 in seinem Schloss in Luxemburg-Clausen und wurde in der eigens für ihn errichteten Grabkapelle der Franziskanerkirche in Luxemburg beigesetzt. Seine Schlossanlage vermachte er testamentarisch Philipp III. von Spanien.

Rapport d'activité 2016

1. SERVICE DU SUIVI ARCHÉOLOGIQUE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

En 2016, 265 dossiers ont été instruits dans le cadre de nouveaux plans et projets d'aménagement. Parmi ces dossiers, 235 projets d'aménagement ont été évalués, comprenant 101 prescriptions de sondages diagnostics, 79 levées de contrainte archéologique, 13 suivis de travaux de terrain, et une prescription de prospections géophysiques.

2. FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES

2.1. Service d'archéologie protohistorique

Pétange – *auf dem Titelberg, inv. 2015-019*. Fouille de l'aire n° 2 du secteur commercial romain dans l'oppidum du Titelberg (C. Gaeng).

Wiltz-Roullingen – *auf dem Kamp, inv. 2015-0076*. Du 15 février au 29 février 2016, préalablement à la construction d'un parc éolien, le CNRA a entre-



(Fig. 1) — Wiltz-Roullingen - "auf dem Kamp"
(photo M. Paulke, CNRA)

pris une fouille. Une butte marquante permettait de soupçonner un tumulus inconnu. La fouille s'est avérée négative (M. Paulke). (Fig. 1)

2.2. Service d'archéologie gallo-romaine

Altrier – *Kolumbarium, inv. 2016-022* (agglomération gallo-romaine). Préalablement à l'agrandissement du cimetière moderne d'Altrier, une



fouille archéologique a été réalisée entre mars et mai 2016 dans cette partie du *vicus*. Plusieurs vestiges antiques ont été découverts, dont un bâtiment d'une étendue de 9,50 sur 10 m au minimum, contenant un foyer et un petit dépôt d'outils en fer. Cet édifice a été transformé,

probablement durant le IV^{ème} siècle, en une construction en bois. Parmi les autres structures dégagées pendant la fouille on peut citer les vestiges d'un four, plusieurs trous de poteau, le reste d'un caniveau de drainage et l'angle d'une cave romaine, déjà fouillée par des privés au XIX^{ème} ou XX^{ème} siècle (F. Dövenner). (Fig. 2)



Altrier – 27, op der Schanz, inv. 2016-023 (agglomération gallo-romaine). Préalablement à un projet de construction privé, une fouille archéologique a été réalisée entre mai et août 2016 dans la zone du *vicus* proche de la route principale. Dans ce terrain, déjà beaucoup aménagé et perturbé au XIX^e ou XX^e siècle, plusieurs vestiges de bâtiments ont été découverts. Il s'agissait probablement des maisons allongées du *vicus* romain, dont différents éléments architecturaux (murs, trous de poteau, fosses, pavements) ont été dégagés (F. Dövenner). (Fig. 3)

Beichel – rue de Keispelt, inv. 2015-078. Les sondages ont été réalisés préalablement aux travaux d'aménagement du PAP Beichel de 3,7 ha. Les



| (Fig. 3) — Altrier – 27, op der Schanz (photo F. Dövenner, CNRA)

sondages ont livré au moins cinq ensembles de trous de poteau permettant une interprétation comme greniers surélevés sur poteaux de taille assez modeste. En tout 34 trous de poteau ont été documentés. Une fosse remplie d'ossements de forme ovale de 0,6 m x 1,2 m fut découverte dans la partie nord de la zone sondée. Les tessons de céramique mis au jour appartiennent à l'époque protohistorique. L'interprétation de la grande fosse reste ouverte. Un reste de mur, large de 0,45 m et long de 9 m, est apparu dans la partie sud de la zone sondée, sa datation est incertaine: romain ou plus récent. Le site a également livré une herminette, des céramiques protohistoriques et romaines, des scories, des tessons du XVII^e-XIX^e siècles (M. Risch/Schroeder & Associés).

Hosingen – Ehnenweg, inv. 2016-028, 2016-078 (nécropole gallo-romaine). Préalablement à l'agrandissement du site de la BAKO à Hosingen, des sondages (inv. 2016-028) ont été réalisés, menant à la reconnaissance de plusieurs sépultures. Une fouille archéologique (inv. 2016-078) a été effectuée entre le 01.09.2016 et le 07.10.2016. 17 tombes (incinérations) ont été découvertes ainsi que deux petits fossés étroits. Il s'agit probablement de la nécropole d'une villa gallo-ro-

maine à proximité immédiate. La nécropole se caractérise par l'organisation des sépultures en deux rangées. Elles contenaient des dépôts d'offrandes considérables qui permettent une datation autour des I^{er}-II^{ème} siècles après J.-C. Elles ne sont pas encore toutes analysées en détail, mais on peut noter que la tombe 001 contenant deux scalpels, une petite pince et deux autres objets déposés dans un coffret en bois, ce qui pourrait indiquer la sépulture d'un médecin (dentiste?) (DokuPlus, L. Stoffel).

Luxembourg-Belair – PAP Arquebusiers, inv. 2015-025. Préalablement à la construction d'un lotissement de 14,3 ha des sondages ont été réalisés en juin et juillet 2015, ainsi qu'en mars 2016. Les sondages ont permis de découvrir un tronçon de la voie romaine reliant Reims à Trèves et un drainage moderne, ainsi que des céramiques romaines, mais surtout du mobilier archéologique des XVIII-XX^{ème} siècles. L'état de conservation de la voie romaine était moyen et très variable selon les secteurs, le soubassement était encore conservé tandis que les couches supérieures (le revêtement de la voie) avaient déjà partiellement disparu. Un boulet de canon, des pipes en terre blanche, des billes, de petites figurines, des couverts et d'autres objets usuels datent des Temps modernes (M. Risch/Schroeder & Associés).

Mamer – 1, Rue de Dangé St. Romain, inv. 2015-065 (agglomération gallo-romaine). Poursuite des fouilles archéologiques commencées en 2015 dans une partie du vicus, préalablement à un projet de construction privé. Ces travaux ont été réalisés jusqu'au printemps 2016. Dans le terrain fouillé en 2016, plusieurs vestiges de bâtiment ont été découverts, dont l'entrée d'une cave romaine, construite avec de grands blocs de calcaire réutilisés, provenant des monuments funéraires situés le long la route romaine entre Mamer et Arlon (le « Kiem »). Un de ces blocs présentait encore partiellement une figure sculptée (coiffure et oreille d'un homme). Par ailleurs, un espace



(Fig. 4) — Mamer – 1, Rue de Dangé St. Romain
(photo M. Paulke, CNRA).

de travail a été dégagé, avec un foyer situé dans une zone brûlée et plusieurs trous de poteau. Sur la présence d'un grand nombre de déchets de bronze, dont une tôle provenant d'une grande statue, d'une centaine de petites monnaies de l'Empire des Gaules (dites *minimi*, « barbarisées » ou imitations locales) ainsi que d'une petite quantité de bronze fondu, on suggère l'existence d'un atelier de fonte tardif du IV^{ème} siècle après J.-C. (F. Dövenner, M. Paulke). (Fig. 4)

Schieren – Auf der Schlammgraecht, inv. 2013-023 (villa gallo-romaine). Poursuite des fouilles de la *pars urbana* de la grande villa gallo-romaine située en bordure de la *Nordstrooss* (V. Biver).

Schieren – 139-141 route de Luxembourg, inv. 2016-071 (villa axiale gallo-romaine). Après des sondages positifs, des fouilles archéologiques ont été fait du 10 octobre au 2 décembre 2016. Les vestiges d'un bâtiment gallo-romain avec trois phases de construction ont été découverts. Il s'agit probablement d'un bâtiment en relation avec l'entrée principale de la villa axiale. Au-delà plusieurs trous de poteau, des fosses et probablement les restes d'un chemin privé ont été



(Fig. 5) — Steinsel – Heisdorf « Dauvebur »
(photo M. Paulke, CNRA)

documentés. La zone d'intervention a aussi livré des structures de l'Âge du Bronze, du Moyen Âge et des Temps Modernes sans que celles-ci puissent être situées dans un contexte précis (L. Stoffel).

Steinsel – Heisdorf Dauvebur. Contrôle scientifique et mise en valeur de la source *Dauvebur* sur le terrain du système de captage et d'adduction d'eau antique de *Raschpétzer* en collaboration avec le syndicat d'initiative et de tourisme (SIT) de la commune de Walferdange (M. Paulke, L. Stoffel). (Fig. 5)

2.3. Service d'archéologie médiévale et post-médiévale

Ehnen – Wäinmusee, inv. 2016-116. Dans le cadre de travaux de réaménagement du Musée du Vin à Ehnen des fouilles ont été menées à l'extérieur et à l'intérieur des bâtiments. De nombreuses structures se rapportant à une utilisation au XVII^{ème} siècle ont été mises au jour et seront partiellement intégrées dans le projet de réaménagement (H. Hohmann/DokuPlus, C. Colling, C. Bis-Worch). (Fig. 6)



(Fig. 6) — Ehnen – Wainmusée : Vue générale des structures découvertes (photo C. Colling, CNRA).



(Fig. 7) — Leudelange : Les fondations de l'ancien presbytère (photo C. Colling, CNRA).

Grevenmacher – Rue de l'hôpital, inv. 2016-014.

Le projet de construction de la SNHBM d'un nouveau quartier résidentiel à l'emplacement de l'ancienne maison de retraite Saint François était à la base de fouilles archéologiques de grande envergure. En effet, le nouveau quartier se situe en plein centre de la vieille ville de Grevenmacher respectivement à proximité immédiate du jardin Baxeras où, en 2005, le service d'archéologie médiévale et postmédiévale a pu dégager les fondations d'une église avec son cimetière ainsi que des fonds de cabanes et des structures en pierre appartenant au village précédant la ville actuelle. Les fouilles ont révélé que le village des IX^{ème}/X^{ème} siècles s'est étendu jusqu'à cet endroit. Par ailleurs, plusieurs caves de bâtiments remontant aux XV^{ème}/XVI^{ème} siècles ont pu être documentées malgré les destructions du XX^{ème} siècle (M. Schrickel/DokuPlus, C. Bis-Worch).

Hesperange – Rothweit à Alzingen, inv. 2016-003.

Sondage préalablement à la construction d'une nouvelle cité : une fosse et de nombreuses scories indiquent la présence d'une zone de production de fer. Une fouille d'urgence est prévue pour 2018 (M. Risch/Schroeder & Associés, C. Bis-Worch, C. Colling).

Koerich – Maison Simon, inv. 2016-006.

Fouille d'urgence en raison du projet de construction d'une nouvelle maison privée juste à côté de la parcelle où, dans les années 1990, le service archéologique du MNHA a documenté une tour et des murs appartenant fort probablement au château dit *Fockeschlass* remontant au XV^{ème} siècle. Malheureusement on a dû constater qu'à cet endroit, les fondations du bâtiment ont été utilisées en tant que carrière. Il ne restait donc que des structures en négatif ne permettant pas de reconstituer avec certitude le plan d'origine de ce château disparu (O. Haffner/DokuPlus, C. Bis-Worch).

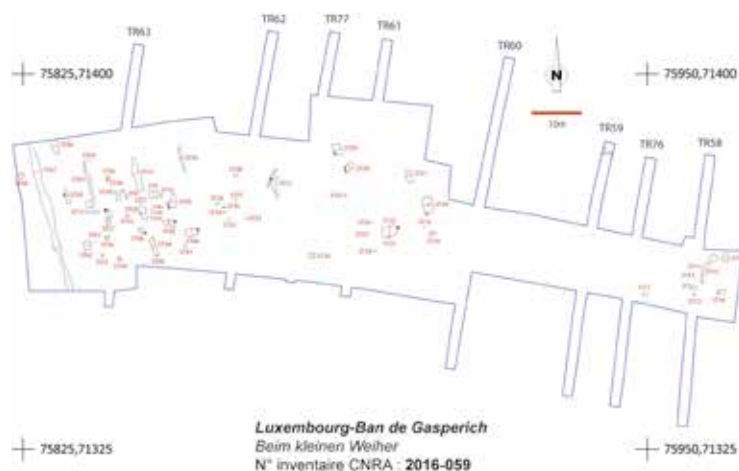
Koerich – Château, inv. 2016-080. Des fouilles ont été menées à l'extérieur du château au niveau des douves en raison d'un projet de pose de conduites. Des murs de fondation se rapportant à une des dernières phases d'occupation du château ont été dégagés (C. Colling).

Leudelange – Rue du Lavoir, inv. 2016-113. Durant les fouilles préventives préalablement à la construction de la nouvelle Maison Relais dans le centre de Leudelange, les restes de l'ancien presbytère datant du début du XVIII^{ème} siècle ont été dégagés et documentés (C. Colling). (Fig. 7)

Luxembourg-Ban de Gasperich – Beim kleinen Weiher, inv. 2016-059. Fouille d'un camp militaire français en relation avec le blocus de la place de Luxembourg de 1794-1795 par les troupes françaises. Découverte de structures de combustion (cuisines) et d'éléments d'armement (L. Brou) (Fig. 8).

Luxembourg – Rue de l'Eau, inv. 2016-083. Dans le cadre des travaux d'infrastructures de la Ville de Luxembourg, plusieurs caves médiévales ont été découvertes indiquant l'ancien tracé de cette rue. L'existence du fossé découvert dans les années 1990 à l'arrière de la Chambre des Députés n'a pas pu être prouvée avec certitude. Néanmoins, les structures mises au jour pourront donner une nouvelle piste d'interprétation après achèvement des recherches post-fouille (C. Bis-Worch). (Fig. 9)

Luxembourg – Place Guillaume II, inv. 2016-082. Afin de permettre la construction de la future « voûte parapluie » qui séparera l'ancienne église franciscaine du nouveau parking Knuedler, une tranchée supplémentaire à fouiller avait été sollicitée auprès du CNRA afin de permettre la récupération des têtes de forage. Dans cette tranchée longeant le *Bierger Center* les restes du chœur de l'ancienne église du XIII^{ème} siècle, découverte une première fois lors des fouilles au jardin du Veräinshaus, ont pu être dégagés (C. Bis-Worch).



(Fig. 8) — Plan du campement militaire français de 1794-1795 mis au jour à Luxembourg-Ban de Gasperich (L. Brou/CNRA, Y. Waerseggers/ArchéoConstructions).



(Fig. 9) — Luxembourg – Rue de l'Eau : La construction de ce petit pan de mur est fortement comparable avec la construction découverte dans la *Niklosgaass* en 2008 et qui peut être interprétée avec certitude comme faisant partie d'un pont levais. Etant donné qu'il s'agit probablement du dernier témoin de l'ancienne basse-cour tardive du château, les responsables de la Ville de Luxembourg ont accepté de sauvegarder les structures en les intégrant dans le regard technique prévu à cet endroit (photo CNRA).

Luxembourg – 18, Rue Saint Ulric (Grund), inv. 2016-081. En raison d'un projet d'aménagement de la part de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM), la parcelle située au 18, rue Saint Ulric a été examinée du 23 novembre 2016 au 21 février 2017. Plusieurs caves voûtées datant du XIX^{ème} siècle ont ainsi été dégagées (C. Colling, C. Bis-Worch).



(Fig. 10) — Luxembourg – Glacis : La découverte des fondations de la chapelle Notre Dame au Glacis était accompagnée d'un fort intérêt public (photo C. Bis-Worch, CNRA).



(Fig. 11) — Luxembourg – Fort Olizy : Vue sur les restes du Fort dégagés dans le contexte de la construction du Tram (photo C. Bis-Worch, CNRA).

Luxembourg – Chapelle du Glacis, inv. 2016-037. Dans le cadre de la construction du tramway dans la ville de Luxembourg, les archéologues ont découvert les vestiges de la chapelle Notre-Dame-des-Affligés construite de 1624 à 1628 et détruite en 1794, à proximité du cimetière Saint Nicolas sur le Glacis. La chapelle est à l'origine de l'Octave, un pèlerinage de huit jours maintenu jusqu'à aujourd'hui. Les vestiges ont été fouillés du 12 mai au 26 juillet 2016 et ont été docu-

mentés en détail. En raison de la connotation symbolique des lieux, les vestiges de la chapelle seront mis en valeur lors de l'aménagement des nouveaux quais (C. Colling). (Fig. 10)

Luxembourg – Fort Olizy, inv. 2016-065. Des fouilles ont été effectuées à proximité du pont Grande-Duchesse-Charlotte dans la ville de Luxembourg. Ces fouilles complétant les recherches effectuées en 2015, ceci dans le cadre de la construction du nouveau tramway traversant la ville de Luxembourg, ont permis de retrouver les extrémités des éléments de fortification se rapportant au Fort Olizy (C. Colling). (Fig. 11)

Mamer – Capellen/Zolwerfeld, inv. 2016-072. Suite à des sondages positifs sur la parcelle concernée, une investigation de terrain plus détaillée a été menée. Les structures mises au jour datent du Haut Moyen Âge et peuvent éventuellement être mises en relation avec l'extraction de minerai de fer. Cependant, les résultats sont assez ténus en raison de l'état de conservation très mauvais en terrain labouré (C. Colling).

Sandweiler – Am Bongert, inv. 2016-079. Une étude géomagnétique avait révélé en 2005 les restes de fondation d'une église et de son cimetière. Cette zone-ci a été immédiatement déclarée comme « non constructible ». Des sondages ont ensuite été réalisés en 2015 en raison d'un projet de construction prévu sur le site et se sont avérés positifs. Les fouilles réalisées en 2016 ont révélé un grand nombre de structures en lien avec l'extraction de minerai de fer datant de l'époque carolingienne (restes de fours, céramique Autelbas, scories, etc.) (C. Colling).

Schieren – Route de Luxembourg 45, inv. 2016-114. Suite à des sondages positifs, le CNRA a entrepris des fouilles préventives en vue d'un projet de construction. Ces fouilles ont révélé un cimetière médiéval (plus d'une centaine de sépultures), les restes de fondation d'un bâtiment probablement lié à la première église de Schieren

supposée se trouver sous le cimetière actuel, ainsi qu'un certain nombre de fonds de cabane bien conservés (E. Michels/DokuPlus, C. Colling).

3. PROSPECTIONS ET SIGNALEMENTS

3.1. Suivis de travaux et prospections pédestres:

Plusieurs sites médiévaux ont fait l'objet de suivis ou de prospections pédestres, en particulier à Aspelt, Blaschette, Bivange, Bourglinster, Capellen, Echternach, Godbrange, Grümelscheid, Mamer, Olingen, Pétange, Schieren, Ville de Luxembourg, Vianden.

Altrier – 25, *op der Schanz*, inv. 2016-105 (*agglomération gallo-romaine*). Pendant le suivi archéologique des sondages (entre octobre et novembre 2016), préalablement à un projet de construction de serres, des vestiges de bâtiments (murs, fosses et restes d'une route) ont été découverts et documentés dans cette partie du *vicus*. Le matériel archéologique récupéré pendant le suivi consiste en fragments de céramique et d'un fragment d'une grande meule en basalte (F. Dövenner, A. Schoellen).

Consdorf – *Rosswinkel*, inv. 2016-009 (*substructions gallo-romaines*). Pendant le suivi archéologique des sondages (mars 2016), préalablement au projet de l'aménagement d'une décharge, ont été découverts et documentés les restes de deux bâtiments gallo-romains en pierre. Le premier a un plan de 20 x 10 m, subdivisé en deux espaces de 146 m² et 26 m². Il contenait les restes d'un foyer. Le deuxième se situe à 30 m du premier et est de dimensions beaucoup plus modestes avec au minimum une superficie de 6 x 3,4 m. Parmi les autres structures dégagées durant le sondage on peut citer les restes de trois structures romaines et des fosses /foyers préhistoriques. Le mobilier archéologique récupéré pendant le sondage consiste en de nombreux tessons de céramique, des morceaux de briques,

deux morceaux de verre, un morceau de tôle de bronze, des clous de fer forgés, des scories, des fragments d'os animal. La présence de céramique flammée de Speicher permet de dater l'occupation du site jusqu'aux III-IV^{ème} siècles ap. J.-C. (DokuPlus, L. Stoffel).

Contern – *An de Leessen II*, inv. 2016-054 (*bâtiment gallo-romain*). Pendant le suivi archéologique des sondages (juillet 2016), préalablement au projet de construction d'un lotissement, les restes de deux murs, deux fosses remplies de tuiles romaines ainsi que des trous de poteau ont été découverts et documentés (Schroeder & Associés, L. Stoffel).

Luxembourg/Merl – 17, *Rue Giselbert*, inv. 2018-006/1. Boulet français de 33 livres de l'époque de l'Ancien Régime trouvé lors des travaux d'infrastructure dans la rue Giselbert. Le manque d'un contexte archéologique ne permet pas une interprétation définitive, mais vue sa rareté et son lieu de découverte non loin de la ligne de contrevallation du siège de Luxembourg de 1684 par les troupes françaises, il s'agit d'un vestige remarquable (information L. Brou) (C. Bis-Worch, C. Colling).

Mamer – *Route d'Arlon*, inv. 2016-033 (*vicus*). Pendant le suivi archéologique des sondages (avril 2016), préalablement au projet de construction d'un bâtiment technique de la *Post*, une couche archéologique romaine de 25 cm d'épaisseur a été découverte et documentée (coupe 1) sur une surface de 1,40 x 2,0 m. L'interprétation de cette couche n'est pas possible (DokuPlus, L. Stoffel).

Mamer – *Rue de la Libération*, inv. 2016-050 (*vicus*). Pendant le suivi archéologique des sondages (août 2016), préalablement au projet de construction d'un bassin d'orage routier et de conduites d'adduction, des restes de murs, des fosses remplies de tuiles romaines ainsi que des trous de poteau ont été découverts et documentés (Schroeder & Associés, M. Paulke).

Merl – *Arquebusiers, inv. 2015-025 (voie romaine)*. Pendant le suivi archéologique des sondages (mars 2016), préalablement à un projet de construction, des vestiges (voie romaine, drainage moderne) ont été découverts et documentés. Le mobilier archéologique récupéré consiste en fragments de céramique et objets métalliques des XVIII^{ème}-XX^{ème} siècles (Schroeder & Associés, F. Dövenner, L. Stoffel).

Niederanven – *Kiem, inv. 2016-001 (voie romaine)*. Pendant le suivi archéologique des sondages (janvier 2016), préalablement au projet d'aménagement du LUXTRAM, les restes de la voie romaine Reims-Trèves ont été documentés sur une longueur de 6 m et une largeur de 10 m. Quatre couches de constructions ainsi que les réparations de la voie ont pu être étudiées et permettent une meilleure compréhension des modes de construction des voies romaines (ArchéoConstruction, L. Stoffel).

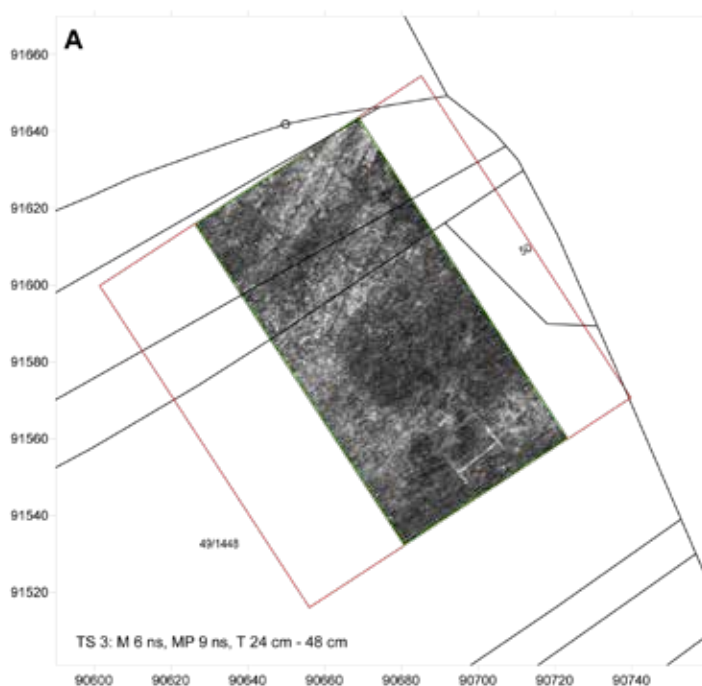
Sanem – *Metzerhéicht/Rue de Roanne, inv. 2016-046 (foyer moderne)*. Pendant le suivi archéologique des sondages (avril 2016), préalablement à un projet de construction, les vestiges de la sole foyère d'une structure de combustion (meule de charbonnier?) ont été découverts et documentés (DokuPlus, L. Stoffel).

Schieren – *90, route de Luxembourg, inv. 2016-066*. Pendant le suivi archéologique des sondages (juillet 2016), préalablement au projet de construction de logements, une couche archéologique de 20 cm d'épaisseur contenant des céramiques brûlées de l'Âge du Fer/du Bronze a été découverte et documentée (DokuPlus, V. Biver).

Steinfort – *Scholtesfeld/Eechelter, inv. 2016-067 (foyer moderne)*. Pendant le suivi archéologique des sondages (juillet 2016), préalablement à un projet de construction, les vestiges de la sole foyère d'une structure de combustion (meule de charbonnier?) ont été découverts et documentés (DokuPlus, L. Stoffel).

3.2. Signalements de sites reconnus par l'études d'anciens plans et d'archives:

Dans le contexte de la préparation des dossiers PAG/PAP, plusieurs sites médiévaux ont été découverts, et/ou localisés après vérification et comparaison à partir de documents historiques et iconographiques, notamment dans le contexte de l'analyse globale des communes de Bech, Bettembourg, Biwer, Boulaide, Bous, Colmar-Berg, Consdorf, Contern, Dalheim, Dudelange, Echternach, Fischbach, Frisange, Garnich, Goesdorf, Grevenmacher, Grosbous, Hesperange, Lenningen, Leudelage, Manternach, Mompach, Nommern, Rambrouch, Redange-Attert, Remich, Rosport, Saeul, Sanem, Schieren, Stauseegemeinde, Steinfort, Vianden, Vichten, Wahl, Waldbillig, Wilwerwiltz, Winseler.



(Fig. 12) — Bech – op der Wäissléchen, détection par prospection géomagnétique d'un bâtiment romain (PZP).

3.3. Prospections en milieu forestier

Il faut signaler l'étroite coopération de l'Administration de la Nature et des Forêts (ANF) avec le CNRA : Jean-Michel Muller, responsable pour le patrimoine historique et culturel en forêt auprès de l'ANF a poursuivi en 2016 des campagnes de prospection/inventaire systématiques de surfaces boisées (Diekirch – *Seitert* et bois périphériques y attenants, Bissen-partie du bois *Haerenhecken*, Vichten-Scheierbësch, Hesperange et Contern - Extension autour de l'usine Dupont de Nemours, Beaufort-Esselbur, Fischbach-Wekelescht).

3.4. Prospections géophysiques

Altrier – 25, *op der Schanz*, inv. 2016-093 (agglomération gallo-romaine). Préalablement à un projet privé concernant la construction de serres, la firme PZP (Marburg, D) a exécuté des prospections géomagnétiques et par géoradar le 13 septembre 2016. Le résultat de ces investigations a été un peu ambigu, par conséquent un suivi archéologique des sondages a été prescrit pour le site (PZP, M. Paulke, F. Dövenner).

Bech – *op der Wäissléchen*, dans une parcelle cultivée, non loin de la carrière romaine de Hersberg, la Firme Posselt & Zickgraf de Marburg (D) a entrepris une prospection géomagnétique qui a révélé la présence d'un bâtiment rectangulaire, très isolé. Les découvertes de surface confirment une datation romaine. (Fig. 12)

Vichten – *Däich* (villa gallo-romaine). Préalablement à un projet de construction, la firme PZP (Marburg, D) a exécuté des prospections géomagnétiques et par géoradar les 27-30 septembre 2016. Le résultat de ces investigations a été un peu ambigu, par conséquent un suivi archéologique a été prescrit pour le site (PZP, V. Biver, L. Stoffel).

3.5. Prospections aériennes

En 2016, une quatrième campagne de télé-détection de nécropoles tumulaires par laser aéroporté (LIDAR) a été conduite entre Flaxweiler, Betzdorf, Schuttrange, Wormeldange et Grevenmacher. Grâce au laser aéroporté de la Région Wallonne, des tertres déjà connus et d'autres inédits ont été relevés dans les communes de Wincrange, Troisvierges, Weiswampach, Boulaide, Lac de la Haute Sûre, Winseler. Information anecdotique: le point culminant du Grand-Duché de Luxembourg (colline Kneiff, commune de Troisvierges) s'avère être le sommet d'un énorme tertre funéraire.

4. CLASSEMENT DE SITES ARCHÉOLOGIQUES

Vu l'article 2 (A) du Règlement grand-ducal du 24 juillet 2011, le CNRA a constitué des dossiers dans le cadre de la procédure de classement des sites archéologiques suivants auprès de la Commission des Sites et Monuments (COSIMO):

Junglinster – Le rocher gravé avec nombreuses glissoires, sis au lieu-dit *Hiel/Fronert* à Bourglinster, section JD de Bourglinster. Demande de classement comme monument national. (Fig. 13)



(Fig. 13) — Bourglinster-Fronert : rocher à glissoires (photo M. Paulke, CNRA).

Ville de Luxembourg – Le terrain avec les substructions conservées de l'ancienne chapelle du Glacis *Neipuertskepell* à Luxembourg, section LE de Limpertsberg. Demande de classement comme monument national.

5. DONS

2016-094: Don par Françoise Audouze-Coqueugnot de la collection archéologique héritée de Henri Coqueugnot, résultat de ses prospections effectuées dans le secteur des Terres Rouges à Esch-sur-Alzette (époque gallo-romaine).

6. AMÉNAGEMENT DE SITES ARCHÉOLOGIQUES

Des travaux d'aménagement et/ou de signalétique ont été effectués sur les sites archéologiques de:

Bertrange – *Groussgriècht* remblaiement du puits gallo-romain pour cause de vandalisme permanent.

Suivi et conseil archéologique des travaux de réhabilitation de l'ancienne forteresse et ceci en proche collaboration avec le SSMN et la **Ville de Luxembourg**, notamment lors de la réhabilitation du *Pont Adolphe*, de la *Rue Jules Wilthelm* (Fort Thüngen), du *Petit Glacis* (Parking des bus) et du tracé du *Tram*. (C. Colling).

Élaboration de 13 panneaux didactiques illustrant les fouilles archéologiques effectuées à **Marienthal** dans le contexte de l'inauguration du nouveau *Centre Marienthal* du Service National de la Jeunesse. Il est prévu de les intégrer au circuit didactique permanent du site (C. Bis-Worch).

7. PROJETS DE RECHERCHE

Analyse par fluorescence X de diverses monnaies du Titelberg par le *Bayerisches Nationalmuseum* (D).

Datations radiocarbone de plusieurs échantillons de charbons de bois provenant de plusieurs fouilles de Luxembourg-Ville – *ancienne clinique St François*, Luxembourg-Ville – *Rue de l'Eau*, Cappel – *Zolwerfeld* et Sandweiler – *am Bongert* par Beta Analytics (Miami, USA).

Étude archéozoologique des vestiges fauniques de l'époque romaine découverts à Mamer – *Bierg By Pass* par la Dr. Carola Oelschlägel (Halle, D).

Analyses des isotopes et du collagène d'ossements d'un dromadaire et d'un veau découverts à Mamer – *Bierg By Pass* par le Prof. Dr. Hervé Bocherens (Université de Tübingen, D).

Étude ostéologique (découverts à Mamer – École Européenne par le Prof. Dr. Wolf-Rüdiger Teegen (Ludwig-Maximilians-Universität, D).

Datations dendrochronologiques d'échantillons découverts à Luxembourg-Ville – *Château Mansfeld* et à Hosingen – *Ehnenweg* par le *Rheinisches Landesmuseum Trier* (D).

Analyses des échantillons carpologiques découverts à Schieren – *Schlammgraecht* par Caroline Schaal (Université de Franche Comté, F).

8. COMMUNICATIONS SCIENTIFIQUES ET CONFÉRENCES

Arlon (B), 15 juin 2016, *Entre 9000 et 7000 ans, les derniers chasseurs mésolithiques au Luxembourg: anciennes fouilles, nouveaux résultats*, Musée Archéologique d'Arlon (F. Le Brun-Ricalens).

Arlon (B), 18 août 2016, *De Vielsalm à Palenque: le Capitaine G. Dupaix (1746-1818), pionnier de l'archéologie précolombienne*, 10^e Congrès de l'Association des Cercles Francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique, Section 1: Historiographie (F. Le Brun-Ricalens, É. Richard, L. López Luján).

Arlon (B), 19 août 2016, *L'inhumation préhistorique de l'homme du Loschbour (Luxembourg). Anciennes fouilles et nouvelles technologies: quoi de neuf 80 ans après sa découverte?*, 10^e Congrès de l'Association des Cercles Francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique, Section 1: Historiographie (F. Le Brun-Ricalens).

Auxerre (F), 14 octobre 2016, *Room with Hypocaust from Roman Villa at Schieren (Grand-Duché de Luxembourg)*, dans le cadre de la 1^{ère} journée d'actualités Terres cuites architecturales antiques, médiévales et modernes (T. Kompare, V. Biver).

Bech (L), 28 octobre 2016, «*Déi éischt Lëtzebuerger*». *Nouvelles données sur les plus anciennes sépultures préhistoriques de Loschbour*, Salle des Fêtes de Bech, à la demande du président du «*Lions Club*» d'Echternach (F. Le Brun-Ricalens).

Berlin (D), 13-16 avril 2016, *Ein römisches Dossenschloss aus dem Vicus von Mamer-Bartringen (Luxemburg) – Bergung, restauratorische Versorgung, Untersuchung und digitale Rekonstruktion* dans le cadre du colloque international intitulé: *7. Fachtagung der Fachgruppe Archäologische Ausgrabungen* (M. Paulke).

Luxembourg (L), 26 septembre 2016, *Guillermo DUPAIX, un Luxembourgeois aux origines de l'archéologie mexicaine*, Musée national d'histoire naturelle (F. Le Brun-Ricalens).

Luxembourg (L), 5 octobre 2016, *L'apport du Tittelberg à la genèse des oppida*, dans le cadre du Bachelor en cultures européennes à l'Université du Luxembourg (C. Gaeng).

Luxembourg (L), 23 décembre 2016, *Enjeux sociétaux contemporains du patrimoine archéologique: situation, passé, présent et à venir. Bilan et perspectives*, Modération post-conférence à l'intervention du professeur J.Y. Monchambert *Le patrimoine mondial de l'UNESCO au Proche et Moyen-Orient. Dangers et enjeux*, Abbaye de Neumünster (F. Le Brun-Ricalens).

Mageroy (B), 28 avril 2016, *La villa axiale de Schieren. Un grand domaine agricole gallo-romain*, conférence publique, site de la villa Mageroy (V. Biver).

Mamer (L), 29 juin 2016, *Neue Forschungen im Vicus von Mamer-Bertrange (Luxemburg). Die Ausgrabung Mamer-„Bierg By Pass“ 2009-2011*, Mamer Geschicht asbl, Salle des fêtes du Lycée Josy Barthel, Mamer (F. Dövenner).

Otzenhausen (D), 15 avril 2016, *ADN et archéologie préhistorique: À quoi ressemblait l'homme mésolithique du Loschbour (Luxembourg), un des derniers chasseurs-cueilleurs européens, DNA und prähistorische Archäologie: Wie sah der mittelsteinzeitliche Mann von Loschbour (Luxemburg) aus, einer der letzten Jäger und Sammler?*, Archäologentage Otzenhausen, Europäische Akademie Otzenhausen (F. Le Brun-Ricalens).

Tongres (B), 20-22 avril 2016, *The roman sandstone quarry at Hersberg (Luxembourg)* dans le cadre du colloque international intitulé : *Roman ornamental stones in north-western Europe*. (M. Paulke).

9. FORMATION PROFESSIONNELLE

En collaboration avec l'Institut de Formation Sectorielle du Bâtiment à Bettembourg, cours dispensé par le CNRA pour la formation professionnelle d'ouvrier qualifié en fouille archéologique, trois jours en novembre 2016 (L. Brou).

Esch-sur-Alzette (L), 22 février 2016, *Protection du patrimoine archéologique et archéologie préventive* dans le cadre de la Formation continue en aménagement du territoire à l'Université du Luxembourg, Esch-sur-Alzette (H. Pösche).

10. PERSONALIA

10.1. Prises de fonction

Mei DUONG

Embauchée en 2015, Madame Mei DUONG est employée au CNRA par un contrat à durée indéterminée et de manière définitive le 31 août 2016. Née au Luxembourg en 1983, elle a obtenu une maîtrise en Histoire de l'Art, ainsi qu'un Master *Recherche en Archéologie des périodes historiques* à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Avant d'entrer au *Service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire* au CNRA, elle a travaillé à Paris en tant que chercheuse et iconographe pour la production de films et d'ouvrages historiques jusqu'en 2013, et en tant que collaboratrice externe du CNRA de 2013 à 2015.



Schieren — Auf der Schlammgracht, fouille de la couche de démolition (photo V. Biver CNRA).

Publications 2016 des agents du CNRA

BIS-WORCH C. 2016. 1998 bis 2016, 18 Jahre baubegleitende Grabungen in Marienthal, 18 Jahre Suche nach Yolandas Kloster. In: SCHOELLEN M. (éd.). *Marienthal, Spurensuche in einer vielschichtigen Kulturlandschaft Luxemburgs*, 100-125.

BIVER V., STEAD A. 2016. Le domaine gallo-romain de Schieren (L.). *Arc-Hab*, 46, 4-13.

BROU L., COURT-PICON M., DABKOWSKI J., NATON H.-G. 2016. Le gisement mésolithique d'Heffingen-Loschbour (G.-D. de Luxembourg). Bilan des études paléoenvironnementales depuis 2003. *Bulletin de la Société préhistorique luxembourgeoise*, 36-37, 2014-15, 69-96.

COLLING C. 2016. La chapelle Notre-Dame dévoile ses secrets. *Notre-Dame de Luxembourg. Dévotion et Patrimoine*, Musée en Piconrue, Bastogne, 269-278.

DÖVENER F. 2016. Ein zweiter Amphoriskos! Nachtrag zum Motiv der Mitgliedskarte 2015. *Den Ausgriewer – Zäitschrëft vun den D'Georges Kayser Altertumsfuerscher*, 27, 52-53.

DÖVENER F. 2016. Die archäologische Ausgrabung Altrier-„Kolumbarium“ (21. März – 11. Mai 2016). *Becher Gemeindebuet*, 12, 20-21.

GAENG C. 2016. Et une ville gauloise est née... *Die Warte/Perspectives*, supplément culturel du Luxemburger Wort, 33/2526, 2-3.

GAENG C. 2016. Un fleuron de l'archéologie luxembourgeoise : la nécropole de Goebange-Nospelt. *Den Ausgriewer – Zäitschrëft vun den D'Georges Kayser Altertumsfuerscher*, 27, 74-80.



KREMER G., METZLER J., GAENG C. 2016, Das öffentliche Zentrum des keltischen Oppidums und das Heiligtum des gallo-römischen Vicus auf dem Titelberg (Luxemburg). In : LEHNER M., SCHRETTLE B. (ed). *Zentralort und Tempelberg, Siedlungs- und Kultentwicklung am Frauenberg bei Leibnitz im Vergleich*. Akten des Kolloquiums in Schloss Seggau, *Studien zur Archäologie der Steiermark* 1, 2016, 123-140.

KRIER J. 2016. I.O.M. Turmasgades. Eine (fast) vergessene römische Weiheinschrift aus Trier (CIL XIII 3645). *Funde und Ausgrabungen im Bezirk Trier*, 48, 15-29.

METZLER J., GAENG C., MÉNIEL P. 2016. *L'espace public du Titelberg*. Dossier d'archéologie, XVII, Luxembourg, 971 p.

SAND N. 2016. Zum Thema der diesjährigen Mitgliedskarte. Zwei frühromische Fibeln aus Gebäude 6 der ländlichen *villa* von Goeblingen-„Miecher“. *Den Ausgriewer – Zäitschrëft vun den D'Georges Kayser Altertumsfuerscher*, 27, 38-40.

VALOTTEAU F., STEIN J.-P., ZIESAIRE P., AFFOLTER J., BROU L., LE BRUN-RICALES F., PHILIPPO S. 2016. Silex résiduel découvert dans la carrière « Intermoselle » à Ottange (Moselle, France). *Bulletin de la Société préhistorique luxembourgeoise*, 36-37, 2014-15, 163-171.

VALOTTEAU F. 2016. À la mémoire de l'un de nos membres : Gérard Cordier (1924-2014). *Bulletin de la Société préhistorique luxembourgeoise*, 36-37, 2014-15, 241-254.

VALOTTEAU F. 2016. Prospections de Romain Jacoby et de Paul Felten en 2016 – Éléments préhistoriques à Mertzig et Useldange. *De Vüchter Geschichtstrënd*, 15, 4-5.

Communiqués de presse du ministère de la culture 2016

GUY ARENDT A PRÉSENTÉ LES PREMIERS RÉSULTATS DES FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES DE LA PLACE GUILLAUME II

Communiqué – Publié le 13.10.2016 (14:17)
<https://www.gouvernement.lu/6378631/13-arendt-place-guillaume?context=3393586>

Le secrétaire d'État à la Culture, Guy Arendt, a présenté le 13 octobre 2016, en présence du bourgmestre de la Ville de Luxembourg, Lydie Polfer, les premiers résultats des fouilles archéologiques qui ont lieu dans le cadre des travaux d'extension du parking Knuedler. Les fouilles sont effectuées par le Centre national de recherche archéologique (CNRA) en collaboration étroite avec les responsables de la Ville de Luxembourg, maître d'ouvrage du projet.

Les archéologues ont découvert les substructions du chœur de l'église du couvent du XIII^e siècle orienté en parallèle avec la rue Notre-Dame ainsi que des marches d'un escalier en colimaçon qui menait fort probablement vers une crypte au

niveau du chœur de cette église. L'existence de cette crypte était inconnue jusqu'à nos jours. En effet, les sources écrites parlent uniquement d'une crypte en dessous de la chapelle Mansfeld, dont on a également pu dégager quelques fondations et qui se trouvait jadis dans la prolongation du chœur de l'église du XIII^e siècle à hauteur de la maison Lassner.

Les archéologues ont aussi découvert 2 tombes qui peuvent être associées à l'église datant du XVII^e siècle. Les fouilles ont bien montré que l'ancien niveau de sol du cloître et de l'église du XIII^e siècle était nettement plus bas que celui de l'église du XVII^e siècle.

Dans le cadre d'un autre sondage, les fondations de l'ancien cloître du XIII^e siècle ont pu être mises au jour. Les objets y recueillis nous montrent que les murs du cloître étaient décorés de dessins mu-



raux bien colorés et même dorés, tandis que le sol était couvert de carreaux de sol vernissés en couleurs vives (vert, jaune, noir...).

Les recherches s'intègrent parfaitement dans le phasage des travaux de construction du parking permettant ainsi de respecter d'une part les délais des aménageurs et d'autre part d'intégrer, dans la mesure du possible, le patrimoine historique et architectural dans le projet, tout en apportant de nouvelles informations scientifiques quant à l'histoire et à l'évolution de ce couvent franciscain qui a joué un rôle important dans l'histoire de la ville et du pays.

HISTORIQUE DU "KNUEDLER"

L'appellation "Knuedler" fait allusion aux nœuds (Knuet / Knued / Kniet) des ceintures en corde que portaient les moines franciscains. En 1222, les franciscains fondèrent devant les remparts de la ville médiévale de Luxembourg un couvent, comprenant également une église et un cloître, dont l'extension s'étendait à peu près sur l'ensemble de l'actuelle place Guillaume II. Vers la fin du XVIII^e siècle, suite à la conquête de la forteresse par les troupes françaises en 1795, le couvent fut annexé et l'ordre dissout en 1796. En 1804, Napoléon fait don de l'ancienne propriété des franciscains à la Ville de Luxembourg. Un plan de 1811 montre encore les bâtiments et les jardins religieux aménagés au XVII^e siècle. Sur le plan cadastral dressé vers 1904, toutes les traces du couvent ont disparu sous les remblais suite à d'importants travaux de démolition.

Communiqué par le ministère de la Culture

INAUGURATION DU CENTRE DE JEUNESSE MARIENTHAL

Communiqué – Publié le 08.07.2016

<https://www.gouvernement.lu/6155391/08-marienthal>

En date du 8 juillet 2016, le nouveau Centre de jeunesse Marienthal a été inauguré en présence de LL.AA.RR. le Grand-Duc héritier et la Grande-Duchesse héritière, des ministres François Bausch et Claude Meisch ainsi que du secrétaire d'État Guy Arendt.

Le site de la « Vallée de la Sainte-Marie » est non seulement synonyme de nombreux événements et crises que le Luxembourg a connus depuis ses débuts, mais le Marienthal incarne également les valeurs culturelles et sociales qui ont et qui continuent à forger notre identité. Du passé médiéval et paysan vers un site de retraite spirituelle et religieuse, transformé par la suite en auberge pour abriter à la fin du dernier siècle les réfugiés des pays des Balkans, l'endroit est maintenant destiné à accueillir la jeunesse. En effet, c'est en 1974 que l'État a acquis et mis à disposition du Service national de la jeunesse le site du Marienthal. Le domaine, qui s'étend actuellement sur une surface d'environ 7 hectares, existe depuis 1232 et a été classé monument national en 2002.

En 2010, les travaux de transformation et de rénovation du centre ont été entamés. « À côté de la conservation architecturale et historique des différents bâtiments, le concept énergétique qui est basé sur un chauffage à combustibles de pellets visant à promouvoir les énergies renouvelables, mérite également d'être soulevé », a précisé François Bausch. « En effet, ce type de chauffage neutre en émission CO2 permet une réduction de quelque 250 tonnes de CO2 par rapport à un chauffage classique au mazout ».

Claude Meisch a souligné l'importance du centre Marienthal non seulement pour le Service national de la jeunesse, mais pour l'ensemble du secteur de la jeunesse dans le pays. « Le centre offre un terrain idéal pour de nombreuses expériences éducatives pour des groupes issus d'organisations de jeunesse ou des classes scolaires », a souligné Claude Meisch qui a également salué les initiatives prises dans le cadre d'une gestion socialement responsable. Le ministre a encouragé l'équipe éducative à développer des projets innovants dans le domaine de l'apprentissage interculturel et à inclure les jeunes demandeurs de protection internationale dans les activités.

Guy Arendt a souligné l'importance patrimoniale du site et a salué le fait que le Marienthal soit dorénavant peuplé par la jeunesse: « Quel meilleur moyen de sensibiliser les jeunes au patrimoine du pays, que de le mettre à sa disposition? ». Guy Arendt a dressé l'historique des découvertes qui ont été faites, la plus ancienne partie datant du XIIIe siècle. Le secrétaire d'État à la Culture a aussi évoqué la bonne collaboration entre le Service national de la jeunesse et le Centre national de recherche archéologique, qui ont accompagné les travaux et organisé des ateliers archéologiques pour jeunes. Guy Arendt a souligné que le patrimoine a été respecté et mis en valeur, tout en intégrant des techniques modernes: « Le meilleur moyen de conserver un ancien bâtiment est de lui donner une nouvelle vocation ».

Communiqué par le ministère du Développement durable et des Infrastructures / ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse / ministère de la Culture

INAUGURATION DU CENTRE D'ACCUEIL BIODIVERSUM HAFF RÉIMECH À REMERSCHEN

Communiqué – Publié le 06.06.2016
<https://www.gouvernement.lu/6055659/03-bio-diversum>

Le 3 juin 2016, François Bausch, ministre du Développement durable et des Infrastructures, Carole Dieschbourg, ministre de l'Environnement et Guy Arendt, secrétaire d'État à la Culture ont inauguré le centre d'accueil "Biodiversum" à Remerschen.

Le centre d'accueil *Biodiversum* se trouve aux abords de la réserve naturelle Haff Réimech sur une péninsule artificielle. Cette réserve naturelle, classée *Natura 2000* et *Ramsar* depuis 1998, se situe dans une ancienne zone de gravières de 280 ha entre Remich et Schengen, appréciée pour sa diversité ornithologique ainsi que sa flore et faune particulièrement rares. Elle est une des zones humides les plus importantes ainsi que la zone la plus riche en espèces d'oiseaux du Grand-Duché.

Grâce à la topographie du site, à la forme conique du bâtiment et au choix des matériaux, le centre s'intègre de façon harmonieuse dans le paysage mosellan. Le projet est composé de deux bâtiments qui se distinguent par leur forme et leur fonction.

François Bausch, ministre du Développement durable, a précisé que le concept énergétique de la construction entièrement en bois prévoit une isolation thermique performante et favorise des techniques écoresponsables, notamment par une pompe à chaleur innovatrice qui puise son énergie dans l'eau du lac par l'intermédiaire d'échangeurs immergés. « Le projet est un parfait exemple pour la stratégie du Gouvernement : investir dans de nouvelles constructions durables et faibles en consommation d'énergie ».

La ministre de l'Environnement Carole Dieschbourg a insisté sur le caractère ouvert de ce centre : « Le Biodiversum est une porte d'entrée vers la nature et la région et sa richesse naturelle rare et particulière. L'exposition met en valeur l'utilité la biodiversité pour l'homme et le lien concret avec notre qualité de vie. Il appelle à respecter et conserver cette richesse car on protège ce qu'on aime, et on aime ce que l'on connaît ».

Le secrétaire d'État à la Culture, Guy Arendt, a souligné l'importance de réunir le patrimoine naturel et le patrimoine archéologique sous un même toit. Le Centre national de recherche archéologique a contribué au projet en mettant à disposition des maquettes et des objets archéologiques en provenance de la vallée de la Moselle, en allant de la Préhistoire jusqu'à nos jours. Guy Arendt a rappelé les vagues de migration humaines passées par la vallée de la Moselle au cours des derniers millénaires : « Pour les archéologues, le sous-sol de la Moselle s'avère être une « bibliothèque » unique pour l'histoire de notre pays et celle de l'Europe ».

L'exposition permanente est ouverte tous les jours (sauf lundi) de 10 à 17 heures.

Communiqué par le ministère du Développement durable et des Infrastructures / ministère de la Culture

INAUGURATION DU CENTRE RÉGIONAL DE RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE À DALHEIM

Communiqué – Publié le 30.05.2016

<https://www.gouvernement.lu/6033647/27-inauguration-dalheim>

Le ministère de la Culture, le Service des sites et monuments nationaux, le Centre national de recherche archéologique et la commune de Dalheim ont inauguré le 27 mai 2016 le Centre régional de recherche archéologique situé dans l'ancien café Simon-Calteux à Dalheim. Cette maison, rénovée par le Service des sites et monuments nationaux, a été transformée en Centre régional de recherche et d'étude des vestiges gallo-romains. Elle abrite des bureaux, des résidences d'archéologues et elle sera aussi un lieu de rencontre entre chercheurs ainsi qu'entre intéressés d'archéologie.

Lors de l'inauguration les différents intervenants ont souligné l'importance de la conservation et la valorisation de ces lieux exceptionnels, qui témoignent de la présence gallo-romaine sur ce territoire. Le secrétaire d'État à la Culture Guy Arendt a salué le travail fourni par tous les partis impliqués dans ce projet ambitieux, qui se propose comme lien entre patrimoine historique et techniques de recherche modernes: « Une étroite collaboration entre les chercheurs et les bénévoles œuvrant pour la médiation sur terrain est importante, afin de rendre accessible les informations et découvertes au grand public et aux générations futures ».

À l'occasion de l'inauguration un fac-similé de la stèle découverte il y a quelques années sur le site a été dévoilé et la première monographie scientifique sur le site gallo-romain de Dalheim *Das gallorömische Theater von Dalheim* de Peter Henrich a été présentée.

Communiqué par le ministère de la Culture



Schieren — *Auf der Schlammgraecht*, médaillon au Génie Ailé
après restauration (photo APPA-CEPMR).

Rapport d'activité 2017

1. SERVICE DU SUIVI ARCHÉOLOGIQUE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

En 2017, 316 dossiers ont été instruits dans le cadre de nouveaux plans et projets d'aménagement. Parmi ces dossiers, 254 projets ont été évalués, comprenant 115 prescriptions de sondages de diagnostic archéologique, 22 suivis de travaux de terrain, et 117 levées de contrainte archéologique.

À la demande de différents acteurs responsables de l'élaboration des plans et projets d'aménagement du territoire et territorial (administrations étatiques et communales, bureaux d'études, architectes, urbanistes et aménageurs), des informations relatives au patrimoine archéologique ont été communiquées par le Service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire. De plus, dans le but d'améliorer la gestion du suivi archéologique des plans et projets d'aménagement, et celle de l'inventaire des sites archéologiques, un nouveau système de recensement dénommé LARIS (*Lëtzebuurger Archeologie GIS*) a été mis en place en décembre 2017.

2. FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES

2.1. Service d'archéologie préhistorique

Useldange – «*Op Hesel*», inv. 2017-080, deux sondages diagnostiques manuels ont été réalisés début août 2017, pour évaluer le contexte, la potentialité archéostratigraphique, ainsi que l'état de conservation d'artefacts moustériens *in situ* suite à la découverte en surface sur une faible superficie d'une importante industrie sur quartzite pléistocène attribuable au Paléolithique moyen (F. Le Brun-Ricalens).

2.2. Service d'archéologie protohistorique

Mertzig – «*im Haelschen*», inv. 2017-037, du 14 août au 8 septembre 2017, fouille de sauvetage d'un tertre funéraire. L'intervention archéologique fut nécessaire précisément en raison de travaux de déboisement effectués à l'aide d'engins forestiers dont les pneus crantés ont sérieusement porté atteinte au dit tertre. La fouille du



tumulus à Haelschen, Mertzig, a ainsi mis au jour les restes incinérés d'un homme, d'un nécessaire de toilette, d'une céramique et du fragment d'une fibule (?). L'inhumation est datée par radiocarbone de 450 av. J.-C. Il est à noter que les autres trois tumuli du site n'ont pas été fouillés, n'étant pas menacés (M. Paulke). *(Fig. 1)*

Pétange – *auf dem Titelberg, inv. 2015-019*. Fouille de l'aire n° 2 du secteur commercial romain dans l'oppidum du Titelberg (C. Gaeng).

2.3. Service d'archéologie gallo-romaine

Contern – *Pescher/An de Steng, inv. 2017-068* (structures d'une grand villa gallo-romaine et diverses structures éventuellement protohistoriques). Mi-novembre 2017, début d'une fouille archéologique de plusieurs mois; vérification des structures découvertes pendant les sondages diagnostiques en novembre 2016. Parmi les premières découvertes, on peut citer les restes des fondations de deux murs romains, dont l'un

est probablement le mur d'enceinte de la villa. En outre, de nombreuses structures en creux (fosses, trous de poteaux, fossés, éventuellement d'origine protohistoriques) ont été mises au jour (F. Döwner).



(Fig. 1) — Mertzig-"im Haelschen", vue de la fouille de sauvetage du tertre funéraire (photo M. Paulke, CNRA).

Contern – 10 Rue des Prés, inv. 2017-072 (partie d'une villa gallo-romaine). Lors des travaux de transformation de la maison, le propriétaire a découvert des vestiges gallo-romain et a contacté le CNRA. Grâce à la très bonne coopération avec le propriétaire et tous les corps de métiers concernés, le CNRA a pu documenter une partie d'un bâtiment avec un sol en chaux hydraulique qui indique la présence d'eau. Le bâtiment a subi au moins deux phases de transformation et est en relation avec la villa touchée lors des fouilles Contern An de Leessen (L. Stoffel).

Contern – An de Leessen, inv. 2017-024 (bâtiment annexe et autres structures d'une villa gallo-romaine de type «Axialhofvilla», fond de cabane médiéval, vestiges modernes et contemporains). La fouille archéologique a eu lieu entre mars et mai 2017 et a permis de mettre au jour les vestiges d'un édifice romain à plusieurs phases, interprété comme un bâtiment annexe de la villa romaine de Contern, ainsi qu'un mur d'enceinte, un canal et de nombreux trous de poteau et fosses. Un foyer, très bien conservé et se situant directement sous la couche d'occupation à l'intérieur de la dépendance, figure parmi les découvertes remarquables. Le fond de cabane peut dater du Haut Moyen Âge. La zone bordant la route principale contenait des vestiges d'un bâtiment récemment démoli (XIX^{ème}/XX^{ème} siècle). Parmi le mobilier romain se trouvent des pièces de monnaie en bronze, beaucoup de céramique, des os, des matériaux de construction, des objets en bronze, fer, verre et pierre. Les objets en fer sont essentiellement des outils et ustensiles (ciseaux, couteaux etc...) qui illustrent le caractère du bâtiment. Des fragments de harnais en bronze viennent s'ajouter aux découvertes remarquables. Quelques tessons de céramique médiévale ont aussi été retrouvés sur le site. (M. Schrickel/DokuPlus, C. Bis, C. Colling, L. Stoffel, F. Dövenner).

Dudelange – Zone Industrielle Riedgen, inv. 2017-055. Dans le cadre de la construction de la nouvelle zone industrielle, le CNRA a entrepris des sondages diagnostiques du 11.09.2017 au 06.10. 2017. Sur la surface décapée, plusieurs structures gallo-romaines sous forme de fosses et drains ont été détectées. Les céramiques, ossements et objets en métal de qualité variée datent sans précision tous de l'époque romaine (Y. Waersegers/ArchéoConstructions).

Mamer – 1, Rue de Dangé St. Romain, inv. 2015-065 (agglomération gallo-romaine). Poursuite de la fouille archéologique autour d'une maison démolie. Début juillet 2017, dans la troisième zone de fouille située dans le jardin donnant sur la rue, une couche de débris et quatre trous de poteau, probablement romains, ont été découverts. Aucun vestige de la cave romaine, dont l'entrée a été fouillée en 2016, n'a été retrouvé (F. Dövenner).

Mamer – Rue Mameranus, inv. 2017-047 (agglomération gallo-romaine). Les fouilles archéologiques, débutées en juillet 2017, ont mené à la découverte imprévue de deux grands bâtiments sur la rive nord du ruisseau Mamer. Situés le long du *Kiem*, la route principale entre Trèves et Arlon, mais n'étant pas des maisons allongées typiques pour un vicus, ils présentent plusieurs pièces multi-phasées (II-IV^e siècles après J.-C.) et des structures artisanales, dont un fumoir ou séchoir pour céréales. De plus, il y avait une cour irrégulièrement pavée, deux puits et un portique (M. Schrickel/DokuPlus, L. Stoffel, F. Dövenner). (Fig. 2)

Reichlange/Everlange – In der Erpelt, Auf der Rothbach, Im Dahl, inv. 2017-074. Dans le cadre d'un projet d'aménagement, des sondages archéologiques ont été effectués durant lesquels un foyer avec des scories d'époque indéfinie et quelques tuiles romaines brûlées ainsi que de la céramique romaine et du mortier ont été découverts (E. Michels/DokuPlus).



! (Fig. 2) — Mamer-Rue Mameramus. Vue de la fouille des deux grands bâtiments romains (photo M. Schrickel, DokuPlus).

Schieren – *Auf der Schlammgraecht, inv. 2013-023 (villa gallo-romaine)*. Poursuite des fouilles de la *pars urbana* de la grande villa gallo-romaine située en bordure de la *Nordstrooss* (V. Biver).

2.4. Service d'archéologie médiévale et post-médiévale

Berbourg – *15, Um Schloss, inv. 2017-010*. Suite au classement comme *Monument national* de l'ancien château de Berbourg, début 2014, le CNRA a été contacté par les propriétaires de la maison no 15, *Um Schloss* située à proximité immédiate des murs de l'enceinte de la basse-cour du château, l'informant d'un projet de réaménagement de leur propriété. Des fouilles ont donc

été organisées entre le 26 janvier et le 3 mars 2017 afin de déterminer les parties anciennes du château. Elles ont révélé entre autre les bases d'un ouvrage avancé en demi-cercle faisant certainement partie d'une tour de l'enceinte de la basse-cour du château. Aussi, l'ensemble du bâtiment présentant encore de nombreux éléments en lien direct avec l'enceinte du château, le projet a été adapté en étroite collaboration avec l'architecte et le SSMN afin de préserver au mieux les anciennes structures en les intégrant au nouveau projet (M. Schrickel/DokuPlus, C. Colling, C. Bis-Worch).

Betzdorf – *An de strachen, inv. 2017-026*. Fouille d'un camp militaire français temporaire datant de l'année 1794 en relation avec la campagne



(Fig. 3) ____ Luxembourg – Place Guillaume II: Les fouilles dans le contexte de l'agrandissement du futur ascenseur du parking Knuedler ont permis de trouver les informations nécessaires pour une interprétation correcte de l'ancienne église du XIII^{ème} siècle étant une église à deux nef (photo CNRA).

qui aboutira au blocus de la place de Luxembourg de 1794-1795 par les troupes françaises. Découverte de structures de combustion (cuisines) et d'éléments d'armement. Il s'agit du troisième camp mis au jour pour cette période (M. Risch/Schroeder & Associés, L. Brou/CNRA).

Colmar Berg/Welsdorf – *In der Acht*, inv. 2017-070. Les sondages réalisés en 2016 sur la parcelle au lieu-dit «In der Acht» à Welsdorf avaient révélé des structures pouvant être en lien avec l'ancienne occupation à proximité d'un cours d'eau. En raison de l'envergure du projet et la zone concernée par la découverte de vestiges étant facilement délimitables, le terrain a été

libéré à l'exception de la zone touchée par les fouilles afin de permettre le début des travaux. Les fondations d'une ferme datant probablement du milieu du XVIII^{ème} siècle, comprenant habitat et étables ainsi que deux puits, ont pu être dégagés et documentés, complétant ainsi les données cartographiques dont on disposait déjà pour le village de Welsdorf (H. Comann/DokuPlus, C. Colling).

Contern – *An de Leessen*, inv. 2016-054. Suite à des sondages positifs et en raison de la proximité de l'église Sainte Walburge, le CNRA a décidé de procéder à des fouilles d'une partie du terrain concerné par un projet de construction. Les

fouilles ont eu lieu du 21 mars au 26 mai 2017 et ont révélé des fondations de bâtiments gallo-romains, probablement à situer entre le II^{ème} et le IV^{ème} siècle. Les fouilles ont révélé trois phases de construction différentes d'un complexe servant probablement au stockage de denrées et à l'élevage d'animaux, lié peut-être à une villa dont on ignore l'emplacement des bâtiments principaux. En ce qui concerne l'époque médiévale, un fond de cabane probablement mérovingien a pu être mis au jour (M. Schrickel/DokuPlus, C. Colling).

Ehnen – *Wäinmusee, inv. 2016-116*. Suite et fin des fouilles menées dans le cadre de travaux de réaménagement du Musée du Vin à Ehnen (voir rapport 2016) (H. Comann/DokuPlus, C. Colling).

Grevenmacher – *Cour de la Maison Osburg, inv. 2017-048*. Fouilles préventives dans le cadre du projet de rénovation de l'école de musique de Grevenmacher durant lesquelles des structures appartenant au bâtiment antérieur ont pu être documentées (E. Michels/DokuPlus, C. Bis-Worch).

Hesperange – *9, Montée du château, inv. 2017 – 2017-023*. Dans le cadre d'un projet de réaménagement de la maison située au 9, *Montée du château*, à Hesperange, des fouilles ont été menées du 16 mars au 13 avril 2017 à l'intérieur du bâtiment en raison de sa situation longeant les murs de l'ancien château de Hesperange. En effet, de nombreux pans de mur faisant partie intégrante de ce château ont pu être dégagés par décapage. Ces murs seront en partie conservés et intégrés au nouveau projet de réaménagement en maison unifamiliale. D'autres structures ont pu être mises au jour appartenant à une occupation antérieure à la maison actuelle dont la datation reste encore à déterminer après analyse des objets recueillis (M. Schrickel/DokuPlus, C. Colling).

Luxembourg – *Place Guillaume II, inv. 2016-82*. Le projet d'agrandissement de l'ascenseur principal du parking actuel dans le cadre de l'élargisse-



(Fig. 4) — Luxembourg-Rue de l'Eau. Dans le but de sauvegarder le maximum de structures découvertes lors des fouilles, cette belle cave médiévale a été rebouchée avec de la terre et le tracé de la canalisation adapté (photo CNRA).

ment de ce dernier a nécessité une intervention supplémentaire durant laquelle des structures appartenant au couvent des Cordeliers ont pu être mises au jour (C. Bis-Worch). (Fig. 3)

Luxembourg – *Rue de l'Eau/Rue de Rost, inv. 2016-083*. Les fouilles débutées en 2016 ont pu être achevées en 2017. Sont à noter une série de caves et de citernes ainsi qu'une forge illustrant un quartier artisanal médiéval (C. Bis-Worch). (Fig. 4)

Luxembourg – *Breedewee, inv. 2017-081*. Sondages/fouilles dans le contexte des travaux préparatoires au futur chantier «Brasserie du



(Fig. 5) — Sandweiler – Am Bongert : vue de la fouille avec l'un des fours en détail (photos C. Colling, CNRA).



(Fig. 6) — Schieren – 45, Rue de Luxembourg : Vue aérienne sur les fouilles avec plusieurs niveaux d'occupation se superposant : on constate que plusieurs fonds de cabanes ont précédé une maison en pierre et des tombes qui appartiennent à une phase précoce du cimetière (photo DokuPlus).

CityMuseum» de la Ville de Luxembourg. Au vu des structures découvertes les responsables de la Ville ont adapté leur future installation de chantier afin de les préserver *in situ* (C. Bis-Worch, C. Colling).

Luxembourg – 18 Rue Saint Ulric (Grund), inv. 2016-081. Suite et fin des fouilles durant lesquelles les résultats de l'année précédente ont pu être confirmés (M. Schrickel/DokuPlus, C. Colling, C. Bis-Worch).

Sandweiler – Am Bongert Phase II, inv. 2016-079. Les fouilles débutées en 2016 ont été poursuivies cette année. Les fouilles réalisées en 2016 avaient déjà révélé un grand nombre de structures en lien avec l'extraction de minerai de fer datant de l'époque carolingienne (restes de fours, céramique Autelbas, scories, etc.). Les fouilles entreprises du 28 août au 13 octobre 2017 ont confirmé la présence d'un site important d'extraction de minerai de fer et de métallurgie. Cependant, en raison des intempéries et du terrain difficile, les fouilles devront se poursuivre en 2018 (C. Colling). (Fig. 5)

Schieren – 45, Route de Luxembourg, inv. 2016-114. Suite et fin des fouilles lors desquelles les résultats de l'année précédente ont pu être confirmés (E. Michels/DokuPlus, C. Colling). (Fig. 6)

3. PROSPECTIONS ET SIGNALEMENTS

3.1. Prospections pédestres

Plusieurs sites médiévaux ont fait l'objet de suivis ou de prospections pédestres, en particulier à Aspelt, Bourscheid, Capellen, Clausen, Contern, Dalheim, Dudelange, Ettelbrück, Goesdorf, Grevenmacher, Heffingen, Hesperange, Koe-rich, Larochette, Limpach, Moutfort, Peppange, Pétange, Sandweiler, Sanem, Schoenfels, Schifflange, Schweich, Stadtbredimus, Tuntange, Useldange, Ville de Luxembourg, Vianden, Waldbillig.

3.2. Signalements de sites reconnus par l'étude d'anciens plans et d'archives

Dans le contexte de la préparation des dossiers PAG/PAP, plusieurs sites médiévaux ont été découverts et/ou localisés après vérification et comparaison à partir de documents historiques et iconographiques, notamment dans les communes de Bastendorf, Beaufort, Fouhren, Hachville, Harlange, Heffingen, Heinerscheid, Larochette, Medernach, Mertzig, Oberwampach, Putscheid, Rodenbourg, Schuttrange, Waldbredimus, Weiler-la-Tour, Weiswampach, Wellenstein et Winckrange. Ainsi jusqu'à ce jour, 83 communes ont été analysées par digitalisation et repositionnement des différentes cartes du cadastre ancien (C. Bis-Worch, J.-C. Klopp).

3.3. Prospections en milieu forestier

Jean-Michel Muller, responsable pour le patrimoine historique et culturel en forêt auprès de l'ANF a poursuivi en 2017 des campagnes de prospection/inventaire systématiques sur près de 1000 ha de surfaces boisées, notamment à Eischen–op der Buer, Sëllent, Haard (140 ha); Kehlen–Ielbësch (40 ha); Dalheim–Buchholz (400 ha); Rambrouch–Wald, Ummerbësch (100 ha); Mertzig–Haelschen (20 ha); Essingen–Eel, Bras mort de l'Alzette (25 ha); Clervaux–Déieregaart (35 ha); Kopstal–Muesbiërg (180 ha).

3.4. Prospections géophysiques

Mamer – Juckelsboesch, prospection géomagnétique par la firme PZP de Marburg (D) (F. Valotteau).

4. CLASSEMENT DE SITES ARCHÉOLOGIQUES

Vu l'article 2 (A) du Règlement grand-ducal du 24 juillet 2011 le CNRA a constitué des dossiers dans le cadre de la procédure de classement de



(Fig. 7) — Altrier, tertre funéraire du Néngtgendeel (photo M. Paulke, CNRA)

sites archéologiques suivant auprès de la Commission des Sites et Monuments (COSIMO):

Bech – Le tertre funéraire, sis au lieu-dit Néngtgendeel à Altrier, section D de Rippig et C de Helmstal et Zittig. Demande de classement comme monument national. (Fig. 7)

Hosingen – Le tertre funéraire, sis au lieu-dit vor Pintzeberg à Hosingen, section HnE de Hosingen. Demande d'inscription à l'inventaire supplémentaire.

Beckerich – La fosse aux loups, sis au lieu-dit op der Waasserbaach, sect. B de Schweich. Demande d'inscription à l'inventaire supplémentaire.

5. ACQUISITIONS

2017-077: Achat de la collection d'artefacts préhistoriques de Dominique Maus, provenant de divers sites du sud du Grand-Duché (F. Valotteau).

2017-083: Don de la collection archéologique de Guy Kronz et Liette Kronz-Wilmes issue de leurs prospections sur le site gallo-romain de Dalheim-«Pëtzel», de Mamer-Bertrange-«Tossebiërg» et du Titelberg (N. Sand).

2017-084: Don d'un crâne issu des fouilles de Jos Herr d'une partie de la villa gallo-romaine sise rue de l'Esplanade à Diekirch effectuées dans les années 1980. Selon les souvenirs du donateur, le crâne a été trouvé à proximité de la pièce d'abside. Une analyse C-14 d'une dent a donné une datation entre 650 et 722 après J.-C., ceci donnant enfin une nouvelle information sur le phénomène des tombes dans les ruines des anciennes villas gallo-romaines. L'analyse anthropologique est difficile car le crâne est fortement fragmenté, mais les indices (l'analyse des sutures restantes, l'état des dents) suggèrent qu'il s'agissait d'une femme âgée d'entre 40 et 60 ans (C. Bis-Worch, A. Kremmer).

6. AMÉNAGEMENT DE SITES ARCHÉOLOGIQUES

Des travaux d'aménagement et/ou de signalétique ont été effectués sur les sites archéologiques de :

Luxembourg – « *Château Mansfeld* » (M. Paulke en collaboration avec l'Association des amis du Château Mansfeld et la ville de Luxembourg).

Suivi et conseil archéologique des travaux de réhabilitation de l'ancienne forteresse et ceci en proche collaboration avec le SSMN et la **Ville de Luxembourg**, notamment lors de la réhabilitation du *Pont Adolphe*, de la *Rue Jules Wilthelm* (Fort Thüngen), du *Petit Glacis* (Parking des bus) et du tracé du *Tram* (C. Colling).

7. PROJETS DE RECHERCHE

Tutorat du mémoire de *Bachelor of Arts* de Monsieur Pieter Hellbach portant sur un sujet luxembourgeois par le HAWK Hochschule für angewandte Wissenschaft und Kunst - Hildesheim/Holzminden/Göttingen intitulé *Monitoring Konzept für ein frei bewittertes Sandsteinmonument „Häerdgeslay“ Altlinster / Lux.* (M. Paulke).

Tutorat du mémoire de *Bachelor of Arts* de Monsieur André Kirsch portant sur un sujet luxembourgeois par le Johann Wolfgang Goethe Universität - Francfort-sur-le-Main intitulé *Eine römische Aschenkiste aus Haller (Luxemburg) – Ein Beitrag zur römischen Steinbautechnik und zum Phänomen der Aschenkisten in der civitas Treverorum.* Monsieur Kirch a obtenu la mention « très bien » (M. Paulke).

Réunions préparatoires du comité scientifique pour l'exposition du *Bundesland Rheinland-Pfalz VorZEITEN – Archäologische Schätze an Rhein und Mosel*, de 2017 à 2018 au *Landesmuseum* de Mayence (D) (F. Dövenner).

Réunions préparatoires pour l'exposition « *Unexpected treasures / Trésors inattendus* » au MNHN Luxembourg en 2018 (F. Le Brun-Ricalens, F. Dövenner).

Réunions constitutionnelles de l'*Archäologische Trier Kommission* à Trèves (F. Dövenner).

Datations radiocarbone AMS: occupation du haut Moyen-Âge de Rodange-«Grand-Bis» et dépôts de tuf holocène de Direndall.

Études carpologiques: occupation de la Tène finale de Schengen-«Dirwis», camp militaire du XVIII^{ème} siècle de Luxembourg-«Beim-Kleinen-Weiher» et puits gallo-romain de Mamer.

Étude anthracologique: camp militaire du XVIII^{ème} siècle de Luxembourg-«Beim-Kleinen-Weiher».

Étude palynologique: séquence de la grotte diacase de Waldbillig-«Karelslé».

Étude anthropologique: nécropole tumulaire âge du Fer de Niedranven-«Lange Muer».

Remontage du squelette de l'Homme de Loschbour dans le cadre de la nouvelle exposi-

tion permanente du Musée National d'Histoire Naturelle (F. Valotteau).

Suivi et conseil archéologique des travaux de réhabilitation de l'ancienne forteresse et ceci en proche collaboration avec le SSMN et la Ville de Luxembourg, notamment lors de la réhabilitation du *Pont Adolphe*, de la *Rue Jules Wilhelm* (Fort Thüngen), du *Petit Glacis* (Parking des bus) et du tracé du *Tram* (C. Colling).

Le service d'archéologie médiévale et postmédiévale a collaboré aux travaux préparatoires du projet d'exposition permanente sur l'archéologie urbaine dans la Ville de Luxembourg. L'exposition dans les caves de l'aile Wilhelm du MNHA a été inaugurée le 28 juin 2017 (C. Bis-Worch, I. Yegles/FRVV, P. Alves & F. Pietruck/MNHA).

8. COMMUNICATIONS SCIENTIFIQUES ET CONFÉRENCES

Arles (F), 24 novembre 2017, *La villa de Schieren (Grand-Duché de Luxembourg), Hercule, Amours et compagnie*, dans le cadre de la conférence annuelle de l'Association française pour la peinture murale antique, Musée de l'Arles Antique (S. Groetembril, V. Biver).

Bruxelles (B), 29 avril 2017, *La villa gallo-romaine de Schieren (Grand-Duché de Luxembourg). Découverte d'enduits peints remarquables. Méthode et résultats*, dans le cadre des Journées d'Archéologie romaine, Musée du Cinquantième (S. Groetembril, V. Biver).

Caen (F), 28 et 29 septembre 2017, *Pour une intégration du potentiel documentaire « hors site » : fouille et diagnostic des séquences sédimentaires fluviales non anthropiques*, communication dans le cadre du Séminaire scientifique et technique de l'Inrap: *Le diagnostic comme outil de recherche* (O. Brun, G. Jamet, H.-G. Naton, L. Brou).

Esch-sur-Alzette (L), 05 avril 2017, *D'reimesch Axialvilla vu Schieren*, conférence pour les Amis de l'Histoire et du Musée de la Ville d'Esch, hôtel de ville d'Esch-sur-Alzette (V. Biver).

Esch-sur-Alzette (L), 28 juin 2017, *L'espace public du Titelberg*, Kulturfabrik à Esch-sur-Alzette (C. Gaeng).

Esch-sur-Alzette (L), 27 septembre 2017, *L'Homme préhistorique de Loschbour. Des fouilles anciennes aux nouvelles données paléogénétiques: contribution à l'Histoire du Luxembourg et du peuplement européen* dans le cadre du Bachelor en cultures européennes à l'Université du Luxembourg, Esch-sur-Alzette (F. Le Brun-Ricalens).

Greiveldange (L), 31 mai 2017, *L'occupation humaine de la Moselle au cours de la Préhistoire*, conférence dans le cadre de l'exposition *Ice Age am Museldall* (L. Brou).

Hong Kong (RPC), 6 et 7 novembre 2017, *Urban archaeology and conservation of archaeological sites in Luxembourg – potential conflict or valuable addition to modern construction?*, *Annual Conference of Chinese Culture on Urban archaeology of the Shang dynasty and conservation of major sites* (C. Bis-Worch).

Hyères (F), 12 et 13 octobre 2017, *Les zones fluviales: d'une évolution millénaire à l'actualité de l'aménagement et de la recherche archéologique*, communication dans le cadre de la 10^e rencontres nationales de l'Anact: *Archéologie et paysage. Conjuguer l'étude et la mise en valeur des patrimoines culturel et naturel* (O. Brun, G. Jamet, H.-G. Naton, L. Brou).

Luxembourg (L), 2 mars 2017, *L'ancienne Clinique St François*, Chambre des Députés, présentation des résultats des fouilles réalisées entre 2012 et 2015 (C. Bis-Worch).

Luxembourg (L), 4 octobre 2017, *L'apport du Titelberg à la genèse des oppida*, dans le cadre du Bachelor en cultures européennes à l'Université du Luxembourg (C. Gaeng).

Mayence (D), 4 juillet 2017, *Der Verband für Grabungstechnik und Feldarchäologie e. V. – Standpunkt und Perspektiven*, communication dans le cadre du colloque intitulé: *Jahrestagung der Deutschen Gesellschaft für Ur-Frühgeschichte* (M. Paulke, T. Wanke).

Nospelt (L), 26 février 2017, *D'r réimesch Axialvilla vun Schieren*, conférence dans le cadre de l'assemblée générale des GKA (V. Biver).

Otzenhausen (D), 25 mars 2017, *Kamele im westlichen Treverergebiet – Das Dromedar aus dem Vicus Mamer-Bertrange*, communication dans le cadre du colloque international *Archäologentage Otzenhausen 2017* (F. Dövenner, avec C. Oelschlägel et H. Bocherens, absents).

Otzenhausen (D), 25 mars 2017, Président de séance et modérateur des communications scientifiques dans le cadre du colloque international *Archäologentagen Otzenhausen 2017* (F. Le Brun-Ricalens).

Otzenhausen (D), 17 mars 2017, *L'espace public du Titelberg*, dans le cadre du colloque international *Archäologentagen Otzenhausen 2017* (C. Gaeng).

Paris (F), 14 novembre 2017, *Présence militaire romaine dans l'oppidum du Titelberg*, dans le cadre d'un séminaire consacré aux vestiges militaires romains d'époque républicaine à l'INHA Paris (C. Gaeng, P. Méniel, J. Metzler).

Trèves (D), 17 janvier 2017, *Das öffentliche Zentrum auf dem Titelberg*, dans le cadre des *Trierer Vorträge zur Klassischen Archäologie*, Universität Trier (C. Gaeng, J. Metzler).

Zhengzhou (RPC), 9 novembre 2017, *Urban archaeology and conservation of archaeological sites in Luxembourg – potential conflict or valuable addition to modern construction?* sur invitation du *Henan Provincial Institute of Cultural Heritage and Archaeology* (C. Bis-Worch).

9. FORMATION PROFESSIONNELLE

En collaboration avec l'Institut de Formation Sectorielle du Bâtiment à Bettembourg à Bettembourg, cours dispensé par le CNRA pour la formation professionnelle d'ouvrier qualifié en fouille archéologique, deux jours en juin 2017 (L. Brou).

Esch-sur-Alzette (L), 14 février 2017, *Protection du patrimoine archéologique et archéologie préventive* dans le cadre de la Formation continue en aménagement du territoire à l'Université du Luxembourg, Esch-sur-Alzette (H. Pösche).

10. PERSONALIA

10.1. Départ à la retraite

Romain BIS

Zum 1. Mai 2017 trat Romain Bis, *assistant scientifique* am CNRA, in den Ruhestand. Romain Bis, geboren am 7. März 1956 in Luxemburg und aufgewachsen in Luxemburg-Cessingen, erhielt 1978 sein Diplom als technischer Ingenieur an der damaligen *École Technique de Luxembourg*. Sein Berufsleben begann er in einer luxemburger Baufirma, bevor er Ende 1979 in den Dienst der *Musées de l'État* wechselte. Neben der Betreuung zahlreicher Ausgrabungen im gesamten Land, hat er sich mit der fortschreitenden Entwicklung der digitalen Vermessung und Dokumentation ab 2001 verstärkt dem Aufbau einer Informatikstruktur des Museums gewidmet. Die

Mitarbeiter des *Centre national de recherche archéologique* wünschen Romain Bis für seinen weiteren Lebensweg das Allerbeste sowie eine glückliche, erfüllende und gesunde Zukunft.

10.2. Prises de fonction

Lynn STOFFEL

Embauchée en 2015, Madame Lynn STOFFEL est employée au CNRA par un contrat à durée indéterminée suite à l'obtention du concours de la fonction publique, et a été assermentée le 30 juillet 2017 comme nouvelle Chargée d'Études du service d'Archéologie gallo-romaine, succédant au poste de conservateur du Dr. Jean Krier. Née au Luxembourg en 1982, elle a fouillé depuis 1994 chez les *Georges Kaiser Altertumsfuerscher* de Nospelt et pendant ses études en Allemagne, France et Italie. Elle a obtenu un *Magister Provinzialrömische Archäologie* de l'Université de Freiburg i. Br. et acquis d'expérience professionnelle entre autre au *LVR-LandesMuseum Bonn* et à la *Deutsche Limeskommission*.

Claire WETZ

Embauchée en octobre 2017, Madame Claire WETZ est employée au CNRA par un contrat à durée indéterminée. Née au Luxembourg en 1989, elle a obtenu un diplôme en Restauration de mobilier archéologique à la *Johannes Gutenberg-Universität* de Mayence (D) (*Bachelor of Arts*), après avoir accompli plusieurs stages préparatifs dans différents ateliers de restauration en Europe. Avant d'entrer au CNRA, elle a travaillé comme restauratrice indépendante pour le service archéologique de la Sarre et dans les ateliers de restauration archéologique au *Rheinisches Landesmuseum Trier*.

Claude DESSOUROUX

Embauché en décembre 2017, Monsieur Claude DESSOUROUX est employé au CTIE par un contrat à durée indéterminée et détaché au CNRA. Né au Luxembourg en 1978, il a obtenu son diplôme d'Ingénieur Industriel en Informatique Appliquée à l'Institut Supérieur de Technologie (Luxembourg). Avant d'entrer au service informatique du CNRA, il a travaillé en tant que responsable technique et informatique pour le groupe de cinéma Utopia au Luxembourg, France et Belgique.

Publications 2017 des agents du CNRA

ASSELIN G., LE BRUN-RICALES F., AFFOLTER J. 2017. Entre bassin rhénan et Bassin parisien : le Néolithique moyen luxembourgeois et lorrain à travers son industrie en silex. In : KOCH M. (Dir.). *Archäologentage Otzenhausen - Archäologie in der Großregion*, Internationales Symposium zur Archäologie in der Großregion in der Europäischen Akademie Otzenhausen, 14-17 avril 2016, 3, 139-162.

BIS-WORCH C., THEUNE C. (ed.) 2017. *Religion, cults and Rituals in the medieaval rural environment*, Sidestone Press Academics, Leiden, 398 p.

BIVER V., GROETEMBRIL S. 2017. La villa gallo-romaine de Schieren (G.-D. de Luxembourg), découverte d'enduits peints remarquables dans un contexte privilégié. Méthode et résultats de la fouille. *Signa*, 6, 9-19.

BIVER V., STEAD A., POLFER M., LE BRUN-RICALES F. 2017. Le domaine de la villa gallo-romaine de Schieren (G.-D. de Luxembourg) : contexte et résultats préliminaires des fouilles récentes. *Archaeologia luxemburgensis*, 3, 2016, 42-63.

BROU L., BIVER J., BELLAVIA V., BIS-WORCH C., COLLING C. 2017. Un rare atelier sidérurgique du bas Moyen Âge à Capellen-« Zolwerfeld ». Note préliminaire. *Archaeologia luxemburgensis*, 3, 2016, 150-157.

BROU L., WAGNER R. 2017. Le siège de Luxembourg de 1684 par l'armée de Louis XIV. Des vestiges de campements militaires le long de la ligne de circonvallation au Ban de Gasperich. *Frënn vun der Festungsgeschicht Lëtzebuerg 1867-2017. 25 Joër Frënn vun der Festungsgeschicht Lëtzebuerg*. Collection : Ons Festung, 127-141.

COLLING C. 2017. Die Burg Ouren in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens. Ein Stück Luxemburger Geschichte jenseits der Landesgrenze. *Archaeologia luxemburgensis*, 3, 2016, 128-149.

DÖVENER F. 2017. Sur le terrain. Grand-Duché de Luxembourg – Un squelette de dromadaire dans un puits romain. *Archéologia*, 559, 16.



DÖVENER F. 2017. Eisenobjekt unbekannter Funktion aus Contern-„Döschtelratt“ (Luxemburg). *Instrumentum - Bulletin du Groupe de travail européen sur l'artisanat et les productions manufacturées de l'Antiquité à l'époque moderne*, 46, 24-25.

FABRE M. 2017. *Environnement et subsistance au Pléistocène supérieur au Luxembourg et dans l'est de la France. Étude ostéologique des gisements d'Otrange (Lux.), de Vergisson II (Saône-et-Loire, Fr.) et de la Baume de Gigny (Jura, Fr.)*. Dossiers d'Archéologie XVI, Luxembourg, CNRA, 534 p.

FABRE M., VALOTTEAU F., BROU L. 2017. Deux squelettes de chiens de la fin du III^{ème} millénaire avant J.-C. sous abri-sous-roche à Christnach-« Immendelt » (Grand-Duché de Luxembourg). *Revue Archéologique de l'Est*, 66, 345-353.

GAENG C., METZLER J. 2017. Ouverture d'une nouvelle aire de fouille dans l'oppidum du Titelberg. *Archaeologia luxemburgensis*, 3, 2016, 30-41.

GATINOT B. 2017. *Ecce Homo, une Histoire de l'Homme*. ArchéoLogiques, 7, Luxembourg, 556 p.

KABIERSKE G., MOUSSET J.-L., PAULKE M., REITER B. 2017. Un dessin de Jacques Pennier (1656 – vers 1720) représentant l'ancien château de Mansfeld à Luxembourg-Clausen. *Hémecht*, 69, 161-187.

KRIER J. 2017. Eine seltene Terrakotte aus der römischen Villa in Echternach. *Archaeologia luxemburgensis*, 3, 2016, 64-75.

KRIER J. 2017. Eine römische Inschrift aus Mertert und der Vicus Suromagus. *Archaeologia luxemburgensis*, 3, 2016, 76-95.

LE BRUN-RICAENS F., GENDRON F., CALLIGARO T., PHILIPPO S., WEY C., SERVAIS E., LÓPEZ LUJÁN L. 2017. Un Luxembourgeois, deux obsidiennes, des volcans et des mines. *Archaeologia luxemburgensis*, 3, 2016, 158-183.

LE BRUN-RICALES F. 2017. Alter ego et alii... Pré-ambule. In: GATINOT B. L. *Ecce Homo, Une Histoire de l'Homme*. ArchéoLogiques, 7, Luxembourg, 9-13.

LE BRUN-RICALES F., FABRE A. 2017. « Préhistoire, préhistoire..., vous avez dit préhistoire, comme c'est Oetrange... ». Avant-propos. In: FABRE M. *Environnement et subsistance au Pléistocène supérieur au Luxembourg et dans l'est de la France. Étude ostéologique des gisements d'Oetrange (Lux.), de Vergisson II (Saône-et-Loire, Fr.) et de la Baume de Gigny (Jura, Fr.)*. Dossiers d'Archéologie, XVI, Luxembourg, 8-9.

LE BRUN-RICALES F., LOPEZ LUJAN L., RICHARD É. 2017. Un Luxembourgeois de Vielsalm, pionnier de l'archéologie préhispanique et mexicaine: Guilielmus Josephus DUPAIX (1746-1818). *Bulletin de l'Institut Archéologique du Luxembourg*. Arlon, 93^e année, 3-4, 26-41.

LEESCH D. 2017. *Les occupations mésolithiques des abris-sous-roche de Berdorf-Kalekapp 2 (Grand-Duché de Luxembourg)*. Dossiers d'Archéologie XIX, Luxembourg, CNRA, 237 p.

OELSCHLÄGEL C., DÖVENER F. 2017. „Eher geht ein Kamel durch ein Nadelöhr...“: Der außergewöhnliche Fund eines nahezu kompletten Dromedars in einem römerzeitlichen Brunnen des Vicus von Mamer-Bertrange. *Archaeologia luxemburgensis*, 3, 2016, 102-111.

PAULKE M. 2017. Das unvollendete Schloss – Der östliche Gartensaal – Neue Grabungen im Park des Mansfeldschlosses. *Die Warte*, 14/2543, 6-7.

PÖSCHE H. 2017. Von Baustellenstopps und Präventivarchäologie – Die Arbeit des *Service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire*. *Archaeologia luxemburgensis*, 3, 2016, 8-17.

SAND N. 2017. Une tombe à torques de la nécropole gallo-romaine de Mamer, « Juckelsbësch » (Grand-Duché de Luxembourg). Tradition celte dans une tombe gallo-romaine ? In: Hanut F. (dir.). *Du bûcher à la tombe. Diversité et évolution des pratiques funéraires dans les nécropoles à crémation de la période gallo-romaine en Gaule septentrionale*. Études et documents, Archéologie, 36, Namur, 406 p.

SCHOELLEN A. 2017. Zum 25. Todestag von Norbert Theis (1941-1991), einem Pionier der Luxemburger Bodendenkmalpflege. *Archaeologia luxemburgensis*, 3, 2016, 4-7.

SCHOELLEN A. 2017. Reuland-„Koon“: Fundament eines römischen Grabpfeilers entdeckt. *Archaeologia luxemburgensis*, 3, 2016, 96-101.

SPIER F., LE BRUN-RICALES F. 2017. Préface. In: LEESCH D. *Les occupations des abris-sous-roche de Berdorf-Kalekapp 2 (Grand-Duché de Luxembourg)*. Dossiers d'Archéologie, XIX, Luxembourg, 11-12.

TRAUTMANN B., BIS-WORCH C., 2017. An unusual discovery of human remains from the medieval church of Grevenmacher (Luxembourg). *Anthropologischer Anzeiger*, 74/4, 339–346.

TRAUTMANN B., WISSING C., DÍAZ-ZORITA BONILLA M., BIS-WORCH C., BOCHERENS H., 2017. *Reconstruction of Socioeconomic Status in the Medieval (14th - 15th century) Population of Grevenmacher (Luxembourg) based on Growth, Development and Diet*. In: International Journal of Osteoarchaeology, Published online in Wiley Online Library (wileyonlinelibrary.com) DOI: 10.1002/oa.2606.

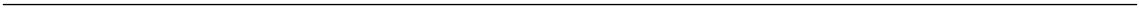
VALOTTEAU F., DELSATE D., BOLLONGINO R., BURGER J., CHENAL F., BROU L., LE BRUN-RICALES F. 2017. Recherche d'ADN ancien sur des dents humaines néolithiques d'Oetrange-« Kakert » (Grand-Duché de Luxembourg). *Archaeologia luxemburgensis*, 3, 2016, 19-29.

ZIPPER K. 2017. L'occupation humaine du Grand-Duché de Luxembourg à l'âge du bronze final : inventaire des sites et bilan de l'état de la documentation. Hommage à Raymond Waringo (1950-2003). *Revue Archéologique de l'Est*, 66, 75-111.

ERRATUM

Dans le n°3 d'*Archaeologia Luxemburgensis* concernant l'article publié aux pages 42-63, la référence complète s'avère être la suivante : BIVER V., STEAD A., POLFER M., LE BRUN-RICALES F. 2016. Le domaine de la villa gallo-romaine de Schieren (G.-D. de Luxembourg) : contexte archéologique et résultats préliminaires des fouilles récentes. *Archaeologia Luxemburgensis*, 3, 42-63.

Notes



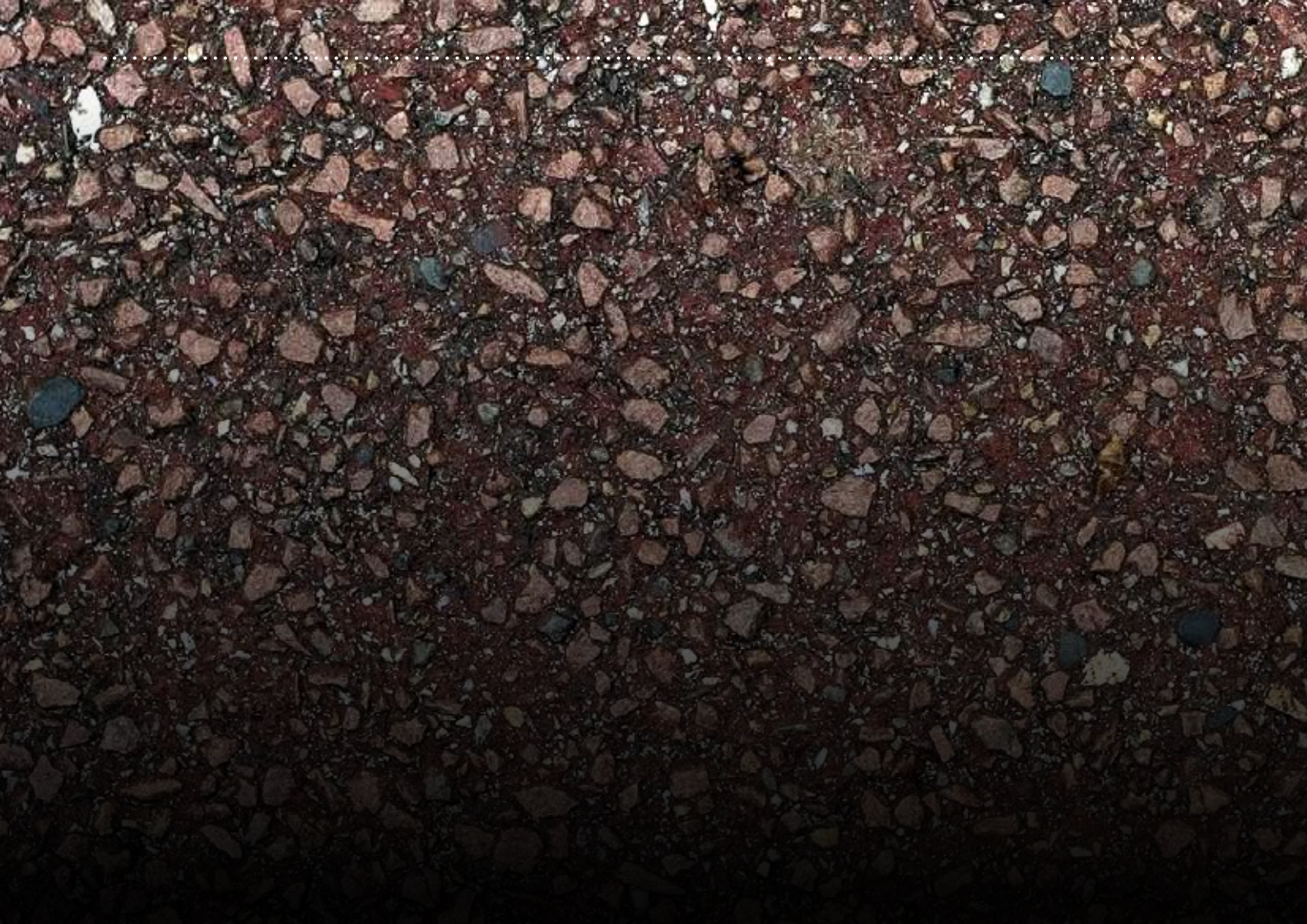
IMPRESSUM

ISSN 2354-5526
Luxembourg (2018)

© Centre national de recherche archéologique, Luxembourg 2018
241, rue de Luxembourg, L-8077 Bertrange

Secrétaire d'édition: François Valotteau

Conception / Mise en page:
rose de claire, design



CNRA

CNRA
Centre National de Recherche
Archéologique
241, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange
www.cnra.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Culture